RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Liberté
Égalité
Fraternité

DESL
Statistique publique
sur les collectivités locales

Les collectivités locales en chiffres 2025

DGCL
Direction générale
des collectivités locales

LES COLLECTIVITÉS LOCALES EN CHIFFRES

2025

Direction générale des collectivités locales

Directrice de la publication : Cécile RAQUIN

Rédacteur en chef : Olivier LÉON

Coordination éditoriale : Olivier LÉON, Benoît de LAPASSE

Contributions : Olivier LÉON, Julien DAVID, Mélissa GUITON, Benoît de LAPASSE, Guillaume LEFORESTIER, Lionel SEBBANE, Yohann VASLIN, Maxime VAYNE

ISBN : 978-2-11-179865-6

Réalisation : Cursives, Paris

Crédits photos de la couverture : stock.adobe.com (de haut en bas : Unclesam, Altitudedrone, Saiko3p)

Éditeur : DGCL – Place Beauvau – 75800 Paris Cedex 08

PRÉSENTATION

Les Collectivités locales en chiffres est l'annuaire statistique de la Direction générale des collectivités locales (DGCL). Son objectif est de fournir annuellement les informations statistiques essentielles sur les collectivités locales. Il est réalisé par le Département des études et des statistiques locales (DESL) de la DGCL.

Les principaux chapitres sur les structures, les finances, les personnels des collectivités locales et les élus locaux donnent, en complément des chiffres, un commentaire succinct et surtout des définitions et des références. Les séries longues sur les divers sujets sont diffusées sous format électronique sur le site https://www.collectivites-locales.gouv.fr/collectivites-locales-chiffres. Un chapitre introductif présente sous forme de graphiques quelques chiffres clés des collectivités locales.

- Les chiffres figurant dans cet ouvrage sont ceux disponibles début juillet 2025. Les données des structures communales et intercommunales sont établies au 1er janvier 2025, d'autres peuvent porter sur des années antérieures en fonction de leur cycle de production (comptes et fiscalité en 2024, effectifs en 2023).
- Le champ couvert dans son acception la plus large est celui des administrations publiques locales, qui comprennent les collectivités locales et les organismes divers d'administration locale. On désigne couramment dans cet ouvrage par l'expression « collectivités locales » l'ensemble formé par les collectivités territoriales (terme consacré par la Constitution pour les communes, départements et régions) et les groupements de communes à fiscalité propre (métropoles, communautés urbaines, communautés d'agglomération, communautés de communes). Certaines données portent sur un champ élargi aux syndicats et aux établissements publics locaux.
- Dans la diffusion des statistiques, on distingue plusieurs ensembles géographiques de la France. La France hexagonale comprend les 96 départements d'Europe. S'y ajoutent les 5 départements d'outre-mer (Dom) : Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte. En ajoutant la collectivité de Saint-Martin à cet ensemble formé de la France hexagonale et des cinq départements ou région d'outre-mer, on obtient le territoire économique de référence pour la comptabilité nationale et celui qui fait partie de l'Union européenne. Comme le font couramment les publications statistiques en référence à la définition utilisée par les organismes internationaux, *Collectivités locales en chiffres* emploie l'expression « France » pour l'ensemble comprenant la France hexagonale et les Dom, auquel s'applique la quasi-totalité des données présentées. Le territoire de la République française comprend également la Nouvelle-Calédonie, la Polynésie française, les îles Wallis et Futuna, les Terres australes et antarctiques françaises, les îles éparses de l'Océan indien ainsi que les collectivités à statut particulier, Saint-Barthélemy et Saint-Pierre-et-Miquelon (Saint-Martin étant déjà comptabilisée dans le territoire économique de la France). Ces territoires sont mentionnés dans certains tableaux.

Des informations complémentaires sont disponibles sur le portail des collectivités locales :
www.collectivites-locales.gouv.fr

Sommaire

1 LES CHIFFRES CLÉS DES COLLECTIVITÉS LOCALES 7

Synthèse 8

1-1 Les chiffres clés des collectivités locales 9

1-2 Les chiffres clés des finances locales 10

1-3 Les chiffres clés de la fiscalité locale 11

1-4 Les chiffres clés des transferts de l'État aux collectivités 12

1-5 Les chiffres clés de la fonction publique territoriale 13

2 LES COLLECTIVITÉS LOCALES ET LEUR POPULATION 15

Présentation - Définitions 16

2-1 Le découpage administratif de la République et sa population 20

2-2 Le nombre de collectivités territoriales 21

2-3a Les communes par taille : nombre et population 22

2-3b Les communes par taille : répartitions en % 23

2-4 Les communes de plus de 100 000 habitants 24

2-5a Les groupements de collectivités territoriales 25

2-5b Les groupements de collectivités territoriales : carte de l'intercommunalité à fiscalité propre au 1er janvier 2025 26

2-6 Les groupements de communes à fiscalité propre par taille 27

2-7a Les principaux groupements de communes à fiscalité propre : métropoles et communautés urbaines 28

2-7b Les principaux groupements de communes à fiscalité propre : communautés d'agglomération 29

2-7c Les principaux groupements de communes à fiscalité propre : communautés de communes 31

3 LES FINANCES DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES LOCALES 33

Présentation - Définitions 34

3-1 Les administrations publiques locales dans les comptes de la Nation 36

3-2 Les comptes des administrations publiques locales 37

3-3 La formation brute de capital fixe des administrations publiques 38

3-4 Les capacités ou besoins de financement des administrations publiques 39

3-5 Les dépenses des administrations publiques par fonction 40

4 LES FINANCES DES COLLECTIVITÉS LOCALES 41

Présentation - Définitions 42

4-1 Les comptes des collectivités territoriales et de leurs groupements à fiscalité propre 45

4-2 Les comptes des communes 46

4-2a Les comptes des communes de moins de 10 000 habitants 47

Sommaire

4-2b Les comptes des communes de 10 000 habitants et plus 48
4-3 Les comptes des groupements de communes à fiscalité propre 49
4-4 Les comptes du secteur communal 50
4-5 Les comptes des départements 51
4-6 Les comptes des régions et des collectivités territoriales uniques (CTU) 52
4-7a Les ratios financiers obligatoires du secteur communal : les communes 53
4-7b Les ratios financiers obligatoires du secteur communal : les communes, selon leur type 54
4-7c Les ratios financiers obligatoires du secteur communal : les groupements de communes à fiscalité propre 55
4-8 Les ratios financiers obligatoires des départements et des régions 56
4-9 Les comptes des syndicats 57
4-10 Les comptes des collectivités locales y compris les syndicats 58
4-11 Les comptes des budgets annexes 59
4-12a Les comptes consolidés des collectivités locales et leur décomposition 60
4-12b Les comptes consolidés des collectivités locales et leur décomposition par région 61
4-13 Ventilation fonctionnelle des dépenses 62

5 LA FISCALITÉ LOCALE 69

Présentation - Définitions 70
5-1 Vue d'ensemble de la fiscalité locale 73
5-2 Les recettes de la fiscalité locale 74
5-3 Bases nettes et taux moyens d'imposition 75
5-4 Décomposition de l'évolution du produit des taxes en 2024 : effet base et effet taux 77
5-5 Les contributions de l'État à la fiscalité directe locale 78
5-6 Redevances et recettes tarifaires 79

6 LES CONCOURS FINANCIERS DE L'ÉTAT 81

Présentation - Définitions 82
6-1 Transferts financiers de l'État aux collectivités locales 84
6-2 Transferts financiers de l'État aux collectivités locales exécutés 85
6-3 Les dotations, subventions de fonctionnement, compensation d'exonérations et dégrèvements 86

7 LES ÉLUS LOCAUX 89

Présentation - Définitions 90
7-1 Structure par âge et par catégorie socioprofessionnelle des élus locaux 92
7-2 Part des femmes parmi les élus locaux 93

Sommaire

8 LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE 95

Présentation - Définitions 96

8-1 Les effectifs totaux dans les collectivités locales 99

8-2 Les effectifs par statut et catégorie hiérarchique 100

8-3 Les effectifs des collectivités locales par filière 103

8-4 Les effectifs par type de collectivités locales 106

8-5 Les mouvements de personnel dans les collectivités locales 109

8-6 Les salaires dans les collectivités locales 110

8-7 Les effectifs des collectivités locales par âge 112

8-8 L'emploi dans les collectivités locales selon le nombre d'agents employés 116

8-9 Les collectivités locales selon le nombre d'habitants 118

8-10 Les effectifs des collectivités locales par région 120

8-11 La fonction publique territoriale au sein de la fonction publique 124

8-12 Les élections professionnelles dans la fonction publique territoriale 125

9 ÉLÉMENTS DE CONTEXTE 127

Présentation - Définitions 128

9-1 Le contexte européen 130

9-2 Le contexte régional 132

9-3 Le contexte départemental 134

10 LES SÉRIES LONGUES (en ligne seulement)

10-1 Les groupements de collectivités territoriales

10-2 Les comptes des administrations publiques locales

10-3 Les dépenses des administrations publiques locales ventilées par fonction

10-4 Les comptes des communes

10-5 Les comptes des groupements de communes à fiscalité propre

10-6 Les comptes du secteur communal

10-7 Les comptes des départements

10-8 Les comptes des régions

10-9 Les comptes des collectivités territoriales et de leurs groupements à fiscalité propre

10-10 Les dépenses des collectivités locales dans les principaux domaines transférés

10-11 L'endettement des collectivités locales

10-12 Les taux de fiscalité locale

10-13 Les produits de fiscalité locale

10-14 Les compensations et dégrèvements en matière de fiscalité directe locale

10-15 Les effectifs des collectivités locales

10-16 Les dépenses de personnel des collectivités locales

1

LES CHIFFRES CLÉS DES COLLECTIVITÉS LOCALES

Présentation - Définitions 8

1-1 Les chiffres clés des collectivités locales 9

1-2 Les chiffres clés des finances locales 10

1-3 Les chiffres clés de la fiscalité locale 11

1-4 Les chiffres clés des transferts de l'État aux collectivités 12

1-5 Les chiffres clés de la fonction publique territoriale 13

1 Les chiffres clés des collectivités locales

SYNTHÈSE

Au 1er janvier 2025, la France métropolitaine et les départements d'Outre-Mer comptent 68,0 millions d'habitants et 34 875 communes. Ces dernières sont regroupées en 1 254 groupements à fiscalité propre et 8 322 syndicats intercommunaux, répartis dans 101 départements et 18 régions. Par rapport à l'année précédente, le nombre de communes a baissé de 60 unités, et celui des syndicats intercommunaux de 307 unités.

Dans leur ensemble[1], les collectivités locales emploient 2,0 millions de personnes au 31 décembre 2023, un chiffre en hausse de + 0,9 % par rapport à l'année précédente, porté par la dynamique des contractuels (+ 6,1 %) qui compense la baisse continue du nombre de fonctionnaires (- 0,7 %). Par rapport aux autres versants de la fonction publique, les agents territoriaux présentent des spécificités : une moyenne d'âge plus élevée (45,8 ans contre 44,3 ans dans la fonction publique d'État), une plus forte proportion d'agents de catégorie C (près de 70 % des emplois permanents), mais moins de femmes (61,1 % contre 63,2 % dans la fonction publique d'État). Le salaire mensuel net moyen des agents territoriaux s'élève à 2 254 € en 2023, soit une hausse de + 3,9 % en euros courants, mais qui diminue en euros constants (- 0,9 %), après prise en compte de l'inflation.

Au sein de ces collectivités locales environ 555 500 élus locaux participent à la conduite des politiques publiques. Leur âge moyen est de 56,7 ans et la part des femmes est de 41,3 %.

En 2024, dans un contexte de ralentissement de l'inflation, la situation financière des collectivités locales a continué de se tendre. Leurs dépenses de fonctionnement[2] se sont élevées à 206,4 Md€ (soit 3 035 € par habitant), en hausse de + 3,9 % par rapport à 2023. Parmi elles, près de 40 % sont constituées de dépenses d'intervention, liées à l'exercice des compétences des collectivités, à l'instar des dépenses sociales pour les départements. Les frais de personnel forment également un poste de dépenses important (37 %) tandis que les achats et charges externes ont vu leur progression ralentir sous l'effet de la décélération de l'inflation.

Dans le même temps, les recettes de fonctionnement (238,9 Md€) ont progressé à un rythme moindre (+ 2,2 %). Davantage que les dotations et concours financiers de l'État ou la vente de biens et services, les recettes de fiscalité locale en constituent la composante principale. Parmi ces recettes, la fraction de TVA, versée en compensation de la suppression ou réorientation de taxes locales apparaît prédominante, suivie par le produit du foncier bâti en forte progression (+ 5,4 %), tandis que les recettes des droits de mutation à titre onéreux (DMTO) continuent de fléchir (- 13,6 %).

Les disparités de dynamiques entre dépenses et recettes de fonctionnement ont pesé sur le taux d'épargne brute, en recul de - 1,4 point à 13,6 %. L'investissement étant resté soutenu (+ 7,0 %) notamment dans les communes comme traditionnellement à cette période du cycle électoral, les collectivités locales ont affiché un besoin de financement - 10 Md€, le plus élevé observé depuis une décennie. Celui-ci a été financé pour un tiers par une ponction sur le fonds de roulement, et pour les deux tiers par recours à l'emprunt, augmentant le flux net de dette de + 6,6 Md€.

Derrière cette situation d'ensemble, de fortes disparités existent entre collectivités locales et types de collectivités locales. Ainsi, le délai de désendettement du bloc communal a été contenu (+ 0,2 an), tandis que celui des départements a fortement progressé (+ 2,5 ans).

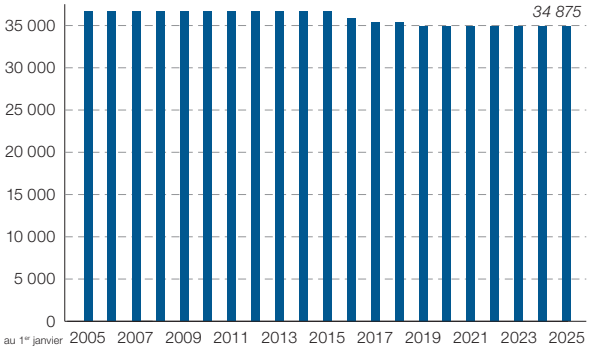
1. En incluant les établissements publics à caractère administratif, les centres de gestion et le CNFPT.
2. Sur le périmètre des budgets principaux.

68,0 millions d'habitants en France au 1er janvier 2025, répartis dans 18 régions, 101 départements et 34 875 communes.

Nombre de communes

Au 1er janvier 2025, on compte 60 communes de moins qu'en 2024, soit 34 875 communes.

▶ Voir fiche 2-2

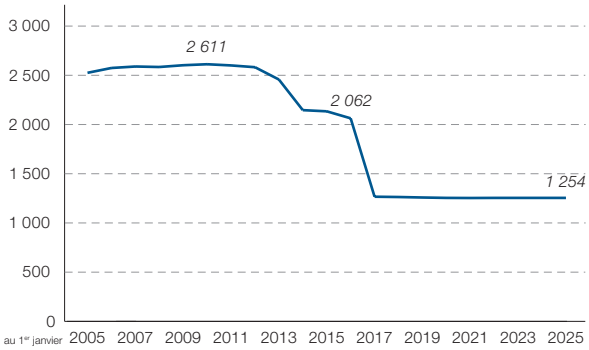


Source : Insee, code officiel géographique.

Nombre d'EPCI à fiscalité propre

Au cours des années 2010, le nombre d'EPCI à fiscalité propre a baissé, sous l'effet notamment de la mise en place des schémas départementaux de coopération intercommunale (SDCI). Au 1er janvier 2025, on compte 1 254 EPCI à fiscalité propre.

▶ Voir fiche 2-5a



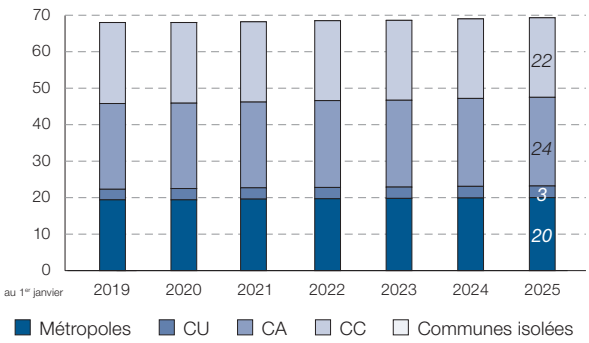
Source : DGCL, Banatic.

Population totale

Au 1er janvier 2025, les métropoles regroupent 20,0 millions d'habitants (en incluant la métropole de Lyon), au sens de leur population totale.

▶ Voir fiche 2-5a

(en millions d'habitants)



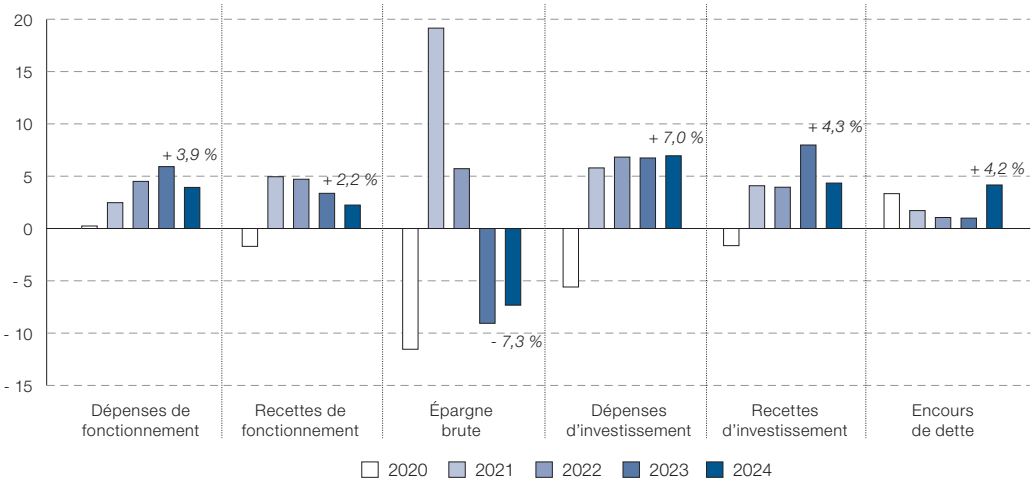
Source : DGCL, Banatic ; Insee, recensement de la population
CU : communautés urbaines ; CA : communautés d'agglomération ; CC : communautés de communes. Population totale = population municipale + population comptée à part.

1-2 Les chiffres clés des finances locales

Taux de croissance annuels des principaux agrégats comptables

En 2024, les dépenses de fonctionnement des collectivités locales ont augmenté de + 3,9 % et leurs investissements de + 7,0 %.

▶ Voir fiche 4-1



Source : DGCL - Données DGFIP, comptes de gestion - budgets principaux.

Les finances des collectivités locales en 2024 ▶ Voir fiches 4-1 à 4-6

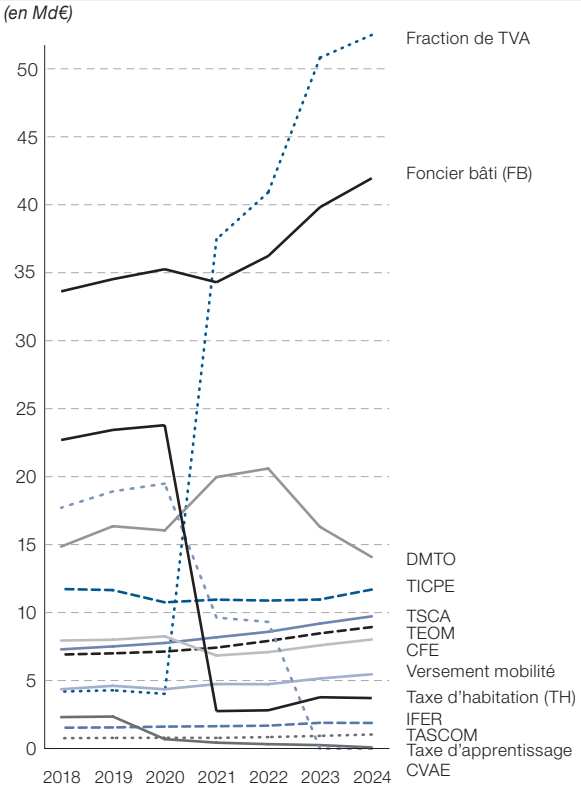
	Bloc communal	Départements	Régions	Ensemble
Dépenses de fonctionnement				
Niveau (en milliards d'euros)	115,7	65,8	25,0	**206,4**
Évolution	*+ 4,3 %*	*+ 3,9 %*	*+ 1,1 %*	**+ 3,9 %**
Recettes de fonctionnement				
Niveau (en milliards d'euros)	137,3	70,7	30,9	**238,9**
Évolution	*+ 3,4 %*	*+ 0,2 %*	*+ 1,1 %*	**+ 2,2 %**
Taux d'épargne brute				
Niveau (en %)	15,8%	6,9%	19,2%	**13,6%**
Évolution	*- 0,8 pt*	*- 3,3 pt*	*- 0,0 pt*	**- 1,4 pt**
Dépenses d'investissement [(a)]				
Niveau (en milliards d'euros)	43,7	12,2	14,5	**70,4**
Évolution	*+ 10,4 %*	*- 2,9 %*	*+ 6,1 %*	**+ 7,0 %**
Recettes d'investissement [(b)]				
Niveau (en milliards d'euros)	18,3	3,2	6,3	**27,9**
Évolution	*+ 5,4 %*	*+ 0,9 %*	*+ 3,9 %*	**+ 4,3 %**
Besoin (-) ou capacité (+) de financement				
Niveau (en milliards d'euros)	- 3,7	- 4,0	- 2,3	**- 10,0**

(a) Hors remboursement de dette.
(b) Hors emprunts.
Source : DGCL - Données DGFIP, comptes de gestion - budgets principaux.

Produits des principales recettes fiscales

Les produits de la fiscalité directe locale sont de 68,5 Md€ en 2024, en hausse de + 5 %.

▶ Voir fiche 5-1



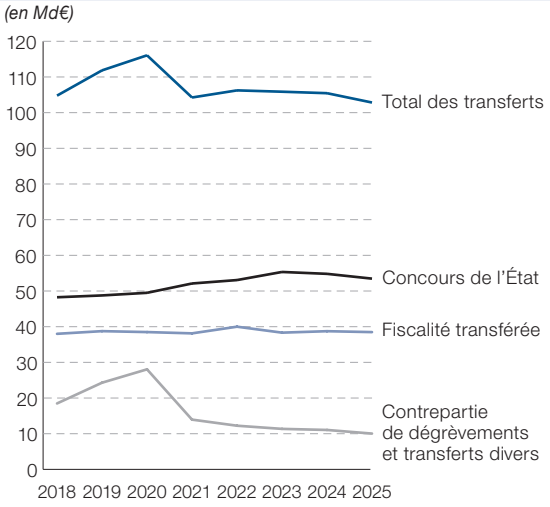
Source : DGCL. Données DGFiP, REI et comptes de gestion - budgets principaux et annexes.

1-4 Les chiffres clés des transferts de l'État aux collectivités

Montants des transferts

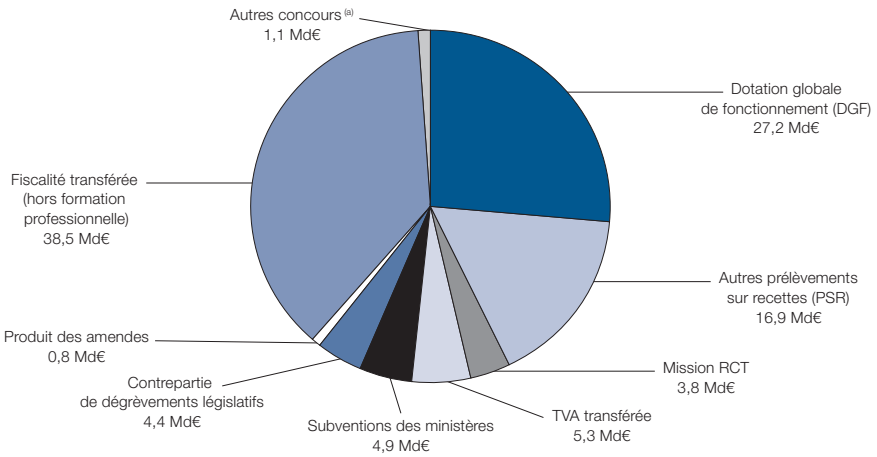
Les transferts de l'État aux collectivités territoriales représentent 102,8 Md€ en 2025. La réforme de la taxe d'habitation est à l'origine de la baisse des contreparties de dégrèvements en 2021.

▶ Voir fiche 6-1



Source : Loi de finances initiale.

Répartition en 2024 par type de transfert

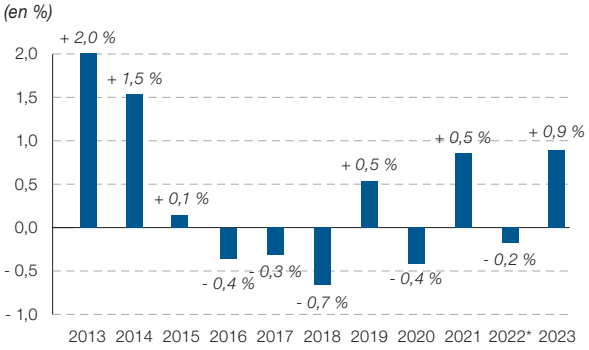


Source : PLF 2025.
(a) Fonds de sauvegarde des départements ; ressources formation professionnelle et apprentissage.

Taux de croissance annuel des effectifs de la FPT

Au 31 décembre 2023, on compte 2 million d'agents dans la fonction publique territoriale (FPT). Cet effectif a augmenté de + 0,9 % par rapport à 2023.

▶ Voir fiche 8-1

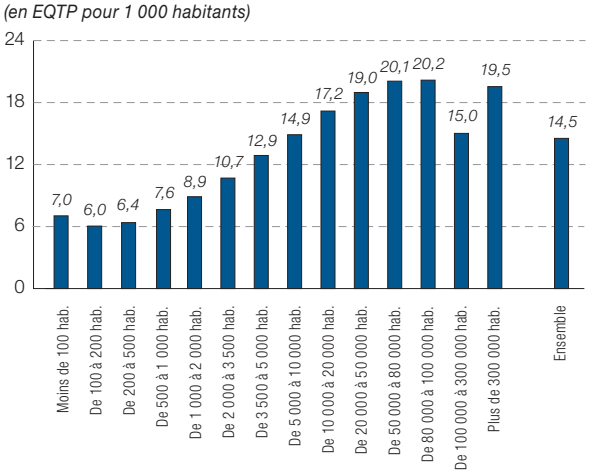


(a) Nouvelle série à partir de 2022.
Source : DGCL. Données : Insee, SIASP.

Agents territoriaux pour 1 000 habitants

Le nombre d'agents territoriaux par habitant est de 14,5 agents en équivalent temps plein pour 1 000 habitants. Ce taux d'administration est plus faible dans les petites communes et plus élevé dans les grandes.

▶ Voir fiche 8-8

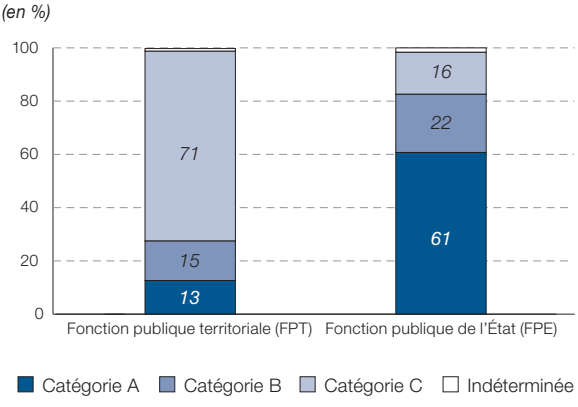


Source : DGCL. Données : Insee, SIASP.
EQTP : équivalents temps plein.

Répartition des agents par catégorie

Par rapport aux autres versants de la fonction publique, la FPT se caractérise par une forte proportion d'agents de catégorie C (71 %) et une faible proportion d'agents de catégorie A (13 %).

▶ Voir fiche 8-11



Source : DGCL. Données : Insee, SIASP.

2

LES COLLECTIVITÉS LOCALES ET LEUR POPULATION

Présentation - Définitions 16

2-1 Le découpage administratif de la République et sa population 20

2-2 Le nombre de collectivités territoriales 21

2-3a Les communes par taille : nombre et population 22

2-3b Les communes par taille : répartitions en % 23

2-4 Les communes de plus de 100 000 habitants 24

2-5a Les groupements de collectivités territoriales 25

2-5b Les groupements de collectivités territoriales : carte de l'intercommunalité à fiscalité propre au 1er janvier 2025 26

2-6 Les groupements de communes à fiscalité propre par taille 27

2-7a Les principaux groupements de communes à fiscalité propre : métropoles et communautés urbaines 28

2-7b Les principaux groupements de communes à fiscalité propre : communautés d'agglomération 29

2-7c Les principaux groupements de communes à fiscalité propre : communautés de communes 31

2 Les collectivités locales et leur population

PRÉSENTATION

La population de référence en vigueur au 1er janvier 2025, issue du recensement 2022, s'élève à 68,0 millions d'habitants pour la France métropolitaine et dans les départements d'Outre-mer (DOM). En ajoutant les collectivités d'outre-mer et la Nouvelle-Calédonie, elle atteint 68,6 millions pour l'ensemble de la République française *(fiche 2.1)*.

Au cours de l'année 2024, 46 communes nouvelles ont été créées. Celles-ci ont regroupé 110 anciennes communes de 34 départements différents, soit un différentiel de 64 communes. Dans le même temps, une commune nouvelle, créée en 2017, a « défusionné », ce qui a entraîné la restauration de quatre anciennes communes. Par conséquent, le nombre de communes en France métropolitaine et dans les DOM diminue de soixante unités en 2024, et s'élève à 34 875 communes au 1er janvier 2025 *(fiche 2.2)*. La moitié de la population française réside dans des communes de moins de 10 000 habitants. Ces communes représentent 97 % du nombre des communes *(fiche 2.3)*. Les 42 communes de plus de 100 000 habitants regroupent 15,1 % de la population. Les communes en forte croissance durant ces six dernières années (population en hausse de plus de 5 %) sont : Toulouse, Nantes, Montpellier, Bordeaux, Toulon, Villeurbanne, Saint-Denis (de La Réunion), Saint-Denis (93) et Rouen. À l'inverse, la population de cinq communes a diminué d'au moins 2 % en six ans : Paris, Reims, Le Havre, Limoges, Argenteuil, Mulhouse *(fiche 2.4)*.

Depuis la forte réduction du nombre d'EPCI à fiscalité propre au 1er janvier 2017 (- 39 %), la carte intercommunale ne connaît que quelques changements marginaux chaque année. Au 1er janvier 2025, on compte 1 254 EPCI à fiscalité propre en France métropolitaine et dans les DOM, soit le même nombre qu'en 2024 *(fiches 2.5 à 2.7)*. Une communauté de communes s'est transformée en communauté d'agglomération et quatre communes ont changé d'EPCI à fiscalité propre d'appartenance.

Au 1er janvier 2025, seules quatre communes de France métropolitaine ne sont pas membres d'un EPCI à fiscalité propre, ni de la métropole de Lyon. Il s'agit d'îles mono-communales, bénéficiant d'une dérogation législative : l'île d'Yeu, l'île de Bréhat, l'île de Sein et l'île d'Ouessant.

Entre janvier 2024 et janvier 2025, la baisse du nombre de syndicats s'est poursuivie : - 3,6 % (contre - 1,7 % en 2023 et - 1,2 % en 2022). Le nombre de syndicats atteint désormais 8 322 début 2025, contre 8 629 en janvier 2024. Cette baisse est plus marquée pour les syndicats intercommunaux à vocation unique (- 5,0 %), même si toutes les catégories sont concernées *(fiche 2.5)*.

POUR EN SAVOIR PLUS

– « Les structures territoriales au 1er janvier 2025 : plus de communes nouvelles, moins de syndicats intercommunaux », Bulletin d'information statistique n° 195, avril 2025.
www.collectivites-locales.gouv.fr/bulletin-dinformation-statistique-bis-195

– Les données relatives à la population de référence sont disponibles sur le site de l'Insee : www.insee.fr.

– Les données relatives à l'intercommunalité sont issues de la base nationale de l'intercommunalité (BANATIC), alimentée à partir des données intercommunales ASPIC saisies par les préfectures :
www.banatic.interieur.gouv.fr.

– Les données de synthèse sur les intercommunalités sont téléchargeables sur :
www.collectivites-locales.gouv.fr/etudes-et-statistiques-locales.

DÉFINITIONS

1) Les contours administratifs

Depuis la révision constitutionnelle du 28 mars 2003, sont définies comme « ***collectivités territoriales de la République*** *» à l'article 72 de la Constitution :*
– les communes ;
– les départements y compris les départements d'outre-mer (DOM) ;
– les régions y compris les régions d'outre-mer (ROM) ;
– les collectivités à statut particulier ;
– les collectivités d'outre-mer (COM) régies par l'article 74 de la Constitution.
Peut s'y ajouter la Nouvelle-Calédonie qui est une collectivité dite sui generis *(« de son propre genre ») dont le statut est fixé dans un titre spécial de la Constitution.*

▶ **La commune**
C'est la plus petite subdivision administrative française. Certaines communes ont acquis un statut particulier. C'est le cas de Paris, Marseille, Lyon depuis la loi dite « PML » du 31 décembre 1982.
La loi n° 2010-1563 du 16 décembre 2010 de réforme des collectivités territoriales instaure un nouveau dispositif de fusion de communes aboutissant à la création d'une ***commune nouvelle*** *soumise aux règles applicables aux communes. La loi n° 2015-292 du 16 mars 2015 a complété et modifié le régime des communes nouvelles. Sauf délibérations concordantes contraires des conseils municipaux, des* ***communes déléguées*** *reprenant le nom et les limites territoriales de l'ensemble des anciennes communes dont la commune nouvelle est issue sont instituées au sein de celle-ci. Le conseil municipal de la commune nouvelle peut décider de la suppression des communes déléguées dans un délai qu'il détermine. La commune nouvelle a seule la qualité de collectivité territoriale. La création au sein d'une commune nouvelle de communes déléguées entraîne de plein droit pour chacune d'entre elles :*
– *l'institution d'un maire délégué, désigné par le conseil municipal de la commune nouvelle (à titre transitoire et jusqu'au prochain renouvellement du conseil municipal suivant la création de la commune nouvelle, le maire de l'ancienne commune en fonction lors de la création de la commune nouvelle devient de droit maire délégué) ;*
– *la création d'une annexe de la mairie dans laquelle sont établis les actes de l'état civil concernant les habitants de la commune déléguée.*

▶ **Le département**
Créé par la loi du 22 décembre 1789, il devient une collectivité territoriale par la loi du 10 août 1871. Les départements d'outre-mer (DOM) ont, quant à eux, été créés par la loi du 19 mars 1946.

▶ **La région**
Elle a été créée par la loi de décentralisation du 2 mars 1982. La première élection des conseillers régionaux au suffrage universel direct a eu lieu le 16 mars 1986. Leur existence a été consacrée par la révision constitutionnelle du 28 mars 2003 et leur nombre a été réduit, en France métropolitaine, de 22 à 13 par la loi n° 2015-29 du 16 janvier 2015 relative à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral. La collectivité de Corse est dotée d'un statut particulier. Depuis le 1er janvier 2018, elle résulte de la fusion de la collectivité territoriale de Corse et des deux conseils départementaux de Corse.

▶ **Une collectivité à statut particulier** *est, en France, une collectivité territoriale qui, en application de l'article 72 de la Constitution, ne relève pas des trois catégories que sont les communes, les départements et les régions, sans pour autant être une collectivité d'outre-mer régie par l'article 73 de la Constitution. Quatre collectivités sont appelées collectivités territoriales uniques (CTU) : la Guyane, la Martinique, Mayotte et la Corse. S'y ajoutent la métropole de Lyon depuis 2015 et la Ville de Paris depuis 2019.*

▶ **Les collectivités d'outre-mer (COM)** *peuvent être considérées au nombre de 8. Ce sont, aux termes de la révision constitutionnelle du 28 mars 2003, les cinq territoires de la République française dont le statut est régi par l'article 74 de la Constitution. Ces territoires ont des statuts et une organisation interne très divers régis par la loi organique. Ce sont Saint-Pierre-et-Miquelon (géré par un conseil territorial, et comprenant deux communes), Saint Barthélémy (géré par un conseil territorial), Saint Martin (géré par un conseil territorial), Wallis et Futuna (comprenant trois circonscriptions correspondant chacun à un royaume) et la Polynésie (collectivité d'outre-mer qui comprend 48 communes, regroupées dans 3 EPCI à fiscalité propre).*
À ces collectivités s'ajoutent la Nouvelle Calédonie, dont le statut est régi par le titre XIII de la Constitution, organisée en trois provinces et regroupant 33 communes ; les terres australes et antarctiques françaises (TAAF), sans population, découpées en cinq districts (dont les Iles éparses de l'océan Indien rattachées aux TAAF depuis 2007) ; l'île de Clipperton, sans population, placée directement sous l'autorité du gouvernement.

2) Les groupements de collectivités

Les ***établissements publics de coopération intercommunale (EPCI)*** *désignent les différentes formes de coopération à personnalité morale existant entre les communes. On distingue deux types d'EPCI :*
– *la forme dite à fiscalité propre, caractérisée par une fiscalité directe locale et par l'existence de compétences obligatoires : les communautés urbaines (CU), les communautés d'agglomération (CA), les syndicats d'agglomération nouvelle (SAN, supprimés par la loi NOTRe), les communautés de communes (CC) et les métropoles (autres que la métropole de Lyon).*
– *les syndicats de communes,* i.e. *la forme sans fiscalité propre, financée par les contributions des communes qui en sont membres, dont les syndicats intercommunaux à vocation unique (SIVU) et les syndicats intercommunaux à vocation multiple (SIVOM), regroupés sous la dénomination de syndicats de communes. Les 11 établissements publics territoriaux (EPT) de la métropole du Grand Paris sont une forme particulière de syndicat intercommunal.*
Forment la catégorie des ***groupements de collectivités territoriales*** *les établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) et les syndicats mixtes fermés et certains syndicats mixtes ouverts (ceux visés à l'article L. 5721-8 du CGCT), les pôles métropolitains, les pôles d'équilibre territorial et rural (PETR), les agences départementales, les institutions ou organismes interdépartementaux et les ententes interrégionales.*

▶ **La communauté de communes (CC)**
Créée par la loi du 6 février 1992 et renforcée par la loi du 12 juillet 1999, la communauté de communes est un EPCI à fiscalité propre regroupant plusieurs communes, associées au sein d'un espace de solidarité, autour d'un projet commun de développement économique et d'aménagement de l'espace.

▶ **La communauté d'agglomération (CA)**
Créée par la loi du 12 juillet 1999 et modifiée par la loi du 16 décembre 2010, la communauté d'agglomération est un EPCI à fiscalité propre regroupant plusieurs communes formant, à la date de sa création, un ensemble de plus de 50 000 habitants d'un seul tenant et sans enclave, autour d'une ou plusieurs communes-centre de plus de 15 000 habitants (des dérogations existent pour ces deux seuils démographiques).

▶ **La communauté urbaine (CU)**
La communauté urbaine regroupe depuis la loi du 16 décembre 2010 plusieurs communes formant un ensemble de plus de 450 000 habitants, d'un seul tenant et sans enclave. La loi du 27 janvier 2014 abaisse ce seuil de création de la CU à 250 000 habitants. Les communautés existant antérieurement à la loi de 1999 peuvent avoir des effectifs inférieurs à ce seuil. Forme de coopération plus intégrée que la communauté d'agglomération, la communauté urbaine dispose de compétences plus larges que celle-ci.

▶ **La métropole**
Créée par la loi n° 2010-1563 du 16 décembre 2010 de réforme des collectivités territoriales, la métropole était initialement un EPCI regroupant des communes, formant à la date de sa création un ensemble de plus de 500 000 habitants d'un seul tenant et sans enclave. La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (MAPTAM) a redéfini les métropoles de droit commun et leurs compétences. Au 1er janvier 2015, ont été transformés automatiquement en métropole huit EPCI à fiscalité propre qui formaient un ensemble de plus de 400 000 habitants dans une aire urbaine, au sens de l'Insee, de plus de 650 000 habitants. Deux autres EPCI à fiscalité propre ont été transformés en métropole selon un dispositif de transformation facultative. Cette loi comporte également des dispositions spécifiques sur la métropole d'Aix-Marseille-Provence et la métropole du Grand Paris, qui ont été mises en place le 1er janvier 2016. La loi n° 2017-257 du 28 février 2017 relative au statut de Paris et à l'aménagement métropolitain a assoupli les conditions de création d'une métropole et a ouvert la possibilité à de nouveaux EPCI de se transformer en métropoles.

▶ **La métropole de Lyon**
Contrairement aux autres métropoles, la métropole de Lyon est une collectivité territoriale à part entière et non un EPCI. La métropole de Lyon est une collectivité à statut particulier, au sens de l'article 72 de la Constitution, qui exerce à la fois les compétences dévolues aux conseils départementaux et celles dévolues aux métropoles. On ne comptabilise pas la métropole de Lyon comme un EPCI à fiscalité propre, mais elle est prise en compte dans la détermination du nombre de communes et du nombre d'habitants couverts par une intercommunalité à fiscalité propre.

▶ **Le syndicat d'agglomération nouvelle (SAN)**
Le syndicat d'agglomération nouvelle est une structure de coopération intercommunale mise en place pour organiser les villes nouvelles. Il n'existe plus de SAN depuis l'instauration de la loi NOTRe.

▶ **Les syndicats intercommunaux à vocation multiple (SIVOM)**
Les SIVOM sont des EPCI. Leur objet n'est pas limité à une seule œuvre ou à seul objet d'intérêt intercommunal, mais comprend de multiples compétences. Le SIVOM exerce des responsabilités variées qui lui ont été confiées par les différentes communes. Ces dernières participent étroitement au pilotage du SIVOM.

▶ **Les syndicats intercommunaux à vocation unique (SIVU)**
Les SIVU sont des EPCI. Leur fonctionnement est similaire à celui d'un syndicat intercommunal à vocation multiple (SIVOM) à la différence près qu'un SIVU ne dispose que d'une unique compétence fixée dans ses statuts : c'est un syndicat spécialisé. Historiquement c'est la plus ancienne structure intercommunale puisqu'elle a été créée par la loi du 22 mars 1890 sur les syndicats de communes. SIVU et SIVOM ne forment qu'une catégorie juridique, celle des syndicats de communes.

▶ **Les syndicats mixtes**
Ils ont été créés par un décret de 1935 pour donner aux collectivités la capacité de s'associer entre elles ou avec des établissements publics. Plusieurs constructions sont possibles : le syndicat mixte fermé qui associe (sauf exceptions prévues par l'article L. 5711-4) uniquement des communes et des EPCI, et le syndicat mixte ouvert qui inclut parmi ses membres différents échelons de collectivités territoriales ou des établissements publics tels qu'une chambre de commerce et d'industrie (CCI). Bien que soumis aux règles applicables aux EPCI, les syndicats mixtes ne sont pas au sens propre des EPCI, cette qualité étant réservée aux groupements de communes.

▶ **L'établissement public territorial (EPT)**
L'EPT est un établissement public à statut particulier. La métropole du Grand Paris (MGP) comprend Paris et onze territoires (établissements publics territoriaux, EPT), d'un seul tenant et sans enclave d'au moins 300 000 habitants. Les EPT exercent un certain nombre de compétences de proximité en lieu et place des communes.

▶ **Le pôle métropolitain**
Il a été créé par la loi n° 2010-1563 du 16 décembre 2010. Les conditions d'éligibilité ont été modifiées par la loi du 27 janvier 2014. Actuellement, le pôle métropolitain regroupe des EPCI à fiscalité propre dont au moins un comptant plus de 100 000 habitants. Par dérogation, le pôle métropolitain peut regrouper, sur un territoire d'un seul tenant et sans enclave, des EPCI à fiscalité propre comprenant au moins un EPCI de plus de 50 000 habitants limitrophe d'un état étranger. Les départements et régions peuvent également adhérer à un pôle métropolitain.

▶ **Le pôle d'équilibre territorial et rural (PETR)**
Créé par la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014, le pôle d'équilibre territorial et rural est un établissement public constitué par accord entre plusieurs EPCI à fiscalité propre, au sein d'un périmètre d'un seul tenant et sans enclave. Un EPCI à fiscalité propre ne peut appartenir à plus d'un pôle d'équilibre territorial et rural. Le PETR est soumis aux règles applicables aux syndicats mixtes. Lorsqu'une commune nouvelle est issue de la fusion de toutes les communes d'un EPCI à fiscalité propre membre d'un PETR, cette commune nouvelle peut rester membre de ce PETR jusqu'à son adhésion à un EPCI à fiscalité propre.

3) Populations

▶ **Le recensement de la population**
La nouvelle méthode de recensement (voir loi du 27 février 2002) repose sur deux principes :
– *les communes de moins de 10 000 habitants réalisent désormais une enquête de recensement exhaustive tous les cinq ans, à raison d'un cinquième des communes chaque année ;*
– *les communes de 10 000 habitants ou plus réalisent tous les ans une enquête par sondage auprès d'un échantillon de 8 % des logements.*
Le recensement de la population des collectivités d'outre-mer et de la Nouvelle-Calédonie relève, selon les cas, des articles 156 ou 157 du titre V de la loi n° 2002-276 du 27 février 2002. Les populations légales de Saint-Barthélemy, de Saint-Martin et de Saint-Pierre-et-Miquelon, dont le recensement est réalisé dans le cadre général du recensement rénové (article 156), sont actualisées chaque année.

Les autres COM ainsi que la Nouvelle-Calédonie procèdent, par dérogation (article 157), à des recensements généraux de la population tous les cinq ans. Pour Mayotte, le dernier recensement général a eu lieu en 2017, sous la forme d'une enquête exhaustive dans toutes les communes. À la suite de la loi n° 2017–256 du 28 février 2017 relative à l'égalité réelle outre-mer, Mayotte intègre progressivement le même protocole de collecte annuelle que les autres départements français.

▶ **Les populations de référence** *authentifiées par décret regroupent, pour chaque commune, sa population totale, sa population municipale et sa population comptée à part. Le décret n° 2003-485 publié au Journal officiel du 8 juin 2003, relatif au recensement de la population fixe les différentes catégories de population et leur composition.*

▶ **La population municipale** *comprend les personnes ayant leur résidence habituelle (au sens du décret) sur le territoire de la commune, dans un logement ou une communauté, les personnes détenues dans les établissements pénitentiaires de la commune, les personnes sans-abri recensées sur le territoire de la commune et les personnes résidant habituellement dans une habitation mobile recensée sur le territoire de la commune.*

▶ **La population comptée à part** *comprend certaines personnes dont la résidence habituelle (au sens du décret) est dans une autre commune mais qui ont conservé une résidence sur le territoire de la commune.*

▶ **La population totale** *d'une commune est égale à la somme de la population municipale et de la population comptée à part de la commune.*

2-1 Le découpage administratif de la République et sa population

Le découpage administratif de la République

(en nombre)

	2021	2022	2023	2024	2025
Communes	**35 048**	**35 038**	**35 028**	**35 018**	**34 958**
dont : France métropolitaine	34 836	34 826	34 816	34 806	34 746
DOM	129	129	129	129	129
COM et Nouvelle-Calédonie [(a)]	83	83	83	83	83
Arrondissements (sudivisions des départements)	**332**	**332**	**333**	**333**	**333**
dont : France métropolitaine	320	320	320	320	320
DOM	12	12	13	13	13
Départements (à distinguer des conseils départementaux)	**101**	**101**	**101**	**101**	**101**
dont : France métropolitaine	96	96	96	96	96
DOM	5	5	5	5	5
Régions (à distinguer des conseils régionaux)	**18**	**18**	**18**	**18**	**18**
dont : France métropolitaine	13	13	13	13	13
ROM	5	5	5	5	5
Collectivités d'outre-mer, TAAF et Nouvelle Calédonie [(a)]	**8**	**8**	**8**	**8**	**8**

Source : Insee, Code officiel géographique.

(a) Saint-Pierre-et-Miquelon (2 communes) ; Saint-Barthélemy ; Saint-Martin ; Polynésie française (48 communes). Nouvelle-Calédonie (33 communes). Wallis-et-Futuna (Territoire, découpé en trois circonscriptions territoriales). Terres australes et antarctiques françaises (TAAF, sans population), découpées en cinq districts. Île de Clipperton (sans population), rattachée directement au gouvernement.

Population municipale

(en nombre d'habitants)

Au 1er janvier	2021	2022	2023	2024	2025
France métropolitaine et d'outre-mer	**66 989 056**	**67 244 921**	**67 418 672**	**67 664 570**	**68 017 091**
dont : France métropolitaine	64 844 037	65 096 768	65 269 154	65 505 213	65 846 255
DOM	2 145 019	2 148 153	2 149 518	2 159 357	2 170 836
Collectivités d'outre-mer et Nouvelle-Calédonie					
Saint-Pierre-et-Miquelon	5 985	5 974	5 925	5 873	5 819
Saint-Barthélémy	10 124	10 289	10 457	10 464	10 562
Saint-Martin	34 065	32 489	31 801	31 477	31 496
Polynésie française (recensements 2017 et 2022)	275 918	278 786	278 786	278 786	278 786
Wallis-et-Futuna (dernier recensement en 2023)	11 558	11 558	11 558	11 151	11 151
Nouvelle-Calédonie (dernier recensement en août 2019)	271 407	271 407	271 407	271 407	271 407
Ensemble République française	**67 598 113**	**67 852 556**	**68 025 738**	**68 273 728**	**68 626 312**

Source : Insee, Recensements de la population.

Les collectivités territoriales en France métropolitaine et dans les départements d'outre-mer
(en nombre de collectivités)

	2021	2022	2023	2024	2025
Ensemble des collectivités locales	**45 397**	**45 205**	**45 090**	**44 932**	**44 565**
Collectivité territoriales	**35 079**	**35 069**	**35 059**	**35 049**	**34 989**
Communes	**34 965**	**34 955**	**34 945**	**34 935**	**34 875**
dont : France métropolitaine	34 836	34 826	34 816	34 806	34 746
Outre-mer	129	129	129	129	129
Conseils départementaux[(a)]	**95**	**95**	**95**	**95**	**95**
dont : France métropolitaine	93	93	93	93	93
Outre-mer	2	2	2	2	2
Conseils régionaux	**14**	**14**	**14**	**14**	**14**
dont : France métropolitaine	12	12	12	12	12
Outre-mer	2	2	2	2	2
Collectivités à statut particulier	**5**	**5**	**5**	**5**	**5**
Collectivité de Corse	1	1	1	1	1
Métropole de Lyon	1	1	1	1	1
Martinique	1	1	1	1	1
Guyane	1	1	1	1	1
Département de Mayotte	1	1	1	1	1
Groupements de communes	**10 318**	**10 136**	**10 031**	**9 883**	**9 576**
Groupements de communes à fiscalité propre	1 253	1 254	1 254	1 254	1 254
Syndicats	9 065	8 882	8 777	8 629	8 322

Source : Insee, Code officiel géographique ; DGCL, Banatic.
(a) Le passage en 2021 de 96 à 95 conseils départementaux est lié à la création de la Collectivité européenne d'Alsace, département de droit commun, par le décret n° 2019-142 du 27 février 2019 portant regroupement des départements du Bas-Rhin et du Haut-Rhin.

2-3a Les communes par taille

Nombre de communes et population municipale au 1er janvier 2025, selon la taille des communes

Taille des communes	France métropolitaine		DOM		France métropolitaine + DOM	
	Nombre de communes	Population municipale	Nombre de communes	Population municipale	Nombre de communes	Population municipale
Moins de 50 habitants	903	31 019	0	0	903	31 019
50 à 99 habitants	2 500	189 811	0	0	2 500	189 811
100 à 199 habitants	5 409	798 092	1	157	5 410	798 249
200 à 299 habitants	4 192	1 033 167	2	497	4 194	1 033 664
300 à 399 habitants	3 091	1 071 838	0	0	3 091	1 071 838
400 à 499 habitants	2 169	971 132	0	0	2 169	971 132
500 à 699 habitants	3 539	2 095 324	2	1 149	3 541	2 096 473
700 à 999 habitants	3 051	2 547 233	1	895	3 052	2 548 128
1 000 à 1 499 habitants	2 950	3 590 831	4	5 292	2 954	3 596 123
1 500 à 1 999 habitants	1 576	2 720 214	7	11 886	1 583	2 732 100
2 000 à 2 499 habitants	1 032	2 299 156	1	2 168	1 033	2 301 324
2 500 à 2 999 habitants	683	1 864 565	4	11 196	687	1 875 761
3 000 à 3 499 habitants	527	1 705 490	3	9 989	530	1 715 479
3 500 à 3 999 habitants	400	1 493 896	3	11 285	403	1 505 181
4 000 à 4 999 habitants	578	2 572 402	8	36 122	586	2 608 524
5 000 à 5 999 habitants	382	2 097 449	8	43 865	390	2 141 314
6 000 à 7 999 habitants	498	3 425 374	15	104 557	513	3 529 931
8 000 à 9 999 habitants	287	2 558 453	10	88 687	297	2 647 140
10 000 à 19 999 habitants	527	7 193 646	31	434 921	558	7 628 567
20 000 à 29 999 habitants	189	4 574 347	8	196 695	197	4 771 042
30 000 à 49 999 habitants	141	5 473 237	10	355 814	151	5 829 051
50 000 à 79 999 habitants	66	4 066 728	7	426 074	73	4 492 802
80 000 à 99 999 habitants	16	1 438 690	2	167 218	18	1 605 908
100 000 à 199 999 habitants	29	4 001 349	2	262 369	31	4 263 718
200 000 à 299 999 habitants	4	1 023 562	0	0	4	1 023 562
300 000 habitants et plus	7	5 009 250	0	0	7	5 009 250
Total	**34 746**	**65 846 255**	**129**	**2 170 836**	**34 875**	**68 017 091**

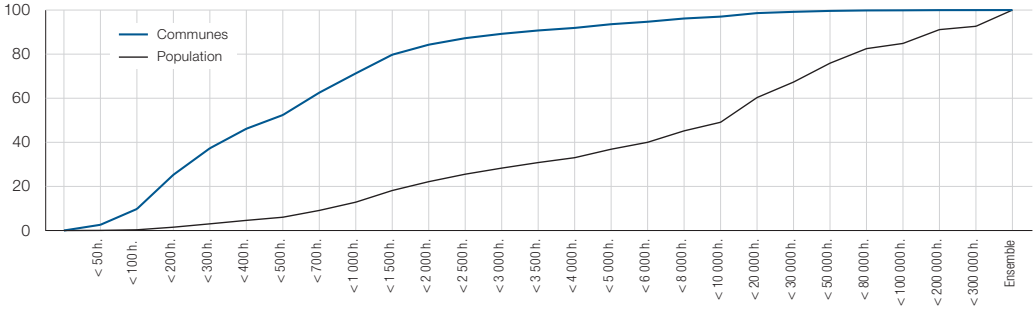
Source : Insee, Recensement de la population. Population municipale en vigueur en 2025 (millésimée 2022)
Champ : France métropolitaine + DOM.
Le département de Mayotte a été recensé en 2017.

Répartition (en % et en % cumulés) du nombre de communes et de la population municipale au 1er janvier 2025, selon la taille des communes

Taille des communes	Nombre de communes	Population	Taille des communes	Nombre de communes	Population
	en %			en % cumulés	
Moins de 50 habitants	2,6 %	0,0 %	Moins de 50 habitants	2,6 %	0,0 %
50 à 99 habitants	7,2 %	0,3 %	Moins de 100 habitants	9,8 %	0,3 %
100 à 199 habitants	15,5 %	1,2 %	Moins de 200 habitants	25,3 %	1,5 %
200 à 299 habitants	12,0 %	1,5 %	Moins de 300 habitants	37,3 %	3,0 %
300 à 399 habitants	8,9 %	1,6 %	Moins de 400 habitants	46,2 %	4,6 %
400 à 499 habitants	6,2 %	1,4 %	Moins de 500 habitants	52,4 %	6,0 %
500 à 699 habitants	10,2 %	3,1 %	Moins de 700 habitants	62,5 %	9,1 %
700 à 999 habitants	8,8 %	3,7 %	Moins de 1 000 habitants	71,3 %	12,9 %
1 000 à 1 499 habitants	8,5 %	5,3 %	Moins de 1 500 habitants	79,8 %	18,1 %
1 500 à 1 999 habitants	4,5 %	4,0 %	Moins de 2 000 habitants	84,3 %	22,2 %
2 000 à 2 499 habitants	3,0 %	3,4 %	Moins de 2 500 habitants	87,3 %	25,5 %
2 500 à 2 999 habitants	2,0 %	2,8 %	Moins de 3 000 habitants	89,2 %	28,3 %
3 000 à 3 499 habitants	1,5 %	2,5 %	Moins de 3 500 habitants	90,7 %	30,8 %
3 500 à 3 999 habitants	1,2 %	2,2 %	Moins de 4 000 habitants	91,9 %	33,0 %
4 000 à 4 999 habitants	1,7 %	3,8 %	Moins de 5 000 habitants	93,6 %	36,9 %
5 000 à 5 999 habitants	1,1 %	3,1 %	Moins de 6 000 habitants	94,7 %	40,0 %
6 000 à 7 999 habitants	1,5 %	5,2 %	Moins de 8 000 habitants	96,2 %	45,2 %
8 000 à 9 999 habitants	0,9 %	3,9 %	Moins de 10 000 habitants	97,0 %	49,1 %
10 000 à 19 999 habitants	1,6 %	11,2 %	Moins de 20 000 habitants	98,6 %	60,3 %
20 000 à 29 999 habitants	0,6 %	7,0 %	Moins de 30 000 habitants	99,2 %	67,3 %
30 000 à 49 999 habitants	0,4 %	8,6 %	Moins de 50 000 habitants	99,6 %	75,9 %
50 000 à 79 999 habitants	0,2 %	6,6 %	Moins de 80 000 habitants	99,8 %	82,5 %
80 000 à 99 999 habitants	0,1 %	2,4 %	Moins de 100 000 habitants	99,9 %	84,9 %
100 000 à 199 999 habitants	0,1 %	6,3 %	Moins de 200 000 habitants	100,0 %	91,1 %
200 000 à 299 999 habitants	0,0 %	1,5 %	Moins de 300 000 habitants	100,0 %	92,6 %
300 000 habitants et plus	0,0 %	7,4 %			
Total	**100,0 %**	**100,0 %**	**Toutes tailles confondues**	**100,0 %**	**100,0 %**

Source : Insee, Recensement de la population.
Champ : France métropolitaine + DOM.
Le département de Mayotte a été recensé en 2017.
Lecture : 2,6 % des communes ont moins de 50 habitants et 7,2 % des communes ont entre 50 et 99 habitants. Ces dernières regroupent 0,3 % de la population. Cumulées, les communes de moins de 100 habitants regroupent 0,3 % de la population et représentent 9,8 % des communes.

Répartition (en % cumulés) du nombre de communes et de la population municipale au 1er janvier 2025, selon la taille des communes



Source : Insee, Recensement de la population.
Champ : France métropolitaine + DOM.
Lecture : les communes de moins de 3 000 habitants regroupent 89,3 % des communes ; elles regroupent 28,5 % de la population.

2-4 Les communes de plus de 100 000 habitants

Les communes de plus de 100 000 habitants
(en nombre d'habitants)

Rang	Commune (n° du département)	Population municipale		Taux d'évolution sur 6 ans
		2019 (millésimée 2016)	2025 (millésimée 2022)	
1	Paris (75)	2 190 327	2 113 705	- 3,5 %
2	Marseille (13)	862 211	877 215	+ 1,7 %
3	Lyon (69)	515 695	520 774	+ 1,0 %
4	Toulouse (31)	475 438	511 684	+ 7,6 %
5	Nice (06)	342 637	353 701	+ 3,2 %
6	Nantes (44)	306 694	325 070	+ 6,0 %
7	Montpellier (34)	281 613	307 101	+ 9,1 %
8	Strasbourg (67)	279 284	291 709	+ 4,4 %
9	Bordeaux (33)	252 040	265 328	+ 5,3 %
10	Lille (59)	232 440	238 695	+ 2,7 %
11	Rennes (35)	216 268	227 830	+ 5,3 %
12	Toulon (83)	169 634	180 834	+ 6,6 %
13	Reims (51)	183 113	178 478	- 2,5 %
14	Saint-Étienne (42)	171 924	172 569	+ 0,4 %
15	Le Havre (76)	170 352	166 462	- 2,3 %
16	Villeurbanne (69)	149 019	162 207	+ 8,8 %
17	Dijon (21)	155 090	159 941	+ 3,1 %
18	Angers (49)	151 229	157 555	+ 4,2 %
19	Grenoble (38)	158 180	156 389	- 1,1 %
20	Saint-Denis (974)	147 920	156 149	+ 5,6 %
21	Nîmes (30)	151 001	150 444	- 0,4 %
22	Saint-Denis (93)	140 962	148 907	+ 5,6 %
23	Aix-en-Provence (13)	143 006	147 933	+ 3,4 %
24	Clermont-Ferrand (63)	142 686	147 751	+ 3,5 %
25	Le Mans (72)	142 991	145 182	+ 1,5 %
26	Brest (29)	139 342	140 993	+ 1,2 %
27	Tours (37)	136 565	138 668	+ 1,5 %
28	Amiens (80)	133 755	134 780	+ 0,8 %
29	Annecy (74)	126 419	131 272	+ 3,8 %
30	Limoges (87)	132 660	129 754	- 2,2 %
31	Metz (57)	117 890	121 695	+ 3,2 %
32	Perpignan (66)	121 875	120 996	- 0,7 %
33	Boulogne-Billancourt (92)	119 645	120 205	+ 0,5 %
34	Besançon (25)	116 466	120 057	+ 3,1 %
35	Orléans (45)	114 782	116 344	+ 1,4 %
36	Rouen (76)	110 117	116 331	+ 5,6 %
37	Montreuil (93)	108 402	110 758	+ 2,2 %
38	Caen (14)	105 403	108 398	+ 2,8 %
39	Argenteuil (95)	110 468	107 135	- 3,0 %
40	Saint-Paul (974)	105 482	106 220	+ 0,7 %
41	Mulhouse (68)	108 999	104 924	- 3,7 %
42	Nancy (54)	104 592	104 387	- 0,2 %

Source : Insee, Recensement de la population.
Champ : France métropolitaine + DOM.

Nombre de groupements de communes à fiscalité propre

Au 1er janvier	2021	2022	2023	2024	2025	Variation 2025-2024
Métropoles	21	21	21	21	21	**+ 0**
Communautés urbaines (CU)	14	14	14	14	14	**+ 0**
Communautés d'agglomération (CA)	223	227	227	229	230	**+ 1**
Communautés de communes (CC)	995	992	992	990	989	**- 1**
Nombre d'EPCI à fiscalité propre	**1 253**	**1 254**	**1 254**	**1 254**	**1 254**	**+ 0**
Métropole de Lyon	1	1	1	1	1	**+ 0**
Nombre total de communes regroupées[a]	**34 961**	**34 951**	**34 941**	**34 931**	**34 871**	**- 60**
Nombre de communes isolées	**4**	**4**	**4**	**4**	**4**	**+ 0**
Nombre de communes	**34 965**	**34 955**	**34 945**	**34 935**	**34 875**	**- 60**
EPCI à fiscalité professionnelle unique :						
Nombre de groupements	*1 075*	*1 084*	*1 090*	*1 093*	*1 094*	*+ 1*
Nombre de communes regroupées[a]	*30 089*	*30 231*	*30 329*	*30 446*	*30 418*	*- 28*

Sources : DGCL, Banatic ; Insee, Recensements de la population.
Champ : France métropolitaine + DOM.
(a) Y compris les communes de la métropole de Lyon.

Population[a] regroupée dans des groupements à fiscalité propre

Au 1er janvier	2021	2022	2023	2024	2025	Évolution 2025 / 2024
Métropoles	18 154 555	18 273 350	18 331 597	18 420 395	18 522 621	**+ 0,6 %**
Communauté urbaines (CU)	3 128 086	3 138 765	3 146 023	3 157 842	3 175 191	**+ 0,5 %**
Communautés d'agglomération (CA)	23 492 290	23 777 483	23 835 713	24 081 689	24 293 546	**+ 0,9 %**
Communautés de communes (CC)	22 039 498	21 867 973	21 898 670	21 776 996	21 776 752	**- 0,0 %**
Population totale des EPCI à fiscalité propre	**66 814 429**	**67 057 571**	**67 212 003**	**67 436 922**	**67 768 110**	**+ 0,5 %**
Métropole de Lyon	1 415 357	1 428 062	1 432 690	1 439 981	1 449 118	**+ 0,6 %**
Population totale regroupée	**68 229 786**	**68 485 633**	**68 644 693**	**68 876 903**	**69 217 228**	**+ 0,5 %**
Population totale des communes isolées	**6 439**	**6 460**	**6 509**	**6 557**	**6 612**	**+ 0,8 %**
Population regroupée des EPCI à FPU	*65 289 845*	*65 733 519*	*65 994 743*	*66 486 964*	*66 834 214*	*+ 0,5 %*

Sources : DGCL, Banatic ; Insee, Recensements de la population.
Champ : France métropolitaine + DOM.
(a) Population totale, en vigueur au 1er janvier de chaque année, des communes composant les groupements.

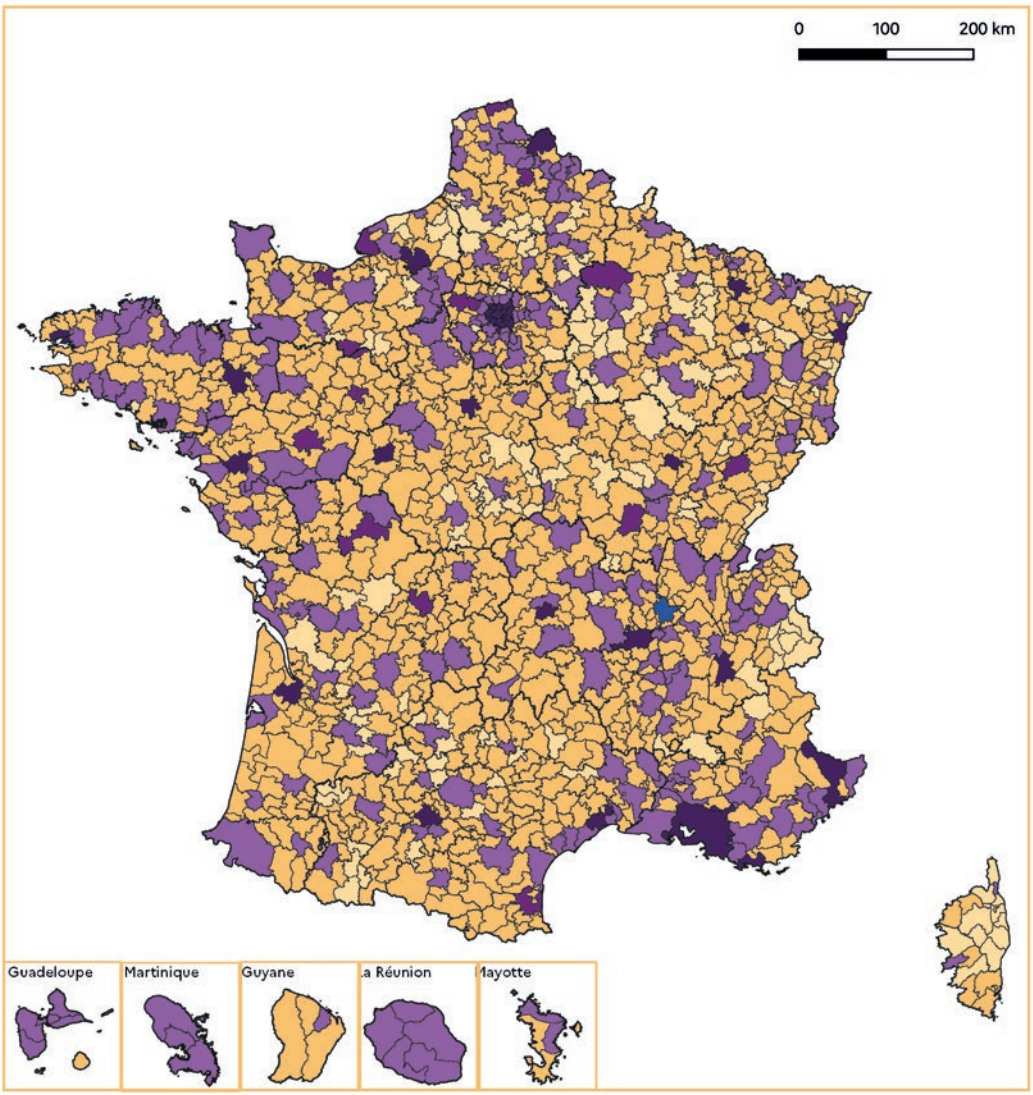
Nombre de syndicats[a]

Au 1er janvier	2021	2022	2023	2024	2025	Variation 2025-2024
Syndicats intercommunaux à vocation unique (SIVU)	4 872	4 738	4 637	4 533	4 307	**- 226**
Syndicats intercommunaux à vocation multiple (SIVOM)	1 233	1 214	1 207	1 199	1 172	**- 27**
Établissements publics territoriaux (EPT)	11	11	11	11	11	**+ 0**
Syndicats mixtes	2 800	2 770	2 771	2 739	2 686	**- 53**
Pôles métropolitains	25	25	26	25	24	**- 1**
Pôles d'équilibre territorial et rural (PETR)	124	124	125	122	122	**+ 0**
Total	**9 065**	**8 882**	**8 777**	**8 629**	**8 322**	**- 307**

Source : DGCL, Banatic.
Champ : France métropolitaine + DOM.
(a) Y compris syndicats en arrêt de compétence.

2-5b Les groupements de collectivités territoriales

L'intercommunalité à fiscalité propre au 1er janvier 2025



Sources : DGCL, Banatic
Insee (population totale en vigueur en 2025 - millésimée 2022).
Cartographie : DGCL - DESL/CAT, avril 2025.
Fond de carte : © IGN - 2023. Tous droits réservés.

Répartition des groupements de communes à fiscalité propre par taille démographique au 1er janvier 2025

En nombre de groupements comportant[a] :	Métropoles	CU	CA	CC		EPCI à FP	
				FPU	FA	Total	dont FPU
moins de 5 000 habitants				3	3	**6**	3
de 5 000 à 15 000 habitants				251	94	**345**	251
de 15 000 à 30 000 habitants			2	372	51	**425**	374
de 30 000 à 50 000 habitants			16	163	11	**190**	179
de 50 000 à 100 000 habitants		2	117	38	1	**158**	157
de 100 000 à 300 000 habitants	5	9	90	2		**106**	106
300 000 habitants et plus	16	3	5			**24**	24
Total	**21**	**14**	**230**	**829**	**160**	**1 254**	**1 094**
Nombre total de communes regroupées	*911*	*659*	*7 599*	*21 191*	*4 453*	***34 871[b]***	*30 418[b]*
Population totale (en millions d'habitants)[a]	*18,5*	*3,2*	*24,3*	*19,4*	*2,4*	***69,2[b]***	*66,8[b]*

Source : DGCL, Banatic ; Insee, Recensement de la population.
Champ : France métropolitaine + DOM.
FPU : fiscalité professionnelle unique ; FA : fiscalité additionnelle.
(a) Population totale en vigueur en 2025 (millésimée 2022).
(b) Bien qu'elle soit une collectivité territoriale, la métropole de Lyon est ici prise en compte dans le nombre de communes et dans le nombre d'habitants couverts par un EPCI à fiscalité propre car elle en exerce les compétences.

Population moyenne par nature juridique
(en nombre moyen d'habitants)

Au 1er janvier	2021	2022	2023	2024	2025
Communautés de communes (CC)	22 150	22 044	22 075	21 997	22 019
Communautés d'agglomération (CA)	105 347	104 747	105 003	105 160	105 624
Communautés urbaines (CU)	223 435	224 198	224 716	225 560	226 799
Métropoles	864 503	870 160	872 933	877 162	882 030
Métropole de Lyon	1 415 357	1 428 062	1 432 690	1 439 981	1 449 118
Ensemble	54 410	54 570	54 697	54 882	55 153

Source : DGCL, Banatic ; Insee, Recensement de la population.
Champ : France métropolitaine + DOM.

Population moyenne par nature juridique
(en nombre moyen d'habitants)

Au 1er janvier	2021	2022	2023	2024	2025
Syndicats intercommunaux à vocation unique (SIVU)	12 943	12 908	12 871	12 793	12 549
Syndicats intercommunaux à vocation multiple (SIVOM)	14 418	14 184	14 137	14 183	14 724
Etablissements publics territoriaux (EPT)	448 450	451 160	452 160	454 847	457 651
Syndicats mixtes	218 386	221 862	227 704	226 595	196 833
Pôles métropolitains	606 494	611 266	605 935	550 160	562 649
Pôles d'équilibre territorial et rural (PETR)	85 299	86 137	86 056	85 439	85 385
Ensemble	79 756	81 445	84 239	83 998	75 577

Source : DGCL, Banatic ; Insee, Recensement de la population.
Champ : France métropolitaine + DOM.

2-7a Les principaux groupements de communes à fiscalité propre

Les 21 métropoles au 1er janvier 2025

N° du département	Dénomination	Nombre total de communes	Population totale[a]
75	Métropole du Grand Paris	130	7 163 419
13	Métropole d'Aix-Marseille-Provence	92	1 944 405
59	Métropole Européenne de Lille	95	1 204 796
33	Bordeaux Métropole	28	854 949
31	Toulouse Métropole	37	842 175
44	Nantes Métropole	24	695 303
06	Métropole Nice Côte d'Azur	51	574 284
34	Montpellier Méditerranée Métropole	31	523 109
67	Eurométropole de Strasbourg	33	522 670
76	Métropole Rouen Normandie	71	507 654
35	Rennes Métropole	43	483 199
38	Grenoble-Alpes-Métropole	49	455 436
83	Métropole Toulon-Provence-Méditerranée	12	455 118
42	Saint-Étienne Métropole	53	412 411
37	Tours Métropole Val de Loire	22	304 421
63	Clermont Auvergne Métropole	21	302 259
45	Orléans Métropole	22	299 552
21	Dijon Métropole	23	263 672
54	Métropole du Grand Nancy	20	262 233
57	Metz Métropole	46	234 112
29	Brest Métropole	8	217 444
	Total	**911**	**18 522 621**

Source : DGCL, Banatic ; Insee, Recensement de la population.
(a) Population totale en vigueur en 2025 (millésimée 2022).

Les 14 communautés urbaines au 1er janvier 2025

N° du département	Dénomination	Nombre total de communes	Population totale[a]
78	CU Grand Paris Seine et Oise	73	437 433
49	CU Angers Loire Métropole	29	315 893
51	CU du Grand Reims	143	302 446
66	CU Perpignan Méditerranée Métropole	37	281 973
14	CU Caen la Mer	48	281 939
76	CU Le Havre Seine Métropole	54	270 407
72	CU Le Mans Métropole	20	213 722
87	CU Limoges Métropole	20	210 327
25	CU Grand Besançon Métropole	67	203 293
86	CU du Grand Poitiers	40	201 413
59	CU de Dunkerque	17	195 297
62	CU d'Arras	46	111 820
71	CU Le Creusot Montceau-les-Mines	34	92 045
61	CU d'Alençon	31	57 183
	Total	**659**	**3 175 191**

Source : DGCL, Banatic ; Insee, Recensement de la population.
(a) Population totale en vigueur en 2025 (millésimée 2022).

Les 94 communautés d'agglomération de plus de 100 000 habitants au 1er janvier 2025

N° du département	Dénomination	Nombre total de communes	Population totale[a]
95	CA Roissy Pays de France	42	364 744
91	CA Grand Paris Sud Seine Essonne Sénart	23	363 513
78	CA Saint Germain Boucles de Seine	19	347 443
64	CA du Pays Basque	158	334 316
91	CA Communauté Paris-Saclay	27	323 618
95	CA Val Parisis	15	291 093
62	CA de Béthune-Bruay, Artois-Lys Romane	100	278 892
68	CA Mulhouse Alsace Agglomération	39	276 825
78	CA Versailles Grand Parc (CAVGP)	18	273 663
30	CA de Nîmes Métropole	39	265 741
62	CA de Lens - Liévin	36	244 474
78	CA de Saint Quentin en Yvelines	12	236 416
77	CA Paris - Vallée de la Marne	12	233 856
26	CA Valence Romans Agglo	54	229 539
974	CA Territoire de la Côte Ouest (TCO)	5	221 532
95	CA de Cergy-Pontoise	13	219 620
974	CA Intercommunale du Nord de la Réunion (CINOR)	3	218 801
74	CA du Grand Annecy	34	216 729
56	CA Lorient Agglomération	25	213 310
91	CA Coeur d'Essonne Agglomération	21	209 923
84	CA du Grand Avignon (COGA)	16	201 600
59	CA Valenciennes Métropole	35	193 676
95	CA Plaine Vallée	18	187 761
06	CA de Sophia Antipolis	24	187 088
80	CA Amiens Métropole	39	186 188
974	CA CIVIS (Communauté Intercommunale des Villes Solidaires)	6	185 848
17	CA de La Rochelle	28	185 015
50	CA du Cotentin	129	183 267
56	CA Golfe du Morbihan - Vannes Agglomération	34	182 628
91	CA Val d'Yerres Val de Seine	9	179 607
10	CA Troyes Champagne Métropole	81	179 435
64	CA Pau Béarn Pyrénées	31	170 404
59	CA de la Porte du Hainaut	47	159 703
22	CA Saint-Brieuc Armor Agglomération	32	158 353
06	CA Cannes Pays de Lérins	5	158 143
973	CA du Centre Littoral	6	153 249
972	CA du Centre de la Martinique	4	151 772
59	CA Douaisis Agglo	35	150 822
16	CA du Grand Angoulême	38	146 400
73	CA du Grand Chambéry	38	145 388
25	CA Pays de Montbéliard Agglomération	73	141 876
77	CA Melun Val de Seine	20	140 304
28	CA Chartres Métropole	66	140 292
01	CA du Bassin de Bourg-en-Bresse	74	139 518
30	CA Alès Agglomération	71	138 176
11	CA Le Grand Narbonne	37	135 323
974	CA du Sud	4	134 764
44	CA de la Région Nazairienne et de l'Estuaire (CARENE)	10	133 980
34	CA de Béziers-Méditerranée	17	133 342

2-7b Les principaux groupements de communes à fiscalité propre

N° du département	Dénomination	Nombre total de communes	Population totale[a]
31	CA Le Muretain Agglo	26	131 668
34	CA Sète Agglopôle Méditerranée	14	131 622
65	CA Tarbes-Lourdes-Pyrénées	86	130 358
974	CA Intercommunale de la Réunion Est (CIREST)	6	130 245
62	CA d'Hénin-Carvin	14	126 973
79	CA du Niortais	40	126 867
49	CA Mauges Communauté	6	125 488
59	CA Maubeuge Val de Sambre	43	124 194
83	CA Estérel Côte d'Azur Agglomération	5	123 220
08	CA Ardenne Métropole	57	123 142
53	CA Laval Agglomération	34	118 953
28	CA Agglo du Pays de Dreux	81	118 593
11	CA Carcassonne Agglo	83	117 094
71	CA Le Grand Chalon	51	116 981
972	CA de l'Espace Sud de la Martinique	12	116 446
83	CA Dracénie Provence Verdon Agglomération	23	115 767
68	CA Colmar Agglomération	20	115 750
42	CA Loire Forez Agglomération (LFA)	84	115 200
27	CA Evreux Portes de Normandie	74	114 953
62	CA du Boulonnais	22	113 911
38	CA Porte de l'Isère (CAPI)	22	113 430
88	CA d'Epinal	78	113 191
77	CA du Pays de Meaux	26	111 518
19	CA du Bassin de Brive	48	111 380
77	CA Marne et Gondoire	20	111 190
41	CA de Blois ''Agglopolys''	43	109 624
24	CA Le Grand Périgueux	43	108 161
49	CA Cholet Agglomération	26	107 845
22	CA Dinan Agglomération	64	107 190
01	CA du Pays de Gex	27	106 924
62	CA du Pays de Saint-Omer	53	106 903
60	CA du Beauvaisis	53	105 791
29	CA Quimper Bretagne Occidentale	14	105 707
83	CA de la Provence Verte	28	105 309
18	CA Bourges Plus	17	105 152
27	CA Seine-Eure	60	104 950
22	CA Lannion-Trégor Communauté	57	104 398
59	CA Coeur de Flandre	50	104 360
42	CA Roannais Agglomération	40	104 170
47	CA Agglomération d'Agen	44	104 047
06	CA du Pays de Grasse	23	103 770
90	CA Grand Belfort	52	103 599
85	CA La Roche-sur-Yon - Agglomération	13	102 445
49	CA Saumur Val de Loire	45	100 565
67	CA de Haguenau	36	100 343
62	CA Grand Calais Terres et Mers	14	100 209

Source : DGCL, Banatic ; Insee, Recensement de la population.
Champ : France.
(a) Population totale en vigueur en 2025 (millésimée 2022).

Les 41 communautés de communes de plus de 50 000 habitants au 1er janvier 2025

N° du département	Dénomination	Régime fiscal	Nombre total de communes	Population totale[(a)]
38	CC Le Grésivaudan	FPU	43	106 433
59	CC Pévèle-Carembault	FPU	38	101 111
973	CC de l'Ouest Guyanais	FPU	8	98 941
56	CC Auray Quiberon Terre Atlantique	FPU	24	93 474
01	CC de la Plaine de l'Ain	FPU	53	84 625
38	CC Les Balcons du Dauphiné	FPU	47	80 464
40	CC Maremne Adour Côte Sud	FPU	23	72 997
44	CC du Pays d'Ancenis	FPU	20	71 163
38	CC Entre Bièvre et Rhône	FPU	37	71 155
17	CC de la Haute Saintonge	FA	129	70 645
44	CC d'Erdre et Gesvres	FPU	12	69 332
38	CC Les Vals du Dauphiné	FPU	36	66 070
42	CC de Forez-Est	FPU	42	66 011
91	CC du Val d'Essonne (CCVE)	FPU	21	63 778
60	CC Thelloise	FPU	41	62 826
83	CC du Golfe de Saint-Tropez	FPU	12	58 798
66	CC des Albères, de la Côte Vermeille et de l'Illibéris	FPU	15	58 594
49	CC Loire Layon Aubance	FPU	19	58 395
38	CC Bièvre Isère	FPU	50	57 452
69	CC Beaujolais Pierres Dorées	FPU	32	57 452
85	CC Sud Vendée Littoral	FPU	42	57 007
76	CC Inter-Caux-Vexin	FPU	64	56 819
60	CC du Pays de Valois	FPU	62	56 485
37	CC Touraine Vallée de l'Indre	FPU	22	55 689
27	CC Intercom Bernay Terres de Normandie	FPU	75	55 636
64	CC de Lacq-Orthez	FPU	60	54 690
59	CC des Hauts de Flandre	FPU	40	54 603
57	CC Rives de Moselle	FPU	20	53 865
17	CC Vals de Saintonge Communauté	FPU	109	53 774
54	CC Orne Lorraine Confluences	FPU	41	53 706
22	CC Loudéac Communauté - Bretagne Centre	FPU	38	53 254
57	CC du Pays Orne Moselle	FPU	12	53 248
78	CC Coeur d'Yvelines	FPU	31	52 717
34	CC du Grand Pic Saint-Loup	FPU	36	52 384
37	CC Loches Sud Touraine	FPU	67	52 206
85	CC Challans-Gois Communauté	FPU	11	51 873
976	CC du Centre-Ouest	FPU	5	51 449
45	CC des Terres du Val de Loire	FPU	25	51 156
44	CC Sèvre et Loire	FPU	11	51 148
29	CC du Pays d'Iroise	FPU	19	51 126
31	CC Le Grand Ouest Toulousain	FPU	8	50 107

Source : DGCL, Banatic ; Insee, Recensement de la population.
Champ : France.
(a) Population totale en vigueur en 2025 (millésimée 2022).

3

LES FINANCES DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES LOCALES

Présentation - définitions 34

3-1 Les administrations publiques locales dans les comptes de la Nation 36

3-2 Les comptes des administrations publiques locales 37

3-3 La formation brute de capital fixe des administrations publiques 38

3-4 Les capacités ou besoins de financement des administrations publiques 39

3-5 Les dépenses des administrations publiques par fonction 40

3 Les finances des administrations publiques locales

PRÉSENTATION

En 2024, le montant des dépenses des administrations publiques locales progresse pour atteindre 329,7 Md€ (+ 4,4 %) après une hausse de + 7,0 % en 2023. Les dépenses de l'ensemble des administrations publiques (+3,9 %) évoluant moins vite que celles des APUL, le poids des dépenses des APUL dans les dépenses de l'ensemble des administrations publiques passe de 19,6 % en 2023 à 19,7 % en 2024 *(fiche 3.1)*.

Les dépenses des APUL se répartissent entre 160,8 Md€ de dépenses de fonctionnement, 92,1 Md€ de prestations et transferts versés, 6,1 Md€ d'intérêts versés et 67,9 Md€ de dépenses d'investissement *(fiche 3.2)*. Ces dépenses d'investissement (FBCF) des APUL augmentent encore fortement en 2024 (+ 7,8 %), malgré le ralentissement l'inflation. Les dépenses d'investissement des seules collectivités locales progressent de + 7,0 %.

Concernant la ventilation par fonction des dépenses des APUL, hors services généraux, les principaux postes en 2023 demeurent les affaires économiques, la protection sociale, l'enseignement qui représentent chacun entre 13,7 % et 19,3 % des dépenses *(fiche 3.5)*. La part des APUL dans les dépenses publiques atteint 84,4 % dans la fonction protection de l'environnement, 78,4 % dans la fonction logement-équipements collectifs, et 72,6 % dans la fonction loisirs-culture.

En 2024, le total des recettes des APUL (313,0 Md€) est en hausse de + 2,2 % par rapport à 2023, soit une progression plus faible que pour les dépenses (fiche 3.2). Les prélèvements obligatoires perçus par les APUL augmentent en 2024 (+ 3,1 %) après une hausse de + 2,7% % en 2023. La hausse des prélèvements obligatoires reçus par les APUL est légèrement plus forte que l'augmentation de l'ensemble des prélèvements obligatoires (+ 2,0 %), soit dans les deux cas des rythmes de progression inférieurs à celui de l'activité en valeur (+ 3,3 %).

Selon les normes de la comptabilité nationale, le besoin de financement de l'ensemble des administrations publiques se dégrade : il atteint - 5,7 % du PIB en 2024 après - 5,5 % en 2023 *(fiche 3.4)*. Le déficit des administrations publiques centrales atteint - 154,1 Md€ (- 5,3 % du PIB), soit une aggravation de - 0,4 Md€ par rapport à 2023 alors que les administrations de sécurité sociale dégagent toujours une capacité de financement de + 2,3 Md€ (+ 0,1 % du PIB) mais en forte dégradation par rapport à 2023 (- 9,2 Md€).

Le déficit des administrations publiques locales (APUL) représente en 2024 - 0,6 % du PIB après - 0,4 % en 2023. Il se dégrade donc en passant de - 9,9 Md€ en 2023 à - 16,7 Md€ en 2024, porté par le déficit des collectivités locales (- 11,4 Md€ soit - 0,5 % du PIB) et celui des organismes divers d'administration locale (- 5,3 Md€, soit - 0,2 % du PIB). Les communes deviennent déficitaires (- 2,6 Md€, après + 0,6 Md€ en 2023), le solde des départements se dégrade (-5,5 Md€, après -3,3 Md€ en 2023), tout comme le solde des régions, à - 3,0 Md€ (après - 1,8 Md€ en 2023). Le déficit des organismes divers d'administration locale (unités à compétence spécialisée, comprenant notamment l'opérateur Île-de-France Mobilités et la Société des Grands Projets) augmente à 5,3 Md€ en 2024 après 4,5 Md€ en 2023.

POUR EN SAVOIR PLUS

Les données figurant dans ce chapitre sont établies par l'INSEE, selon les concepts de la comptabilité nationale. Elles correspondent aux résultats publiées par l'INSEE fin mai 2025. Les valeurs sont exprimées en « base 2020 » suite au changement de base des comptes nationaux instauré à partir du millésime 2023.

Les données détaillées sont disponibles sur le site de l'INSEE : www.insee.fr dans le thème « Les comptes de la Nation en 2024 », rubrique « Finances publiques ».

DÉFINITIONS

▶ **Les administrations publiques (APU)** *représentent l'ensemble des unités institutionnelles dont la fonction principale est de produire des services non marchands ou d'effectuer des opérations de redistribution du revenu et des richesses nationales. Elles tirent la majeure partie de leurs ressources de contributions obligatoires. Le secteur des administrations publiques comprend les administrations publiques centrales (État, Organismes divers d'administration centrale), les administrations publiques locales et les administrations de sécurité sociale.*

▶ **Les administrations publiques locales (APUL)** *comprennent les collectivités locales et les organismes divers d'administration locale (ODAL).*

▶ **Les collectivités locales** *au sens de la comptabilité nationale correspondent aux collectivités territoriales (communes, départements, régions), aux groupements à fiscalité propre (métropoles, communautés urbaines, communautés d'agglomération, communautés de communes et syndicats d'agglomération nouvelle jusqu'en 2015) et à certaines activités des syndicats de communes. En comptabilité nationale, les comptes des collectivités locales présentent des résultats différents de ceux diffusés à partir des comptes de gestion ou des comptes administratifs.*

▶ **Les organismes divers d'administration locale (ODAL)** *correspondent principalement aux établissements publics locaux (centres communaux ou intercommunaux d'action sociale [CCAS, CIAS], caisses des écoles, services départementaux d'incendie et de secours [SDIS]...) aux établissements publics locaux d'enseignement (collèges, lycées d'enseignement général et professionnel – hors masse salariale des enseignants), aux associations récréatives et culturelles financées majoritairement par les collectivités territoriales et aux chambres consulaires (commerce et industrie, agriculture et métiers). À noter que deux structures de taille conséquente sont classées en ODAL : Ile-de-France Mobilités et la Société du Grand Paris (SGP).*

▶ **Les organismes divers d'administration centrale (ODAC)** *sont des organismes auxquels l'État a confié une compétence fonctionnelle, spécialisée, au niveau national : Pôle emploi, Météo-France ou encore l'Inserm sont des ODAC. Ils possèdent des statuts juridiques variés – souvent des établissements publics à caractère administratif (EPA), en général dotés de la personnalité juridique. Il existe plus de 700 organismes de ce type.*

▶ **Valeur ajoutée**
Solde du compte de production. Elle est égale à la valeur de la production diminuée de la consommation intermédiaire. La valeur ajoutée des services non marchands est égale à la différence entre le coût total de production de ces services et la valeur des consommations intermédiaires.

▶ **Formation brute de capital fixe (FBCF)**
La FBCF ou formation brute de capital fixe est l'agrégat qui mesure en comptabilité nationale l'investissement (acquisitions moins cessions) en capital fixe des différents agents économiques résidents.

▶ **Les prélèvements obligatoires** *sont les impôts et cotisations sociales effectives reçus par les administrations publiques et les institutions européennes. Les prélèvements obligatoires sont nets des montants dus non recouvrables.*

▶ **Les prélèvements obligatoires revenant aux APUL** *comportent :*
– *les impôts directement perçus par les APUL à savoir l'ensemble des impôts traditionnels directs et indirects, à l'exception de certains impôts considérés comme un service à l'instar de la taxe pour l'enlèvement des ordures ménagères ;*
– *les transferts de recettes fiscales en provenance de l'État correspondant aux compensations de dégrèvements et exonérations au titre des taxes directes locales. Les compensations intégrées aux dotations de l'État (compensation de la part salaire de la taxe professionnelle) ne font pas partie des prélèvements obligatoires.*

▶ **Capacité ou besoin de financement**
La capacité de financement est le solde du compte de capital. Ce solde est égal à l'épargne brute augmentée des transferts nets en capital et diminuée des dépenses faites à des fins d'accumulation : FBCF, variations de stocks, acquisitions nettes d'objets de valeur et d'actifs non financiers non produits (terrains, actifs incorporels...). On parle de capacité de financement si le solde est positif, et de besoin de financement s'il est négatif.

▶ **Produit intérieur brut aux prix du marché / PIB**
Agrégat représentant le résultat final de l'activité de production des unités productrices résidentes. Il peut se définir de trois manières :
– *le PIB est égal à la somme des valeurs ajoutées brutes des différents secteurs institutionnels ou des différentes branches d'activité, augmentée des impôts moins les subventions sur les produits (lesquels ne sont pas affectés aux secteurs et aux branches d'activité) ;*
– *le PIB est égal à la somme des emplois finals intérieurs de biens et de services (consommation finale effective, formation brute de capital fixe, variations de stocks), plus les exportations, moins les importations ;*
– *le PIB est égal à la somme des emplois des comptes d'exploitation des secteurs institutionnels : rémunération des salariés, impôts sur la production et les importations moins les subventions, excédent brut d'exploitation et revenu mixte.*

3-1 Les administrations publiques locales dans les comptes de la Nation

Les administrations publiques locales dans les comptes de la Nation

(en milliards d'euros)

		2020	2021	2022	2023	2024
Valeur ajoutée	Valeur ajoutée brute des APUL	127,2	131,9	140,8	147,1	152,0
	Produit intérieur brut de la Nation	2 318,3	2 508,1	2 655,4	2 822,5	2 919,9
Formation brute de capital fixe	FBCF des APUL	48,5	52,6	56,7	63,6	67,9
	FBCF de la Nation	520,1	589,0	623,3	645,4	645,2

Source : DGCL. Données : Insee, Comptes nationaux - Base 2020.

Les comptes des administrations publiques en 2024

(en milliards d'euros)

	État	Administrations publiques locales	Administrations de sécurité sociale	Ensemble des administrations publiques[a]
Dépenses totales	670,3	329,7	776,8	1 670,2
Rémunérations des salariés	181,5	95,2	85,4	362,1
Prestations sociales en espèce et en nature	129,7	31,1	586,8	747,6
Formation brute de capital fixe	48,9	67,9	10,2	127,0
Production des branches marchandes et ventes résiduelles	16,2	43,0	20,2	79,4
Valeur ajoutée brute	231,1	152,0	98,5	485,3

Source : DGCL. Données : Insee, Comptes nationaux - Base 2020.
(a) Les transferts au sein d'un même secteur sont consolidés ; ainsi la somme des dépenses des sous-secteurs est supérieure à celles des APU dans leur ensemble.

Les dépenses des administrations publiques locales parmi les dépenses publiques

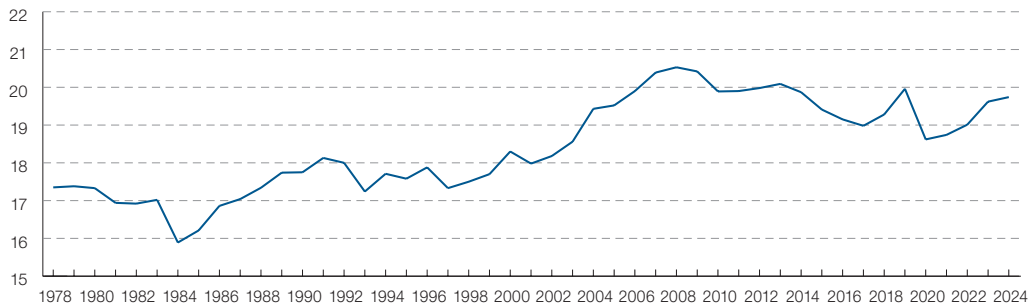
(en milliards d'euros)

	2020	2021	2022	2023	2024
État	562,8	567,7	608,7	597,0	600,7
Organismes divers d'administration centrale	119,5	130,0	133,4	138,7	139,6
Administrations publiques locales	**266,3**	**279,5**	**294,9**	**315,6**	**329,7**
dont collectivités locales	***243,2***	***253,4***	***267,6***	***286,7***	***299,5***
Administrations de sécurité sociale	661,8	685,9	707,3	735,3	776,8
Ensemble des administrations publiques[a]	**1 430,4**	**1 491,4**	**1 550,7**	**1 608,5**	**1 670,2**

Source : DGCL. Données : Insee, Comptes nationaux - Base 2020.
(a) Les transferts au sein d'un même secteur sont consolidés ; ainsi la somme des dépenses des sous-secteurs est supérieure à celles des APU dans leur ensemble.

Poids des dépenses des administrations publiques locales dans les dépenses publiques

(en %)



Source : DGCL. Données : Insee, Comptes nationaux - Base 2020.

Les comptes des administrations publiques locales

(en milliards d'euros)

	2020	2021	2022	2023	2024
DÉPENSES[a]					
Dépenses de fonctionnement	**132,9**	**138,1**	**147,6**	**154,2**	**159,2**
Consommations intermédiaires (P2)	48,9	51,7	56,5	59,2	61,1
Rémunération des salariés (D1)	81,6	84,0	88,4	92,2	95,2
Autres dépenses[b]	2,4	2,4	2,7	2,8	2,9
Intérêts versés (D41)	**1,8**	**1,8**	**2,4**	**6,9**	**7,6**
Prestations et autres transferts	**80,9**	**84,9**	**85,7**	**89,2**	**92,1**
Prestations sociales autres que transferts sociaux en nature (D62)	17,8	16,6	15,8	16,4	16,7
Transferts sociaux en nature de biens et services marchands (D632)	11,0	12,8	13,4	13,9	14,4
Subventions versées (D3)	15,8	16,1	15,8	16,0	16,5
Transferts courants (D7)	24,6	26,1	27,6	28,8	29,0
Transferts en capital à payer (D9p hors D995p)	11,7	13,2	13,1	14,2	15,5
Acquisitions moins cessions d'actifs non financiers	**50,7**	**54,7**	**59,3**	**65,4**	**70,8**
Formation brute de capital fixe (P51g)	48,5	52,6	56,7	63,0	67,9
Autres acquisitions moins cessions d'actifs non financiers (P52, P53, NP)	2,2	2,1	2,5	2,4	2,8
Total des dépenses	**266,3**	**279,5**	**295,0**	**315,7**	**329,7**
Total des dépenses hors éléments imputés[c]	*264,5*	*277,6*	*292,9*	*313,4*	*327,3*
RECETTES[a]					
Recettes de production	**36,6**	**40,1**	**43,8**	**46,5**	**49,0**
Production des branches marchandes et ventes résiduelles (P11)	32,9	35,8	38,6	40,8	43,0
Autres recettes[d]	3,7	4,3	5,2	5,6	6,1
Revenus de la propriété (D4)	**2,7**	**3,2**	**3,7**	**4,2**	**4,4**
Impôts et cotisations sociales	**154,0**	**166,2**	**174,4**	**179,3**	**184,9**
Impôts sur la production et les importations (D2)	123,0	152,9	163,3	165,1	170,6
Impôts courants sur le revenu et le patrimoine (D5)	11,0	2,9	3,4	3,2	3,8
Transferts de recettes fiscales (D733)	19,2	9,6	6,8	10,1	9,7
Cotisations sociales nettes (D61)	0,8	0,8	0,9	0,9	0,9
Autres transferts	**69,1**	**69,1**	**71,9**	**76,2**	**74,6**
Transferts courants (D7)	55,7	54,6	56,3	57,9	55,7
Transferts en capital (D9r hors D91r, D995r)	13,4	14,5	15,6	18,4	18,9
Total des recettes	**262,4**	**278,6**	**293,8**	**306,2**	**313,0**
Total des recettes hors éléments imputés[c]	*260,6*	*276,7*	*291,7*	*303,9*	*310,5*
Capacité (+) ou besoin (-) de financement (B9NF)	**- 3,9**	**- 0,9**	**- 1,1**	**- 9,5**	**- 16,7**

Source : DGCL. Données : Insee, Comptes nationaux - Base 2020.

Les intitulés sont suivis de la codification correspondante dans la nomenclature SEC2010.

(a) Les intérêts (D41), les transferts courants entre administrations (D73 hors D733) et les transferts en capital (D9 hors D91 et D995) sont consolidés des transferts internes aux sous-secteurs.

(b) Autres impôts sur la production (D29), revenus de la propriété autres que les intérêts (D4 hors D41) et impôts courants sur le revenu et le patrimoine (D5).

(c) L'enregistrement en comptabilité nationale des cotisations sociales imputées et de la production pour emploi final propre entraine un double compte de certaines recettes et dépenses.

(d) Production pour emploi final propre (P12), paiements partiels des ménages (partie de P13) et autres subventions sur la production (D39).

3-3 La formation brute de capital fixe des administrations publiques

Formation brute de capital fixe des administrations publiques
(en milliards d'euros)

	2020	2021	2022	2023	2024
Administrations publiques centrales	39,9	41,2	45,2	47,2	48,9
• État	12,2	11,9	14,9	15,4	16,0
• Organismes divers d'administration centrale	27,7	29,3	30,4	31,8	32,9
Administrations publiques locales	**48,5**	**52,6**	**56,7**	**63,6**	**67,9**
• dont collectivités locales	***43,6***	***47,2***	***51,1***	***57,2***	***60,1***
Secteur communal	*29,5*	*30,8*	*34,0*	*n.d.*	*n.d.*
Départements	*6,8*	*7,5*	*8,5*	*n.d.*	*n.d.*
Régions	*3,0*	*4,0*	*3,8*	*n.d.*	*n.d.*
Syndicats	*4,3*	*4,9*	*4,8*	*n.d.*	*n.d.*
• Organismes divers d'administration locale	***4,9***	***5,4***	***5,6***	***6,5***	***7,8***
Administrations de sécurité sociale	7,8	8,4	8,4	9,9	10,2
Ensemble des administrations publiques	**96,3**	**102,2**	**110,3**	**120,8**	**127,0**

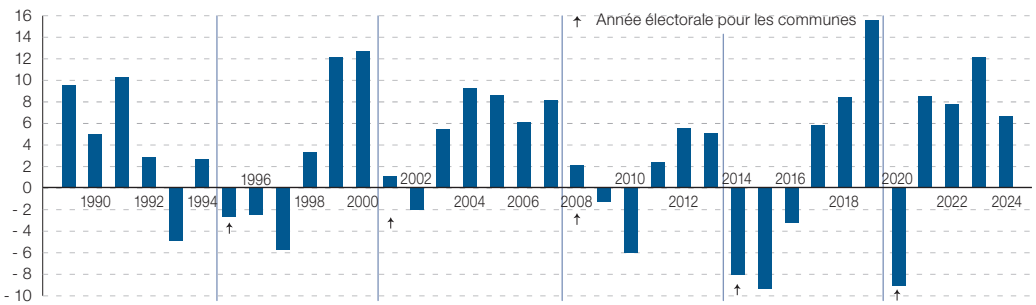
Source : DGCL. Données : Insee, Comptes nationaux - Base 2020.
n. d. : non disponible.

Taux de croissance annuels de la formation brute de capital fixe des administrations publiques
(en %)

	2020	2021	2022	2023	2024
Administrations publiques centrales	+ 1,8	+ 3,1	+ 9,9	+ 4,3	+ 3,7
• État	+ 18,2	- 2,6	+ 25,0	+ 3,4	+ 3,9
• Organismes divers d'administration centrale	- 4,1	+ 5,6	+ 3,7	+ 4,7	+ 3,6
Administrations publiques locales	**- 9,2**	**+ 8,5**	**+ 7,8**	**+ 12,2**	**+ 6,7**
• dont collectivités locales	***- 10,8***	***+ 8,4***	***+ 8,2***	***+ 11,8***	***+ 5,2***
Secteur communal	*n. d.*	*+ 4,6*	*+ 10,3*	*n. d.*	*n. d.*
Départements	*n. d.*	*+ 10,4*	*+ 12,7*	*n. d.*	*n. d.*
Régions	*n. d.*	*+ 32,6*	*- 4,0*	*n. d.*	*n. d.*
Syndicats	*n. d.*	*+ 14,7*	*- 2,1*	*n. d.*	*n. d.*
• Organismes divers d'administration locale	***+ 8,5***	***+ 8,9***	***+ 4,4***	***+ 15,1***	***+ 20,8***
Administrations de sécurité sociale	- 7,3	+ 6,8	- 0,3	+ 18,5	+ 3,0
Ensemble des administrations publiques	**- 4,8**	**+ 6,1**	**+ 8,0**	**+ 9,5**	**+ 5,1**

Source : DGCL. Données : Insee, Comptes nationaux - Base 2020.
n. d. : non disponible.

Taux de croissance annuel de la formation brute de capital fixe des administrations publiques locales
(en %)



Source : DGCL. Données : Insee, Comptes nationaux - Base 2020.

Capacités (+) ou besoins (-) de financement des administrations publiques

(en milliards d'euros)

	2020	2021	2022	2023	2024
Administrations publiques centrales	- 154,9	- 144,5	- 133,0	- 153,7	- 154,2
• État	- 177,0	- 144,1	- 148,4	- 151,9	- 152,5
• Organismes divers d'administration centrale	+ 22,1	- 0,5	+ 15,5	- 1,8	- 1,7
Administrations publiques locales	**- 3,9**	**- 0,9**	**- 1,1**	**- 9,5**	**- 16,7**
• dont collectivités locales	***- 0,1***	***+ 4,5***	***+ 3,0***	***- 5,5***	***- 10,0***
Administrations de sécurité sociale	- 48,3	- 19,7	+ 8,2	+ 11,5	+ 2,3
Ensemble des administrations publiques	**- 207,1**	**- 165,1**	**- 125,8**	**- 151,7**	**- 168,6**

Source : DGCL. Données : Insee, Comptes nationaux - Base 2020.

Capacités (+) ou besoins (-) de financement des administrations publiques

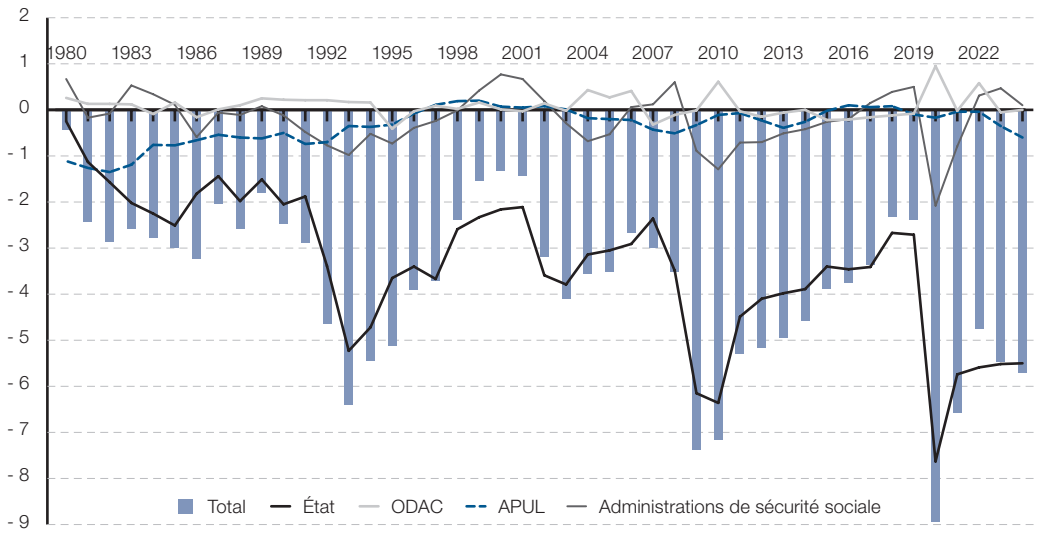
(en % du PIB)

	2020	2021	2022	2023	2024
Administrations publiques centrales	- 2,8	- 6,7	- 5,8	- 5,0	- 5,2
• État	- 2,7	- 7,6	- 5,7	- 5,6	- 5,2
• Organismes divers d'administration centrale	- 0,1	+ 1,0	+ 0,0	+ 0,6	+ 0,0
Administrations publiques locales	**- 0,1**	**- 0,2**	**+ 0,0**	**+ 0,0**	**- 0,6**
• dont collectivités locales	***- 0,0***	***- 0,0***	***+ 0,2***	***+ 0,1***	***- 0,3***
Administrations de sécurité sociale	+ 0,5	- 2,1	- 0,8	+ 0,3	+ 0,1
Ensemble des administrations publiques	**- 2,4**	**- 8,9**	**- 6,6**	**- 4,7**	**- 5,7**

Source : DGCL. Données : Insee, Comptes nationaux - Base 2020.

Capacités (+) ou besoins (-) de financement des administrations publiques

(en % du PIB)



Source : DGCL. Données : Insee, Comptes nationaux - Base 2020.

3-5 Les dépenses des administrations publiques par fonction

Les dépenses[(a)] des administrations publiques en 2023

(en milliards d'euros)

	Administrations publiques centrales	Administrations publiques locales	Administrations de sécurité sociale	Ensemble des administrations publiques[(b)]
Total des dépenses	**641,5**	**295,3**	**704,3**	**1 538,9**
Services généraux	152,5	54,6	4,5	163,6
Défense	48,3	–	–	48,3
Ordre et sûreté publics	36,6	9,2	–	45,5
Affaires économiques	131,5	56,9	0,1	176,9
Protection de l'environnement	5,8	24,2	–	28,6
Logements et équipements collectifs	8,0	25,5	–	32,5
Santé	17,1	2,0	230,2	240,1
Loisirs, culture et culte	11,3	27,4	–	37,8
Enseignement	100,2	40,4	–	137,8
Protection sociale	130,2	55,2	469,6	627,8

Source : DGCL. Données : Insee, Comptes nationaux - Base 2014 (à la différence des autres parties de ce chapitre, les dépenses par fonction des APU en base 2020 ne seront disponibles qu'en décembre 2025).

(a) Il s'agit des dépenses consolidées : les flux internes aux sous-secteurs et entre sous-secteurs ne sont pas comptés dans les dépenses.

(b) Montants neutralisés des flux entre administrations. Par exemple, la dotation globale de fonctionnement (DGF) versée par l'État aux collectivités locales figure conventionnellement dans les « services généraux des administrations publiques ».

Poids relatif des dépenses par fonction en 2023

(en %)

	Administrations publiques centrales	Administrations publiques locales	Administrations de sécurité sociale	Ensemble des administrations publiques
Total des dépenses	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**
Services généraux	23,8	18,5	0,6	10,6
Défense	7,5	–	–	3,1
Ordre et sûreté publics	5,7	3,1	–	3,0
Affaires économiques	20,5	19,3	0,0	11,5
Protection de l'environnement	0,9	8,2	–	1,9
Logements et équipements collectifs	1,3	8,6	–	2,1
Santé	2,7	0,7	32,7	15,6
Loisirs, culture et culte	1,8	9,3	–	2,5
Enseignement	15,6	13,7	–	9,0
Protection sociale	20,3	18,7	66,7	40,8

Source : DGCL. Données : Insee, Comptes nationaux - Base 2014 (à la différence des autres parties de ce chapitre, les dépenses par fonction des APU en base 2020 ne seront disponibles qu'en décembre 2025).

4

LES FINANCES DES COLLECTIVITÉS LOCALES

Présentation - Définitions 42

4-1 Les comptes des collectivités territoriales et de leurs groupements à fiscalité propre 45

4-2 Les comptes des communes 46

4-2a Les comptes des communes de moins de 10 000 habitants 47

4-2b Les comptes des communes de 10 000 habitants ou plus 48

4-3 Les comptes des groupements de communes à fiscalité propre 49

4-4 Les comptes du secteur communal 50

4-5 Les comptes des départements 51

4-6 Les comptes des régions et des collectivités territoriales uniques (CTU) 52

4-7a Les ratios financiers obligatoires du secteur communal : les communes 53

4-7b Les ratios financiers obligatoires du secteur communal : les communes, selon leur type 54

4-7c Les ratios financiers obligatoires du secteur communal : les groupements de communes à fiscalité propre 55

4-8 Les ratios financiers obligatoires des départements et des régions 56

4-9 Les comptes des syndicats 57

4-10 Les comptes des collectivités locales y compris syndicats 58

4-11 Les comptes des budgets annexes 59

4-12 Les comptes consolidés des collectivités locales et leur décomposition par région 60

4-13a - 4-13f Ventilation fonctionnelle des dépenses (et tables de correspondances entre nomenclatures) 61

4 Les finances des collectivités locales

PRÉSENTATION

En 2024, la situation financière des collectivités locales est marquée par une hausse des recettes de fonctionnement (+ 2,2 %) plus faible que celle des dépenses de fonctionnement (+ 3,9 %) comme l'an dernier. Cela induit un repli de l'épargne brute et de l'épargne nette alors que le taux d'endettement augmente et que le délai de désendettement est moins favorable, dépassant cinq ans pour la première fois depuis 2020.

Les dépenses de fonctionnement enregistrées dans les budgets principaux des collectivités locales progressent de + 3,9 % en 2024, après + 5,9 % en 2023 dans un contexte de ralentissement de l'inflation. Les dépenses d'intervention, représentant un peu moins de 40 % des dépenses de fonctionnement, ont augmenté en 2024 (+ 3,8 %) un peu moins qu'en 2023 (+ 4,4 %). À noter toutefois, que pour les régions et CTU, elles reculent (- 0,8 %) après une stabilité en 2023. Les frais de personnel dont la part dans les dépenses de fonctionnement est de 37 % ont progressé en 2024 (+ 4,4%). L'augmentation du point d'indice de la fonction publique (+ 1,5 % à compter du 1er juillet 2023 après + 3,5 % à la même date l'an dernier) ainsi que les dépenses liées aux apprentis (+ 9,3 % soit +70 % en trois ans) et celles pour les non titulaires (+ 7,7 %) expliquent ces évolutions. Les dépenses liées aux contrats aidés restent à un niveau faible après une forte baisse en 2023 (- 27,9 %). Les achats et charges externes ne progressent plus vivement comme par le passé (+ 3,6 % en 2024 après + 9,6 % en 2023 et + 8,8 % en 2022) à la suite de la modération de l'inflation. Dans le contexte de hausse des taux d'intérêt, les charges financières progressent nettement en 2024 (+ 13,9 %) après déjà + 29,4 % en 2023, cela pour tous les niveaux de collectivités. Elles restent toutefois à un niveau limité, ne représentant que 13,6 % de l'épargne brute.

Les recettes de fonctionnement ont augmenté de + 2,2 % après 3,4 % en 2023, les impôts et taxes ayant progressé plus faiblement que les années passées (+ 1,7 % après +2,9% en 2023). Les ventes de biens et services gardent un rythme soutenu, mais en ralentissement (+ 6,3 % après + 7,0 % en 2023 et + 12,5 % en 2022). Les concours financiers de l'État progressent de + 0,7 %.

Par conséquent, l'épargne brute recule de – 7,3 % à 32,7 Mds d'euros. Compte tenu de la hausse toujours marquée des investissements (+ 7,0 % après + 6,7 % en 2023), les collectivités locales affichent globalement un besoin de financement à hauteur de – 10 Md€, en forte augmentation par rapport à l'an passé (– 4 Md€). Parallèlement, le délai de désendettement passe de 4,6 à 5,2 ans.

Aux résultats fournis par les budgets principaux des collectivités, on peut ajouter ceux des syndicats *(fiche 4.9)*, à la situation financière plus favorable. Leurs dépenses de fonctionnement progressent de + 0,9 % cette année, leur épargne brute de + 6 % et leur délai de désendettement reste stable à 4,3 ans. L'ensemble des dépenses de fonctionnement des budgets principaux des collectivités locales (y compris les syndicats) augmente alors de + 3,8 % en 2024 *(fiche 4.10)*. On peut ajouter aussi les budgets annexes, dont les dépenses de fonctionnement connaissent une hausse + 3,5 % *(fiche 4.11)*. En sommant les budgets principaux et les budgets annexes de l'ensemble des collectivités locales (y compris syndicats), et en neutralisant les flux internes entre les différents budgets (remboursements de personnels, prise en charge des déficits des budgets annexes, subventions de fonctionnement ou d'investissement entre différents niveaux de collectivités, etc.), on obtient un compte consolidé de l'ensemble des collectivités locales *(fiche 4.12)*. Selon ce compte consolidé, les dépenses de fonctionnement augmentent de + 4,1 % en 2024 *(cf. la méthodologie de la consolidation dans la version en ligne de « Collectivités locales en chiffres »)*. Ces comptes sont décomposés par région (dépenses et recettes consolidées de l'ensemble des collectivités d'une région), et l'on compare les montants régionaux par habitant *(fiche 4.12R)*.

En termes fonctionnels (finalité de la dépense), les dépenses liées à l'aménagement des territoires et habitat (+ 19 %) et à l'ensemble « Culture, vie sociale, sport et jeunesse » (+ 4,7 %) sont celles qui ont le plus augmenté en 2024 comme les deux années passées. À l'inverse, celles consacrées aux Transports, routes et voiries augmentent de seulement 0,8 % en 2024 après déjà + 1,2 % *(fiches 4.13)*.

POUR EN SAVOIR PLUS

Publications annuelles relatives à l'exploitation des comptes de gestion des communes, des EPCI, des régions et des départements.

Publications annuelles relatives à l'exploitation des budgets primitifs des régions et des départements.

Mise en ligne des comptes individuels des collectivités par la direction générale des finances publiques (DGFiP).

Tous ces documents sont disponibles sur le site : www.collectivites-locales.gouv.fr/etudes-et-statistiques-locales.

DÉFINITIONS

▶ **Délai de désendettement**
Cet indicateur (dette au 31/12 rapportée à l'épargne brute) répond à la question : en combien d'années une collectivité peut-elle rembourser sa dette si elle utilise pour cela la totalité de son épargne brute ? Un indicateur qui augmente indique donc une situation qui se dégrade.

▶ **Les ratios financiers obligatoires**
Pour les communes de 3 500 habitants ou plus, les données synthétiques sur la situation financière de la collectivité, prévues par l'article L. 2313-1 du code général des collectivités territoriales (CGCT) comprennent onze ratios définis à l'article R. 2313-1. Ces ratios sont aussi calculés pour les groupements à fiscalité propre, les départements (articles L. 3313-1 et R. 3313-1) et les régions (articles L. 4313-2 et R. 4313-1). Toutefois, le ratio 8, qui correspond au coefficient de mobilisation du potentiel fiscal, n'est plus calculé.

> ***À noter :*** *Pour la détermination des montants de dépenses ou recettes réelles de fonctionnement à retenir pour le calcul des ratios, les reversements de fiscalité liés au FNGIR et aux différents fonds de péréquation horizontale sont comptabilisés en moindres recettes.*

Ratio 1 = Dépenses réelles de fonctionnement (DRF)/population : *montant total des dépenses de fonctionnement en mouvement réels. Les dépenses liées à des travaux en régie (crédit du compte 72) sont soustraites aux DRF.*

Ratio 2 = Produit des impositions directes/population *(recettes hors fiscalité reversée).*

Ratio 2 bis = Produit des impositions directes/population. *En plus des impositions directes, ce ratio intègre les prélèvements pour reversements de fiscalité et la fiscalité reversée aux communes par les groupements à fiscalité propre.*

Ratio 3 = Recettes réelles de fonctionnement (RRF)/population : *montant total des recettes de fonctionnement en mouvements réels. Ressources dont dispose la collectivité, à comparer aux dépenses de fonctionnement dans leur rythme de croissance.*

Ratio 4 = Dépenses brutes d'équipement/population : *débit des comptes 20 (immobilisations incorporelles) sauf 204 (subventions d'équipement versées), 21 (immobilisations corporelles), 23 (immobilisations en cours) sauf 2324 (subventions), 454 (travaux effectués d'office pour le compte de tiers), 455 ou 456 selon les nomenclatures (opérations d'investissement sur établissement d'enseignement) et 458 (opérations d'investissement sous mandat). Les travaux en régie sont ajoutés au calcul.*

Ratio 5 = Dette/population : *capital restant dû au 31 décembre de l'exercice. Endettement d'une collectivité à compléter avec un ratio de capacité de désendettement (dette/épargne brute) et le taux d'endettement (ratio 11).*

Ratio 6 = DGF/population : *recettes du compte 741 en mouvements réels, part de la contribution de l'État au fonctionnement de la collectivité.*

Ratio 7 = Dépenses de personnel/DRF : *mesure la charge de personnel de la collectivité ; c'est un coefficient de rigidité car c'est une dépense incompressible à court terme, quelle que soit la population de la collectivité.*

Ratio 9 = Marge d'autofinancement courant (MAC) = (DRF + Remboursement de dette)/RRF : *capacité de la collectivité à financer l'investissement une fois les charges obligatoires payées. Les remboursements de dette sont calculés hors gestion active de la dette. Plus le ratio est faible, plus la capacité à financer l'investissement est élevée ; a contrario, un ratio supérieur à 100 % indique un recours nécessaire à l'emprunt pour financer l'investissement. Les dépenses liées à des travaux en régie (crédit du compte 72 en opérations budgétaires) sont soustraites des DRF.*

Ratio 10 = Dépenses brutes d'équipement/RRF = taux d'équipement : *effort d'équipement de la collectivité au regard de sa richesse. À relativiser sur une année donnée car les programmes d'équipement se jouent souvent sur plusieurs années. Les dépenses liées à des travaux en régie, ainsi que celles pour compte de tiers sont ajoutées aux dépenses d'équipement brut.*

Ratio 11 = Dette/RRF = taux d'endettement : *mesure la charge de la dette d'une collectivité relativement à sa richesse.*

Population « municipale », « comptée à part », « totale », et population « DGF »
Dans le recensement de la population, la « population totale » est égale à la « population municipale » augmentée de la « population comptée à part », c'est-à-dire les personnes recensées sur d'autres communes mais qui ont conservé un lien avec une résidence sur la commune (par exemple les étudiants). Pour le calcul des dotations on inclut ces habitants comptés à part ; on considère en effet que ces personnes pèsent sur le budget de fonctionnement de la commune même si elles résident habituellement dans une autre commune.
Pour tenir compte des conditions particulières de certaines communes, qui pèsent sur leur fonctionnement, cette population totale est, en plus, majorée en fonction de deux critères particuliers. Il ne s'agit plus d'habitants « réels » recensés, mais d'une attribution forfaitaire exprimée en nombre d'habitants par commodité de calcul.

– *majoration en fonction du nombre de résidences secondaires : la population totale issue du recensement est forfaitairement majorée d'un habitant par résidence secondaire. Elles sont particulièrement nombreuses dans les zones touristiques. Cela aboutit à majorer la population nationale à ce titre d'un forfait de plus de 3 millions «d'habitants».*
– *majoration pour places de caravanes dans les aires d'accueil des gens du voyage. Selon la même logique, la population totale est majorée d'un habitant par place de caravane située sur une aire d'accueil des gens du voyage. La majoration de population est portée à deux habitants par place de caravane pour les communes éligibles l'année précédente à la dotation de solidarité urbaine (DSU) ou à la première fraction (bourg-centre) de la dotation de solidarité rurale (DSR). Les caravanes de campings dans le cadre de l'hôtellerie de plein air ne sont pas concernées.*

Une fois effectuées ces deux majorations de la population totale, on obtient une population forfaitaire, dite «population DGF», car utilisée pour calculer la principale dotation que lui verse l'État pour son fonctionnement, la dotation globale de fonctionnement (DGF). Dans les tableaux du chapitre 4.7b, les ratios relatifs aux communes touristiques sont calculés par rapport à la population DGF. Les ratios des autres chapitres sont calculés par rapport à la population totale.

▶ Les communes touristiques

Au sein de l'article L. 2334-7 du CGCT, la dénomination «commune touristique» désigne les collectivités qui étaient bénéficiaires de la dotation supplémentaire touristique, aujourd'hui intégrée au sein de la dotation forfaitaire (loi n° 93-1436 du 31 décembre 1993) dans la dotation globale de fonctionnement. La dotation touristique se fondait sur la capacité d'accueil et d'hébergement de la commune. Parmi les communes touristiques, on distingue les catégories suivantes :

– *les communes touristiques du littoral maritime (source : Service de la donnée et des études statistiques (SDES) du ministère en charge de l'environnement) ;*
– *les communes touristiques de montagne, repérées à l'aide du classement en zone défavorisée réalisé par le ministère de l'Agriculture (cf. ci-dessous). Les communes retenues sont celles qui sont entièrement classées «montagne» ou «haute montagne» et en France métropolitaine (source : Ministère chargé de l'agriculture) ;*
– *les communes touristiques «supports de station de sports d'hiver», définies à partir de la capacité d'hébergement et de la présence de remontées mécaniques (source : Service d'études d'aménagement touristique de la montagne-2005).*

▶ Les communes classées en zone de montagne

Le classement des communes en zone de montagne repose sur les dispositions du règlement n° 1257/1999 du Conseil de l'UE du 17 mai 1999 concernant le soutien au développement rural et plus particulièrement sur son article 18 pour la montagne, et la directive 76/401/CEE du Conseil du 6 avril 1976 (détermination précise des critères pour le classement en France en zone de montagne).

Les comptes des collectivités territoriales et de leurs groupements à fiscalité propre[a] - Opérations réelles

(en milliards d'euros)

Valeurs provisoires

Budgets principaux	2021	2022/ 2021	2022	2023/ 2022	2023	2024/ 2023[b]	2024
DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT (1)	**179,44**	**+ 4,5 %**	**187,52**	**+ 5,9 %**	**198,61**	**+ 3,9 %**	**206,41**
Achats et charges externes	32,31	+ 8,8 %	35,17	+ 9,7 %	38,57	+ 3,6 %	41,15
Frais de personnel	66,46	+ 5,1 %	69,86	+ 4,8 %	73,19	+ 4,4 %	76,38
Charges financières	3,09	- 3,0 %	3,00	+ 29,6 %	3,89	+ 13,9 %	4,43
Dépenses d'intervention	71,55	+ 2,6 %	73,42	+ 4,4 %	76,68	+ 3,8 %	78,52
Autres dépenses de fonctionnement	6,02	+ 0,7 %	6,07	+ 3,5 %	6,28	- 5,4 %	5,94
RECETTES DE FONCTIONNEMENT (2)	**215,87**	**+ 4,7 %**	**226,04**	**+ 3,4 %**	**233,64**	**+ 2,2 %**	**238,87**
Impôts et taxes	149,20	+ 4,8 %	156,40	+ 2,9 %	160,99	+ 1,7 %	163,68
- Impôts locaux	58,57	+ 3,8 %	60,77	- 5,8 %	57,25	+ 4,8 %	60,02
- Autres impôts et taxes	90,63	+ 5,5 %	95,62	+ 8,5 %	103,74	- 0,1 %	103,67
Concours de l'État	36,90	+ 0,6 %	37,11	+ 1,9 %	37,80	+ 0,7 %	38,07
- Dotations globales de fonctionnement (DGF)	26,62	- 0,6 %	26,46	+ 1,2 %	26,77	+ 1,2 %	27,08
- Autres dotations	1,96	+ 2,3 %	2,01	+ 1,2 %	2,03	+ 0,9 %	2,05
- Péréquations et compensations fiscales	8,32	+ 4,0 %	8,65	+ 4,1 %	9,00	- 0,8 %	8,93
Subventions reçues et participations	12,96	+ 8,4 %	14,04	+ 8,6 %	15,25	+ 2,7 %	15,66
Ventes de biens et services	9,76	+ 12,6 %	10,99	+ 7,0 %	11,76	+ 6,3 %	12,92
Autres recettes de fonctionnement	7,05	+ 6,2 %	7,49	+ 4,7 %	7,84	+ 9,0 %	8,55
Épargne brute (3) = (2) - (1)	**36,44**	**+ 5,7 %**	**38,52**	**- 9,1 %**	**35,03**	**- 7,3 %**	**32,46**
Épargne nette = (3) - (8)	**22,08**	**+ 8,8 %**	**24,02**	**- 15,6 %**	**20,26**	**- 13,6 %**	**17,52**
DÉPENSES D'INVESTISSEMENT hors remboursements (4)	**57,71**	**+ 6,8 %**	**61,65**	**+ 6,7 %**	**65,81**	**+ 7,0 %**	**70,38**
Dépenses d'équipement	38,95	+ 9,0 %	42,44	+ 8,1 %	45,88	+ 7,0 %	49,10
Subventions d'équipement versées	15,99	+ 2,0 %	16,30	+ 4,8 %	17,09	+ 5,4 %	18,01
Autres depenses d'investissement	2,78	+ 4,9 %	2,91	- 2,6 %	2,84	+ 15,4 %	3,28
RECETTES D'INVESTISSEMENT hors emprunts (5)	**23,82**	**+ 3,9 %**	**24,76**	**+ 8,0 %**	**26,73**	**+ 4,3 %**	**27,89**
FCTVA	5,70	- 4,0 %	5,47	+ 4,4 %	5,71	+ 9,3 %	6,25
Dotations et subventions d'équipement	13,79	+ 5,9 %	14,60	+ 12,0 %	16,36	+ 4,5 %	17,09
Autres recettes d'investissement	4,32	+ 8,3 %	4,68	- 0,5 %	4,65	- 2,2 %	4,55
DÉPENSES TOTALES hors remboursements (6) = (1) + (4)	**237,15**	**+ 5,1 %**	**249,17**	**+ 6,1 %**	**264,42**	**+ 4,7 %**	**276,79**
RECETTES TOTALES hors emprunts (7) = (2) + (5)	**239,69**	**+ 4,6 %**	**250,79**	**+ 3,8 %**	**260,37**	**+ 2,5 %**	**266,76**
Capacité ou besoin de financement = (7) - (6)	**+ 2,54**		**+ 1,62**		**- 4,05**		**- 10,03**
Remboursements de dette (8)	14,35	+ 1,0 %	14,50	+ 1,9 %	14,76	+ 1,2 %	14,94
Emprunts (9)	16,32	+ 1,6 %	16,59	- 2,9 %	16,11	+ 33,5 %	21,50
Flux net de dette = (9) - (8)	+ 1,97		+ 2,09		+ 1,35		+ 6,56
DÉPENSES TOTALES (10) = (6) + (8)	**251,51**	**+ 4,8 %**	**263,67**	**+ 5,9 %**	**279,18**	**+ 4,5 %**	**291,74**
RECETTES TOTALES (11) = (7) + (9)	**256,01**	**+ 4,4 %**	**267,38**	**+ 3,4 %**	**276,48**	**+ 4,3 %**	**288,27**
Variation du fonds de roulement = (11) - (10)	+ 4,51		+ 3,71		- 2,70		- 3,47
Dette au 31 décembre (12)[c]	**157,71**	**+ 1,1 %**	**159,37**	**+ 1,0 %**	**160,95**	**+ 4,2 %**	**167,64**
Ratios							
Taux d'épargne brute = (3) / (2)	16,9 %	+ 0,2 pt	17,0 %	- 2,0 pt	15,0 %	- 1,4 pt	13,6 %
Taux d'épargne nette = [(3) - (8)] / (2)	10,2 %	+ 0,4 pt	10,6 %	- 2,0 pt	8,7 %	- 1,3 pt	7,3 %
Taux d'endettement = (12) / (2)	73,1 %	- 2,6 pt	70,5 %	- 1,6 pt	68,9 %	+ 1,3 pt	70,2 %
Délai de désendettement = (12) / (3)	4,3 ans	- 0,2 an	4,1 ans	+ 0,5 an	4,6 ans	+ 0,6 an	5,2 ans

Montants non consolidés entre les différents niveaux de collectivités ; la consolidation est présentée à l'annexe 2D en incluant les budgets principaux et annexes.

(a) Y compris les établissements publics territoriaux (EPT) de la métropole du grand Paris (MGP).

(b) Les évolutions des Achats et charges externes, des Dépenses d'intervention et des Ventes de biens et services sont calculées hors CTU Martinique et régions Grand-Est et PACA suite à des modifications d'inscriptions comptables importantes.

(c) La dette de l'année N n'est pas exactement égale à la dette de l'année N - 1 augmentée du flux net de dette de l'année N, du fait de certaines différences conceptuelles entre le stock et les flux reportés ici.

Source : DGCL - Données DGFIP, comptes de gestion ; budgets principaux. Montants en opérations réelles calculés hors gestion active de la dette.
Données non consolidées entre les différents niveaux de collectivités, sauf reversements fiscaux.

4-2 Les comptes des communes

Les comptes des communes - Opérations réelles
(en milliards d'euros)

Budgets principaux	2021	2022/ 2021	2022	2023/ 2022	2023	2024/ 2023	2024
						Valeurs provisoires	
DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT (1)	**71,52**	**+ 5,9 %**	**75,73**	**+ 5,0 %**	**79,49**	**+ 4,2 %**	**82,79**
Achats et charges externes	17,19	+ 11,1 %	19,10	+ 8,5 %	20,72	+ 4,1 %	21,58
Frais de personnel	39,39	+ 4,9 %	41,31	+ 3,6 %	42,81	+ 4,3 %	44,67
Charges financières	1,43	- 6,1 %	1,34	+ 16,8 %	1,57	+ 9,3 %	1,71
Dépenses d'intervention	10,24	+ 3,1 %	10,56	+ 4,7 %	11,06	+ 4,7 %	11,58
Autres dépenses de fonctionnement	3,28	+ 4,0 %	3,41	- 2,4 %	3,32	- 2,2 %	3,25
RECETTES DE FONCTIONNEMENT (2)	**84,69**	**+ 5,3 %**	**89,18**	**+ 5,6 %**	**94,14**	**+ 3,0 %**	**96,99**
Impôts et taxes	56,57	+ 4,6 %	59,17	+ 6,4 %	62,98	+ 2,6 %	64,60
– Impôts locaux	47,15	+ 3,6 %	48,87	+ 7,5 %	52,51	+ 4,3 %	54,79
(dont : fiscalité reversée)	*10,82*	*- 0,1 %*	*10,80*	*+ 0,4 %*	*10,84*	*+ 0,9 %*	*10,94*
– Autres impôts et taxes	9,42	+ 9,3 %	10,30	+ 1,6 %	10,47	- 6,4 %	9,80
(dont : fraction de TVA) [(a)]	*0,68*	*+ 10,8 %*	*0,75*	*+ 82,1 %*	*1,36*	*- 2,0 %*	*1,42*
Concours de l'État	14,92	+ 2,3 %	15,26	+ 2,9 %	15,71	+ 3,3 %	16,23
– Dotations globales de fonctionnement (DGF)	11,82	+ 0,6 %	11,90	+ 2,6 %	12,21	+ 2,0 %	12,45
– Autres dotations	0,36	+ 8,0 %	0,39	+ 5,7 %	0,41	+ 4,8 %	0,43
– Péréquations et compensations fiscales	2,74	+ 8,5 %	2,97	+ 4,0 %	3,09	+ 8,2 %	3,35
Subventions reçues et participations	3,64	+ 7,2 %	3,91	+ 6,5 %	4,16	- 0,3 %	4,15
Ventes de biens et services	6,04	+ 13,5 %	6,86	+ 5,8 %	7,25	+ 5,9 %	7,69
Autres recettes de fonctionnement	3,51	+ 13,4 %	3,98	+ 1,4 %	4,04	+ 7,4 %	4,34
Épargne brute (3) = (2) - (1)	**13,17**	**+ 2,1 %**	**13,45**	**+ 9,0 %**	**14,65**	**- 3,1 %**	**14,20**
Épargne nette = (3) - (8)	**6,80**	**+ 4,7 %**	**7,12**	**+ 14,5 %**	**8,15**	**- 5,0 %**	**7,74**
DÉPENSES D'INVESTISSEMENT hors remboursements (4)	**22,50**	**+ 10,7 %**	**24,91**	**+ 9,4 %**	**27,25**	**+ 9,5 %**	**29,85**
Dépenses d'équipement	19,95	+ 12,5 %	22,45	+ 10,0 %	24,69	+ 10,1 %	27,18
Subventions d'équipement versées	1,60	- 3,4 %	1,55	+ 7,5 %	1,66	+ 1,1 %	1,68
Autres dépenses d'investissement	0,95	- 3,1 %	0,92	- 2,9 %	0,89	+ 10,2 %	0,98
RECETTES D'INVESTISSEMENT hors emprunts (5)	**11,35**	**+ 5,3 %**	**11,95**	**+ 5,1 %**	**12,56**	**+ 4,3 %**	**13,10**
FCTVA	2,93	- 4,9 %	2,79	+ 2,8 %	2,87	+ 11,0 %	3,18
Dotations et subventions d'équipement	6,06	+ 5,9 %	6,41	+ 10,2 %	7,07	+ 6,0 %	7,50
Autres recettes d'investissement	2,36	+ 16,3 %	2,75	- 4,5 %	2,63	- 7,8 %	2,42
DÉPENSES TOTALES hors remboursements (6) = (1) + (4)	**94,02**	**+ 7,0 %**	**100,64**	**+ 6,1 %**	**106,74**	**+ 5,5 %**	**112,64**
RECETTES TOTALES hors emprunts (7) = (2) + (5)	**96,04**	**+ 5,3 %**	**101,13**	**+ 5,5 %**	**106,70**	**+ 3,2 %**	**110,09**
Capacité ou besoin de financement = (7) - (6)	**+ 2,02**		**+ 0,49**		**- 0,03**		**- 2,54**
Remboursements de dette (8)	6,37	- 0,6 %	6,33	+ 2,7 %	6,51	- 0,8 %	6,46
Emprunts (9)	6,43	+ 15,7 %	7,44	- 12,7 %	6,50	+ 12,4 %	7,31
Flux net de dette = (9) - (8)	+ 0,06		+ 1,11		- 0,01		+ 0,85
DÉPENSES TOTALES (10) = (6) + (8)	**100,39**	**+ 6,6 %**	**106,97**	**+ 5,9 %**	**113,24**	**+ 5,2 %**	**119,10**
RECETTES TOTALES (11) = (7) + (9)	**102,48**	**+ 5,9 %**	**108,57**	**+ 4,3 %**	**113,20**	**+ 3,7 %**	**117,40**
Variation du fonds de roulement = (11) - (10)	+ 2,08		+ 1,60		- 0,04		- 1,69
Dette au 31 décembre (12) [(b)]	**64,84**	**+ 1,3 %**	**65,66**	**- 0,1 %**	**65,62**	**+ 1,4 %**	**66,53**
Ratios							
Taux d'épargne brute = (3) / (2)	15,6 %	- 0,5 pt	15,1 %	+ 0,5 pt	15,6 %	- 0,9 pt	14,6 %
Taux d'épargne nette = [(3) - (8)] / (2)	8,0 %	- 0,0 pt	8,0 %	+ 0,7 pt	8,7 %	- 0,7 pt	8,0 %
Taux d'endettement = (12) / (2)	76,6 %	- 2,9 pt	73,6 %	- 3,9 pt	69,7 %	- 1,1 pt	68,6 %
Délai de désendettement = (12) / (3)	4,9 ans	- 0,0 an	4,9 ans	- 0,4 an	4,5 ans	+ 0,2 an	4,7 ans

(a) Évolution 2023/2024 calculée à champ comparable suite au changement de nomenclature M14 en M57.
(b) La dette de l'année N n'est pas exactement égale à la dette de l'année N - 1 augmentée du flux net de dette de l'année N, du fait de certaines différences conceptuelles entre le stock et les flux reportés ici.
Source : DGCL - Données DGFIP, comptes de gestion ; budgets principaux. Montants en opérations réelles, calculés hors gestion active de la dette.

Les comptes des communes de moins de 10 000 habitants - Opérations réelles
(en milliards d'euros)

Valeurs provisoires

Budgets principaux	2021	2022/ 2021	2022	2023/ 2022	2023	2024/ 2023	2024
DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT (1)	**25,88**	**+ 6,9 %**	**27,59**	**+ 5,9 %**	**29,20**	**+ 4,3 %**	**30,40**
Achats et charges externes	7,81	+ 11,2 %	8,66	+ 8,5 %	9,39	+ 4,8 %	9,82
Frais de personnel	12,96	+ 6,3 %	13,73	+ 4,6 %	14,36	+ 4,8 %	15,01
Charges financières	0,54	- 7,5 %	0,50	+ 6,4 %	0,53	+ 5,9 %	0,56
Dépenses d'intervention	2,69	+ 4,6 %	2,81	+ 4,3 %	2,93	+ 4,8 %	3,07
Autres dépenses de fonctionnement	1,87	+ 0,9 %	1,88	+ 5,7 %	1,99	- 2,4 %	1,94
RECETTES DE FONCTIONNEMENT (2)	**32,27**	**+ 6,4 %**	**34,25**	**+ 5,7 %**	**36,18**	**+ 3,6 %**	**37,43**
Impôts et taxes	19,67	+ 6,2 %	20,83	+ 6,5 %	22,18	+ 3,7 %	22,96
– Impôts locaux	17,29	+ 4,2 %	17,97	+ 6,8 %	19,19	+ 5,6 %	20,22
(dont : fiscalité reversée)	*3,67*	*+ 0,7 %*	*3,68*	*+ 0,9 %*	*3,71*	*+ 1,1 %*	*3,75*
– Autres impôts et taxes	2,38	+ 20,1 %	2,86	+ 4,6 %	2,99	- 8,5 %	2,74
Concours de l'État	7,14	+ 2,1 %	7,29	+ 3,6 %	7,55	+ 3,8 %	7,83
– Dotations globales de fonctionnement (DGF)	5,32	+ 2,4 %	5,34	+ 3,6 %	5,53	+ 1,6 %	5,62
– Autres dotations	0,19	+ 8,4 %	0,21	+ 8,0 %	0,22	+ 9,7 %	0,24
– Péréquations et compensations fiscales	1,63	+ 6,5 %	1,74	+ 3,6 %	1,80	+ 9,8 %	1,97
Subventions reçues et participations	1,27	+ 11,5 %	1,41	+ 0,8 %	1,42	- 4,4 %	1,35
Ventes de biens et services	2,39	+ 13,5 %	2,70	+ 6,4 %	2,87	+ 4,5 %	2,99
Autres recettes de fonctionnement	1,81	+ 11,9 %	2,02	+ 6,8 %	2,15	+ 6,5 %	2,29
Épargne brute (3) = (2) - (1)	**6,40**	**+ 4,3 %**	**6,65**	**+ 4,9 %**	**6,98**	**+ 0,8 %**	**7,03**
Épargne nette = (3) - (8)	**3,73**	**+ 8,6 %**	**4,04**	**+ 7,4 %**	**4,34**	**+ 0,7 %**	**4,37**
DÉPENSES D'INVESTISSEMENT hors remboursements (4)	**10,70**	**+ 10,6 %**	**11,81**	**+ 9,5 %**	**12,93**	**+ 11,0 %**	**14,32**
Dépenses d'équipement	10,01	+ 11,4 %	11,13	+ 9,1 %	12,14	+ 11,4 %	13,49
Subventions d'équipement versées	0,40	+ 1,3 %	0,40	+ 15,4 %	0,46	+ 3,7 %	0,48
Autres dépenses d'investissement	0,30	- 6,0 %	0,28	+ 16,9 %	0,33	+ 6,4 %	0,35
RECETTES D'INVESTISSEMENT hors emprunts (5)	**5,95**	**+ 4,7 %**	**6,22**	**+ 6,6 %**	**6,63**	**+ 6,3 %**	**7,04**
FCTVA	1,48	- 4,6 %	1,41	+ 3,2 %	1,45	+ 9,9 %	1,60
Dotations et Subventions d'équipement	3,51	+ 6,3 %	3,72	+ 10,2 %	4,10	+ 6,2 %	4,35
Autres recettes d'investissement	0,97	+ 13,1 %	1,09	- 1,4 %	1,07	+ 2,1 %	1,09
DÉPENSES TOTALES hors remboursements (6) = (1) + (4)	**36,58**	**+ 8,0 %**	**39,40**	**+ 7,0 %**	**42,13**	**+ 6,4 %**	**44,72**
RECETTES TOTALES hors emprunts (7) = (2) + (5)	**38,23**	**+ 6,1 %**	**40,46**	**+ 5,8 %**	**42,81**	**+ 4,0 %**	**44,47**
Capacité ou besoin de financement = (7) - (6)	**+ 1,65**		**+ 1,07**		**+ 0,68**		**- 0,26**
Remboursements de dette (8)	2,67	- 1,8 %	2,62	+ 0,9 %	2,64	+ 0,9 %	2,66
Emprunts (9)	2,34	+ 25,0 %	2,92	- 24,7 %	2,20	+ 3,5 %	2,27
Flux net de dette = (9) - (8)	- 0,33		+ 0,30		- 0,44		- 0,39
DÉPENSES TOTALES (10) = (6) + (8)	**39,25**	**+ 7,3 %**	**42,01**	**+ 6,6 %**	**44,77**	**+ 6,0 %**	**47,38**
RECETTES TOTALES (11) = (7) + (9)	**40,57**	**+ 7,2 %**	**43,38**	**+ 3,8 %**	**45,01**	**+ 4,0 %**	**46,74**
Variation du fonds de roulement = (11) - (10)	+ 1,32		+ 1,37		+ 0,24		- 0,64
Dette au 31 décembre (12) [(a)]	**22,60**	**+ 1,0 %**	**22,79**	**- 1,8 %**	**22,35**	**- 1,6 %**	**21,93**
Ratios							
Taux d'épargne brute = (3) / (2)	19,8 %	- 0,4 pt	19,4 %	- 0,2 pt	19,3 %	- 0,5 pt	18,8 %
Taux d'épargne nette = [(3) - (8)] / (2)	11,6 %	+ 0,2 pt	11,8 %	+ 0,2 pt	12,0 %	- 0,3 pt	11,7 %
Taux d'endettement = (12) / (2)	70,0 %	- 3,5 pt	66,6 %	- 4,7 pt	61,8 %	- 3,1 pt	58,6 %
Capacité de désendettement = (12) / (3)	3,5 ans	- 0,1 an	3,4 ans	- 0,2 an	3,2 ans	- 0,1 an	3,1 ans

Variations calculées à champ constant, c'est-à-dire sur les communes ayant le même numéro Siren sur deux années consécutives (et qui n'ont donc a priori pas changé significativement de contour). Communes ayant moins de 10 000 habitants en population totale l'année N pour les variations entre les années N - 1 et N.
(a) La dette de l'année N n'est pas exactement égale à la dette de l'année N - 1 augmentée du flux net de dette de l'année N, du fait de certaines différences conceptuelles entre le stock et les flux reportés ici.
Source : DGCL - Données DGFIP, comptes de gestion ; budgets principaux. Montants en opérations réelles calculés hors gestion active de la dette.

4-2b Les comptes des communes

Les comptes des communes de 10 000 habitants et plus - Opérations réelles
(en milliards d'euros)

Valeurs provisoires

Budgets principaux	2021	2021/ 2020	2022	2023/ 2022	2023	2024/ 2023	2024
DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT (1)	**45,64**	**+ 5,3 %**	**48,13**	**+ 4,4 %**	**50,29**	**+ 4,1 %**	**52,39**
Achats et charges externes	9,38	+ 11,1 %	10,44	+ 8,5 %	11,33	+ 3,5 %	11,76
Frais de personnel	26,42	+ 4,2 %	27,58	+ 3,2 %	28,45	+ 4,1 %	29,66
Charges financières	0,89	- 5,2 %	0,84	+ 23,1 %	1,04	+ 11,0 %	1,15
Dépenses d'intervention	7,55	+ 2,6 %	7,75	+ 4,9 %	8,13	+ 4,7 %	8,51
Autres dépenses de fonctionnement	1,41	+ 8,1 %	1,52	- 12,5 %	1,33	- 1,7 %	1,31
RECETTES DE FONCTIONNEMENT (2)	**52,42**	**+ 4,6 %**	**54,93**	**+ 5,5 %**	**57,96**	**+ 2,6 %**	**59,56**
Impôts et taxes	36,90	+ 3,8 %	38,34	+ 6,4 %	40,80	+ 2,0 %	41,64
– Impôts locaux	29,86	+ 3,3 %	30,90	+ 7,8 %	33,32	+ 3,6 %	34,57
(dont : fiscalité reversée)	*7,15*	*- 0,6 %*	*7,13*	*+ 0,1 %*	*7,13*	*+ 0,7 %*	*7,19*
– Autres impôts et taxes	7,04	+ 5,7 %	7,45	+ 0,4 %	7,48	- 5,5 %	7,07
(dont : fraction de TVA) [a]	*0,68*	*+ 10,8 %*	*0,75*	*+ 77,6 %*	*1,33*	*- 0,8 %*	*1,33*
Concours de l'État	7,79	+ 2,2 %	7,97	+ 2,3 %	8,16	+ 2,8 %	8,40
– Dotations globales de fonctionnement (DGF)	6,51	+ 0,5 %	6,55	+ 1,9 %	6,68	+ 2,3 %	6,83
– Autres dotations	0,17	+ 7,5 %	0,18	+ 3,1 %	0,19	- 1,0 %	0,19
– Péréquations et compensations fiscales	1,11	+ 11,4 %	1,24	+ 4,5 %	1,30	+ 6,0 %	1,38
Subventions reçues et participations	2,37	+ 4,9 %	2,49	+ 9,8 %	2,74	+ 1,7 %	2,79
Ventes de biens et services	3,65	+ 13,5 %	4,16	+ 5,4 %	4,38	+ 6,9 %	4,69
Autres recettes de fonctionnement	1,71	+ 15,0 %	1,97	- 4,2 %	1,88	+ 8,4 %	2,04
Épargne brute (3) = (2) - (1)	**6,77**	**+ 0,1 %**	**6,80**	**+ 13,0 %**	**7,68**	**- 6,6 %**	**7,17**
Épargne nette = (3) - (8)	**3,07**	**- 0,0 %**	**3,08**	**+ 23,8 %**	**3,81**	**- 11,4 %**	**3,38**
DÉPENSES D'INVESTISSEMENT hors remboursements (4)	**11,80**	**+ 10,8 %**	**13,11**	**+ 9,3 %**	**14,32**	**+ 8,2 %**	**15,53**
Dépenses d'équipement	9,94	+ 13,6 %	11,32	+ 10,9 %	12,55	+ 8,8 %	13,69
Subventions d'équipement versées	1,20	- 4,9 %	1,15	+ 4,8 %	1,20	+ 0,1 %	1,20
Autres dépenses d'investissement	0,65	- 1,8 %	0,64	- 11,5 %	0,57	+ 12,3 %	0,64
RECETTES D'INVESTISSEMENT hors emprunts (5)	**5,40**	**+ 5,9 %**	**5,73**	**+ 3,5 %**	**5,93**	**+ 2,0 %**	**6,06**
FCTVA	1,45	- 5,3 %	1,38	+ 2,4 %	1,41	+ 12,2 %	1,59
Dotations et Subventions d'équipement	2,55	+ 5,3 %	2,69	+ 10,3 %	2,97	+ 5,9 %	3,15
Autres recettes d'investissement	1,40	+ 18,5 %	1,66	- 6,5 %	1,55	- 14,6 %	1,33
DÉPENSES TOTALES hors remboursements (6) = (1) + (4)	**57,44**	**+ 6,4 %**	**61,24**	**+ 5,5 %**	**64,61**	**+ 5,0 %**	**67,92**
RECETTES TOTALES hors emprunts (7) = (2) + (5)	**57,82**	**+ 4,7 %**	**60,66**	**+ 5,3 %**	**63,90**	**+ 2,6 %**	**65,63**
Capacité ou besoin de financement = (7) - (6)	**+ 0,38**		**- 0,58**		**- 0,71**		**- 2,29**
Remboursements de dette (8)	3,71	+ 0,2 %	3,72	+ 4,0 %	3,87	- 1,9 %	3,80
Emprunts (9)	4,09	+ 10,4 %	4,53	- 4,9 %	4,30	+ 17,0 %	5,04
Flux net de dette = (9) - (8)	+ 0,39		+ 0,81		+ 0,43		+ 1,24
DÉPENSES TOTALES (10) = (6) + (8)	**61,14**	**+ 6,1 %**	**64,96**	**+ 5,4 %**	**68,47**	**+ 4,6 %**	**71,72**
RECETTES TOTALES (11) = (7) + (9)	**61,91**	**+ 5,1 %**	**65,19**	**+ 4,6 %**	**68,20**	**+ 3,5 %**	**70,66**
Variation du fonds de roulement = (11) - (10)	+ 0,76		+ 0,23		- 0,28		- 1,05
Dette au 31 décembre (12) [b]	**42,23**	**+ 1,4 %**	**42,86**	**+ 0,9 %**	**43,27**	**+ 3,0 %**	**44,60**
Ratios							
Taux d'épargne brute = (3) / (2)	12,9 %	- 0,6 pt	12,4 %	+ 0,9 pt	13,2 %	- 1,2 pt	12,0 %
Taux d'épargne nette = [(3) - (8)] / (2)	5,9 %	- 0,3 pt	5,6 %	+ 1,0 pt	6,6 %	- 0,9 pt	5,7 %
Taux d'endettement = (12) / (2)	80,6 %	- 2,5 pt	78,0 %	- 3,4 pt	74,6 %	+ 0,2 pt	74,9 %
Capacité de désendettement = (12) / (3)	6,2 ans	+ 0,1 an	6,3 ans	- 0,7 an	5,6 ans	+ 0,6 an	6,2 ans

Variations calculées à champ constant, c'est-à-dire sur les communes ayant le même numéro Siren sur deux années consécutives (et qui n'ont donc a priori pas changé significativement de contour). Communes ayant 10 000 habitants ou plus en population totale l'année N pour les variations entre les années N - 1 et N.
(a) Évolution 2023/2024 calculée à champ comparable suite au changement de nomenclature M14 en M57.
(b) La dette de l'année N n'est pas exactement égale à la dette de l'année N - 1 augmentée du flux net de dette de l'année N, du fait de certaines différences conceptuelles entre le stock et les flux reportés ici.
Source : DGCL - Données DGFIP, comptes de gestion ; budgets principaux. Montants en opérations réelles calculés hors gestion active de la dette.

Les comptes des groupements de communes à fiscalité propre[a] - Opérations réelles

(en milliards d'euros)

Budgets principaux	2021	2022/ 2021	2022	2023/ 2022	2023	2024/ 2023	2024
						Valeurs provisoires	
DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT (1)	**27,52**	**+ 5,6 %**	**29,05**	**+ 7,9 %**	**31,35**	**+ 4,8 %**	**32,86**
Achats et charges externes	7,24	+ 6,2 %	7,69	+ 9,5 %	8,43	+ 4,4 %	8,80
Frais de personnel	10,46	+ 6,7 %	11,17	+ 6,3 %	11,87	+ 5,9 %	12,58
Charges financières	0,52	- 0,1 %	0,52	+ 36,0 %	0,71	+ 11,2 %	0,79
Dépenses d'intervention	7,93	+ 4,1 %	8,25	+ 5,5 %	8,71	+ 6,4 %	9,26
Autres dépenses de fonctionnement	1,36	+ 3,6 %	1,41	+ 15,5 %	1,63	- 12,4 %	1,43
RECETTES DE FONCTIONNEMENT (2)	**33,70**	**+ 6,8 %**	**35,99**	**+ 7,4 %**	**38,64**	**+ 4,3 %**	**40,29**
Impôts et taxes	18,44	+ 8,8 %	20,06	+ 9,7 %	22,01	+ 4,4 %	22,98
- Impôts locaux	5,38	+ 9,5 %	5,88	- 62,7 %	2,19	+ 26,5 %	2,77
- Autres impôts et taxes	13,06	+ 8,5 %	14,17	+ 39,8 %	19,81	+ 2,0 %	20,21
(dont : fraction de TVA) [b]	*7,44*	*+ 10,3 %*	*8,21*	*+ 55,6 %*	*12,77*	*+ 1,3 %*	*13,97*
Concours de l'État	9,55	+ 0,2 %	9,57	+ 2,2 %	9,78	+ 2,4 %	10,02
- Dotations globales de fonctionnement (DGF)	6,51	- 1,0 %	6,45	+ 0,1 %	6,46	+ 1,1 %	6,53
- Autres dotations	0,12	- 0,1 %	0,12	+ 1,5 %	0,12	+ 8,7 %	0,13
- Péréquations et compensations fiscales	2,92	+ 2,8 %	3,01	+ 6,6 %	3,20	+ 4,8 %	3,36
Subventions reçues et participations	1,66	+ 7,3 %	1,78	+ 11,1 %	1,98	+ 7,1 %	2,12
Ventes de biens et services	3,14	+ 11,5 %	3,50	+ 6,1 %	3,71	+ 6,5 %	3,95
Autres recettes de fonctionnement	0,91	+ 18,7 %	1,08	+ 7,4 %	1,16	+ 4,6 %	1,21
Épargne brute (3) = (2) - (1)	**6,18**	**+ 12,2 %**	**6,94**	**+ 5,1 %**	**7,29**	**+ 1,9 %**	**7,43**
Épargne nette = (3) - (8)	**3,47**	**+ 20,8 %**	**4,20**	**+ 8,0 %**	**4,53**	**+ 2,5 %**	**4,65**
DÉPENSES D'INVESTISSEMENT hors remboursements (4)	**10,60**	**+ 7,6 %**	**11,40**	**+ 7,9 %**	**12,30**	**+ 12,4 %**	**13,82**
Dépenses d'équipement	7,72	+ 4,9 %	8,10	+ 9,6 %	8,87	+ 12,9 %	10,02
Subventions d'équipement versées	2,03	+ 9,9 %	2,22	+ 7,0 %	2,38	+ 11,6 %	2,66
Autres dépenses d'investissement	0,85	+ 26,6 %	1,08	- 2,6 %	1,05	+ 9,2 %	1,15
RECETTES D'INVESTISSEMENT hors emprunts (5)	**4,50**	**+ 2,0 %**	**4,59**	**+ 4,9 %**	**4,82**	**+ 8,3 %**	**5,22**
FCTVA	1,19	- 15,4 %	1,01	+ 5,7 %	1,07	+ 14,4 %	1,22
Dotations et Subventions d'équipement	2,31	+ 9,9 %	2,53	+ 2,9 %	2,61	+ 8,8 %	2,84
Autres recettes d'investissement	1,00	+ 4,5 %	1,05	+ 9,2 %	1,14	+ 1,5 %	1,16
DÉPENSES TOTALES hors remboursements (6) = (1) + (4)	**38,12**	**+ 6,1 %**	**40,45**	**+ 7,9 %**	**43,65**	**+ 6,9 %**	**46,69**
RECETTES TOTALES hors emprunts (7) = (2) + (5)	**38,21**	**+ 6,2 %**	**40,58**	**+ 7,1 %**	**43,46**	**+ 4,7 %**	**45,51**
Capacité ou besoin de financement = (7) - (6)	**+ 0,09**		**+ 0,13**		**- 0,19**		**- 1,18**
Remboursements de dette (8)	2,71	+ 1,2 %	2,74	+ 0,6 %	2,76	+ 0,7 %	2,78
Emprunts (9)	2,94	+ 13,8 %	3,34	- 3,4 %	3,23	+ 26,1 %	4,08
Flux net de dette = (9) - (8)	+ 0,23		+ 0,60		+ 0,47		+ 1,30
DÉPENSES TOTALES (10) = (6) + (8)	**40,83**	**+ 5,8 %**	**43,20**	**+ 7,4 %**	**46,41**	**+ 6,6 %**	**49,47**
RECETTES TOTALES (11) = (7) + (9)	**41,15**	**+ 6,8 %**	**43,93**	**+ 6,3 %**	**46,69**	**+ 6,2 %**	**49,59**
Variation du fonds de roulement = (11) - (10)	+ 0,32		+ 0,73		+ 0,28		+ 0,12
Dette au 31 décembre (12) [c]	**28,16**	**+ 2,0 %**	**28,71**	**+ 2,4 %**	**29,39**	**+ 5,0 %**	**30,85**
Ratios							
Taux d'épargne brute = (3) / (2)	18,3 %	+ 0,9 pt	19,3 %	- 0,4 pt	18,9 %	- 0,4 pt	18,4 %
Taux d'épargne nette = [(3) - (8)] / (2)	10,3 %	+ 1,4 pt	11,7 %	+ 0,1 pt	11,7 %	- 0,2 pt	11,5 %
Taux d'endettement = (12) / (2)	83,5 %	- 3,8 pt	79,8 %	- 3,7 pt	76,1 %	+ 0,5 pt	76,6 %
Délai de désendettement = (12) / (3)	4,6 ans	- 0,4 an	4,1 ans	- 0,1 an	4,0 ans	+ 0,1 an	4,2 ans

(a) Y compris métropole de Lyon, métropole du grand Paris (MGP) et établissements publics territoriaux (EPT) de la MGP.

(b) Évolution 2023/2024 calculée à champ comparable suite au changement de nomenclature M14 en M57.

(c) La dette de l'année N n'est pas exactement égale à la dette de l'année N - 1 augmentée du flux net de dette de l'année N, du fait de certaines différences conceptuelles entre le stock et les flux reportés ici.

Source : DGCL - Données DGFIP, comptes de gestion ; budgets principaux. Montants en opérations réelles calculés hors gestion active de la dette.

4-4 Les comptes du secteur communal

Les comptes des communes et de leurs groupements à fiscalité propre[a] - Opérations réelles
(en milliards d'euros)

Valeurs provisoires

Budgets principaux	2021	2022/ 2021	2022	2023/ 2022	2023	2024/ 2023	2024
DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT (1)	**99,0**	**+ 5,8 %**	**104,8**	**+ 5,8 %**	**110,8**	**+ 4,3 %**	**115,7**
Achats et charges externes	24,4	+ 9,7 %	26,8	+ 8,8 %	29,1	+ 4,2 %	30,4
Frais de personnel	49,8	+ 5,3 %	52,5	+ 4,2 %	54,7	+ 4,7 %	57,2
Charges financières	2,0	- 4,5 %	1,9	+ 22,2 %	2,3	+ 9,9 %	2,5
Dépenses d'intervention	18,2	+ 3,6 %	18,8	+ 5,0 %	19,8	+ 5,5 %	20,8
Autres dépenses de fonctionnement	4,6	+ 3,9 %	4,8	+ 2,8 %	5,0	- 5,5 %	4,7
RECETTES DE FONCTIONNEMENT (2)	**118,4**	**+ 5,7 %**	**125,2**	**+ 6,1 %**	**132,8**	**+ 3,4 %**	**137,3**
Impôts et taxes	75,0	+ 5,6 %	79,2	+ 7,3 %	85,0	+ 3,1 %	87,6
– Impôts locaux	52,5	+ 4,2 %	54,8	- 0,1 %	54,7	+ 5,2 %	57,6
– Autres impôts et taxes	22,5	+ 8,8 %	24,5	+ 23,7 %	30,3	- 0,9 %	30,0
(dont : fraction de TVA)[b]	*8,1*	*+ 10,3 %*	*9,0*	*+ 57,8 %*	*14,1*	*+ 1,0 %*	*15,4*
Concours de l'État	24,5	+ 1,5 %	24,8	+ 2,7 %	25,5	+ 3,0 %	26,2
– Dotations globales de fonctionnement (DGF)	18,3	+ 0,1 %	18,3	+ 1,7 %	18,7	+ 1,7 %	19,0
– Autres dotations	0,5	+ 6,0 %	0,5	+ 4,7 %	0,5	+ 5,7 %	0,6
– Péréquations et compensations fiscales	5,7	+ 5,6 %	6,0	+ 5,3 %	6,3	+ 6,5 %	6,7
Subventions reçues et participations	5,3	+ 7,2 %	5,7	+ 8,0 %	6,1	+ 2,1 %	6,3
Ventes de biens et services	9,2	+ 12,8 %	10,4	+ 5,9 %	11,0	+ 6,1 %	11,6
Autres recettes de fonctionnement	4,4	+ 14,5 %	5,1	+ 2,7 %	5,2	+ 6,7 %	5,5
Épargne brute (3) = (2) - (1)	**19,4**	**+ 5,4 %**	**20,4**	**+ 7,6 %**	**21,9**	**- 1,4 %**	**21,6**
Épargne nette = (3) - (8)	**10,3**	**+ 10,1 %**	**11,3**	**+ 12,1 %**	**12,7**	**- 2,3 %**	**12,4**
DÉPENSES D'INVESTISSEMENT hors remboursements (4)	**33,1**	**+ 9,7 %**	**36,3**	**+ 8,9 %**	**39,6**	**+ 10,4 %**	**43,7**
Dépenses d'équipement	27,7	+ 10,4 %	30,5	+ 9,9 %	33,6	+ 10,8 %	37,2
Subventions d'équipement versées	3,6	+ 4,0 %	3,8	+ 7,2 %	4,0	+ 7,3 %	4,3
Autres dépenses d'investissement	1,8	+ 10,9 %	2,0	- 2,7 %	1,9	+ 9,7 %	2,1
RECETTES D'INVESTISSEMENT hors emprunts (5)	**15,9**	**+ 4,3 %**	**16,5**	**+ 5,1 %**	**17,4**	**+ 5,4 %**	**18,3**
FCTVA	4,1	- 7,9 %	3,8	+ 3,6 %	3,9	+ 11,9 %	4,4
Dotations et subventions d'équipement	8,4	+ 7,0 %	8,9	+ 8,2 %	9,7	+ 6,8 %	10,3
Autres recettes d'investissement	3,4	+ 12,8 %	3,8	- 0,7 %	3,8	- 5,0 %	3,6
DÉPENSES TOTALES hors remboursements (6) = (1) + (4)	**132,1**	**+ 6,8 %**	**141,1**	**+ 6,6 %**	**150,4**	**+ 5,9 %**	**159,3**
RECETTES TOTALES hors emprunts (7) = (2) + (5)	**134,3**	**+ 5,6 %**	**141,7**	**+ 6,0 %**	**150,2**	**+ 3,6 %**	**155,6**
Capacité ou besoin de financement = (7) - (6)	**+ 2,1**		**+ 0,6**		**- 0,2**		**- 3,7**
Remboursements de dette (8)	9,1	- 0,1 %	9,1	+ 2,1 %	9,3	- 0,3 %	9,2
Emprunts (9)	9,4	+ 15,1 %	10,8	- 9,8 %	9,7	+ 17,0 %	11,4
Flux net de dette = (9) - (8)	+ 0,3		+ 1,7		+ 0,5		+ 2,15
DÉPENSES TOTALES (10) = (6) + (8)	**141,2**	**+ 6,3 %**	**150,2**	**+ 6,3 %**	**159,7**	**+ 5,6 %**	**168,6**
RECETTES TOTALES (11) = (7) + (9)	**143,6**	**+ 6,2 %**	**152,5**	**+ 4,9 %**	**159,9**	**+ 4,4 %**	**167,0**
Variation du fonds de roulement = (11) - (10)	+ 2,4		+ 2,3		+ 0,2		- 1,6
Dette au 31 décembre (12)[c]	**93,0**	**+ 1,5 %**	**94,4**	**+ 0,7 %**	**95,0**	**+ 2,5 %**	**97,4**
Ratios							
Taux d'épargne brute = (3) / (2)	16,3 %	- 0,1 pt	16,3 %	+ 0,2 pt	0,2	- 0,8 pt	15,8 %
Taux d'épargne nette = [(3) - (8)] / (2)	8,7 %	+ 0,4 pt	9,0 %	+ 0,5 pt	9,5 %	- 0,5 pt	9,0 %
Taux d'endettement = (12) / (2)	78,5 %	- 3,2 pt	75,4 %	- 3,8 pt	71,6 %	- 0,6 pt	70,9 %
Délai de désendettement = (12) / (3)	4,8 ans	- 0,2 an	4,6 ans	- 0,3 an	4,3 ans	+ 0,2 an	4,5 ans

Montants non consolidés entre les différents niveaux de collectivités ; la consolidation est présentée à l'annexe 2D en incluant les budgets principaux et annexes.
(a) Y compris métropole de Lyon, métropole du grand Paris (MGP) et établissements publics territoriaux (EPT) de la MGP.
(b) Évolution 2023/2024 calculée à champ comparable suite au changement de nomenclature M14 en M57.
(c) La dette de l'année N n'est pas exactement égale à la dette de l'année N-1 augmentée du flux net de dette de l'année N, du fait de certaines différences conceptuelles entre le stock et les flux reportés ici.
Source : DGCL - Données DGFIP, comptes de gestion ; budgets principaux. Montants en opérations réelles calculés hors gestion active de la dette.

Les comptes des départements[a] - Opérations réelles

(en milliards d'euros)

Budgets principaux	2021	2022/ 2021[b]	2022	2023/ 2022[c]	2023	2024/ 2023	2024
							Valeurs provisoires
DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT (1)	**57,84**	**+ 3,9 %**	**59,50**	**+ 6,5 %**	**63,33**	**+ 3,9 %**	**65,79**
Achats et charges externes	3,73	+ 8,3 %	4,04	+ 9,6 %	4,43	+ 1,3 %	4,49
Frais de personnel	12,34	+ 5,1 %	12,96	+ 7,0 %	13,87	+ 3,3 %	14,33
Charges financières	0,58	- 1,2 %	0,57	+ 30,7 %	0,75	+ 11,8 %	0,84
Dépenses d'intervention	40,42	+ 3,2 %	41,10	+ 5,7 %	43,39	+ 4,2 %	45,23
Autres dépenses de fonctionnement	0,77	+ 8,2 %	0,83	+ 7,1 %	0,89	+ 1,3 %	0,90
RECETTES DE FONCTIONNEMENT (2)	**69,16**	**+ 4,1 %**	**71,41**	**- 1,2 %**	**70,54**	**+ 0,2 %**	**70,67**
Impôts et taxes	51,55	+ 4,3 %	53,28	- 3,2 %	51,54	- 1,6 %	50,71
– Impôts locaux	7,33	- 1,2 %	7,20	- 48,3 %	3,72	- 2,9 %	3,61
– Autres impôts et taxes	44,23	+ 5,2 %	46,08	+ 3,8 %	47,82	- 1,5 %	47,10
(Dont : fraction de TVA)	*14,70*	*+ 9,5 %*	*16,09*	*+ 26,7 %*	*20,38*	*+ 0,0 %*	*20,69*
(DMTO)	*14,35*	*+ 2,4 %*	*14,60*	*- 21,8 %*	*11,40*	*- 13,5 %*	*9,86*
(TICPE)	*5,44*	*+ 0,8 %*	*5,18*	*- 0,3 %*	*5,15*	*+ 0,8 %*	*5,19*
(TSCA)	*7,93*	*+ 4,7 %*	*8,30*	*+ 7,3 %*	*8,91*	*+ 5,8 %*	*9,42*
Concours de l'État	10,21	- 0,1 %	10,02	- 0,6 %	9,95	+ 0,1 %	9,96
– Dotations globales de fonctionnement (DGF)	7,98	+ 0,2 %	7,81	- 0,0 %	7,80	- 0,0 %	7,80
– Autres dotations	0,46	+ 1,7 %	0,47	- 1,0 %	0,46	- 0,3 %	0,46
– Péréquations et compensations fiscales	1,78	- 1,8 %	1,75	- 3,2 %	1,69	+ 0,5 %	1,70
Subventions reçues et participations	4,98	+ 13,0 %	5,59	+ 14,6 %	6,40	+ 11,7 %	7,15
Ventes de biens et services	0,42	+ 7,1 %	0,45	+ 4,8 %	0,47	+ 10,2 %	0,52
Autres recettes de fonctionnement	1,99	- 0,2 %	2,07	+ 5,1 %	2,18	+ 7,3 %	2,33
Épargne brute (3) = (2) - (1)	**11,33**	**+ 5,1 %**	**11,91**	**- 39,6 %**	**7,21**	**- 32,2 %**	**4,88**
Épargne nette = (3) - (8)	**7,81**	**+ 10,8 %**	**8,59**	**- 54,2 %**	**3,95**	**- 55,4 %**	**1,76**
DÉPENSES D'INVESTISSEMENT hors remboursements (4)	**11,39**	**+ 7,1 %**	**12,25**	**+ 2,4 %**	**12,54**	**- 2,9 %**	**12,18**
Dépenses d'équipement	7,39	+ 8,0 %	7,99	+ 2,7 %	8,21	- 2,4 %	8,01
Subventions d'équipement versées	3,73	+ 4,9 %	3,93	+ 2,2 %	4,03	- 2,9 %	3,91
Autres dépenses d'investissement	0,27	+ 12,4 %	0,32	- 3,7 %	0,31	- 16,4 %	0,26
RECETTES D'INVESTISSEMENT hors emprunts (5)	**2,63**	**+ 8,0 %**	**2,86**	**+ 12,5 %**	**3,22**	**+ 0,9 %**	**3,25**
FCTVA	1,00	+ 6,9 %	1,07	+ 11,0 %	1,19	+ 1,9 %	1,21
Dotations et subventions d'investissement	1,23	+ 14,0 %	1,42	+ 19,2 %	1,70	+ 0,5 %	1,71
Autres recettes d'investissement	0,40	- 6,5 %	0,37	- 9,1 %	0,33	- 1,0 %	0,33
DÉPENSES TOTALES hors remboursements (6) = (1) + (4)	**69,22**	**+ 4,5 %**	**71,75**	**+ 5,8 %**	**75,88**	**+ 2,8 %**	**77,97**
RECETTES TOTALES hors emprunts (7) = (2) + (5)	**71,79**	**+ 4,3 %**	**74,27**	**- 0,6 %**	**73,76**	**+ 0,2 %**	**73,92**
Capacité ou besoin de financement = (7) - (6)	**+ 2,56**		**+ 2,52**		**- 2,12**		**- 4,05**
Remboursements de dette (8)	3,52	- 7,5 %	3,32	- 2,1 %	3,26	- 4,2 %	3,12
Emprunts (9)	2,89	- 19,1 %	2,38	+ 22,0 %	2,90	+ 82,1 %	5,28
Flux net de dette =(9) - (8)	- 0,63		- 0,94		- 0,36		+ 2,16
DÉPENSES TOTALES (10) = (6) + (8)	**72,74**	**+ 3,9 %**	**75,07**	**+ 5,5 %**	**79,14**	**+ 2,5 %**	**81,09**
RECETTES TOTALES (11) = (7) + (9)	**74,68**	**+ 3,4 %**	**76,65**	**+ 0,1 %**	**76,66**	**+ 3,3 %**	**79,20**
Variation du fonds de roulement = (11) - (10)	+ 1,93		+ 1,58		- 2,48		- 1,89
Dette au 31 décembre (12)[d]	**31,78**	**- 3,1 %**	**30,81**	**- 0,9 %**	**30,52**	**+ 7,1 %**	**32,68**
Ratios							
Taux d'épargne brute = (3) / (2)	16,4%	+ 0,2 pt	16,7%	- 6,5 pt	10,2%	- 3,3 pt	6,9%
Taux d'épargne nette = [(3) - (8)] / (2)	11,3%	+ 0,7 pt	12,0%	- 6,4 pt	5,6%	- 3,1 pt	2,5%
Taux d'endettement = (12) / (2)	45,9%	- 3,2 pt	43,1%	+ 0,1 pt	43,3%	+ 3,0 pt	46,2%
Délai de désendettement = (12) / (3)	2,8 ans	- 0,2 an	2,6 ans	+ 1,7 an	4,2 ans	+ 2,5 ans	6,7 ans

(a) Hors collectivités territoriales uniques (CTU) de Martinique et Guyane et collectivité de Corse et hors Ville de Paris.

(b) Hors Pyrénées-Orientales et Seine-Saint-Denis dont le RSA a été recentralisé à partir du 1er janvier 2022.

(c) Hors Ariège dont le RSA a été recentralisé à partir du 1er janvier 2023.

(d) La dette de l'année N n'est pas exactement égale à la dette de l'année N - 1 augmentée du flux net de dette de l'année N, du fait de certaines différences conceptuelles entre le stock et les flux reportés ici.

Source : DGCL - Données DGFIP, comptes de gestion ; budgets principaux. Montants en opérations réelles calculés hors gestion active de la dette.

4-6 Les comptes des régions et des CTU

Les comptes des régions et des collectivités territoriales uniques (CTU) [a] - Opérations réelles
(en milliards d'euros)

Budgets principaux	2021	2022/ 2021	2022	2023/ 2022	2023	2024/ 2023[c]	2024
							Valeurs provisoires
DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT (1)	**22,56**	**+ 3,0 %**	**23,24**	**+ 5,2 %**	**24,44**	**+ 1,1 %**	**24,97**
Achats et charges externes	4,15	+ 4,4 %	4,34	+ 15,1 %	4,99	+ 1,5 %	6,29
Frais de personnel	4,28	+ 3,5 %	4,43	+ 4,8 %	4,64	+ 3,6 %	4,81
Charges financières	0,56	+ 0,1 %	0,56	+ 52,9 %	0,86	+ 27,2 %	1,08
Dépenses d'intervention	12,96	+ 4,2 %	13,50	+ 0,2 %	13,52	- 0,8 %	12,43
Autres dépenses de fonctionnement	0,62	- 32,7 %	0,41	+ 3,4 %	0,43	- 17,9 %	0,35
RECETTES DE FONCTIONNEMENT (2)	**28,32**	**+ 4,0 %**	**29,46**	**+ 2,9 %**	**30,32**	**+ 1,1 %**	**30,92**
Impôts et taxes	22,64	+ 5,5 %	23,88	+ 2,4 %	24,46	+ 3,9 %	25,39
- Impôts locaux	- 1,28	- 7,6 %	- 1,18	- 0,6 %	- 1,17	- 1,6 %	- 1,16
- Autres impôts et taxes	23,92	+ 4,8 %	25,06	+ 2,3 %	25,64	+ 3,6 %	26,56
- dont : fraction de TVA	*14,65*	*+ 8,3 %*	*15,86*	*+ 3,0 %*	*16,34*	*+ 0,3 %*	*16,41*
- dont : cartes grises	*2,16*	*- 12,6 %*	*1,89*	*+ 7,6 %*	*2,03*	*+ 16,2 %*	*2,36*
- dont : TICPE	*5,14*	*+ 3,7 %*	*5,33*	*+ 2,2 %*	*5,45*	*+ 13,1 %*	*6,14*
Concours de l'État	2,21	+ 2,4 %	2,26	+ 4,3 %	2,36	- 22,6 %	1,86
- Dotations globales de fonctionnement (DGF)	0,31	- 0,2 %	0,30	+ 0,0 %	0,30	+ 0,0 %	0,30
- Autres dotations	1,03	+ 0,8 %	1,03	+ 0,6 %	1,04	- 0,7 %	1,03
- Péréquations et compensations fiscales	0,87	+ 5,3 %	0,92	+ 9,9 %	1,01	- 48,2 %	0,53
Subventions reçues et participations	2,67	+ 3,7 %	2,77	- 2,3 %	2,71	- 12,7 %	2,24
Ventes de biens et services	0,17	+ 13,7 %	0,19	+ 69,2 %	0,32	+ 6,5 %	0,76
Autres recettes de fonctionnement	0,64	- 43,5 %	0,36	+ 29,4 %	0,47	+ 43,0 %	0,66
Épargne brute (3) = (2) - (1)	**5,76**	**+ 8,1 %**	**6,22**	**- 5,6 %**	**5,88**	**+ 1,1 %**	**5,95**
Épargne nette = (3) - (8)	**4,01**	**+ 3,0 %**	**4,12**	**- 11,8 %**	**3,64**	**- 7,6 %**	**3,37**
DÉPENSES D'INVESTISSEMENT hors remboursements (4)	**13,23**	**- 1,0 %**	**13,09**	**+ 4,7 %**	**13,71**	**+ 6,1 %**	**14,54**
Dépenses d'équipement	3,89	+ 0,2 %	3,90	+ 5,3 %	4,11	- 5,2 %	3,89
Subventions d'équipement versées	8,63	- 0,3 %	8,60	+ 4,9 %	9,02	+ 8,1 %	9,76
Autres dépenses d'investissement	0,71	- 16,0 %	0,59	- 1,7 %	0,58	+ 52,5 %	0,88
RECETTES D'INVESTISSEMENT hors emprunts (5)	**5,33**	**+ 0,4 %**	**5,35**	**+ 14,5 %**	**6,13**	**+ 3,9 %**	**6,32**
FCTVA	0,57	+ 5,5 %	0,60	- 1,7 %	0,59	+ 7,4 %	0,63
Dotations et subventions d'investissement	4,20	+ 0,7 %	4,23	+ 17,8 %	4,99	+ 2,0 %	5,05
Autres recettes d'investissement	0,56	- 7,2 %	0,52	+ 6,8 %	0,55	+ 17,0 %	0,64
DÉPENSES TOTALES hors remboursements (6) = (1) + (4)	**35,79**	**+ 1,5 %**	**36,33**	**+ 5,0 %**	**38,15**	**+ 3,0 %**	**39,50**
RECETTES TOTALES hors emprunts (7) = (2) + (5)	**33,65**	**+ 3,5 %**	**34,82**	**+ 4,7 %**	**36,45**	**+ 1,6 %**	**37,24**
Capacité ou besoin de financement = (7) - (6)	**- 2,14**		**- 1,52**		**- 1,70**		**- 2,26**
Remboursements de dette (8)	1,75	+ 19,9 %	2,10	+ 6,7 %	2,24	+ 15,5 %	2,58
Emprunts (9)	4,06	- 15,7 %	3,42	+ 1,7 %	3,48	+ 40,1 %	4,83
Flux net de dette =(9) - (8)	+ 2,31		+ 1,32		+ 1,24		+ 2,25
DÉPENSES TOTALES (10) = (6) + (8)	**37,54**	**+ 2,4 %**	**38,43**	**+ 5,1 %**	**40,39**	**+ 3,7 %**	**42,09**
RECETTES TOTALES (11) = (7) + (9)	**37,71**	**+ 1,4 %**	**38,24**	**+ 4,4 %**	**39,93**	**+ 5,0 %**	**42,08**
Variation du fonds de roulement = (11) - (10)	+ 0,17		- 0,19		- 0,46		- 0,01
Dette au 31 décembre (12) [b]	**32,93**	**+ 3,8 %**	**34,19**	**+ 3,6 %**	**35,42**	**+ 6,2 %**	**37,58**
Ratios							
Taux d'épargne brute = (3) / (2)	20,3%	+ 0,8 pt	21,1%	- 1,7 pt	19,4%	- 0,0 pt	19,2%
Taux d'épargne nette = [(3) - (8)] / (2)	14,1%	- 0,1 pt	14,0%	- 2,0 pt	12,0%	- 1,1 pt	10,9%
Taux d'endettement = (12) / (2)	116,3%	- 0,2 pt	116,1%	+ 0,8 pt	116,8%	+ 5,9 pt	121,6%
Délai de désendettement = (12) / (3)	5,7 ans	- 0,2 an	5,5 ans	+ 0,5 an	6,0 ans	+ 0,3 an	6,3 ans

(a) Y compris collectivités territoriales uniques (CTU) de Martinique et Guyane à partir de 2016 et de Corse à partir de 2018.
(b) La dette de l'année N n'est pas exactement égale à la dette de l'année N - 1 augmentée du flux net de dette de l'année N, du fait de certaines différences conceptuelles entre le stock et les flux reportés ici.
(c) les évolutions sont calculées hors CTU Martinique (données provisoires à date de parution) et hors impact des nouvelles inscriptions dans 2 régions des recettes tarifaires ferroviaires avec leur contrepartie en dépenses.
Source : DGCL - Données DGFIP, comptes de gestion ; budgets principaux. Montants en opérations réelles calculés hors gestion active de la dette.

Les ratios financiers obligatoires du secteur communal 4-7a

Ratios financiers des communes par strate de population en 2024

	Ratio 1 €/h	Ratio 2 €/h	Ratio 2 *bis* €/h	Ratio 3 €/h	Ratio 4 €/h	Ratio 5 €/h	Ratio 6 €/h	Ratio 7 %	Ratio 9 %	Ratio 10 %	Ratio 11 %
France métropolitaine hors Paris	1 115	642	790	1 328	394	840	184	55,2	90,9	29,7	63,2
France métropolitaine y compris Paris	1 190	659	804	1 401	402	972	178	53,6	91,7	28,7	69,4
Outre-mer	1 471	475	547	1 639	414	781	269	63,5	95,6	25,3	47,7
France	**1 199**	**653**	**796**	**1 408**	**402**	**966**	**181**	**54,0**	**91,8**	**28,6**	**68,6**
Communes en France métropolitaine											
Moins de 3 500 hab.	788	433	502	992	394	586	167	44,0	87,2	39,7	59,1
3 500 à 10 000 hab.	1 057	601	764	1 278	416	753	160	55,6	89,1	32,5	58,9
Moins de 10 000 hab.	887	495	598	1 098	402	648	164	49,1	88,0	36,6	59,0
10 000 hab. ou plus hors Paris	1 361	799	996	1 577	385	1 047	205	59,6	93,0	24,4	66,4

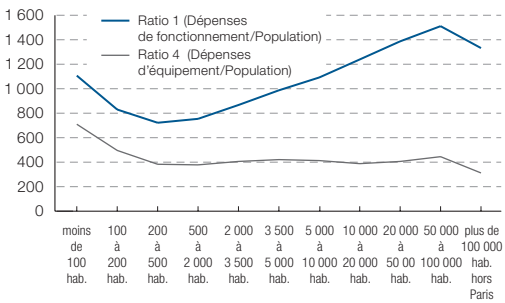
Source : DGCL - Donnée DGFIP, comptes de gestion, budgets principaux - opérations réelles ; INSEE (population totale en 2024 - année de référence 2021).
Les montants sont calculés hors gestion active de la dette.

Communes en France métropolitaine	Ratio 1 €/h	Ratio 2 €/h	Ratio 2 *bis* €/h	Ratio 3 €/h	Ratio 4 €/h	Ratio 5 €/h	Ratio 6 €/h	Ratio 7 %	Ratio 9 %	Ratio 10 %	Ratio 11 %
Moins de 100 hab.	1 107	440	453	1 536	710	647	275	22,8	80,0	46,2	42,1
100 à 200 hab.	830	375	395	1 111	496	582	215	28,0	83,3	44,6	52,4
200 à 500 hab.	722	376	392	931	383	507	174	34,8	85,9	41,2	54,5
500 à 2 000 hab.	754	419	482	946	378	572	163	44,2	87,8	39,9	60,4
2 000 à 3 500 hab.	867	496	611	1 075	406	653	161	50,4	87,6	37,7	60,8
3 500 à 5 000 hab.	987	562	706	1 212	421	724	162	53,4	87,8	34,8	59,7
5 000 à 10 000 hab.	1 092	621	792	1 311	413	768	159	56,5	89,7	31,5	58,6
10 000 à 20 000 hab.	1 239	692	899	1 450	388	822	176	59,2	91,4	26,7	56,7
20 000 à 50 000 hab.	1 387	812	1 024	1 600	406	998	203	60,6	93,1	25,4	62,4
50 000 à 100 000 hab.	1 511	866	1 115	1 756	445	1 354	222	59,8	93,8	25,4	77,1
100 000 hab. ou plus hors Paris	1 332	833	965	1 536	312	1 099	220	58,2	93,7	20,3	71,5

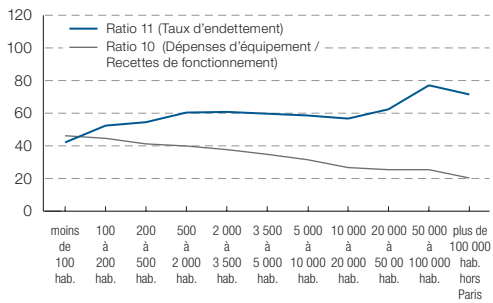
Source : DGCL - Donnée DGFIP, comptes de gestion, budgets principaux - opérations réelles ; INSEE (population totale en 2024 - année de référence 2021).
Les montants sont calculés hors gestion active de la dette.
Champ : France métropolitaine.

Ratios financiers des communes par strate de population en 2024

en €/hab.



en %



Source : DGCL - Donnée DGFIP, comptes de gestion, budgets principaux - opérations réelles ; INSEE (population totale en 2024 - année de référence 2021).
Hors gestion active de la dette.
Champ : France métropolitaine.

4-7b Les ratios financiers obligatoires du secteur communal

Ratios financiers des communes en 2024 selon le type de communes et leur population

(France métropolitaine)	Nombre de communes	Ratio 1 €/h DGF	Ratio 2 €/h DGF	Ratio 2 *bis* €/h DGF	Ratio 3 €/h DGF	Ratio 4 €/h DGF	Ratio 5 €/h DGF	Ratio 6 €/h DGF	Ratio 7 %	Ratio 9 %	Ratio 10 %	Ratio 11 %
Communes touristiques et de montagne	**1 282**	**1 124**	**644**	**709**	**1 436**	**558**	**1 038**	**185**	**42,0**	**86,7**	**38,9**	**72,3**
Moins de 100 hab.	157	947	327	445	1 350	608	545	236	29,5	78,2	45,0	40,3
100 à 200 hab.	178	1 016	435	508	1 357	630	968	213	34,4	87,0	46,4	71,3
200 à 500 hab.	322	997	492	550	1 314	522	809	196	35,8	84,2	39,7	61,6
500 à 2000 hab.	452	1 062	597	654	1 358	557	1 060	197	38,7	87,4	41,0	78,0
2000 à 3500 hab.	99	1 245	760	830	1 570	580	994	179	42,2	86,6	36,9	63,3
3500 à 10 000 hab.	66	1 132	674	749	1 461	562	1 103	172	46,1	85,8	38,4	75,5
10 000 à 50 000 hab.	8	1 360	837	899	1 643	512	1 246	145	54,7	89,8	31,2	75,9
Communes touristiques hors montagne	**843**	**1 082**	**735**	**792**	**1 334**	**449**	**895**	**133**	**55,7**	**88,1**	**33,6**	**67,1**
Moins de 100 hab.	7	2 274	591	1 057	3 191	341	484	428	60,8	73,5	10,7	15,2
100 à 200 hab.	25	856	351	386	1 244	388	701	188	36,7	78,4	31,2	56,4
200 à 500 hab.	86	784	372	425	1 014	409	632	152	42,8	90,0	40,4	62,4
500 à 2000 hab.	300	812	492	522	1 037	424	588	161	48,3	85,0	40,9	56,7
2000 à 3500 hab.	167	895	578	639	1 137	432	728	163	52,5	85,7	38,0	64,0
3500 à 10 000 hab.	188	1 100	747	806	1 387	450	823	135	55,9	85,8	32,4	59,3
10 000 à 20 000 hab.	47	1 169	824	914	1 427	449	869	105	58,3	88,2	31,5	60,9
20 000 à 50 000 hab.	20	1 205	879	913	1 447	517	1 192	126	56,2	91,4	35,7	82,4
50 000 hab. et plus	3	1 323	835	877	1 451	317	1 556	107	60,8	101,1	21,9	107,2
Communes de montagne non touristiques	**4 753**	**910**	**463**	**599**	**1 137**	**432**	**765**	**174**	**50,0**	**88,1**	**38,0**	**67,2**
Moins de 100 hab.	889	992	341	379	1 410	792	660	308	25,6	79,8	56,2	46,8
100 à 200 hab.	963	817	294	345	1 119	604	644	257	32,4	81,4	54,0	57,5
200 à 500 hab.	1 332	751	327	356	992	488	635	209	37,8	85,1	49,2	64,0
500 à 2000 hab.	1 215	707	356	436	907	413	637	169	43,9	87,2	45,6	70,3
2000 à 3500 hab.	166	778	413	544	985	427	697	137	48,6	87,6	43,4	70,8
3500 à 10 000 hab.	150	981	529	707	1 195	461	881	137	54,1	89,7	38,5	73,7
10 000 à 20 000 hab.	29	1 154	632	848	1 369	351	1 026	163	56,6	92,9	25,7	75,0
20 000 hab. et plus	9	1 375	732	1 021	1 645	321	911	202	61,9	89,2	19,5	55,4
Communes ni touristiques, ni de montagne	**27 928**	**1 150**	**628**	**774**	**1 340**	**367**	**932**	**171**	**54,0**	**92,3**	**27,4**	**69,6**
Moins de 100 hab.	2 232	804	351	335	1 095	444	434	170	20,0	80,5	40,5	39,6
100 à 200 hab.	4 197	652	317	320	865	356	417	160	25,5	83,6	41,2	48,3
200 à 500 hab.	7 723	602	329	337	770	304	394	143	33,8	86,2	39,5	51,2
500 à 2000 hab.	9 273	667	373	430	830	323	474	145	44,7	88,2	38,9	57,1
2000 à 3500 hab.	1 857	779	436	551	957	357	565	149	51,2	88,1	37,3	59,1
3500 à 10 000 hab.	1 774	981	542	710	1 173	372	666	154	56,1	89,7	31,7	56,8
10 000 à 20 000 hab.	440	1 193	642	858	1 385	360	755	179	59,6	91,8	26,0	54,5
20 000 à 50 000 hab.	315	1 366	785	1 006	1 571	387	956	203	60,9	93,3	24,7	60,9
50 000 hab. et plus	117	1 641	865	1 021	1 841	394	1 678	185	52,6	95,6	21,4	91,2

Source : DGCL - Donnée DGFIP, comptes de gestion, budgets principaux - opérations réelles ; INSEE (population totale en 2024 - année de référence 2021).
Hors gestion active de la dette.
Champ : France métropolitaine.

Ratios financiers des groupements de communes à fiscalité propre en 2024 [a]

	Ratio 1 €/h	Ratio 2 €/h	Ratio 2 *bis* €/h	Ratio 3 €/h	Ratio 4 €/h	Ratio 5 €/h	Ratio 6 €/h	Ratio 7 %	Ratio 9 %	Ratio 10 %	Ratio 11 %
France métropolitaine	452	196	35	559	150	439	92	40,2	87,8	26,8	78,4
Outre-Mer	479	136	75	564	107	252	63	24,5	88,9	19,0	44,8
France	**453**	**194**	**36**	**560**	**148**	**433**	**91**	**39,7**	**87,8**	**26,5**	**77,3**
Groupements de communes à fiscalité propre[a] (France)											
Métropoles et communautés urbaines [a]	496	205	10	632	214	727	139	38,1	87,9	33,9	115,1
Communautés d'agglomération	468	194	36	571	131	383	85	39,5	88,4	22,9	67,2
Communautés de communes à FPU	394	185	53	477	104	200	51	42,4	86,8	21,8	42,0
Communautés de communes à FA	387	170	143	463	92	152	47	37,6	87,7	19,8	32,8

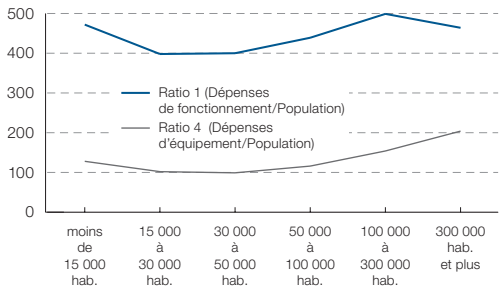
Source : DGCL - Donnée DGFIP, comptes de gestion, budgets principaux - opérations réelles ; INSEE (population totale en 2024 - année de référence 2021). Hors gestion active de la dette.
(a) Hors métropole de Lyon, mais y compris métropole du grand Paris (MGP) et établissements publics territoriaux (EPT) de la MGP.

Groupements de communes à fiscalité propre[a] (France)	Ratio 1 €/h	Ratio 2 €/h	Ratio 2 *bis* €/h	Ratio 3 €/h	Ratio 4 €/h	Ratio 5 €/h	Ratio 6 €/h	Ratio 7 %	Ratio 9 %	Ratio 10 %	Ratio 11 %
Moins de 15 000 hab.	472	227	129	561	128	234	55	41,2	89,0	22,9	41,8
15 000 à 30 000 hab.	398	183	64	481	102	202	49	42,0	86,9	21,2	42,1
30 000 à 50 000 hab.	400	176	50	479	99	202	55	43,8	87,5	20,6	42,2
50 000 à 100 000 hab.	439	186	50	532	116	271	73	41,1	87,4	21,7	50,8
100 000 à 300 000 hab.	499	195	54	625	154	492	92	39,9	87,4	24,7	78,7
300 000 hab. et plus [a]	464	203	-19	586	204	696	139	36,2	88,7	34,9	118,8

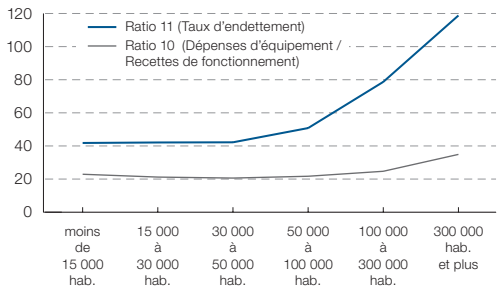
Source : DGCL - Donnée DGFIP, comptes de gestion, budgets principaux - opérations réelles ; INSEE (population totale en 2024 - année de référence 2021). Hors gestion active de la dette.
(a) Hors métropole de Lyon, mais y compris métropole du grand Paris (MGP) et établissements publics territoriaux (EPT) de la MGP.

Ratios financiers R1, R4, R10 et R11 des groupements de communes à fiscalité propre[a] par strate de population en 2024

en €/hab.



en %



Source : DGCL - Donnée DGFIP, comptes de gestion, budgets principaux - opérations réelles ; INSEE (population totale en 2024 - année de référence 2021). Hors gestion active de la dette.
(a) Hors métropole de Lyon, mais y compris métropole du grand Paris (MGP) et établissements publics territoriaux (EPT) de la MGP.

4-8 Les ratios financiers obligatoires des départements et des régions

Ratios financiers des conseils départementaux par strate de population en 2024

	Ratio 1 €/h	Ratio 2 €/h	Ratio 2 *bis* €/h	Ratio 3 €/h	Ratio 4 €/h	Ratio 5 €/h	Ratio 6 €/h	Ratio 7 %	Ratio 9 %	Ratio 10 %	Ratio 11 %
France métropolitaine	1 013	9	57	1 087	125	512	118	21,5	97,7	11,5	47,1
Outre-mer	1 398	4	16	1 590	191	371	253	28,8	90,5	12,0	23,3
France	**1 022**	**9**	**56**	**1 099**	**127**	**508**	**121**	**21,8**	**97,4**	**11,5**	**46,2**
France métropolitaine											
Moins de 250 000 hab.	1 210	9	57	1 387	194	552	229	26,9	92,0	14,0	39,8
250 000 à 500 000 hab.	1 090	11	53	1 195	143	504	153	23,3	95,7	11,9	42,2
500 000 à 1 000 000 hab.	957	7	41	1 037	113	413	121	21,8	96,5	10,9	39,9
Plus de 1 000 000 hab.	1 004	11	68	1 056	120	569	95	20,2	99,7	11,4	53,9

Source : DGCL - Donnée DGFIP, comptes de gestion, budgets principaux - opérations réelles ; INSEE (population totale en 2024 - année de référence 2021).
Champ : France y compris Mayotte et Collectivité européenne d'Alsace. Hors métropole de Lyon et Ville de Paris (comptées avec le secteur communal).
Hors gestion active de la dette.

Ratios financiers des conseils régionaux et des collectivités territoriales uniques (CTU) en 2024

	Ratio 1 €/h	Ratio 2 €/h	Ratio 2 *bis* €/h	Ratio 3 €/h	Ratio 4 €/h	Ratio 5 €/h	Ratio 6 €/h	Ratio 7 %	Ratio 9 %	Ratio 10 %	Ratio 11 %
Régions											
Auvergne-Rhône-Alpes	293	10	- 2	402	43	317	–	17,2	82,6	10,8	79,0
Bourgogne-Franche-Comté	383	16	17	468	45	512	–	19,4	88,3	9,6	109,4
Bretagne	310	8	1	388	56	451	–	18,7	86,8	14,4	116,3
Centre-Val de Loire	388	12	0	458	38	459	–	16,2	94,7	8,2	100,3
Grand Est	402	11	- 2	487	49	488	–	15,7	90,5	10,1	100,3
Hauts-de-France	406	10	3	453	34	603	0	17,1	96,7	7,5	133,1
Île-de-France	246	10	- 101	335	58	556	–	17,1	85,4	17,3	165,9
Normandie	375	9	- 1	456	53	386	–	19,0	87,1	11,7	84,7
Nouvelle-Aquitaine	341	9	4	410	44	544	0	20,1	90,5	10,8	132,7
Occitanie	334	8	5	413	54	600	–	18,9	87,6	13,0	145,2
Pays de la Loire	285	9	- 4	346	50	562	–	17,0	91,9	14,4	162,3
Provence-Alpes-Côte d'Azur	367	8	- 13	461	37	555	–	16,5	85,8	7,9	120,4
Ensemble des régions métropolitaines	330	10	- 19	412	48	508	0	17,6	88,5	11,6	123,4
Régions d'outre-mer (ROM)											
Guadeloupe	692	6	3	854	321	1 235	–	30,3	105,2	37,6	144,6
La Réunion	554	11	13	733	269	1 273	–	34,3	87,0	36,6	173,6
Ensemble régions	**335**	**10**	**- 18**	**418**	**52**	**522**	**0**	**18,1**	**88,6**	**12,5**	**124,8**
Collectivités territoriales uniques et de Corse											
Corse	2 944	23	71	3 373	449	3 180	303	24,7	95,2	13,3	94,3
Martinique	2 259	26	81	2 537	357	2 617	395	32,0	96,9	14,1	103,1
Guyane	1 501	6	35	1 804	508	704	184	41,8	86,3	28,1	39,0
Régions et CTU	**364**	**10**	**- 17**	**451**	**58**	**548**	**4**	**19,3**	**89,1**	**12,8**	**121,6**

En 2021, la CVAE régionale est supprimée, compensée par une nouvelle fraction de TVA. Les reversements de fiscalité sont pour certaines régions supérieurs aux contributions directes, d'où certains montants d'impôts locaux négatifs.
Source : DGCL - Donnée DGFIP, comptes de gestion, budgets principaux - opérations réelles ; INSEE (population totale en 2024 - année de référence 2021).
Champ : France hors Mayotte.
Hors gestion active de la dette.

Les comptes des syndicats [a] - Opérations réelles

(en milliards d'euros)

Budgets principaux	2021	2022/ 2021 [b]	2022	2023/ 2022	2023	2024/ 2023	2024
						Valeurs provisoires	
DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT (1)	**10,32**	**+ 6,4 %**	**10,40**	**+ 8,5 %**	**11,29**	**+ 0,9 %**	**11,39**
Achats et charges externes	5,45	+ 7,7 %	5,34	+ 7,0 %	5,72	+ 3,2 %	5,90
Frais de personnel	2,65	+ 6,2 %	2,80	+ 5,9 %	2,96	+ 4,6 %	3,10
Charges financières	0,37	- 6,1 %	0,33	+ 10,8 %	0,36	+ 16,2 %	0,42
Dépenses d'intervention	0,97	+ 2,1 %	0,99	+ 10,9 %	1,10	- 4,9 %	1,05
Autres dépenses de fonctionnement	0,87	+ 9,3 %	0,94	+ 21,5 %	1,15	- 19,7 %	0,92
RECETTES DE FONCTIONNEMENT (2)	**13,59**	**+ 5,1 %**	**13,47**	**+ 7,7 %**	**14,51**	**+ 2,0 %**	**14,81**
Impôts et taxes	2,15	+ 6,5 %	1,89	+ 15,9 %	2,18	+ 0,2 %	2,19
- Impôts locaux	0,19	+ 1,4 %	0,19	+ 2,2 %	0,19	+ 29,1 %	0,25
- Autres impôts et taxes	1,97	+ 7,1 %	1,70	+ 17,4 %	1,99	- 2,6 %	1,94
Concours de l'État	0,05	- 17,8 %	0,04	+ 22,1 %	0,05	+ 22,5 %	0,06
- Dotations globales de fonctionnement (DGF)	0,02	- 68,0 %	0,01	+ 7,9 %	0,01	+ 161,3 %	0,02
- Autres dotations	0,02	+ 19,1 %	0,03	+ 22,5 %	0,03	+ 1,1 %	0,03
- Péréquations et compensations fiscales	0,01	+ 0,4 %	0,01	+ 32,6 %	0,01	- 0,5 %	0,01
Subventions reçues et participations	5,41	+ 4,5 %	5,47	+ 5,2 %	5,75	+ 2,3 %	5,88
Ventes de biens et services	4,83	+ 5,8 %	4,90	+ 4,9 %	5,14	+ 4,9 %	5,39
Autres recettes de fonctionnement	1,15	+ 3,2 %	1,18	+ 17,6 %	1,39	- 7,7 %	1,28
Épargne brute (3) = (2) - (1)	**3,28**	**+ 0,8 %**	**3,07**	**+ 5,1 %**	**3,23**	**+ 6,0 %**	**3,42**
Épargne nette = (3) - (8)	**1,98**	**- 1,8 %**	**1,78**	**+ 9,8 %**	**1,95**	**+ 8,0 %**	**2,11**
DÉPENSES D'INVESTISSEMENT hors remboursements (4)	**5,93**	**+ 10,3 %**	**6,21**	**+ 8,9 %**	**6,76**	**+ 3,3 %**	**6,98**
Dépenses d'équipement	5,15	+ 9,0 %	5,28	+ 11,7 %	5,90	+ 1,0 %	5,96
Subventions d'équipement versées	0,28	+ 7,1 %	0,30	+ 4,8 %	0,32	- 3,2 %	0,31
Autres dépenses d'investissement	0,50	+ 24,2 %	0,62	- 12,4 %	0,55	+ 31,8 %	0,72
RECETTES D'INVESTISSEMENT hors emprunts (5)	**2,82**	**+ 4,4 %**	**2,93**	**+ 3,8 %**	**3,04**	**+ 6,7 %**	**3,24**
FCTVA	0,26	- 12,0 %	0,23	+ 10,0 %	0,25	+ 10,3 %	0,27
Dotations et subventions d'investissement	1,98	+ 7,7 %	2,12	+ 0,7 %	2,13	+ 6,9 %	2,28
Autres recettes d'investissement	0,58	+ 0,3 %	0,59	+ 12,6 %	0,66	+ 5,0 %	0,69
DÉPENSES TOTALES hors remboursements (6) = (1) + (4)	**16,25**	**+ 7,8 %**	**16,61**	**+ 8,6 %**	**18,05**	**+ 1,8 %**	**18,37**
RECETTES TOTALES hors emprunts (7) = (2) + (5)	**16,41**	**+ 4,9 %**	**16,40**	**+ 7,0 %**	**17,55**	**+ 2,9 %**	**18,06**
Capacité ou besoin de financement = (7) - (6)	**+ 0,17**		**- 0,21**		**- 0,49**		**- 0,31**
Remboursements de dette (8)	1,29	+ 4,7 %	1,30	- 1,3 %	1,28	+ 3,0 %	1,32
Emprunts (9)	1,65	+ 8,3 %	1,76	+ 4,5 %	1,84	+ 17,4 %	2,16
Flux net de dette =(9) - (8)	+ 0,36		+ 0,46		+ 0,56		+ 0,84
DÉPENSES TOTALES (10) = (6) + (8)	**17,54**	**+ 7,6 %**	**17,91**	**+ 7,9 %**	**19,33**	**+ 1,9 %**	**19,69**
RECETTES TOTALES (11) = (7) + (9)	**18,07**	**+ 5,3 %**	**18,16**	**+ 6,8 %**	**19,39**	**+ 4,2 %**	**20,21**
Variation du fonds de roulement = (11) - (10)	+ 0,53		+ 0,25		+ 0,07		+ 0,53
Dette au 31 décembre (12) [c]	**13,91**	**+ 2,5 %**	**13,45**	**+ 3,8 %**	**13,96**	**+ 5,6 %**	**14,74**
Ratios							
Taux d'épargne brute = (3) / (2)	24,1 %	- 1,0 pt	22,8 %	- 0,6 pt	22,3 %	+ 0,9 pt	23,1 %
Taux d'épargne nette = [(3) - (8)] / (2)	14,6 %	- 0,9 pt	13,2 %	+ 0,3 pt	13,4 %	+ 0,8 pt	14,2 %
Taux d'endettement = (12) / (2)	102,3 %	- 2,5 pt	99,8 %	- 3,6 pt	96,2 %	+ 3,3 pt	99,5 %
Capacité de désendettement = (12) / (3)	4,2 ans	+ 0,1 an	4,4 ans	- 0,1 an	4,3 ans	- 0,0 an	4,3 ans

(a) Types 421 à 424 dans les comptes de gestion, c'est-à-dire y compris les syndicats intercommunaux à vocation multiple (SIVOM), les syndicats intercommuaux à vocation unique (SIVU), les pôles métropolitains et les PETR, mais hors EPT (assimilés à des EPCI à fiscalité propre dans nos statistiques).

(b) Les évolutions sont calculées en 2022 en neutralisant les effet de la sortie du Sytral (syndicat transport pour le Rhône et l'agglomération Lyonnaise) du périmètre des collectivités locales. Le Sytral prend la forme d'un établissement public local.

(c) La dette de l'année N n'est pas exactement égale à la dette de l'année N - 1 augmentée du flux net de dette de l'année N, du fait de certaines différences conceptuelles entre le stock et les flux reportés ici.

Source : DGCL. Données DGFiP, comptes de gestion ; budgets principaux. Montants calculés hors gestion active de la dette.

4-10 Les comptes des collectivités locales y compris les syndicats

Les comptes des collectivités locales y compris syndicats [(a)] - Opérations réelles
(en milliards d'euros)

Budgets principaux	2021	2022/ 2021[(b)]	2022	2023/ 2022	2023	2024/ 2023[(c)]	2024
							Valeurs provisoires
DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT (1)	**189,76**	**+ 4,6 %**	**197,92**	**+ 6,1 %**	**209,89**	**+ 3,8 %**	**217,80**
Achats et charges externes	37,77	+ 8,7 %	40,51	+ 9,3 %	44,28	+ 3,5 %	47,05
Frais de personnel	69,11	+ 5,2 %	72,66	+ 4,8 %	76,16	+ 4,4 %	79,48
Charges financières	3,46	- 3,3 %	3,33	+ 27,8 %	4,25	+ 14,1 %	4,85
Dépenses d'intervention	72,52	+ 2,6 %	74,41	+ 4,5 %	77,78	+ 3,7 %	79,56
Autres dépenses de fonctionnement	6,90	+ 1,8 %	7,01	+ 5,9 %	7,42	- 7,6 %	6,86
RECETTES DE FONCTIONNEMENT (2)	**229,47**	**+ 4,7 %**	**239,51**	**+ 3,6 %**	**248,15**	**+ 2,2 %**	**253,68**
Impôts et taxes	151,36	+ 4,8 %	158,28	+ 3,1 %	163,17	+ 1,7 %	165,87
- Impôts locaux	58,76	+ 3,8 %	60,96	- 5,8 %	57,44	+ 4,9 %	60,26
- Autres impôts et taxes	92,60	+ 5,5 %	97,32	+ 8,6 %	105,73	- 0,1 %	105,61
Concours de l'État	36,94	+ 0,6 %	37,15	+ 1,9 %	37,85	+ 0,7 %	38,13
- Dotations globales de fonctionnement (DGF)	26,63	- 0,6 %	26,46	+ 1,2 %	26,77	+ 1,2 %	27,10
- Autres dotations	1,99	+ 2,5 %	2,03	+ 1,5 %	2,07	+ 0,9 %	2,08
- Péréquations et compensations fiscales	8,32	+ 4,0 %	8,66	+ 4,1 %	9,01	- 0,8 %	8,94
Subventions reçues et participations	18,37	+ 7,3 %	19,51	+ 7,6 %	21,00	+ 2,6 %	21,54
Ventes de biens et services	14,60	+ 10,4 %	15,89	+ 6,3 %	16,90	+ 5,9 %	18,31
Autres recettes de fonctionnement	8,21	+ 5,8 %	8,67	+ 6,4 %	9,23	+ 6,5 %	9,83
Épargne brute (3) = (2) - (1)	**39,71**	**+ 5,4 %**	**41,59**	**- 8,0 %**	**38,26**	**- 6,2 %**	**35,89**
Épargne nette = (3) - (8)	**24,07**	**+ 8,0 %**	**25,80**	**- 13,9 %**	**22,21**	**- 11,7 %**	**19,62**
DÉPENSES D'INVESTISSEMENT hors remboursements (4)	**63,644**	**+ 7,1 %**	**67,862**	**+ 6,9 %**	**72,571**	**+ 6,6 %**	**77,37**
Dépenses d'équipement	44,09	+ 9,0 %	47,72	+ 8,5 %	51,78	+ 6,3 %	55,06
Subventions d'équipement versées	16,27	+ 2,1 %	16,60	+ 4,8 %	17,40	+ 5,2 %	18,31
Autres dépenses d'investissement	3,28	+ 7,9 %	3,54	- 4,3 %	3,38	+ 18,1 %	4,00
RECETTES D'INVESTISSEMENT hors emprunts (5)	**26,64**	**+ 4,0 %**	**27,68**	**+ 7,5 %**	**29,77**	**+ 4,6 %**	**31,14**
FCTVA	5,96	- 4,4 %	5,70	+ 4,7 %	5,96	+ 9,4 %	6,52
Dotations et subventions d'investissement	15,78	+ 6,1 %	16,72	+ 10,6 %	18,50	+ 4,7 %	19,37
Autres recettes d'investissement	4,90	+ 7,4 %	5,27	+ 0,9 %	5,31	- 1,3 %	5,24
DÉPENSES TOTALES hors remboursements (6) = (1) + (4)	**253,40**	**+ 5,2 %**	**265,78**	**+ 6,3 %**	**282,47**	**+ 4,5 %**	**295,16**
RECETTES TOTALES hors emprunts (7) = (2) + (5)	**256,11**	**+ 4,7 %**	**267,20**	**+ 4,0 %**	**277,92**	**+ 2,5 %**	**284,82**
Capacité ou besoin de financement = (7) - (6)	**+ 2,70**		**+ 1,41**		**- 4,54**		**- 10,34**
Remboursements de dette (8)	15,64	+ 1,3 %	15,79	+ 1,6 %	16,04	+ 1,4 %	16,26
Emprunts (9)	17,97	+ 2,2 %	18,35	- 2,2 %	17,95	+ 31,8 %	23,66
Flux net de dette =(9) - (8)	+ 2,33		+ 2,55		+ 1,91		+ 7,40
DÉPENSES TOTALES (10) = (6) + (8)	**269,05**	**+ 5,0 %**	**281,58**	**+ 6,0 %**	**298,51**	**+ 4,3 %**	**311,42**
RECETTES TOTALES (11) = (7) + (9)	**274,08**	**+ 4,5 %**	**285,54**	**+ 3,6 %**	**295,87**	**+ 4,3 %**	**308,48**
Variation du fonds de roulement = (11) - (10)	+ 5,03		+ 3,97		- 2,64		- 2,94
Dette au 31 décembre (12) [(d)]	**171,61**	**+ 1,2 %**	**172,82**	**+ 1,2 %**	**174,91**	**+ 4,3 %**	**182,38**
Ratios							
Taux d'épargne brute = (3) / (2)	17,3 %	+ 0,1 pt	17,4 %	- 1,9 pt	15,4 %	- 1,3 pt	14,1 %
Taux d'épargne nette = [(3) - (8)] / (2)	10,5 %	+ 0,3 pt	10,8 %	- 1,8 pt	9,0 %	- 1,2 pt	7,7 %
Taux d'endettement = (12) / (2)	74,8 %	- 2,5 pt	72,2 %	- 1,7 pt	70,5 %	+ 1,4 pt	71,9 %
Délai de désendettement = (12) / (3)	4,3 ans	- 0,2 an	4,2 ans	+ 0,4 an	4,6 ans	+ 0,5 an	5,1 ans

(a) Types 421 à 424 dans les comptes de gestion, c'est-à-dire y compris les syndicats intercommunaux à vocation multiple (SIVOM), les syndicats intercommuaux à vocation unique (SIVU), les pôles métropolitains et les PETR, mais hors EPT (assimilés à des EPCI à fiscalité propre dans nos statistiques).
(b) Les évolutions sont calculées en 2022 en neutralisant les effet de la sortie du Sytral (syndicat transport pour le Rhône et l'agglomération lyonnaise) du périmètre des collectivités locales. Le Sytral prend la forme d'un établissement public local.
(c) Les évolutions des Achats et charges externes, des Dépenses d'intervention et des Ventes de biens et services sont calculées hors CTU Martinique et régions Grand-Est et PACA suite à des modifications d'inscriptions comptables importantes.
(d) La dette de l'année N n'est pas exactement égale à la dette de l'année N - 1 augmentée du flux net de dette de l'année N, du fait de certaines différences conceptuelles entre le stock et les flux reportés ici.
Source : DGCL. Données DGFiP, comptes de gestion ; budgets principaux. Montants calculés hors gestion active de la dette.
Données non consolidées entre les différents niveaux de collectivités, sauf reversements fiscaux.

Ensemble des collectivités locales (y compris syndicats) [a] - Opérations réelles
(en milliards d'euros)

Budgets annexes	2021	2022/ 2021	2022	2023/ 2022	2023	2024/ 2023	2024
						Valeurs provisoires	
DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT (1)	**18,77**	**+ 8,9 %**	**20,44**	**+ 8,7 %**	**22,22**	**+ 3,5 %**	**23,01**
Achats et charges externes	10,43	+ 12,0 %	11,68	+ 9,1 %	12,74	+ 4,3 %	13,29
Frais de personnel	4,17	+ 6,7 %	4,45	+ 5,9 %	4,71	+ 5,0 %	4,95
Charges financières	0,66	- 3,0 %	0,64	+ 26,7 %	0,81	+ 8,8 %	0,88
Dépenses d'intervention	1,71	+ 3,8 %	1,78	+ 11,8 %	1,99	- 1,9 %	1,95
Autres dépenses de fonctionnement	1,80	+ 5,6 %	1,90	+ 3,9 %	1,97	- 2,0 %	1,93
RECETTES DE FONCTIONNEMENT (2)	**24,52**	**+ 7,5 %**	**26,36**	**+ 5,6 %**	**27,85**	**+ 2,7 %**	**28,61**
Impôts et taxes	5,56	+ 18,7 %	6,60	+ 11,0 %	7,33	+ 6,2 %	7,79
Concours de l'État	0,05	+ 14,2 %	0,05	+ 4,4 %	0,06	+ 0,5 %	0,06
Subventions reçues et participations	4,69	- 2,2 %	4,58	- 0,2 %	4,57	+ 3,1 %	4,71
Ventes de biens et services	11,58	+ 7,6 %	12,46	+ 2,3 %	12,74	+ 2,8 %	13,10
Autres recettes de fonctionnement	2,65	+ 0,7 %	2,66	+ 18,1 %	3,15	- 6,0 %	2,96
Épargne brute (3) = (2) - (1)	**5,75**	**+ 3,0 %**	**5,92**	**- 5,0 %**	**5,63**	**- 0,4 %**	**5,60**
DÉPENSES D'INVESTISSEMENT hors remboursements (4)	**8,92**	**+ 6,7 %**	**9,51**	**+ 5,8 %**	**10,06**	**+ 6,2 %**	**10,68**
Dépenses d'équipement	7,94	+ 7,3 %	8,52	+ 6,1 %	9,04	+ 4,9 %	9,48
Subventions d'équipement versées	0,34	+ 15,4 %	0,40	+ 62,5 %	0,64	+ 16,4 %	0,75
Autres dépenses d'investissement	0,64	- 6,4 %	0,60	- 36,2 %	0,38	+ 18,2 %	0,45
RECETTES D'INVESTISSEMENT hors emprunts (5)	**3,87**	**+ 1,8 %**	**3,94**	**- 0,0 %**	**3,94**	**+ 5,2 %**	**4,14**
FCTVA	0,27	- 8,0 %	0,25	+ 3,8 %	0,26	+ 8,5 %	0,28
Dotations et subventions d'investissement	2,61	+ 4,9 %	2,74	+ 12,6 %	3,08	+ 8,3 %	3,33
Autres recettes d'investissement	0,99	- 3,8 %	0,95	- 37,2 %	0,60	- 12,1 %	0,52
DÉPENSES TOTALES hors remboursements (6) = (1) + (4)	**27,69**	**+ 8,2 %**	**29,96**	**+ 7,8 %**	**32,29**	**+ 4,3 %**	**33,69**
RECETTES TOTALES hors emprunts (7) = (2) + (5)	**28,39**	**+ 6,7 %**	**30,30**	**+ 4,9 %**	**31,79**	**+ 3,0 %**	**32,75**
Capacité ou besoin de financement = (7) - (6)	**+ 0,70**		**+ 0,34**		**- 0,50**		**- 0,94**
Remboursements de dette (8)	2,81	+ 7,1 %	3,01	+ 1,6 %	3,06	+ 0,9 %	3,09
Emprunts (9)	3,11	+ 17,5 %	3,66	- 7,8 %	3,37	+ 5,6 %	3,56
Flux net de dette =(9) - (8)	+ 0,30		+ 0,64		+ 0,31		+ 0,47
DÉPENSES TOTALES (10) = (6) + (8)	**30,50**	**+ 8,1 %**	**32,97**	**+ 7,2 %**	**35,35**	**+ 4,1 %**	**36,78**
RECETTES TOTALES (11) = (7) + (9)	**31,50**	**+ 7,8 %**	**33,96**	**+ 3,5 %**	**35,16**	**+ 3,3 %**	**36,31**
Variation du fonds de roulement = (11) - (10)	+ 1,00		+ 0,99		- 0,19		- 0,47
Dette au 31 décembre (12) [b]	**32,34**	**+ 3,1 %**	**33,34**	**+ 0,8 %**	**33,60**	**+ 1,6 %**	**34,14**
Ratios							
Taux d'épargne brute = (3) / (2)	23,4 %	- 1,0 pt	22,5 %	- 2,3 pt	20,2 %	- 0,6 pt	19,6 %
Taux d'épargne nette = [(3) - (8)] / (2)	12,0 %	- 0,9 pt	11,0 %	- 1,8 pt	9,2 %	- 0,4 pt	8,8 %
Taux d'endettement = (12) / (2)	131,9 %	- 5,4 pt	126,5 %	- 5,8 pt	120,6 %	- 1,3 pt	119,3 %
Délai de désendettement = (12) / (3)	5,6 ans	+ 0,0 an	5,6 ans	+ 0,3 an	6,0 ans	+ 0,1 an	6,1 ans

(a) Non compris les établissements publics locaux.
(b) La dette de l'année N n'est pas exactement égale à la dette de l'année N - 1 augmentée du flux net de dette de l'année N, du fait de certaines différences conceptuelles entre le stock et les flux reportés ici.
Source : DGCL. Données DGFiP, comptes de gestion ; budgets annexes, y compris les EPSM (M22). Montants calculés hors gestion active de la dette, non consolidés entre les différents niveaux de collectivités.

4-12a Les comptes consolidés des collectivités locales et leur décomposition

Consolidation de l'ensemble des collectivités (y compris syndicats) [a] - Opérations réelles
(en milliards d'euros)

Comptes et niveaux consolidés	2021	2022/ 2021 [c]	2022	2023/ 2022	2023	2024/ 2023	2024
						Valeurs provisoires	
DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT (1)	**201,09**	**+ 5,0 %**	**210,68**	**+ 6,4 %**	**224,10**	**+ 4,1 %**	**233,26**
Achats et charges externes	47,39	+ 9,4 %	51,32	+ 9,2 %	56,06	+ 5,8 %	59,30
Frais de personnel	71,34	+ 5,3 %	75,10	+ 4,8 %	78,74	+ 4,8 %	82,49
Charges financières	4,11	- 3,3 %	3,96	+ 27,7 %	5,05	+ 13,3 %	5,72
Dépenses d'intervention	70,71	+ 2,6 %	72,65	+ 4,6 %	76,01	+ 2,5 %	77,91
Autres dépenses de fonctionnement	7,54	+ 1,6 %	7,66	+ 7,6 %	8,25	- 4,8 %	7,85
RECETTES DE FONCTIONNEMENT (2)	**246,57**	**+ 5,0 %**	**258,22**	**+ 3,8 %**	**268,01**	**+ 2,5 %**	**274,75**
Impôts et taxes	156,92	+ 5,3 %	164,88	+ 3,4 %	170,50	+ 1,9 %	173,66
Concours de l'État	36,99	+ 0,6 %	37,21	+ 1,9 %	37,91	+ 0,7 %	38,18
Subventions reçues et participations	19,54	+ 5,8 %	20,58	+ 6,1 %	21,84	+ 3,7 %	22,65
Ventes de biens et services	23,44	+ 9,5 %	25,47	+ 4,2 %	26,54	+ 7,1 %	28,42
Autres recettes de fonctionnement	9,68	+ 3,9 %	10,08	+ 11,3 %	11,22	+ 5,5 %	11,83
Épargne brute (3) = (2) - (1)	**45,47**	**+ 5,0 %**	**47,54**	**- 7,6 %**	**43,91**	**- 5,5 %**	**41,49**
DÉPENSES D'INVESTISSEMENT hors remboursements (4)	**67,49**	**+ 7,5 %**	**72,23**	**+ 6,9 %**	**77,25**	**+ 6,8 %**	**82,50**
Dépenses d'équipement	52,03	+ 8,7 %	56,24	+ 8,1 %	60,82	+ 6,1 %	64,54
Subventions d'équipement versées	11,65	+ 3,0 %	12,00	+ 6,5 %	12,78	+ 6,7 %	13,65
Autres dépenses d'investissement	3,81	+ 4,8 %	3,99	- 8,8 %	3,64	+ 18,5 %	4,32
RECETTES D'INVESTISSEMENT hors emprunts (5)	**25,35**	**+ 4,1 %**	**26,39**	**+ 6,9 %**	**28,21**	**+ 5,3 %**	**29,70**
FCTVA	6,23	- 4,5 %	5,95	+ 4,6 %	6,22	+ 9,3 %	6,80
Dotations et subventions d'équipement	13,42	+ 7,8 %	14,46	+ 12,8 %	16,31	+ 6,0 %	17,29
Autres recettes d'investissement	5,69	+ 4,9 %	5,98	- 5,1 %	5,68	- 1,3 %	5,60
DÉPENSES TOTALES hors remboursements (6) = (1) + (4)	**268,59**	**+ 5,6 %**	**282,91**	**+ 6,5 %**	**301,35**	**+ 4,8 %**	**315,76**
RECETTES TOTALES hors emprunts (7) = (2) + (5)	**271,91**	**+ 4,9 %**	**284,61**	**+ 4,1 %**	**296,22**	**+ 2,8 %**	**304,45**
Capacité ou besoin de financement = (7) - (6)	**+ 3,33**		**+ 1,70**		**- 5,12**		**- 11,31**
Remboursements de dette (8)	18,26	+ 2,0 %	18,58	+ 1,6 %	18,87	+ 1,7 %	19,19
Emprunts (9)	20,98	+ 4,1 %	21,86	- 3,0 %	21,20	+ 27,8 %	27,09
Flux net de dette =(9) - (8)	+ 2,72		+ 3,29		+ 2,33		+ 7,90
DÉPENSES TOTALES (10) = (6) + (8)	**286,85**	**+ 5,4 %**	**301,49**	**+ 6,2 %**	**320,22**	**+ 4,6 %**	**334,95**
RECETTES TOTALES (11) = (7) + (9)	**292,89**	**+ 4,8 %**	**306,47**	**+ 3,6 %**	**317,42**	**+ 4,4 %**	**331,54**
Variation du fonds de roulement = (11) - (10)	+ 6,04		+ 4,99		- 2,80		- 3,41
Dette au 31 décembre (12) [b]	**203,95**	**+ 1,4 %**	**206,16**	**+ 1,1 %**	**208,50**	**+ 3,8 %**	**216,52**
Ratios							
Taux d'épargne brute = (3) / (2)	18,4 %	+ 0,0 pt	18,4 %	- 2,0 pt	16,4 %	- 1,3 pt	15,1 %
Taux d'épargne nette = [(3) - (8)] / (2)	11,0 %	+ 0,2 pt	11,2 %	- 1,9 pt	9,3 %	- 1,2 pt	8,1 %
Taux d'endettement = (12) / (2)	82,7 %	- 2,8 pt	79,8 %	- 2,0 pt	77,8 %	+ 1,0 pt	78,8 %
Délai de désendettement = (12) / (3)	4,5 ans	- 0,2 an	4,3 ans	+ 0,4 an	4,7 ans	+ 0,5 an	5,2 ans

(a) Non compris les établissements publics locaux.
(b) La dette de l'année N n'est pas exactement égale à la dette de l'année N - 1 augmentée du flux net de dette de l'année N, du fait de certaines différences conceptuelles entre le stock et les flux reportés ici.
(c) Les évolutions sont calculées en 2022 en neutralisant les effet de la sortie du Sytral (syndicat transport pour le Rhône et l'agglomération lyonnaise) du périmètre des collectivités locales. Le Sytral prend la forme d'un établissement public local.
Source : DGCL. Données DGFiP, comptes de gestion ; budgets principaux et annexes. Montants consolidés des flux croisés et calculés hors gestion active de la dette.

Les comptes consolidés des collectivités locales et leur décomposition par région 4-12b

Consolidation de l'ensemble des collectivités (y compris syndicats) [a] par région

2024	Dépenses de fonctionnement	Recettes de fonctionneent	Épargne brute	Dépenses d'investissement (hors remboursement de dette)	Recettes d'investissement (hors emprunts)	Dette au 31/12	Besoin (+) ou capacité (-) de financement (en € / hab. DGF)	Taux d'épargne brute (EB / RF)	Délai de désendettement (Dette / EB)
	Montants en € / habitant						Soldes et ratios comptables		
France métropolitaine + DOM	**3 386**	**3 989**	**602**	**1 198**	**431**	**3 143**	**- 164**	**15,1 %**	**5,2 ans**
Auvergne-Rhône-Alpes	3 280	4 011	731	1 265	431	2 981	- 103	18,2 %	4,1 ans
Bourgogne-Franche-Comté	3 194	3 824	630	1 076	390	2 713	- 56	16,5 %	4,3 ans
Bretagne	3 083	3 697	614	1 230	402	2 726	- 213	16,6 %	4,4 ans
Centre-Val de Loire	3 169	3 726	557	1 022	402	2 788	- 63	14,9 %	5,0 ans
Corse	5 291	6 144	854	2 108	928	5 114	- 326	13,9 %	6,0 ans
Grand Est	3 143	3 711	568	1 120	467	2 569	- 86	15,3 %	4,5 ans
Hauts-de-France	3 372	3 885	514	1 013	399	2 891	- 100	13,2 %	5,6 ans
Île-de-France [b]	3 337	3 842	505	1 109	342	3 580	- 262	13,1 %	7,1 ans
Normandie	3 313	3 977	664	1 215	392	2 622	- 159	16,7 %	3,9 ans
Nouvelle-Aquitaine	3 416	4 020	604	1 277	460	3 181	- 213	15,0 %	5,3 ans
Occitanie	3 602	4 247	645	1 414	482	3 737	- 287	15,2 %	5,8 ans
Pays-de-la-Loire	3 056	3 644	588	1 117	359	2 619	- 171	16,1 %	4,5 ans
PACA	3 938	4 609	671	1 209	370	3 879	- 168	14,6 %	5,8 ans
Guadeloupe	4 888	5 503	615	1 479	1 034	2 608	+170	11,2 %	4,2 ans
Guyane	3 329	3 833	504	1 763	1 354	1 151	+96	13,2 %	2,3 ans
Martinique	4 658	5 263	605	1 156	539	3 919	- 13	11,5 %	6,5 ans
La Réunion	4 115	4 746	631	1 845	1 351	4 114	+ 137	13,3 %	6,5 ans
Mayotte	3 253	3 866	612	1 367	879	932	+ 124	15,8 %	1,5 ans
	Taux de croissance [c] en 2024 (en %)						Écart [c] 2024 - 2023		
France métropolitaine + DOM	**+ 3,7 %**	**+ 2,2 %**	**- 5,8 %**	**+ 6,4 %**	**+ 4,9 %**	**+ 3,5 %**	**- 90**	**- 1,3 pt**	**+ 0,5 an**
Auvergne-Rhône-Alpes	+ 4,3 %	+ 2,9 %	- 2,8 %	+ 3,9 %	- 5,7 %	+ 1,9 %	- 94	- 1,1 pt	+ 0,2 an
Bourgogne-Franche-Comté	+ 3,5 %	+ 2,5 %	- 2,7 %	+ 1,9 %	- 2,7 %	+ 0,9 %	- 48	- 0,9 pt	+ 0,2 an
Bretagne	+ 4,0 %	+ 2,1 %	- 6,4 %	+ 10,3 %	+ 9,1 %	+ 4,5 %	- 123	- 1,5 pt	+ 0,5 an
Centre-Val de Loire	+ 4,1 %	+ 2,7 %	- 4,9 %	+ 3,2 %	+ 3,0 %	+ 1,9 %	- 49	- 1,2 pt	+ 0,3 an
Corse	+ 0,5 %	- 1,6 %	- 13,0 %	+ 4,7 %	+ 2,9 %	+ 4,1 %	- 195	- 1,8 pt	+ 1,0 an
Grand Est	+ 3,4 %	+ 1,7 %	- 6,5 %	+ 12,2 %	+ 24,1 %	+ 3,0 %	- 71	- 1,4 pt	+ 0,4 an
Hauts-de-France	+ 2,5 %	+ 1,3 %	- 5,8 %	+ 9,4 %	+ 6,2 %	+ 0,5 %	- 95	- 1,0 pt	+ 0,4 an
Île-de-France [b]	+ 3,7 %	+ 1,9 %	- 8,2 %	+ 4,9 %	- 0,8 %	+ 5,3 %	- 99	- 1,4 pt	+ 0,9 an
Normandie	+ 3,1 %	+ 2,4 %	- 1,0 %	+ 4,9 %	- 5,8 %	+ 5,3 %	- 87	- 0,6 pt	+ 0,2 an
Nouvelle-Aquitaine	+ 3,9 %	+ 2,4 %	- 5,3 %	+ 7,5 %	+ 8,8 %	+ 5,6 %	- 86	- 1,2 pt	+ 0,5 an
Occitanie	+ 3,9 %	+ 1,8 %	- 8,7 %	+ 8,3 %	+ 10,7 %	+ 6,0 %	- 123	- 1,7 pt	+ 0,8 an
Pays-de-la-Loire	+ 4,3 %	+ 1,7 %	- 9,6 %	+ 6,0 %	+ 3,1 %	+ 3,5 %	- 116	- 2,0 pt	+ 0,6 an
PACA	+ 5,0 %	+ 3,1 %	- 6,9 %	+ 10,2 %	- 0,4 %	+ 0,8 %	- 163	- 1,6 pt	+ 0,4 an
Guadeloupe	+ 2,0 %	+ 0,1 %	- 13,3 %	- 4,4 %	- 10,5 %	+ 1,9 %	- 147	- 1,7 pt	+ 0,6 an
Guyane	+ 7,8 %	+ 5,7 %	- 6,4 %	+ 3,6 %	+ 41,5 %	+ 6,3 %	+ 302	- 1,7 pt	+ 0,3 an
Martinique	- 6,6 %	- 4,2 %	+ 18,9 %	- 3,0 %	- 6,3 %	+ 2,3 %	+ 95	+ 2,2 pt	- 1,1 an
La Réunion	+ 4,2 %	+ 2,7 %	- 5,7 %	+ 1,0 %	+ 42,5 %	- 1,3 %	+ 347	- 1,2 pt	+ 0,3 an
Mayotte	+ 10,6 %	+ 13,8 %	+ 34,4 %	- 18,7 %	- 10,2 %	+ 19,4 %	+ 371	+ 2,4 pt	- 0,2 an

(a) Non compris les établissements publics locaux.
(b) La source utilisée n'inclut pas Île-de-France mobilité.
(c) Évolutions des montants par habitant, donc compte tenu de la croissance de la population totale (municipale et comptée à part).
Source : DGCL. Données DGFiP, comptes de gestion ; budgets principaux et annexes, consolidés des flux croisés. Insee, recensement de la population.

4-13a Ventilation fonctionnelle des dépenses des communes

Communes de 3 500 habitants ou plus

(en millions d'euros)

2024	Fonctionnement (hors charges fi.)	Investissement (hors remb.)	Total	en € / habitant [a]	*Part dans le budget*	Évolution
Services généraux	**20 796**	**3 981**	**24 778**	**520**	***28,9 %***	**+ 5,2 %**
Opérations non ventilables	811	654	1 466	31	*1,7 %*	- 3,5 %
Administration générale	19 328	3 254	22 582	474	*26,4 %*	+ 5,8 %
Conseils, assemblée locale	614	70	684	14	*0,8 %*	+ 1,5 %
Coopération décentralisée et actions internationales	42	4	47	1	*0,1 %*	+ 34,7 %
Sécurité et salubrité publiques	**3 295**	**469**	**3 764**	**79**	***4,4 %***	**+ 7,0 %**
Services communs (sécurité)	186	52	238	5	*0,3 %*	+ 1,7 %
Police, sécurité, justice	1 940	297	2 237	47	*2,6 %*	+ 8,1 %
Incendie et secours	792	62	854	18	*1,0 %*	+ 6,4 %
Hygiène et salubrité publique	126	17	143	3	*0,2 %*	+ 4,9 %
Autres interventions de protection civile	251	40	291	6	*0,3 %*	+ 6,0 %
Enseignement, formation et apprentissage	**10 728**	**3 371**	**14 099**	**296**	***16,5 %***	**+ 6,9 %**
Services communs (enseignement)	1 403	329	1 732	36	*2,0 %*	+ 1,8 %
Enseignement du premier degré	5 533	2 716	8 249	173	*9,6 %*	+ 7,6 %
Enseignement du second degré	89	25	114	2	*0,1 %*	+ 0,2 %
Enseignement supérieur, professionnel et continu	151	27	179	4	*0,2 %*	+ 23,9 %
Hébergement et restauration scolaires	3 015	245	3 260	68	*3,8 %*	+ 7,0 %
Autres services annexes de l'enseignement	537	28	565	12	*0,7 %*	+ 9,1 %
Culture, vie sociale, sport et jeunesse	**11 438**	**4 183**	**15 621**	**328**	***18,2 %***	**+ 4,3 %**
Services communs et vie sociale	1 480	196	1 676	35	*2,0 %*	+ 9,1 %
Culture	4 372	1 360	5 732	120	*6,7 %*	+ 1,0 %
dont : – expression et action culturelles	*2 699*	*554*	*3 253*	*68*	3,8 %	*- 3,8 %*
– conservation et diffusion du patrimoine	*1 673*	*806*	*2 479*	*52*	2,9 %	*+ 8,1 %*
Sports	2 551	2 346	4 896	103	*5,7 %*	+ 6,0 %
Jeunesse et loisirs	3 036	281	3 317	70	*3,9 %*	+ 5,6 %
Santé, action sociale	**8 572**	**672**	**9 244**	**194**	***10,8 %***	**+ 3,2 %**
Services communs (y compris APA et RSA)	611	13	624	13	*0,7 %*	+ 0,9 %
Santé	556	97	653	14	*0,8 %*	+ 14,3 %
Action sociale (hors APA et RSA)	7 404	562	7 967	167	*9,3 %*	+ 2,5 %
dont : – services communs action sociale	*1 822*	*73*	*1 895*	*40*	2,2 %	*+ 0,7 %*
– famille et enfance	*4 022*	*343*	*4 365*	*92*	5,1 %	*+ 1,9 %*
– personnes âgées	*345*	*57*	*402*	*8*	0,5 %	*+ 4,3 %*
– personnes handicapées	*323*	*46*	*369*	*8*	0,4 %	*+ 11,0 %*
– autres interventions sociales	*892*	*44*	*936*	*20*	1,1 %	*+ 5,7 %*
Aménagement des territoires et habitat	**4 897**	**4 637**	**9 534**	**200**	***11,1 %***	**+ 25,0 %**
Services communs et sécurité	195	78	273	6	*0,3 %*	+ 88,5 %
Aménagement des territoires	4 471	4 066	8 537	179	*10,0 %*	+ 26,6 %
dont : – espaces verts urbains	*2 139*	*680*	*2 820*	*59*	3,3 %	*+ 7,3 %*
– éclairage public	*585*	*534*	*1 119*	*23*	1,3 %	*+ 1,9 %*
– autres aménagements urbains et ruraux	*1 747*	*2 852*	*4 599*	*96*	5,4 %	*+ 52,5 %*
Habitat	231	492	724	15	*0,8 %*	- 2,6 %
Environnement	**2 098**	**439**	**2 537**	**53**	***3,0 %***	**- 0,1 %**
Services communs et actions transversales	270	115	385	8	*0,4 %*	- 22,3 %
Collecte et traitement des déchets	699	36	735	15	*0,9 %*	+ 9,4 %
Propreté urbaine	918	79	998	21	*1,2 %*	+ 4,7 %
Actions en matière de gestion des eaux	90	93	183	4	*0,2 %*	+ 11,7 %
Autres actions environnementales	120	116	236	5	*0,3 %*	- 6,8 %
Transports, routes et voiries	**2 148**	**2 987**	**5 136**	**108**	***6,0 %***	**- 15,8 %**
Services communs	41	11	52	1	*0,1 %*	- 90,3 %
Transports scolaires	64	1	64	1	*0,1 %*	- 0,6 %
Transports publics (hors scolaire)	634	145	779	16	*0,9 %*	+ 1,3 %
Routes et voiries	1 374	2 717	4 090	86	*4,8 %*	+ 8,2 %
Infrastructures	35	114	149	3	*0,2 %*	- 84,1 %
Action économique	**612**	**327**	**938**	**20**	***1,1 %***	**+ 3,2 %**
Services communs (y compris R & D)	287	126	414	9	*0,5 %*	+ 10,4 %
Foires et marchés	43	28	72	2	*0,1 %*	- 34,3 %
Agriculture, pêche et agro-alimentaire	15	21	36	1	*0,0 %*	+ 15,6 %
Industrie, commerce et artisanat	118	95	212	4	*0,2 %*	+ 14,1 %
Développement touristique	148	57	204	4	*0,2 %*	- 1,5 %
TOTAL (communes ≥ 3 500 h.)	**64 583**	**21 067**	**85 651**	**1 797**	***100,0 %***	**+ 5,3 %**
Charges financières (communes ≥ 3500 h.)	1 396			29		+ 9,9 %
Communes hors champ (< 3500 habitants)	16 813	8 778	25 591	1 206		+ 6,2 %

(a) Population totale au sens de l'Insee (= municipale + comptée à part), au 1er janvier, résidant dans le champ retenu pour les dépenses des communes : communes de 3 500 habitants ou plus.

La Ville de Paris est considérée comme une commune.

Source : DGCL. Données DGFIP, comptes de gestion ; budgets principaux - opérations réelles.

Ventilation fonctionnelle des dépenses des groupements de communes à FP 4-13b

GFP ayant au moins une commune de 3 500 habitants ou plus
(en millions d'euros)

2024	Fonctionnement (hors charges fi.)	Investissement (hors remb.)	Total	en € / habitant [a]	*Part dans le budget*	Évolution
Services généraux	**7 821**	**1 957**	**9 778**	**152**	***22,5 %***	**+ 3,4 %**
Opérations non ventilables	610	471	1 080	17	*2,5 %*	- 0,2 %
Administration générale	6 936	1 470	8 405	131	*19,4 %*	+ 4,0 %
Conseils, assemblée locale	240	1	240	4	*0,6 %*	+ 2,6 %
Coopération décentralisée et actions internationales	36	16	51	1	*0,1 %*	- 3,0 %
Sécurité et salubrité publiques	**1 543**	**93**	**1 636**	**25**	***3,8 %***	**+ 7,5 %**
Services communs (sécurité)	31	19	49	1	*0,1 %*	+ 7,6 %
Police, sécurité, justice	85	16	101	2	*0,2 %*	+ 44,6 %
Incendie et secours	1 380	35	1 415	22	*3,3 %*	+ 4,8 %
Hygiène et salubrité publique	21	6	27	0	*0,1 %*	+ 27,6 %
Autres interventions de protection civile	26	17	43	1	*0,1 %*	+ 26,3 %
Enseignement, formation et apprentissage	**838**	**459**	**1 298**	**20**	***3,0 %***	**+ 18,6 %**
Services communs (enseignement)	135	13	148	2	*0,3 %*	+ 104,6 %
Enseignement du premier degré	191	128	319	5	*0,7 %*	+ 1,6 %
Enseignement du second degré	79	76	156	2	*0,4 %*	+ 27,5 %
Enseignement supérieur, professionnel et continu	133	207	339	5	*0,8 %*	+ 18,2 %
Hébergement et restauration scolaires	238	28	266	4	*0,6 %*	+ 10,0 %
Autres services annexes de l'enseignement	62	7	69	1	*0,2 %*	+ 21,5 %
Culture, vie sociale, sport et jeunesse	**4 187**	**1 457**	**5 645**	**88**	***13,0 %***	**+ 7,6 %**
Services communs et vie sociale	305	27	332	5	*0,8 %*	+ 15,3 %
Culture	1 881	477	2 358	37	*5,4 %*	+ 6,7 %
dont : – expression et action culturelles	*1 209*	*243*	*1 453*	*23*	3,3 %	*+ 4,5 %*
– conservation et diffusion du patrimoine	*671*	*234*	*905*	*14*	2,1 %	*+ 10,3 %*
Sports	1 420	884	2 304	36	*5,3 %*	+ 5,7 %
Jeunesse et loisirs	582	69	650	10	*1,5 %*	+ 14,0 %
Santé, action sociale	**2 690**	**241**	**2 931**	**46**	***6,8 %***	**+ 3,8 %**
Services communs (y compris APA et RSA)	455	8	463	7	*1,1 %*	+ 4,3 %
Santé	111	55	166	3	*0,4 %*	+ 20,3 %
Action sociale (hors APA et RSA)	2 125	178	2 302	36	*5,3 %*	+ 2,7 %
dont : – services communs action sociale	*290*	*19*	*309*	*5*	0,7 %	*+ 19,1 %*
– famille et enfance	*1 194*	*115*	*1 309*	*20*	3,0 %	*+ 2,0 %*
– personnes âgées	*154*	*10*	*164*	*3*	0,4 %	*+ 4,1 %*
– personnes handicapées	*269*	*3*	*272*	*4*	0,6 %	*+ 3,1 %*
– autres interventions sociales	*217*	*32*	*248*	*4*	0,6 %	*- 10,5 %*
Aménagement des territoires et habitat	**2 080**	**3 127**	**5 207**	**81**	***12,0 %***	**+ 31,0 %**
Services communs et sécurité	257	134	391	6	*0,9 %*	+ 55,7 %
Aménagement des territoires	1 528	2 134	3 661	57	*8,4 %*	+ 35,2 %
dont : – espaces verts urbains	*293*	*101*	*394*	*6*	*0,9 %*	*+ 13,5 %*
– éclairage public	*214*	*221*	*434*	*7*	*1,0 %*	*+ 3,5 %*
– autres aménagements urbains et ruraux	*1 021*	*1 812*	*2 833*	*44*	*6,5 %*	*+ 45,9 %*
Habitat	296	859	1 155	18	*2,7 %*	+ 13,8 %
Environnement	**6 390**	**1 346**	**7 737**	**120**	***17,8 %***	**+ 4,3 %**
Services communs et actions transversales	324	100	424	7	*1,0 %*	+ 13,2 %
Collecte et traitement des déchets	4 448	412	4 860	76	*11,2 %*	+ 0,8 %
Propreté urbaine	612	40	651	10	*1,5 %*	+ 8,2 %
Actions en matière de gestion des eaux	760	528	1 288	20	*3,0 %*	+ 13,8 %
Autres actions environnementales	247	267	514	8	*1,2 %*	+ 4,3 %
Transports, routes et voiries	**3 033**	**3 457**	**6 490**	**101**	***15,0 %***	**+ 0,7 %**
Services communs	180	67	246	4	*0,6 %*	- 40,3 %
Transports scolaires	210	1	211	3	*0,5 %*	- 4,3 %
Transports publics (hors scolaire)	1 523	473	1 996	31	*4,6 %*	+ 5,0 %
Routes et voiries	1 057	2 578	3 635	57	*8,4 %*	+ 8,8 %
Infrastructures de transport	64	338	402	6	*0,9 %*	- 29,6 %
Action économique	**1 572**	**1 086**	**2 658**	**41**	***6,1 %***	**+ 2,8 %**
Services communs (y compris R & D)	947	814	1 761	27	*4,1 %*	- 1,7 %
Foires et marchés	67	43	110	2	*0,3 %*	+ 29,3 %
Agriculture, pêche et agro-alimentaire	36	36	72	1	*0,2 %*	+ 28,9 %
Industrie, commerce et artisanat	40	49	89	1	*0,2 %*	+ 17,6 %
Développement touristique	482	143	625	10	*1,4 %*	+ 8,3 %
Plan de relance (crise sanitaire)						
TOTAL (GFP dans le champ)	**30 155**	**13 224**	**43 379**	**675**	***100,0 %***	**+ 6,9 %**
Charges financières (GFP dans le champ)	768			12		+ 11,3 %
GFP hors champ	1 940	600	2 540	546		+ 6,1 %

(a) Population totale au sens de l'Insee (= municipale + comptée à part), au 1er janvier, résidant dans le champ retenu pour les dépenses des GFP (donc hors communes isolées).
Champ : GFP ayant au moins une commune de 3 500 habitants ou plus. La métropole de Lyon est considérée comme un GFP.
Source : DGCL. Données DGFIP, comptes de gestion ; budgets principaux - opérations réelles.

4-13c Ventilation fonctionnelle des dépenses des départements

Départements

(en millions d'euros)

2024	Fonctionnement (hors charges fi.)	Investissement (hors remb.)	Total	en € / habitant [a]	*Part dans le budget*	Évolution
Services généraux	**5 971**	**1 249**	**7 220**	**113**	***9,4 %***	**- 0,2 %**
Opérations non ventilables	228	187	416	6	*0,5 %*	- 17,0 %
Administration générale	5 429	1 060	6 488	101	*8,4 %*	+ 1,3 %
Conseils, assemblée locale	213	0	213	3	*0,3 %*	- 0,8 %
Coopération décentralisée et actions internationales	101	2	103	2	*0,1 %*	- 10,3 %
Sécurité et salubrité publiques	**3 095**	**265**	**3 361**	**52**	***4,4 %***	**+ 4,1 %**
Incendie et secours	3 012	242	3 253	51	*4,2 %*	+ 4,4 %
Autres sécurité et salubrité	84	24	108	2	*0,1 %*	- 3,2 %
Enseignement, formation et apprentissage	**3 957**	**2 705**	**6 663**	**104**	***8,6 %***	**+ 0,4 %**
Services communs	628	8	636	10	*0,8 %*	+ 4,5 %
Enseignement du premier degré	3	81	83	1	*0,1 %*	+ 3,6 %
Enseignement du second degré	3 109	2 491	5 600	87	*7,3 %*	- 0,9 %
Enseignement supérieur, professionnel et continu	100	95	196	3	*0,3 %*	+ 20,1 %
Autres services annexes de l'enseignement	117	31	148	2	*0,2 %*	+ 12,3 %
Culture, vie sociale, sport et jeunesse	**1 556**	**737**	**2 293**	**36**	***3,0 %***	**+ 1,7 %**
Services communs et vie sociale	427	31	458	7	*0,6 %*	+ 24,8 %
Culture	739	389	1 128	18	*1,5 %*	+ 1,1 %
Sports	310	294	603	9	*0,8 %*	- 8,6 %
Jeunesse et loisirs	80	23	103	2	*0,1 %*	- 6,9 %
Santé, action sociale	**45 859**	**544**	**46 403**	**724**	***60,2 %***	**+ 4,4 %**
Santé (y compris PMI et planification familiale)	1 031	49	1 079	17	*1,4 %*	+ 7,4 %
Action sociale (hors APA et RSA)	27 250	460	27 710	433	*35,9 %*	+ 5,5 %
dont : – services communs action sociale	*2 847*	*138*	*2 984*	*47*	3,9 %	*+ 2,1 %*
– famille et enfance	*10 948*	*121*	*11 069*	*173*	14,4 %	*+ 7,3 %*
– personnes âgées	*2 512*	*141*	*2 652*	*41*	3,4 %	*+ 1,5 %*
– personnes handicapées	*10 318*	*39*	*10 357*	*162*	13,4 %	*+ 6,3 %*
– autres interventions sociales	*625*	*22*	*647*	*10*	0,8 %	*- 3,6 %*
Personnes dépendantes (APA)	7 090	0	7 090	111	*9,2 %*	+ 4,4 %
dont : – services communs APA	*150*		*150*	*2*	0,2 %	*+ 13,9 %*
– à domicile	*4 274*	*0*	*4 274*	*67*	5,5 %	*+ 5,2 %*
– versée aux bénéficiaires en établissement	*218*	*0*	*218*	*3*	0,3 %	*+ 3,1 %*
– versée aux établissements	*2 447*		*2 447*	*38*	3,2 %	*+ 2,7 %*
RSA et RMI	10 489	35	10 524	164	*13,6 %*	+ 1,4 %
dont : – RSA-insertion sociale	*577*	*6*	*583*	*9*	0,8 %	*- 0,4 %*
– RSA-insertion professionnelle	*549*	*3*	*552*	*9*	0,7 %	*+ 4,0 %*
– RSA-allocations	*9 021*	*0*	*9 021*	*141*	11,7 %	*+ 1,3 %*
– RSA-autres	*341*	*9*	*350*	*5*	0,5 %	*- 4,0 %*
Aménagement des territoires et habitat	**457**	**1 610**	**2 067**	**32**	***2,7 %***	**+ 18,9 %**
Services communs et sécurité	179	80	259	4	*0,3 %*	+ 339,2 %
Aménagement des territoires	197	1 116	1 313	21	*1,7 %*	+ 16,4 %
Habitat	81	413	494	8	*0,6 %*	- 10,3 %
Environnement	**473**	**636**	**1 108**	**17**	***1,4 %***	**- 4,4 %**
Services communs et actions transversales	270	206	476	7	*0,6 %*	+ 7,7 %
Actions en matière de déchets et propreté urbaine	9	12	21	0	*0,0 %*	+ 56,7 %
Actions en matière de gestion des eaux	74	227	301	5	*0,4 %*	+ 5,8 %
Autres actions environnementales	119	191	310	5	*0,4 %*	- 26,2 %
Transports, routes et voiries	**2 978**	**4 017**	**6 995**	**109**	***9,1 %***	**- 4,3 %**
Services communs	542	23	565	9	*0,7 %*	+ 40,8 %
Transports scolaires	275	0	275	4	*0,4 %*	+ 1,8 %
Transports publics (hors scolaire)	465	194	659	10	*0,9 %*	+ 9,1 %
Routes et voiries	1 627	3 551	5 178	81	*6,7 %*	- 10,0 %
dont : – voirie départementale	*1 419*	*3 319*	*4 738*	*74*	6,1 %	*+ 0,1 %*
– autres services	*208*	*232*	*440*	*7*	0,6 %	*- 56,9 %*
Infrastructures de transport (gares, ports, etc.)	68	250	318	5	*0,4 %*	+ 14,0 %
Action économique	**604**	**415**	**1 019**	**16**	***1,3 %***	**- 9,5 %**
Services communs (y compris R & D)	192	98	290	5	*0,4 %*	- 14,8 %
Agriculture, pêche et agro-alimentaire	191	113	304	5	*0,4 %*	- 1,6 %
Industrie, commerce et artisanat	20	55	75	1	*0,1 %*	- 24,1 %
Développement touristique	201	149	350	5	*0,5 %*	- 7,5 %
TOTAL	**64 950**	**12 178**	**77 128**	**1 204**	***100,0 %***	**+ 2,7 %**
Charges financières (fonctionnement)	838		838	13		+ 11,8 %

(a) Population totale au sens de l'Insee (= municipale + comptée à part), au 1er janvier, résidant dans le champ retenu pour les dépenses des conseils départementaux : hors Paris, Guyane, Martinique, Corse et communes de la métropole de Lyon.

Source : DGCL. Données DGFIP, comptes de gestion ; budgets principaux.

Ventilation fonctionnelle des dépenses des régions et des CTU 4-13d

Régions et CTU

(en millions d'euros)

2024	Fonctionnement (hors charges fi.)	Investissement (hors remb.)	Total	en € / habitant [a]	*Part dans le budget*	Évolution
Services généraux	**3 472**	**2 589**	**6 061**	**88**	***15,8 %***	**+ 4,6 %**
Opérations non ventilables	225	38	263	4	*0,7 %*	+ 309,2 %
Administration générale	2 516	300	2 816	41	*7,3 %*	+ 6,1 %
Conseils, assemblée locale	146	0	147	2	*0,4 %*	+ 2,0 %
Coopération décentralisée et actions internationales	585	2 250	2 835	41	*7,4 %*	- 3,3 %
dont : gestion des fonds européens	*523*	*2 243*	*2 766*	*40*	*7,2 %*	*- 2,9 %*
Sécurité et salubrité publiques	**96**	**38**	**134**	**2**	***0,3 %***	**- 0,8 %**
Enseignement, formation et apprentissage	**8 583**	**3 406**	**11 989**	**175**	***31,2 %***	**- 4,5 %**
Services communs (enseignement)	61	29	90	1	*0,2 %*	+ 22,5 %
Enseignement du premier degré	1	2	3	0	*0,0 %*	- 75,4 %
Enseignement du second degré	4 329	2 570	6 900	101	*18,0 %*	- 2,8 %
Enseignement supérieur, professionnel et continu	3 995	504	4 499	66	*11,7 %*	- 9,7 %
dont : – enseignement supérieur	*108*	*251*	*359*	*5*	0,9 %	*- 0,9 %*
– formation professionnelle	*2 366*	*9*	*2 374*	*35*	6,2 %	*- 18,3 %*
– apprentissage	*97*	*167*	*264*	*4*	0,7 %	*- 13,0 %*
– formation sanitaire et sociale	*1 425*	*77*	*1 502*	*22*	3,9 %	*+ 6,7 %*
Autres services annexes de l'enseignement	196	301	497	7	*1,3 %*	+ 28,4 %
Culture, vie sociale, sport et jeunesse	**852**	**518**	**1 370**	**20**	***3,6 %***	**+ 2,3 %**
Services communs et vie sociale	52	11	63	1	*0,2 %*	+ 28,0 %
Culture	562	261	823	12	*2,1 %*	+ 5,3 %
Sports	179	237	416	6	*1,1 %*	- 6,1 %
Jeunesse et loisirs	58	7	65	1	*0,2 %*	+ 2,8 %
Santé, action sociale	**746**	**84**	**829**	**12**	***2,2 %***	**- 18,7 %**
Services communs (santé, social)	299		299	4	*0,8 %*	- 28,7 %
Santé	54	60	114	2	*0,3 %*	+ 7,6 %
Action sociale	393	24	416	6	*1,1 %*	- 15,9 %
Aménagement des territoires et habitat	**125**	**1 172**	**1 297**	**19**	***3,4 %***	**- 1,9 %**
Services communs et sécurité	15	47	62	1	*0,2 %*	+ 19,9 %
Aménagement des territoires	104	1 010	1 114	16	*2,9 %*	- 2,1 %
Habitat	5	115	121	2	*0,3 %*	- 8,7 %
Environnement	**279**	**450**	**729**	**11**	***1,9 %***	**+ 3,1 %**
Services communs et actions transversales	58	17	74	1	*0,2 %*	- 23,4 %
Actions en matière de déchets et propreté urbaine	8	34	42	1	*0,1 %*	+ 14,4 %
Actions en matière de gestion des eaux	30	83	113	2	*0,3 %*	+ 0,3 %
Autres actions environnementales	183	315	499	7	*1,3 %*	+ 8,5 %
Transports, routes et voiries	**8 794**	**4 619**	**13 413**	**195**	***34,9 %***	**+ 13,4 %**
Services communs	58	105	163	2	*0,4 %*	+ 29,3 %
Transports scolaires	1 640	3	1 643	24	*4,3 %*	+ 6,0 %
Transports publics (hors scolaire)	6 740	3 061	9 801	143	*25,5 %*	+ 16,0 %
dont : – transports ferroviaire de voyageurs	*4 215*	*2 832*	*7 048*	*103*	18,3 %	*+ 22,3 %*
– autres transports de voyageurs	*2 522*	*173*	*2 695*	*39*	7,0 %	*+ 3,3 %*
– transports de marchandises	*2*	*56*	*58*	*1*	0,2 %	*- 26,7 %*
Routes et voiries	79	564	643	9	*1,7 %*	- 3,8 %
dont : – voirie nationale	*0*	*150*	*151*	*2*	0,4 %	*+ 0,2 %*
– voirie régionale	*66*	*256*	*322*	*5*	0,8 %	*- 11,3 %*
Infrastructures de transport	277	886	1 163	17	*3,0 %*	+ 12,8 %
dont : – gares et infrastructures ferroviaires	*34*	*688*	*722*	*11*	1,9 %	*+ 38,0 %*
– infrastructures portuaires et aéroportuaires	*53*	*186*	*238*	*3*	0,6 %	*- 11,6 %*
– liaisons multimodales	*191*	*13*	*203*	*3*	0,5 %	*- 14,9 %*
Action économique	**939**	**1 659**	**2 599**	**38**	***6,8 %***	**- 0,0 %**
Services communs (y compris R & D)	444	717	1 161	17	*3,0 %*	+ 2,4 %
dont : R & D	*181*	*448*	*628*	*9*	1,6 %	*+ 18,6 %*
Agriculture, pêche et agro-alimentaire	171	404	575	8	*1,5 %*	+ 9,3 %
Industrie, commerce et artisanat	205	411	615	9	*1,6 %*	- 7,8 %
Développement touristique	119	128	247	4	*0,6 %*	- 9,0 %
TOTAL	**23 885**	**14 536**	**38 421**	**560**	***100,0 %***	**+ 3,0 %**
Charges financières (fonctionnement)	1 083		1 083	16		+ 26,3 %

(a) Population totale au sens de l'Insee (= municipale + comptée à part), au 1er janvier, résidant dans le champ retenu pour les dépenses des conseils régionaux et des collectivités territoriales uniques, donc hors Mayotte.

Source : DGCL. Données DGFIP, comptes de gestion ; budgets principaux.

4-13e Ventilation fonctionnelle des dépenses des CT et de leurs groupements à FP

Collectivités territoriales et leurs groupements à fiscalité propre
(en millions d'euros)

2023	Fonctionnement (hors charges fi.)	Investissement (hors remb.)	Total	*Part dans le budget*	Évolution
Services généraux	**38 060**	**9 776**	**47 836**	**19,6 %**	***+ 3,9 %***
Opérations non ventilables	1 874	1 350	3 224	1,3 %	*+ 1,8 %*
Administration générale	34 209	6 083	40 292	16,5 %	*+ 4,7 %*
Conseils, assemblée locale	1 213	71	1 284	0,5 %	*+ 1,4 %*
Coopération décentralisée et actions internationales	764	2 272	3 036	1,2 %	*- 3,1 %*
Sécurité et salubrité publiques	**8 030**	**865**	**8 895**	**3,6 %**	***+ 5,9 %***
Enseignement, formation et apprentissage	**24 106**	**9 942**	**34 048**	**13,9 %**	***+ 1,7 %***
Services communs (enseignement)	2 227	379	2 606	1,1 %	*+ 6,1 %*
Enseignement du premier degré	5 728	2 927	8 655	3,5 %	*+ 7,2 %*
Enseignement du second degré	7 607	5 162	12 769	5,2 %	*- 1,7 %*
Enseignement supérieur, professionnel et continu	4 379	833	5 212	2,1 %	*- 6,5 %*
Autres services annexes de l'enseignement	4 165	640	4 805	2,0 %	*+ 339,5 %*
Culture, vie sociale, sport et jeunesse	**18 033**	**6 896**	**24 929**	**10,2 %**	***+ 4,7 %***
Services communs et vie sociale	2 264	265	2 529	1,0 %	*+ 12,9 %*
Culture	7 553	2 487	10 040	4,1 %	*+ 2,6 %*
Sports	4 459	3 761	8 220	3,4 %	*+ 4,0 %*
Jeunesse et loisirs	3 756	381	4 137	1,7 %	*+ 6,4 %*
Santé, action sociale	**57 866**	**1 541**	**59 408**	**24,3 %**	***+ 3,8 %***
Services communs (santé, social)	18 943	57	19 000	7,8 %	*+ 331,4 %*
Santé	1 752	261	2 012	0,8 %	*+ 10,6 %*
Action sociale	37 172	1 224	38 395	15,7 %	*- 24,7 %*
Aménagement des territoires et habitat	**7 559**	**10 546**	**18 105**	**7,4 %**	***+ 23,5 %***
Services communs et sécurité	646	339	986	0,4 %	*+ 94,4 %*
Aménagement des territoires	6 300	8 326	14 626	6,0 %	*+ 24,8 %*
Habitat	614	1 880	2 494	1,0 %	*+ 2,1 %*
Environnement	**9 240**	**2 871**	**12 111**	**5,0 %**	***+ 2,4 %***
Services communs et actions transversales	922	438	1 360	0,6 %	*- 3,5 %*
Actions en matière de déchets et propreté urbaine	6 694	613	7 307	3,0 %	*+ 25,5 %*
Actions en matière de gestion des eaux	954	931	1 885	0,8 %	*+ 62,0 %*
Autres actions environnementales	670	889	1 559	0,6 %	*- 4,1 %*
Transports, routes et voiries	**16 953**	**15 081**	**32 034**	**13,1 %**	***+ 1,1 %***
Services communs	821	206	1 027	0,4 %	*- 30,7 %*
Transports scolaires	2 188	4	2 193	0,9 %	*+ 4,2 %*
Transports publics (hors scolaire)	9 362	3 873	13 235	5,4 %	*+ 12,9 %*
Routes et voiries	4 137	9 409	13 546	5,5 %	*+ 0,0 %*
Infrastructures de transport	445	1 588	2 033	0,8 %	*- 28,0 %*
Action économique	**3 726**	**3 487**	**7 213**	**2,9 %**	***- 0,1 %***
Services communs (y compris R & D, foires et marchés)	1 981	1 827	3 807	1,6 %	*+ 4,6 %*
Agriculture, pêche et agro-alimentaire	413	574	988	0,4 %	*+ 7,0 %*
Industrie, commerce et artisanat	383	610	992	0,4 %	*- 3,6 %*
Développement touristique	950	476	1 426	0,6 %	*- 0,5 %*
TOTAL	**183 573**	**61 005**	**244 579**	**100,0 %**	***+ 4,4 %***
Charges financières (fonctionnement)	4 085	0	1 921		*- 46,2 %*
Communes et GFP hors champ	18 753	9 378	28 131		*+ 59,7 %*

Source : DGCL. Données DGFIP, comptes de gestion ; budgets principaux.

Ventilation fonctionnelle des dépenses des budgets annexes et des syndicats 4-13f

Budgets annexes [a]

(en millions d'euros)

2023	Fonctionnement (hors charges fi.)	Investissement (hors remb.)	Total	*Part dans le budget*	Évolution
Services généraux	1 133	1 182	2 316	*8,1 %*	+ 10,5 %
Sécurité (incendie)	0	0	0	*0,0 %*	- 0,1 %
Enseignement, formation et apprentissage	120	11	131	*0,5 %*	+ 6,2 %
Culture, vie sociale, sport et jeunesse	680	166	846	*3,0 %*	- 3,5 %
Santé, action sociale	1 315	156	1 471	*5,1 %*	+ 7,9 %
Aménagement des territoires et habitat	947	364	1 312	*4,6 %*	- 5,1 %
Environnement	8 794	5 025	13 819	*48,3 %*	+ 5,0 %
dont : – actions en matière de déchets et propreté urbaine	*4 682*	*609*	*5 290*	18,5 %	*+ 6,0 %*
– actions en matière de gestion des eaux	*3 815*	*4 210*	*8 024*	28,0 %	*+ 4,4 %*
– autres actions environnementales (y compris énergie)	*297*	*207*	*504*	1,8 %	*+ 5,8 %*
Transports, routes et voiries	5 958	1 632	7 589	*26,5 %*	+ 6,0 %
Action économique	799	328	1 127	*3,9 %*	+ 4,5 %
Ensemble des activités [b]	**19 745**	**8 864**	**28 610**	***100,0 %***	**+ 5,0 %**
Charges financières (fonctionnement)	724		724		+ 10,2 %

(a) Communes, EPCI à fiscalité propre, y compris les EPT de la MGP et la métropole de Lyon, départements, régions et CTU. Y compris les budgets annexes en M22 de ces collectivités.
(b) Voir la note du tableau des syndicats.
Source : DGCL. Données DGFiP ; comptes de gestion.

Syndicats [a]

(en millions d'euros)

2023	Fonctionnement (hors charges fi.)	Investissement (hors remb.)	Total	*Part dans le budget*	Évolution
Services généraux	888	988	1 876	*8,8 %*	- 6,3 %
Sécurité (incendie)	33	5	38	*0,2 %*	+ 3,4 %
Enseignement, formation et apprentissage	456	56	512	*2,4 %*	+ 1,7 %
Culture, vie sociale, sport et jeunesse	300	71	371	*1,7 %*	+ 1,5 %
Santé, action sociale	536	27	563	*2,6 %*	+ 5,2 %
Aménagement des territoires et habitat	157	716	873	*4,1 %*	+ 2,1 %
Environnement	8 286	5 339	13 625	*64,0 %*	+ 0,4 %
dont : – actions en matière de déchets	*4 665*	*815*	*5 480*	25,8 %	*- 0,1 %*
– actions en matière de gestion des eaux	*2 339*	*2 312*	*4 651*	21,9 %	*- 1,5 %*
– autres actions environnementales (y compris énergie)	*1 282*	*2 212*	*3 494*	16,4 %	*+ 3,8 %*
Transports, routes et voiries	1 914	1 239	3 154	*14,8 %*	+ 8,3 %
Action économique	189	75	264	*1,2 %*	+ 4,4 %
Ensemble des activités [b]	**12 758**	**8 517**	**21 275**	***100,0 %***	**+ 1,1 %**
Charges financières (fonctionnement)	565		565		+ 12,3 %

(a) Budgets principaux des syndicats à vocation unique, et ensemble des budgets annexes des syndicats, y compris en M22. Les budgets principaux des SIVOM ne sont pas inclus. Montants non consolidés entre BP et BA.
(b) La ventilation est faite selon le code d'activité de l'établissement, codée dans le fichier des comptes de gestion. Les comptes des budgets annexes, comme ceux des syndicats et ceux des EPL, ne sont pas codés selon la ventilation fonctionnelle utilisée pour ventiler les dépenses des budgets principaux.
Codes d'activités : Services généraux = 11, 27, 38, 39, 40 ; Sécurité = 26 ; Enseignement = 03, 23 ; Culture = 07 ; Sports = 08 ; Santé-social = 05, 06, 31, 32, 33, 50, 51 ; Aménagement des territoires = 15, 28, 34, 36 ; Déchets = 10 ; Eau = 01, OA, OE ; Autres environnement = 02, 19, 25, 35 ; Transports = 04, 13, 14, 17, 21 ; Action économique = 09, 12, 16, 18, 20, 22, 24, 29, 30, 37.
Source : DGCL. Données DGFiP ; comptes de gestion.

5

LA FISCALITÉ LOCALE

Présentation - Définitions 70

5-1 Vue d'ensemble de la fiscalité locale 73

5-2 Les recettes de la fiscalité locale 74

5-3 Bases nettes et taux moyens d'imposition 75

5-4 Décomposition de l'évolution du produit des taxes : effet base et effet taux 76

5-5 Les contributions de l'État à la fiscalité directe locale 78

5-6 Redevances et recettes tarifaires 79

5 La fiscalité locale

PRÉSENTATION

En 2024, les recettes fiscales des collectivités locales (y compris les budgets annexes) et des syndicats se composent pour 40 % d'impôts directs locaux et pour 60 % d'autres impôts et taxes locales.

Dans les **impôts directs**, on distingue traditionnellement, d'une part, les **taxes dites « ménages »** (même si une partie est versée au titre de locaux commerciaux ou industriels) : taxe d'habitation, essentiellement sur les résidences secondaires (THRS), taxe d'habitation sur les logements vacants (THLV), taxe sur le foncier bâti (FB) et non-bâti (FNB) et, d'autre part, les **impôts dits « économiques »**, car versés par les entreprises : cotisation foncière des entreprises (CFE), imposition forfaitaire des entreprises de réseaux (IFER) et taxe sur les surfaces commerciales (TASCOM). La fiscalité directe englobe aussi la **taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM)** et enfin le produit des **taxes annexes** mises en place en 2015 : la taxe additionnelle spéciale annuelle (TASA), à destination de la région Île-de-France, et la taxe de gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations (GEMAPI), à destination du bloc communal.

L'évolution du produit de la fiscalité directe locale en 2024 est toujours positive, après les variations de la période 2020-2023 et les changements liés à la suppression de la taxe d'habitation sur les résidences principales (THRP).

Sur l'ensemble des collectivités locales, le produit de la fiscalité directe locale repart à la hausse en 2024, avec + 5 % hors fractions de TVA (+ 3,4 % en les y intégrant). Le produit de fiscalité locale s'élève ainsi à 68,5 Md€ en 2024, contre 65,2 Md€ l'année précédente, et retrouve donc son niveau de 2022. Avec la prise en compte des fractions de TVA, le produit de fiscalité atteint 115,8 Md€ en 2024, contre 112 Md€ en 2023.

Le produit des taxes « ménages » continue d'augmenter pour atteindre cette année 47,9 Md€ (contre 45,7 Md€ en 2023), soit une hausse de + 4,8 %. Les recettes de la taxe foncière sur le foncier bâti restent le moteur de cette croissance, passant de 39,8 Md€ en 2023 à 41,9 Md€ en 2024.

Le produit des impôts économiques tend à se stabiliser, après la suppression du versement de la CVAE aux collectivités locales, (qui représentait près de la moitié du montant en 2022). En 2024, le produit global des impôts économiques augmente de 500 M€ (+ 5 %), pour atteindre 10,9 Md€. Le produit de la taxe sur les surfaces commerciales, est particulièrement dynamique (+ 11,1 %), tout comme celui de la taxe GEMAPI (+ 16,4 %) par rapport à l'année dernière.

Aux impôts directs s'ajoutent d'autres taxes locales, dont les plus importantes sont les droits de mutation à titre onéreux (DMTO), la taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques (TICPE) et la taxe spéciale sur les conventions d'assurances (TSCA). D'après les comptes de gestion des collectivités, l'ensemble de ces autres taxes représente 103,9 Md€ en 2024 (y compris les impôts et taxes de la section d'investissement), dont 52,9 Md€ de transferts de TVA *(tableau 5-1)*. Les recettes de ces taxes baissent légèrement de - 0,2 % par rapport à 2023, en raison essentiellement du fort recul des droits de mutation à titre onéreux (DMTO) fléchissant de - 13,6% soit - 2,2 Md€. L'an dernier, ils reculaient déjà de - 20,6 % soit - 4,2 Md€, ce qui porte à - 6,4 Md€ les pertes de ressources cumulées depuis deux ans.

POUR EN SAVOIR PLUS

« Guide statistique de la fiscalité directe locale 2023 », DGCL, juillet 2025.

« La fiscalité directe locale en 2024 », DGCL, BIS *n° 198, juillet 2025.*

DÉFINITIONS

Taxes « ménages »

▶ Taxe d'habitation sur les résidences secondaires (THRS)
Perçue par le bloc communal, elle est due par l'occupant – au 1er janvier de l'année d'imposition – d'un immeuble au titre de la résidence secondaire, et quelle que soit sa qualité : propriétaire ou locataire.

▶ Taxe d'habitation des logements vacants (THLV)
Impôt direct facultatif. Depuis 2007, sous réserve que la taxe annuelle sur les logements vacants (TLV) ne soit pas applicable sur leur territoire, les communes peuvent assujettir à la taxe d'habitation des logements vacants (THLV) depuis plus de 5 ans au 1er janvier de l'année d'imposition. À compter de 2012, ce dispositif est étendu aux établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité propre lorsqu'ils remplissent certaines conditions.

▶ Majoration de 20 % de la THRS
Afin d'inciter à l'affectation des locaux d'habitation à la résidence principale de leurs occupants dans les zones où existe un déséquilibre marqué entre l'offre et la demande de logements, l'article 31 de la loi nº 2014-1655 du 29 décembre 2014 de finances rectificative pour 2014 a institué la possibilité pour les communes de majorer de 20 % la part communale de la taxe d'habitation des logements meublés non affectés à l'habitation principale. Les personnes contraintes de disposer d'un deuxième logement proche de l'endroit où elles exercent leur activité professionnelle bénéficient d'un dégrèvement. Il en est de même des personnes de condition modeste qui s'installent durablement dans une maison de retraite ou un établissement de soins de longue durée et qui bénéficient, pour leur ancienne résidence principale, en application de l'article 1391 B bis du CGI ou de l'article 1414 B du CGI, du maintien des allègements de taxe foncière ou de taxe d'habitation ainsi que, plus généralement, de toute autre personne établissant qu'elle ne peut, pour une cause étrangère à sa volonté, affecter son logement à un usage d'habitation principale. Cette majoration de taxe d'habitation est codifiée à l'article 1407 ter du CGI et peut être instituée à compter de 2015.

▶ Taxe foncière sur les propriétés bâties (TFB)
Impôt direct qui était, jusqu'en 2020, perçu au profit du bloc communal, des départements et des CTU. Son produit est désormais affecté au seul bloc communal, suite à la suppression de la taxe d'habitation. Cette taxe est due par le propriétaire d'immeuble au 1er janvier de l'année d'imposition et est assise sur la valeur locative cadastrale de la propriété diminuée des éventuels abattements.

▶ Taxe foncière sur les propriétés non bâties (TFNB)
Impôt direct perçu au profit de toutes les collectivités territoriales (hors le département de Paris) et tous les EPCI à fiscalité additionnelle ou mixte jusqu'en 2010, et à partir de 2011 au profit du seul secteur communal. Elle est due par le propriétaire du terrain au 1er janvier de l'année d'imposition. La taxe est assise sur la valeur locative cadastrale de la propriété diminuée d'un abattement forfaitaire de 20 %.

▶ Taxe foncière additionnelle sur les propriétés non bâties (TAFNB)
Impôt direct, créé en 2011, perçu au profit du seul secteur communal y compris les EPCI à FPU. Elle résulte du transfert de produit de la TFNB des régions et départements vers le secteur communal. Son taux est définitivement fixé en 2011 à partir des taux 2010 votés par les départements et les régions. Seules les bases évoluent.

Impôts économiques

▶ Contribution économique territoriale (CET)
Impôt créé en 2010 qui concerne toutes les entreprises. Il est composé de la cotisation foncière des entreprises (CFE) et de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE).

▶ Cotisation foncière des entreprises (CFE)
Impôt destiné à partir de 2011 aux communes et aux groupements à fiscalité propre. La CFE est assise sur les valeurs locatives des propriétés bâties et non bâties des entreprises.

▶ Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE)
Impôt dont le produit est partagé depuis 2017 conformément à la nouvelle répartition des compétences entre les collectivités issues de la loi portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe), à hauteur de 26,5 % pour le secteur communal, 23,5 % pour les départements et 50 % pour les régions. Cette répartition est modifiée en 2021 : le secteur communal en bénéficie désormais 53 % et les départements 47 %.

▶ Imposition forfaitaire sur les entreprises de réseaux (IFER)
Impôt qui taxe les grandes entreprises des réseaux d'énergie, de télécommunications et des transports. Son produit est perçu par l'État en 2010, puis à compter de 2011 réparti entre les différentes collectivités selon les catégories d'installation.

▶ Taxe sur les surfaces commerciales (TASCOM)
Impôt perçu au profit des collectivités du secteur communal à compter de 2011. Jusqu'en 2010, cette taxe était perçue au profit de l'État. Elle est due par tous les commerces exploitant une surface de vente au détail dépassant 400 m². Elle peut faire l'objet d'une modulation de coefficients à partir de 2012.

Autres taxes locales

▶ Taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM)
Impôt direct facultatif, additionnel à la taxe foncière sur les propriétés bâties. La TEOM est due par tout propriétaire d'une propriété imposable à la taxe foncière sur les propriétés bâties dans une zone où les déchets sont collectés. Adossée à l'impôt sur le foncier bâti, la TEOM est destinée à pourvoir aux dépenses du service de collecte et de traitement des ordures ménagères. À partir de 2014, certaines collectivités locales ont mis en œuvre une part incitative à la TEOM. Elle a pour but d'encourager la réduction et le tri des déchets des ménages en permettant de compléter l'assiette de la TEOM par une partie calculée en fonction du volume, du poids, du nombre d'enlèvements ou, le cas échéant, à titre transitoire pendant cinq ans, du nombre de personnes composant le foyer.

▶ Taxe Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations (GEMAPI)
Instaurée en 2015, à la suite de la loi MAPTAM, au profit des communes et des EPCI, cette taxe est facultative et permet de répondre aux dépenses d'investissements liées à la prévention contre les inondations et à la protection des biens et des personnes. Elle est acquittée par les assujettis aux taxes foncières sur les propriétés bâties et non bâties, à la taxe d'habitation et à la cotisation foncière des entreprises. Elle est plafonnée à 40 € par habitant et par année.

▶ Taxe additionnelle spéciale annuelle (TASA)
Instaurée en 2015 au profit de la région Île-de-France, elle permet de financer les dépenses d'investissements en faveur des transports

en commun de la région. Cette taxe prend la forme de deux taxes additionnelles : une à la taxe foncière sur les propriétés bâties et une à la cotisation foncière des entreprises.

Autres impôts et taxes

▶ Droits de mutation à titre onéreux (DMTO)
▶ Taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques (TICPE)
▶ Taxe sur les conventions d'assurance (TSCA)
▶ Versement mobilité (ex-versement transport)
▶ Taxe sur la consommation finale d'électricité (TCFE)

Compensations et dégrèvements

▶ Compensations
Allocations annuelles versées par l'État aux collectivités locales pour compenser des pertes de recettes fiscales entraînées par les exonérations et allègements de bases décidés par voie législative. Le mécanisme de compensation dépend donc de décisions nationales. Les dotations de compensation dont bénéficient les collectivités locales ne sont pas comptabilisées dans les compensations.

▶ Dégrèvements législatifs
Prise en charge par l'État de tout ou partie de la contribution due par les contribuables aux collectivités locales. L'État verse l'intégralité du produit correspondant au coût des dégrèvements aux collectivités locales.

▶ Contributions brutes de l'État
Somme des compensations et des dégrèvements législatifs.

▶ Part des recettes fiscales prises en charge par l'État
Pour une taxe donnée, c'est le rapport de la somme des compensations et dégrèvements accordés au titre de cette taxe sur la somme des recettes fiscales des collectivités locales perçues au titre de cette taxe.

Taux d'imposition

▶ Taux d'imposition moyen pour une taxe et un type de collectivité
Les « taux statistiques moyens » publiés ici rapportent le produit réellement perçu aux bases. Ainsi, les produits comprennent le cas échéant les « gains et pertes », le lissage depuis 2017, et ils intègrent divers produits supplémentaires : majoration sur les résidences secondaires pour la TH, taxe additionnelle sur le non-bâti, part incitative de la TEOM. Le taux moyen qui en résulte diffère donc légèrement du taux moyen calculé par l'administration fiscale pour déterminer les taux plafonds, et qui se rapproche de la « moyenne des taux de taxe ». Contrairement à cette approche réglementaire, les taux statistiques publiés ici permettent le bouclage entre les bases, les produits et les taux.

▶ Effet base, effet taux
L'effet base correspond à l'évolution que les produits auraient connue à taux d'imposition constants, c'est-à-dire si les bases avaient été les seules à évoluer ; l'effet taux explique la part restante de l'évolution globale. De cette façon, quand un groupement perçoit une année une taxe alors qu'il ne la percevait pas l'année précédente, l'augmentation du produit qui en résulte est intégralement retranscrite dans l'effet taux : sa base imposable n'a pas changé (à contour du groupement identique, bien sûr) et comme l'effet base est calculé en multipliant cette base inchangée à des taux d'imposition constants, cet effet base est forcément nul. Par déduction, toute l'augmentation du produit provient de l'effet taux.

Impôts et taxes perçus par les collectivités locales

(en millions d'euros)

2024	Communes[c]	Syndicats	GFP[d]	Départements	Régions et CTU	Ensemble 2024	*Évolution 2024/2023*
Total des impôts et taxes	**55 046**	**2 341**	**41 169**	**47 503**	**27 585**	**173 644**	***+ 1,6 %***
Impôts et taxes de la section de fonctionnement	**54 329**	**2 341**	**40 965**	**47 503**	**27 306**	**172 443**	***+ 1,8 %***
Impôts locaux[a]	**45 075**	**269**	**22 017**	**383**	**748**	**68 492**	***+ 5,0 %***
TH[e]	2 662	15	1 046	–	–	**3 723**	*- 1,6 %*
TH logements vacants	170	1	7	–	–	**178**	*+ 27,6 %*
Foncier bâti (FB)	39 220	175	2 552	–	–	**41 946**	*+ 5,3 %*
Réforme TH - Effet net des coefficients correcteurs (FB)	763	–	–	–	–	**763**	*+ 4,7 %*
Versements coeff. correcteurs (FB)	*4 408*	–	–	–	–	***4 408***	+ 4,7 %
Prélèvements coeff. correcteurs (FB)	*–3 645*	–	–	–	–	***-3 645***	+ 4,6 %
Foncier non bâti (FnB)[f]	1 013	7	285	–	–	**1 305**	*+ 4,4 %*
CFE	574	2	7 454	–	–	**8 031**	*+ 5,6 %*
CVAE	0		0	–	–	**0**	-
IFER	92		748	383	671	**1 894**	*- 0,5 %*
TASCOM	23		1 016	–	–	**1 039**	*+ 11,1 %*
TEOM	558	69	8 363	–	–	**8 990**	*+ 5,6 %*
GEMAPI et TASA	–	–	546	–	77	**623**	*+ 16,4 %*
Autres impôts et taxes[b]	**9 253**	**2 072**	**18 949**	**47 120**	**26 557**	**103 951**	***- 0,2 %***
Fraction de TVA	1 423	0	13 965	20 691	16 409	**52 487**	*+ 3,3 %*
DMTO	3 803	0	277	9 857	156	**14 093**	*- 13,6 %*
Attribution fonds de péréquation DMTO	-233	0	-27	456	54	**251**	
TICPE	263	0	114	5 187	6 137	**11 701**	*+ 6,6 %*
TSCA	97	0	74	9 420	139	**9 731**	*+ 5,7 %*
Versement mobilité (VM)	7	1 108	4 356	0	0	**5 471**	*+ 6,0 %*
TCFE	1 034	856	37	798	11	**2 735**	*- 10,5 %*
Certificats d'immatriculation	0	0	0	0	2 362	**2 362**	*+ 16,1 %*
Recettes liées à l'apprentissage et à la formation professionnelle	0	0	0	18	68	**86**	*- 67,0 %*
Taxe d'aménagement	1	0	8	396	9	**415**	*- 32,3 %*
Taxe de séjour	524	11	455	41	1	**1 032**	*+ 29,3 %*
Corse et Outre-mer	1 273	6	12	161	1 058	**2 510**	*+ 3,6 %*
dont : carburants	*116*	*2*	*12*	*105*	*346*	***581***	*+ 2,5 %*
octroi de mer	*1 155*	*0*	*0*	*51*	*396*	***1 603***	*+ 3,7 %*
Pylônes électriques	344	0	0	0	0	**344**	*+ 9,5 %*
Balayage	112	0	0	0	0	**112**	*- 0,5 %*
Taxes funéraires	0	0	0	0	0	**0**	*+ 19,1 %*
Taxes sur les passagers	4	0	0	1	0	**5**	*- 12,2 %*
Droits de place	166	0	4	0	0	**169**	*+ 2,3 %*
Permis de conduire	0	0	0	0	0	**0**	*- 66,8 %*
Véhicule de transport de marchandises	0	0	0	0	0	**0**	*- 98,2 %*
Déchets stockés	18	7	1	0	0	**27**	*+ 6,6 %*
Locaux à usage de bureaux	0	0	4	0	213	**217**	*+ 1,8 %*
Redevance des mines	7	0	1	11	0	**19**	*+ 1,9 %*
Eaux minérales	18	0	0	0	0	**18**	*- 3,7 %*
Jeux et paris	343	2	8	0	0	**353**	*+ 0,2 %*
Remontées mécaniques	49	3	1	23	0	**75**	*+ 3,1 %*
Publicité extérieure	227	0	3	0	0	**230**	*+ 7,2 %*
Solde (dont autres reversements)	*- 226*	*79*	*- 345*	*60*	*- 59*	***- 492***	*- 150,7 %*
Impôts et taxes de la section d'investissement[b]	**718**	**0**	**203**	**0**	**279**	**1 200**	***- 21,9 %***
Taxe d'aménagement	718	0	203	0	30	**951**	*- 25,5 %*
TICPE	0	0	0	0	249	**250**	*- 2,7 %*
Autres	0	0	0	0	0	**0**	*- 101,2 %*

(a) Source : Recensement des éléments d'imposition (REI). (b) Source : comptes de gestion. Voir la partie «Définitions» pour la signification des acronymes. (c) Y compris Ville de Paris. (d) Y compris métropole de Lyon et les EPT de la MGP. (e) Y compris majorations des résidences secondaires (168 M€) et hors produit TH perçu par l'État (2,9 Md€). (f) Y compris la taxe additionnelle au foncier non bâti (89 M€).

Champ : ensemble des budgets (principaux et annexes) des collectivités locales et de leurs syndicats.

Source : DGCL. Données DGFiP, REI pour les impôts locaux et comptes de gestion pour les autres.

5-2 Les recettes de la fiscalité locale

Les recettes de la fiscalité locale[a]

(en millions d'euros)

		2019	2020	2021	2022	2023	2024
Ensemble de la fiscalité locale		**95 696**	**97 840**	**65 553**	**68 329**	**65 208**	**68 492**
Taxe d'habitation (TH)	Communes	15 977	16 218	1 908	1 967	2 679	2 662
	dont : résidences secondaires [b]	*1 795*	*1 801*	*1 907*	*1 967*	*2 679*	*2 662*
	Syndicats	91	82	30	20	16	15
	GFP	7 375	7 493	821	835	1 089	1 046
	dont : résidences secondaires	–	*776*	*820*	*835*	*1 089*	*1 046*
	Secteur communal	**23 443**	**23 793**	**2 759**	**2 822**	**3 784**	**3 723**
Taxe d'habitation sur les logements vacants (THLV)	Communes	73	82	80	81	135	170
	Syndicats	0,2	0,2	0,1	0,1	0,4	0,7
	GFP	2	2	2	2	4	7
	Secteur communal	**75**	**84**	**82**	**83**	**139**	**178**
Taxe sur le foncier bâti (FB)	Communes	18 358	18 775	32 360	33 945	37 266	39 220
	Syndicats	96	88	137	154	170	175
	GFP	1 839	1 907	1 802	2 127	2 382	2 552
	Secteur communal	**20 293**	**20 770**	**34 298**	**36 225**	**39 818**	**41 946**
	Départements	14 059	14 314	–	–	–	–
	CTU	174	179	–	–	–	–
	Ensemble collectivités	**34 526**	**35 264**	**34 298**	**36 225**	**39 818**	**41 946**
Taxe sur le foncier non bâti (FnB) [c]	Communes	858	869	873	904	972	1 013
	Syndicats	4	4	6	7	7	7
	GFP	230	233	237	250	271	285
	Secteur communal	**1 092**	**1 106**	**1 116**	**1 160**	**1 250**	**1 305**
Cotisation foncière des entreprises (CFE)	Communes	618	629	540	544	563	574
	Syndicats	2	2	2	3	2	2
	GFP	7 385	7 634	6 311	6 555	7 039	7 454
	Secteur communal	**8 006**	**8 265**	**6 853**	**7 102**	**7 604**	**8 031**
Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE)	Communes	624	654	650	623	–	–
	GFP	5 033	5 193	5 135	4 978	–	–
	Secteur communal	**5 657**	**5 847**	**5 785**	**5 600**	**–**	**–**
	Départements	3 776	3 867	3 823	3 692	–	–
	Régions et CTU	9 492	9 776	32	32	–	–
	Ensemble collectivités	**18 925**	**19 490**	**9 639**	**9 324**	**–**	**–**
Impositions forfaitaires des entreprises de réseaux (IFER)	Communes	71	73	78	82	88	92
	GFP	562	580	609	643	699	748
	Secteur communal	**633**	**653**	**687**	**725**	**787**	**840**
	Départements	290	300	314	330	360	383
	Régions et CTU	633	664	646	639	756	671
	Ensemble collectivités	**1 557**	**1 617**	**1 647**	**1 694**	**1 903**	**1 894**
Taxe sur les surfaces commerciales (TASCOM)	Communes	21	26	26	25	26	23
	GFP	770	773	769	822	909	1 016
	Secteur communal	**791**	**799**	**794**	**847**	**935**	**1 039**
Taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM) [d]	Communes	626	624	503	517	545	558
	Syndicats	525	534	556	613	612	69
	GFP	5 861	5 979	6 373	6 787	7 353	8 363
	Secteur communal	**7 012**	**7 137**	**7 432**	**7 918**	**8 510**	**8 990**
dont part incitative		*28,2*	*33,5*	*36,0*	*39,5*		
Taxes annexes	GEMAPI (secteur communal)	190	204	275	380	458	546
	TASA (Région)	80	80	77	77	77	77

(a) La métropole de Lyon et les EPT de la métropole du grand Paris (MGP) sont, par convention statistique, intégralement assimilés aux GFP. (b) Y compris majoration des résidences secondaires. (c) Y compris la taxe additionnelle au foncier non bâti. (d) Par collectivité réellement bénéficiaire, après reversement des GFP aux syndicats.

Source : DGCL. Données DGFIP, REI.

Bases nettes et taux moyens d'imposition 5-3

Les bases nettes[a]

(en millions d'euros)

		2019	2020	2021	2022	2023	2024
Taxe d'habitation (TH)[b]	*Valeur locative des locaux d'habitation*	*124 347*	*126 482*	–	–	–	–
	– Abattements pour charges de famille	*7 727*	*7 720*	–	–	–	–
	– Abattements facultatifs	*8 883*	*8 972*	–	–	–	–
	– Exonérations	*12 816*	*13 437*	–	–	–	–
	= Bases nettes des communes	94 921	96 353	11 291	11 501	14 303	13 466
	dont : – résidences principales	*84 221*	*85 614*	–	–		–
	– résidences secondaires	*10 700*	*10 739*	*11 291*	*11 501*	*14 303*	*13 466*
	Syndicats	10 458	9 705	3 666	2 336	1 631	1 092
	GFP	80 741	82 051	9 826	10 014	12 361	11 735
	dont : – résidences principales	–	*72 701*	–	–	–	–
	– résidences secondaires	–	*9 350*	*9 826*	*10 014*	*12 361*	*11 735*
Taxe d'habitation sur les logements vacants (THLV)	Communes	410	462	452	454	765	977
	Syndicats	16	15	14	14	0	36
	GFP	19	21	20	21	40	65
Taxe sur le foncier bâti (FB)	Communes	92 742	94 812	90 904	94 597	100 998	105 544
	Syndicats	9 662	9 093	8 972	9 394	10 043	10 662
	GFP	57 135	58 656	57 502	62 103	67 772	71 519
	Départements	80 599	82 429	–	–	–	–
	CTU	956	985	–	–	–	–
Taxe sur le foncier non bâti (FnB)[c]	Communes	2 027	2 051	2 056	2 124	2 273	2 362
	Syndicats	113	112	113	118	122	132
	GFP	1 993	2 017	2 022	2 094	2 242	2 329
Cotisation foncière des entreprises (CFE)	Communes	3 481	3 549	3 050	3 084	3 188	3 227
	Syndicats	81	86	58	54	50	58
	GFP	28 304	29 210	23 881	24 726	26 358	27 748
	Secteur communal[d]	**30 271**	**31 274**	**25 881**	**26 750**	**29 546**	**30 975**
Taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM)	Communes	10 867	10 994	8 069	8 309	8 764	8 984
	Syndicats et GFP	66 835	68 195	72 883	76 151	80 233	83 696
	Secteur communal	**77 701**	**79 188**	**80 952**	**84 460**	**88 997**	**93 398**
Taxes annexes	GEMAPI (secteur communal)	104 407	108 594	87 503	100 828	109 823	126 171
	TASA (région)	33 597	34 365	33 434	34 518	36 433	37 925

(a) La métropole de Lyon et les EPT de la métropole du grand Paris (MGP) sont, par convention statistique, intégralement assimilés aux GFP.
(b) À partir de 2021, la base nette de la TH sur les résidences secondaires pour les communes et les GFP. Base nette de la TH sur tous les locaux pour les syndicats.
(c) Non compris la taxe additionnelle au foncier non bâti.
(d) La base du secteur communal est la somme des bases communales et intercommunales en FPU, en ZAE et en ZDE.
Source : DGCL. Données DGFIP, REI.

5-3 Bases nettes et taux moyens d'imposition

Les taux moyens d'imposition [a]

(en %)

		2019	2020	2021	2022	2023	2024
Taxe d'habitation (TH)[b]	Communes	16,83	16,83	16,90	17,10	18,73	19,77
	Syndicats	0,87	0,85	0,83	0,86	0,98	1,38
	GFP	9,13	9,13	8,35	8,34	8,81	8,91
	Secteur communal	**24,70**	**24,69**	**24,44**	**24,54**	**26,46**	**27,65**
Taxe d'habitation sur les logements vacants (THLV)	Communes	17,71	17,68	17,68	17,83	17,65	17,37
	Syndicats	1,13	0,98	1,05	1,02	n. c.	n. c.
	GFP	10,03	10,06	9,94	9,86	10,00	11,42
	Secteur communal	**18,22**	**18,17**	**18,15**	**18,31**	**18,22**	**18,20**
Taxe sur le foncier bâti (FB)[c]	Communes	19,79	19,80	35,60	35,88	36,90	37,16
	Syndicats	0,99	0,97	1,52	1,63	1,69	1,64
	GFP	3,22	3,25	3,13	3,43	3,51	3,57
	Secteur communal	**21,88**	**21,91**	**37,73**	**38,29**	**39,42**	**39,74**
	Départements	17,44	17,37	–	–	–	–
	CTU	18,21	18,16	–	–	–	–
	Ensemble des collectivités	**37,23**	**37,19**	**37,73**	**38,29**	**39,42**	**39,74**
Taxe sur le foncier non bâti (FnB)[d]	Communes	42,32	42,34	42,46	42,54	42,76	42,89
	Syndicats	3,63	3,66	5,76	5,98	5,74	5,50
	GFP	11,54	11,57	11,71	11,92	12,09	12,23
	Secteur communal	**53,86**	**53,92**	**54,30**	**54,62**	**54,99**	**55,25**
Cotisation foncière des entreprises (CFE)	Communes	17,77	17,72	17,70	17,65	17,66	17,79
	Syndicats	2,76	2,61	4,03	5,02	4,00	3,99
	GFP	26,09	26,13	26,43	26,51	26,71	26,86
	Secteur communal	**26,45**	**26,43**	**26,48**	**26,55**	**25,74**	**25,93**
Taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM) [e]	Communes	5,76	5,68	6,23	6,22	6,22	6,21
	Syndicats et GFP	9,55	9,55	9,51	9,72	9,88	10,07
	Secteur communal	**9,02**	**9,01**	**9,18**	**9,37**	**9,52**	**9,63**
Taxes annexes	GEMAPI (secteur communal)	0,18	0,19	0,31	0,38	0,42	0,43
	TASA (région)	0,24	0,23	0,23	0,22	0,21	0,20

Pour chaque type de collectivité, les taux moyens des taxes dites « ménages » sont calculés en divisant la somme des produits réellement perçus par la somme de leurs bases. Les produits réellement perçus intègrent les « gains et pertes », les lissages depuis 2017, et les produits des taxes additionnelles ou des majorations. Pour le secteur communal et l'ensemble des collectivités, les taux moyens sont calculés en rapportant l'ensemble des produits aux bases communales.
Pour la CFE, la base du secteur communal est la somme des bases communales et intercommunales en FPU, en ZAE et en ZDE.
(a) La métropole de Lyon et les EPT de la métropole du grand Paris (MGP) sont, par convention statistique, intégralement assimilés aux GFP.
(b) Y compris majoration des résidences secondaires. À partir de 2021, taux moyen de la TH sur les résidences secondaires ; tous types de locaux pour les autres années.
(c) À partir de 2021, la part départementale de la TFPB est incluse dans le produit communal pour le calcul du taux moyen.
(d) Y compris la taxe additionnelle au foncier non bâti.
(e) Y compris la part incitative.
Source : DGCL. Données DGFIP, REI.

Tableau annexe : bases

(en euros)

		2019	2020	2021	2022	2023	2024
Taxe d'habitation (TH, y compris THLV)	Communes	95 331	96 816	11 743	11 955	15 068	14 443
	Syndicats	10 474	9 721	3 680	2 350	1 631	1 128
	GFP	80 760	82 072	9 846	10 035	12 401	11 800
	Secteur communal	**95 331**	**96 816**	**11 743**	**11 955**	**15 068**	**14 443**

Tableau annexe : taux moyens

(en %)

		2019	2020	2021	2022	2023	2024
Taxe d'habitation (TH, y compris THLV)	Communes	16,84	16,84	16,93	17,13	18,68	19,61
	Syndicats	0,87	0,85	0,83	0,86	1,01	1,40
	GFP	9,13	9,13	8,36	8,35	8,81	8,93
	Secteur communal	**24,67**	**24,66**	**24,19**	**24,30**	**26,04**	**27,01**
Taxe sur le FnB, hors taxe additionnelle	Communes	42,11	42,14	42,26	42,34	42,76	42,89
	Secteur communal	**49,69**	**49,75**	**50,11**	**50,41**	**55,76**	**56,05**

Source : DGCL. Données DGFIP, REI.

Décomposition de l'évolution des produits des taxes en 2024 : effet base et effet taux 5-4

Décomposition de l'évolution des produits des taxes en 2024 : effet base et effet taux

(en %)

Collectivités selon le type de fiscalité (y compris les syndicats à contributions fiscalisées)		Évolution du produit	Effet base*	Effet taux*
Taxe d'habitation (TH) [a]	Communes	- 0,6	- 8,2	+ 8,2
	dont : – membres d'un EPCI à FA	+ 10,2	- 0,4	+ 10,7
	– membres d'un EPCI à FPU	- 1,4	- 8,7	+ 8,0
	EPCI à FP (y compris MGP)	- 4,0	- 6,2	+ 2,3
	dont : – à FA	+ 1,9	- 2,1	+ 2,2
	– à FPU	- 4,3	- 2,2	+ 2,3
	Secteur communal	**- 0,7**	**- 8,2**	**+ 8,2**
Taxe d'habitation sur les logements vacants (THLV)	Communes	+ 25,8	+ 24,8	+ 0,8
	dont : – membres d'un EPCI à FA	+ 38,6	+ 38,0	+ 0,4
	– membres d'un EPCI à FPU	+ 25,4	+ 24,4	+ 0,8
	EPCI à FP (y compris MGP)	+ 68,7	+ 39,6	+ 20,9
	dont : – à FA			
	– à FPU	+ 68,3	+ 39,6	+ 20,6
	Secteur communal	**+ 27,3**	**+ 26,4**	**+ 0,8**
Taxe sur le foncier bâti (FB)	Communes	+ 5,2	+ 4,5	+ 0,7
	dont : – membres d'un EPCI à FA	+ 5,0	+ 4,7	+ 0,3
	– membres d'un EPCI à FPU	+ 5,2	+ 4,5	+ 0,7
	EPCI à FP (y compris MGP)	+ 7,1	+ 4,6	+ 2,4
	dont : – à FA	+ 5,9	+ 4,8	+ 1,0
	– à FPU	+ 7,2	+ 4,6	+ 2,5
	Secteur communal	**+ 5,3**	**+ 4,5**	**+ 0,8**
Taxe sur le foncier non bâti (FnB) [b]	Communes	+ 4,3	+ 3,4	+ 0,8
	dont : – membres d'un EPCI à FA	+ 4,2	- 1,5	+ 5,7
	– membres d'un EPCI à FPU	+ 4,3	+ 3,8	+ 0,5
	EPCI à FP (y compris MGP)	+ 5,1	+ 3,8	+ 1,3
	dont : – à FA	+ 5,5	+ 4,0	+ 1,4
	– à FPU	+ 5,1	+ 3,7	+ 1,3
	Secteur communal	**+ 4,4**	**+ 3,8**	**+ 0,6**
Ensemble des « taxes ménages »	Communes	+ 4,9	+ 3,7	+ 1,1
	dont : – membres d'un EPCI à FA	+ 5,7	+ 3,9	+ 1,8
	– membres d'un EPCI à FPU	+ 4,9	+ 3,7	+ 1,1
	EPCI à FP (y compris MGP)	+ 3,8	+ 1,5	+ 2,3
	dont : – à FA	+ 5,2	+ 3,8	+ 1,3
	– à FPU	+ 3,7	+ 1,4	+ 2,4
	Secteur communal	**+ 5,0**	**+ 3,8**	**+ 1,2**
Cotisation foncière des entreprises (CFE)	Communes	+ 1,9	+ 1,8	+ 0,1
	EPCI	+ 5,9	+ 5,3	+ 0,6
	dont : – à FA	+ 7,2	+ 5,8	+ 1,4
	– à FPU	+ 5,9	+ 5,3	+ 0,6
	Secteur communal	**+ 5,6**	**+ 5,3**	**+ 0,3**
Taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM)[c]	**Secteur communal**	**+ 5,3**	**+ 4,1**	**+ 1,2**

** Lorsqu'un groupement instaure une taxe qui n'existait pas l'année précédente, cette instauration est intégralement comptée dans l'effet taux. On considère que la base préexistait, mais qu'elle était affectée d'un taux nul. Cela explique les écarts entre l'évolution des bases dans le tableau 5.3 et l'effet base ici.*

À noter que l'effet base et l'effet taux sont des facteurs multiplicatifs et non additif. Ainsi pour la THLV des EPCI, on a 1,396 × 1,209 = 1,6877 et non pas 39,6 % + 20,9 % = évolution du produit.

FA : fiscalité additionnelle ; FPU : fiscalité professionnelle unique.

(a) Y compris majoration sur les résidences secondaires.

(b) Y compris taxe additionnelle.

(c) Y compris la part incitative.

Source : DGCL. Données DGFIP, REI.

5-5 Les contributions de l'État à la fiscalité directe locale

Compensations et dégrèvements législatifs au titre de la fiscalité directe locale

(en millions d'euros)

	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Compensations (1)						
Taxe d'habitation	1 855	1 964	14	19	15	50
Taxe sur le foncier bâti	137	142	2 033	2 208	2 368	2 503
Taxe sur le foncier non bâti	118	117	117	117	115	114
Impôts économiques	216	240	1 881	1 995	2 047	2 196
Total	**2 326**	**2 463**	**4 045**	**4 338**	**4 545**	**4 863**
Dégrèvements législatifs (2)						
Taxe d'habitation	10 489	14 413	n. d.	n. d.	n. d.	n. d.
Taxes foncières	1 639	1 911	n. d.	n. d.	n. d.	n. d.
Impôts économiques	6 491	6 146	n. d.	n. d.	n. d.	n. d.
Total	**18 619**	**22 470**	**0**	**0**	**0**	**0**
Contributions brutes de l'État (1 + 2)						
Taxe d'habitation	12 344	16 377	14	19	15	50
Taxes foncières	1 894	2 170	2 150	2 325	2 483	2 617
Impôts économiques	6 707	6 386	1 881	1 995	2 047	2 196
Total	**20 945**	**24 933**	**4 045**	**4 338**	**4 545**	**4 863**

n. d. : non disponible.
Source : DGCL. Données DGFIP.

Recettes (produits perçus et compensations) au titre de la fiscalité directe locale

(en millions d'euros)

	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Taxe d'habitation	25 373	25 841	2 856	2 924	3 916	3 951
Taxes foncières	35 873	36 629	37 564	39 711	45 734	45 868
Impôts économiques	29 494	30 411	20 813	20 961	13 010	13 159
Total contributions directes	**90 740**	**92 881**	**61 233**	**63 596**	**62 661**	**62 979**
TEOM	7 012	7 137	7 432	7 918	8 990	8 990
TASA et GEMAPI	270	284	352	457	623	623
Total fiscalité directe locale	**98 022**	**100 303**	**69 017**	**71 970**	**72 274**	**72 592**

Source : DGCL. Données DGFIP.

Part des recettes [(a)] prises en charge par l'État au titre de la fiscalité directe locale

(en %)

	2019	2020	2021	2022	2023	2023
Taxe d'habitation	48,7	63,4	0,5	0,6	0,4	1,3
Taxes foncières	5,3	5,9	5,7	5,9	5,4	5,7
Impôts économiques	22,7	21,0	9,0	9,5	15,7	16,7
Total contributions directes	**23,1**	**26,8**	**6,6**	**6,8**	**7,3**	**7,7**
Total fiscalité directe locale	**21,4**	**24,9**	**5,9**	**6,0**	**6,3**	**6,7**

(a) Recettes : produits perçus + compensations.
Source : DGCL. Données DGFIP.

Principales redevances et recettes tarifaires en 2024

(en millions d'euros)

2024	Communes[a]	Syndicats	GFP[b]	Départements	Régions et CTU	Ensemble 2024	*Évolution 2024/2023*
Ventes de produits finis							
Vente d'eau	289	1 565	1 466	0	1	**3 321**	*+ 4,8 %*
Taxes et redevance d'eau	66	263	327	0		**657**	*+ 4,7 %*
Vente de terrains aménagés	233	19	359	5		**615**	*- 13,3 %*
Produits forestiers							
Récoltes	3	1	0	0		**4**	*- 5,8 %*
Coupes de bois	282	13	1	3	0	**298**	*- 3,8 %*
Utilisation du domaine							
Concessions et redevances funéraires	141	3	3			**148**	*+ 5,4 %*
Droits de stationnement, location	794	37	121	97	15	**1 063**	*+ 9,0 %*
Redevance stationnement et post-stationnement	932	2	137	0		**1 072**	*+ 14,5 %*
Péage, passage, pesage	1	0	44	5		**51**	*- 0,5 %*
Droits de chasse et pêche	31	1	0	0	0	**32**	*- 2,3 %*
Pâturage	5	2	0			**7**	*+ 4,5 %*
Dégradation voies et chemins	5	0	0	3		**9**	*- 3,5 %*
Redevance ski de fond	3	1	2			**5**	*- 16,1 %*
Autres redevances	132	127	57	49	4	**369**	*+ 17,4 %*
Prestations de services							
Transport	1	9	1	1		**12**	*- 98,9 %*
Enlèvements ordures, déchets	23	260	345			**628**	*+ 5,5 %*
Culture	339	24	119	29	1	**512**	*+ 7,7 %*
Sports et loisirs	439	39	294	7	1	**780**	*+ 7,6 %*
Analyse et désinfection	0	0	0	81	3	**85**	*+ 67,8 %*
Droits navigation	18	2	0	0	1	**20**	*+ 0,9 %*
Social	822	45	196	38	1	**1 103**	*+ 3,2 %*
Périscolaire	2 144	147	191	5	11	**2 498**	*+ 6,9 %*
Assainissement	455	1 344	2 909	113		**4 821**	*+ 2,0 %*
Location compteurs	26	90	114			**230**	*- 0,2 %*
Autres recettes							
Ventes de marchandises	113	167	122	10	0	**411**	*+ 7,3 %*
Concessions, brevets, marques	31	54	21	3	0	**108**	*- 14,1 %*
Revenus des immeubles	2 206	87	507	117	28	**2 945**	*+ 5,6 %*
Fermiers et concessionnaires	568	551	469	47	72	**1 706**	*+ 5,2 %*

(a) Y compris Ville de Paris.

(b) Y compris métropole de Lyon et les EPT de la MGP.

Champ : ensemble des budgets (principaux et annexes) des collectivités locales et de leurs syndicats.

Source : DGCL. Données DGFiP, comptes de gestion.

6

LES CONCOURS FINANCIERS DE L'ÉTAT

Présentations - Définitions 82

6-1 Transferts financiers de l'État aux collectivités locales 84

6-2 Transferts financiers de l'État aux collectivités locales exécutés 85

6-3 Détail des dotations et compensations, et répartition de la DGF 86

6 Les concours financiers de l'État

PRÉSENTATION

Les transferts financiers de l'État aux collectivités territoriales représentent 104,6 Md€ dans la loi de finances initiales pour 2025, en autorisations d'engagement *(fiche 6.1)*. Ils sont en léger repli de - 0,9 Md€ par rapport à la loi de finances initiales de 2024.

Ces transferts financiers se composent de trois ensembles :

- les **concours financiers de l'État aux collectivités** *(partie I du tableau 6.1)* s'élèvent à 54,7 Md€ en 2025. Ils rassemblent les transferts financiers spécifiquement destinés aux collectivités et à leurs groupements : prélèvements sur recettes (PSR) de l'État au profit des collectivités territoriales (45,2 Md€), crédits de la mission « Relations avec les collectivités territoriales » (3,9 Md€), et TVA affectée aux régions en substitution de la DGF depuis 2018 (5,3 Md€), et aux départements à compter de 2021 (281 M€ pour 2025).
- les **transferts divers de l'État, hors fiscalité transférée et hors apprentissage** *(partie II du tableau 6.1)* atteignent 10 Md€ en 2025 en baisse de - 1 Md€ par rapport à l'année précédente. Ils comprennent les subventions aux collectivités territoriales des ministères autres que le ministère chargé des Collectivités territoriales (4,9 Md€), les contreparties de dégrèvements d'impositions locales décidés par voie législative (4,4 Md€) et le produit des amendes de police de la circulation et des radars (0,8 Md€). Ces transferts ont beaucoup diminué par rapport à 2020 où ils atteignaient 28 Md€, compte-tenu de la suppression des dégrèvements de la taxe d'habitation.
- la **fiscalité transférée** et le **financement de la formation professionnelle** *(parties III, IV et V du tableau 6.1)* visent à compenser les mesures de décentralisation et les transferts de compétences vers les collectivités territoriales, et s'élèvent quant à eux à 39,8 Md€ en 2025.

Par rapport aux montants prévus en loi de finances initiale ou en projets de loi de finances, certains montants exécutés en 2023 leur ont été supérieurs (compensation d'exonérations relatives à la fiscalité locale, dotation globale de construction et d'équipement scolaire), ou inférieurs (dotation d'équipement des territoires ruraux, dotation de soutien à l'investissement des communes et de leurs groupements).

POUR EN SAVOIR PLUS

Consulter l'espace dédié aux dotations sur le site www.collectivites-locales.gouv.fr : http://www.dotations-dgcl.interieur.gouv.fr/consultation/accueil.php.

DÉFINITIONS

▶ **Les prélèvements sur recettes (PSR)** *correspondent à la rétrocession d'un montant déterminé des recettes de l'État au profit des collectivités territoriales afin de couvrir les charges qui leur incombent ou de compenser des exonérations, des réductions ou des plafonnements d'impôts. Ces crédits ne transitent pas en tant que tels par le budget de l'État. La DGF est, en masse, le principal PSR bénéficiant aux collectivités locales.*

▶ **Les crédits budgétaires** *relèvent principalement de la mission Relations avec les collectivités territoriales (DETR, subventions spécifiques, …). Ils constituent soit des aides automatiques (par exemple la DGE des départements, qui correspond à un taux de concours sur les dépenses d'investissement réalisées par ces derniers), soit des aides décidées par les autorités de l'État.*

▶ **Compensations :** *allocations annuelles versées par l'État aux collectivités locales pour compenser des pertes de recettes fiscales entraînées par les exonérations et allègements de bases décidés par voie législative. Le mécanisme de compensation dépend donc de décisions nationales.*

▶ **Dégrèvements législatifs :** *prise en charge par l'État de tout ou partie de la contribution due par les contribuables aux collectivités locales. L'État prend intégralement à sa charge le coût des dégrèvements et verse le produit correspondant aux collectivités locales.*

*Les **transferts de compétences** opérés depuis 1984 ont donné lieu à un transfert concomitant de ressources équivalentes au profit des collectivités territoriales concernées. Ces ressources prennent soit la forme de **fiscalité transférée** comme c'est le cas avec les fractions de taxe intérieure sur les produits pétroliers (TIPP devenue TICPE) ou de taxe spéciale sur les contrats d'assurance (TSCA) transférées aux départements et aux régions en compensation des transferts de compétences depuis 2005, soit la forme de **dotations spécifiques**, comme la dotation générale de décentralisation et la DGD formation professionnelle destinée à l'origine au financement des fonds régionaux de l'apprentissage et de la formation professionnelle. Le périmètre de ces dotations peut évoluer avec le temps ; ainsi 95 % de la DGD a été incluse dans la DGF en 2004. La DGD formation professionnelle a été remplacée en 2014 par un panier de ressources dynamiques.*

▶ **Dotation globale de fonctionnement (DGF) :** *la dotation globale de fonctionnement, instituée par la loi du 3 janvier 1979, est un prélèvement sur recettes distribué aux collectivités locales.*

▶ **La DGF des communes** *est composée d'une dotation forfaitaire et des composantes liées à la péréquation.*
La dotation forfaitaire comprenait jusqu'en 2014 la dotation de base liée au nombre d'habitants, la dotation proportionnelle à la superficie, le complément de garantie mis en place en 2005 à l'occasion de la réforme de la dotation forfaitaire, la dotation pour les communes situées au cœur d'un parc national ou d'un parc naturel marin et enfin les montants correspondant à la compensation de la suppression de la part « salaires » de la taxe professionnelle et à la compensation des baisses de DCTP (dotation de compensation de la taxe professionnelle). À compter de 2015, ces composantes historiques sont fusionnées. La dotation forfaitaire des communes est désormais établie sur la base du montant calculé l'année précédente majoré de la part dynamique de la population.
Les dotations de péréquation sont au nombre de trois :
– la dotation de solidarité urbaine destinée aux communes urbaines défavorisées ;
– la dotation de solidarité rurale destinée aux communes rurales défavorisées ou confrontées à des charges de centralité ;
– la dotation nationale de péréquation destinée à réduire les inégalités de ressources fiscales.

▶ **La DGF des EPCI** *est composée d'une dotation d'intercommunalité et d'une dotation de compensation.*
La dotation d'intercommunalité est attribuée en fonction du nombre d'habitants du groupement, de son potentiel fiscal, du revenu de ses habitants et de son intégration fiscale. Réformée en 2019, elle comprend une part péréquation (70 % du total) et une dotation de base (30 %).
La dotation de compensation correspond à la compensation de la suppression de la part « salaires » de la TP et à la compensation des baisses de DCTP (dotation de compensation de la taxe professionnelle).

▶ **La DGF des départements** *est composée d'une dotation forfaitaire, d'une dotation de compensation, et de deux dotations de péréquation. Les dotations de péréquation sont la dotation de péréquation urbaine destinée aux départements urbains, et la dotation de fonctionnement minimale attribuée aux départements ruraux.*

▶ **La DGF des régions**, *créée en 2004, est remplacée, à compter de 2018, par une fraction de TVA.*

▶ **La dotation d'équipement des territoires ruraux (DETR)** *a été créée par l'article 179 de la loi de finances pour 2011. Elle résulte de la fusion de la dotation globale d'équipement des communes et de la dotation de développement rural (DDR).*

▶ **La dotation de soutien à l'investissement public local (DSIL)**, *créée à titre exceptionnel en 2016, a été pérennisée par l'article 157 de la loi de finances pour 2018.*

▶ **La dotation globale d'équipement (DGE) des départements** *a été créée par l'article 103 de la loi du 2 mars 1982 et finance les dépenses d'aménagement foncier et d'équipement rural effectuées par les départements. Elle est remplacée à partir de 2019 pour une dotation de soutien à l'investissement des départements (DSID). Elle est composée d'une part péréquation directement versée aux conseils départementaux, et d'une part « projets » attribuée par les préfets de région.*

▶ **La dotation politique de la ville (DPV)**, *ancienne dotation de développement urbaine (DDU), permet de financer des projets d'investissement ou des actions dans le domaine économique et social en lien avec les objectifs poursuivis par la politique de la ville.*

▶ **Le fonds de compensation de la TVA (FCTVA)** *assure aux collectivités locales, à leurs groupements et aux établissements publics locaux, la compensation, à un taux forfaitaire, de la TVA dont elles s'acquittent pour leurs dépenses d'investissement.*

6-1 Transferts financiers de l'État aux collectivités locales

Les transferts financiers de l'État aux collectivités locales

(autorisations d'engagement en millions d'euros)

	LFI 2021	LFI 2022	LFI 2023	LFI 2024	LFI 2025
Total des transferts financiers de l'État aux collectivités territoriales	**104 238**	**106 244**	**105 870**	**105 455**	**104 594**
I - Concours de l'État en faveur des collectivités territoriales (hors crédits DGCL)	**52 119**	**53 080**	**55 352**	**54 825**	**54 698**
a) Prélèvements sur recettes de l'État	**43 400**	**43 226**	**45 590**	**45 058**	**45 232**
Dotations et subventions de fonctionnement *(voir détails fiche 6.3)*	28 023	27 621	27 639	27 966	28 115
Compensations d'exonérations et de dégrèvements législatifs *(voir détails fiche 6.3)*	7 835	8 108	8 324	8 496	8 320
Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA)	6 546	6 500	6 700	7 104	7 654
Dotation départementale d'équipement des collèges (DDEC)	326	326	326	326	326
Dotation régionale d'équipement scolaire (DRES)	661	661	661	661	661
Dotation globale de construction et d'équipement scolaire (DGCES)	3	3	3	3	3
Fonds de compensation des nuisances aéroportuaires	7	7	7	7	7
b) Mission «Relations avec les collectivités territoriales» (hors crédits DGCL)	**4 175**	**4 911**	**4 394**	**4 096**	**3 914**
Dotation d'équipement des territoires ruraux (DETR)	1 046	1 046	1 046	1 046	1 046
Dotation de soutien à l'investissement des communes et de leurs groupements (DSIL)	570	873	570	570	420
Dotation politique de la ville (DPV, ex-DDU)	150	150	150	150	150
Dotation globale d'équipement des départements (DGE-DSID)	212	212	212	212	212
Dotation générale de décentralisation (DGD)	1 550	1 710	1 758	1 481	1 600
Dotations Outre-mer	145	145	148	150	151
Dotation de compensation régions frais de gestion TH (prévue en LFI 2020)	293	293	293	107	0
Dotations de compensation de la réduction des taxes additionnelles de CFE et TFPB	17	19	21	19	19
Autres	192	463	197	361	316
c) Taxe sur la valeur ajoutée (TVA) transférée aux régions (ex-DGF)	**4 294**	**4 679**	**5 090**	**5 378**	**5 272**
d) Fonds de sauvegarde des départements (art 16 et 208 LFI 2020)	**250**	**264**	**278**	**293**	**281**
II - Contreparties de dégrèvements et transferts financiers divers	**13 969**	**12 262**	**11 372**	**11 071**	**10 054**
Subventions de fonctionnement et d'équipement aux collectivités des autres ministères	4 356	4 966	6 114	6 114	4 878
Contreparties de divers dégrèvements législatifs	8 970	6 695	4 602	4 291	4 399
Produit des amendes de police de la circulation et des radars	643	600	656	667	777
III - Fiscalité transférée (hors formation professionnelle et apprentissage)	**37 263**	**40 011**	**38 341**	**38 749**	**38 563**
Fiscalité transférée au titre de l'acte I de la décentralisation (loi du 7 janvier 1983)	14 587	16 762	14 235	14 117	13 420
Fiscalité transférée au titre de l'acte II de la décentralisation	12 333	12 455	12 583	12 697	12 969
Fiscalité transferée à la suite de la réforme de la fiscalité directe locale	7 964	8 431	8 854	9 094	9 173
Fiscalité transférée à divers titres	1 339	1 389	1 664	1 760	1 933
Fiscalité transférée au titre du pacte de confiance et de responsabilité	1 067	974	1 005	1 081	1 068
IV - Financement de la formation professionnelle et de l'apprentissage	**879**	**883**	**797**	**802**	**1 271**
Ressources des régions au titre de la réforme de la formation professionnelle	722	702	632	637	1 114
Ressources des régions au titre de l'apprentissage	157	157	157	157	157
V - TICPE-DRONISEP	**8**	**8**	**8**	**8**	**8**

Source : Direction du budget ; loi de finances initiales pour 1 a) et 1 b) et projets de loi de finances pour le reste.
Pour le détail des parties III et IV, voir la version en ligne

Transferts financiers de l'État aux collectivités locales exécutés 6-2

Les transferts financiers exécutés

(autorisations d'engagement en millions d'euros)

	Exécution 2021	Exécution 2022	Exécution 2023	Taux d'exécution 2021	Taux d'exécution 2022	Taux d'exécution 2023
Total des transferts financiers de l'État aux collectivités territoriales	**107 570**	**106 676**	**104 854**	**103,2 %**	**100,4 %**	**99,0 %**
I - Concours de l'État en faveur des collectivités territoriales (hors crédits DGCL)	**52 843**	**52 488**	**53 808**	**101,4 %**	**98,9 %**	**97,2 %**
a) Prélèvements sur recettes	**43 368**	**42 928**	**43 932**	**99,9 %**	**99,3 %**	**96,4 %**
Dotations et subventions de fonctionnement *(voir composition fiche 6.3)*	27 458	27 354	27 651	98,0 %	99,0 %	100,0 %
Compensations d'exonérations et de dégrèvements législatifs *(voir composition fiche 6.3)*	8 023	8 283	8 603	102,4 %	102,2 %	103,4 %
Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA)	6 704	6 456	6 707	102,4 %	99,3 %	100,1 %
Dotation départementale d'équipement des collèges (DDEC)	325	328	326	99,7 %	100,6 %	99,9 %
Dotation régionale d'équipement scolaire (DRES)	661	661	661	100,0 %	100,0 %	100,0 %
Dotation globale de construction et d'équipement scolaire (DGCES)	3	3	3	100,0 %	100,0 %	111,7 %
Fonds de compensation des nuisances aéroportuaires	7	7	7	100,0 %	100,0 %	102,6 %
PSR de soutien aux collectivités locales pendant la crise économique et sanitaire	–	155	- 207	–	–	–
b) Mission Relations avec les collectivités territoriales (hors crédits DGCL)	**4 648**	**4 617**	**4 484**	**111,3 %**	**94,0 %**	**102,1 %**
Dotation d'équipement des territoires ruraux (DETR)	931	933	936	89,0 %	89,2 %	89,5 %
Dotation de soutien à l'investissement des communes et de leurs groupements (DSIL)	502	793	507	88,1 %	90,8 %	88,9 %
Dotation politique de la ville (DPV, ex-DDU)	133	142	141	88,7 %	94,7 %	94,0 %
Dotation globale d'équipement des départements (DGE-DSID)	200	200	200	94,3 %	94,4 %	94,4 %
Dotation générale de décentralisation (DGD)	1 562	1 674	1 758	100,8 %	97,9 %	100,0 %
Dotations Outre-mer	143	145	148	98,6 %	100,0 %	100,3 %
Mesures exceptionnelles (masques, DSIL exceptionnelle)	471	- 5	- 9	–	–	–
Autres (y compris fonds départements, absent des LFI, et les fonds au titre des calamités)	706	735	803	367,7 %	158,6 %	408,2 %
c) Taxe sur la valeur ajoutée (TVA) transférée aux régions	**4 583**	**4 679**	**5 113**	**106,7 %**	**100,0 %**	**100,5 %**
II - Contreparties de dégrèvements et transferts financiers divers	**13 783**	**12 880**	**11 376**	**98,7 %**	**105,0 %**	**100,0 %**
Subventions de fonctionnement et d'équipement aux collectivités des autres ministères	5 252	5 345	6 114	120,6 %	107,6 %	100,0 %
Contreparties de divers dégrèvements législatifs	8 124	6 982	4 602	90,6 %	104,3 %	100,0 %
Produit des amendes de police de la circulation et des radars	414	556	667	64,4 %	92,7 %	101,7 %
Subventions pour travaux divers d'intérêt local (TDIL)	- 7	- 3	- 7	–	–	–
III - Fiscalité transférée (hors formation professionnelle et apprentissage)	**40 073**	**40 432**	**38 885**	**107,5 %**	**101,1 %**	**101,4 %**
Fiscalité transférée au titre de l'acte I de la décentralisation (loi du 7 janvier 1983)	17 347	17 538	14 778	118,9 %	104,6 %	103,8 %
Fiscalité transférée au titre de l'acte II de la décentralisation	12 587	12 366	12 598	102,1 %	99,3 %	100,1 %
Fiscalité transférée à la suite de la réforme de la fiscalité directe locale	7 754	8 113	9 037	97,4 %	96,2 %	102,1 %
Fiscalité transférée à divers titres	1 354	1 410	1 467	101,1 %	101,5 %	88,2 %
Fiscalité transférée au titre du pacte de confiance et de responsabilité	1 031	1 005	1 005	96,6 %	103,2 %	100,0 %
IV - Financement de la formation professionnelle et de l'apprentissage	**871**	**876**	**785**	**99,1 %**	**99,2 %**	**98,5 %**
Ressources des régions au titre de la réforme de la formation professionnelle	714	700	628	98,9 %	99,7 %	99,4 %
Ressources des régions au titre de l'apprentissage	157	157	157	100,0 %	100,0 %	100,0 %

Source : Direction du budget ; projets de loi de finances.

Pour le détail des parties III et IV, voir la version en ligne

6-3 Les dotations, subventions de fonctionnement, compensation d'exonérations et dégrèvements

Dotations et subventions de fonctionnement

(autorisations d'engagement en millions d'euros, votés en loi de finances initiale)

	LFI 2021	LFI 2022	LFI 2023	LFI 2024	LFI 2025
Dotation globale de fonctionnement (DGF) [(a)]	26 758	26 798	26 931	27 245	27 395
Dotation spéciale instituteurs (DSI)	7	6	5	5	4
Dotation élu local	101	101	109	124	124
Prélèvement sur les recettes de l'État au profit de la Corse	63	57	43	43	43
Fonds de mobilisation départementale pour l'insertion (FMDI)[(b)]	466	440	434	432	432
Prélèvement sur les recettes au profit de la collectivité territoriale de Guyane	27	27	27	27	27
Prélèvement sur les recettes de l'État au profit de la Polynésie française	91	91	91	91	91
Soutien exceptionnel de l'État au profit des collectivités du bloc communal (LFR3 pour 2020)	510	100	0	0	0
Total	**28 023**	**27 621**	**27 639**	**27 966**	**28 115**

(a) Réajustement du droit à compensation de La Réunion à la suite de la recentralisation du RSA réalisée le 1er janvier 2020.
(b) Débasage des parts du FMDI du département de Seine-Saint-Denis.
Source : Direction du budget ; projets de loi de finances.

Compensations d'exonérations et de dégrèvements législatifs

(autorisations d'engagement en millions d'euros, votés en loi de finances initiale)

	LFI 2021	LFI 2022	LFI 2023	LFI 2024	LFI 2025
Dotation de compensation des pertes de CET et de redevance des mines	50	50	50	30	30
Compensation d'exonérations relatives à la fiscalité locale	540	581	628	674	711
Dotation pour transferts de compensations d'exonérations de fiscalité directe locale	413	388	378	378	378
Dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle (DCRTP)	2 905	2 880	2 875	2 840	2 411
Dotation de compensation de la taxe sur les logements vacants	4	4	4	4	4
Dotation de compensation de la réforme de la fiscalité à Mayotte	107	107	107	107	107
Dotation de garantie des reversements des fonds départementaux de taxe professionnelle (FDPTP)	284	284	284	272	214
Compensation des pertes de recettes liées au relèvement du seuil d'assujettissement des entreprises au versement transport	48	48	48	48	48
Prélèvement sur les recettes de l'État au profit des régions au titre de la neutralisation financière de la réforme de l'apprentissage	123	123	123	123	123
Prélèvement sur les recettes pour la compensation de la réduction de 50 % des valeurs locatives de TFPB et de CFE des locaux industriels	3 290	3 642	3 825	4 017	4 291
PSR de compensation des communes contribuant au FNGIR subissant une perte de CFE	1	1	1	3	3
PSR exceptionnel de compensation du FNPDMTO	60	–	0	0	0
Prélèvement exceptionnel sur les recettes de l'État au profit des collectivités qui abandonnnent ou renoncent aux loyers	10	–	0	0	0
Total	**7 835**	**8 108**	**8 324**	**8 496**	**8 320**

Source : Direction du budget ; projets de loi de finances.

Répartition de la DGF

	DGF 2023 (en millions d'euros)	DGF 2024 (en millions d'euros)	Évolution 2024/2023	
			en valeur	en %
DGF voté en LFI	26 931	27 245	+ 314	+ 1,2 %
Masse répartie	26 915	27 232	+ 317	+ 1,2 %
Communes et groupements de communes à fiscalité propre	**18 646**	**18 966**	**+ 320**	**+ 1,7 %**
Dotation forfaitaire des communes	6 802	6 749	- 53	- 0,8 %
Dotation forfaitaire groupements touristiques	18	18	+ 0	+ 0,0 %
Dotations d'aménagement	11 826	12 199	+ 373	+ 3,2 %
Dotation d'intercommunalité	1 653	1 773	+ 120	+ 7,3 %
Dotation de compensation des EPCI	4 615	4 598	- 17	- 0,4 %
Dotation de solidarité urbaine (DSU)	2 656	2 806	+ 150	+ 5,7 %
Dotation de solidarité rurale (DSR)	2 077	2 227	+ 150	+ 7,2 %
Dotation nationale de péréquation (DNP)	794	794	- 0	- 0,0 %
Départements	**8 269**	**8 267**	**- 2**	**- 0,0 %**
Dotation forfaitaire	4 081	4 071	- 10	- 0,2 %
Dotation de compensation	2 645	2 643	- 2	- 0,1 %
Dotation de péréquation urbaine (DPU)	591	594	+ 3	+ 0,4 %
Dotation de fonctionnement minimale (DFM)	952	959	+ 7	+ 0,8 %

Source : Direction du budget ; projets de loi de finances.

7

LES ÉLUS LOCAUX

Présentation - Définitions 90

7-1 Structure par âge et par catégorie socioprofessionnelle des élus locaux 92

7-2 Part des femmes parmi les élus locaux 93

7 Les élus locaux

PRÉSENTATION

Au 1er janvier 2025, la population française de 18 ans et plus est répartie en trois tiers presque équivalents entre les personnes de 18 à 40 ans, de 40 à 60 ans et de 60 ans ou plus. Ce n'est pas le cas pour les élus locaux *(fiche 7.1)*. Ainsi, la part des élus de moins de 40 ans est très inférieure à celle de la population générale (de 18 ans ou plus) : entre seulement 4 % (des conseillers communautaires) et 11 % (pour les conseillers municipaux ou régionaux). Entre 1995 et 2015, cette proportion de jeunes élus avait augmenté pour les conseillers régionaux ; l'augmentation était plus récente pour les conseillers départementaux. Les dernières élections départementales et régionales (2021) ont au contraire vu la part des jeunes élus régresser.

La part des femmes parmi les élus locaux progresse sur le moyen terme, mais reste loin de la parité pour les fonctions exécutives locales. Cette part est plus élevée parmi les jeunes élus : 43,7 % de femmes parmi les élus de 18 à 39 ans, pour une proportion moyenne de 41,3 % tous âges confondus *(fiche 7.2)*.

L'alternance obligatoire d'un homme et d'une femme dans la constitution des listes de candidats s'applique depuis 2014 aux communes de 1 000 habitants ou plus. Cette obligation se traduit, début 2024, par un taux de féminisation de 47,8 % dans les communes de plus de 1 000 habitants. En dessous de ce seuil, la parité n'est pas obligatoire et la part des femmes parmi les élus est de 37,3 % *(fiche 7.2)*. Le taux de féminisation des conseillers départementaux est quant à lui de 50,0 %, traduisant l'obligation de présenter des binômes mixtes (hommes, femmes) de candidats. Celui des conseillers régionaux et territoriaux est de 48,8 % début 2024.

Pour les fonctions de chef de l'exécutif, les taux de féminisation sont en revanche plus faibles : en 2025, les femmes représentent 31,6 % des présidents de conseil régional, 21 % des présidents de conseil départemental, 12 % des présidents de conseil communautaire et 21 % des maires. Plus on s'éloigne de la fonction de maire, plus les fonctions sont occupées par des femmes : 33,6 % parmi les premiers adjoints, 42 % pour les deuxièmes adjoints et 44,4 % parmi les autres adjoints *(fiche 7.2)*.

Le taux de féminisation des maires est de 21,8 % dans les communes de moins de 500 habitants. Il diminue à mesure que la taille de la commune augmente, jusqu'à la strate de 30 000 à 100 000 habitants (17,4 %) ; il augmente à nouveau pour les communes de 100 000 habitants ou plus (23,8 %) *(fiche 7.2)*.

27,4 % des élus locaux sont retraités ou inactifs, contre 46,1 % dans la population de 15 ans ou plus. Par rapport à leur part dans la population totale, les catégories sociales surreprésentées parmi les élus locaux sont les cadres et les artisans-commerçants, ainsi que les agriculteurs du fait du nombre élevé des communes rurales. Les catégories sous-représentées sont les ouvriers et les employés *(fiche 7.1)*.

POUR EN SAVOIR PLUS

Ministère de l'Intérieur et des outre-mer : **www.interieur.gouv.fr/Elections**

La décomposition par région des statistiques est disponible en ligne sur le site de la DGCL : https://www.collectivites-locales.gouv.fr/collectivites-locales-chiffres

« Les femmes sont de plus en plus présentes dans la vie politique locale en 2022, mais les plus hautes fonctions restent majoritairement l'apanage des hommes », bulletin d'information statistique (BIS) de la DGCL, n° 162, mars 2022.

DÉFINITIONS

Les données sont recueillies et produites au ministère de l'Intérieur par le ***bureau des élections et des études politiques (direction de la modernisation et de l'action territoriale)****.*

▶ Mandats
Il s'agit des mandats électifs tels qu'ils figurent dans le répertoire national des élus (RNE).

▶ Répertoire national des élus (RNE)
Le RNE, régi par le décret n° 2014-1479 du 9 décembre 2014 relatif à la mise en œuvre de deux traitements automatisés de données à caractère personnel dénommés « Application élection » et « Répertoire national des élus », constitue une base de données mise à jour en continu par les préfectures, afin d'assurer le suivi des mandats électoraux et des fonctions électives de tous les élus.

▶ Catégories socioprofessionnelles
Elles sont déterminées selon 65 postes pour la quasi-totalité des élus. Ces professions ont été reclassées selon la nomenclature des professions et catégories socioprofessionnelles (PCS) de l'Insee, agrégée en 8 postes. Il subsiste un nombre important de déclarations « autres professions » qui ne peuvent être reclassées. Par ailleurs, la ventilation par l'Insee de la population selon leur PCS est disponible pour les plus de 15 ans, donc au-delà de la population éligible, et comprend de plus un grand nombre de personnes en formation (« autres sans activité professionnelle »).

▶ Parité et conseils communautaires
Dans les communes de moins de 1 000 habitants, les conseillers communautaires sont désignés parmi les conseillers municipaux élus en suivant l'ordre du tableau (maire, adjoints, puis conseillers) et dans la limite du nombre de sièges attribués à la commune au sein du conseil communautaire.
Dans les communes de 1 000 habitants ou plus, la liste des candidats au mandat de conseiller communautaire est établie sur la base des candidats aux élections municipales qui lui correspond : les citoyens utilisent un seul bulletin de vote, mentionnant une liste de candidats aux élections municipales et la liste des candidats au mandat de conseiller communautaire qui lui est liée (quelle que soit la taille de la commune, il n'est pas possible d'être conseiller communautaire sans être au préalable conseiller municipal ou conseiller d'arrondissement). Par construction, les groupements ayant beaucoup de communes de 1 000 habitants ou plus intègreront alors davantage de femmes dans leur conseil, puisque les listes se présentant dans ces communes ont l'obligation de respecter la parité.

7-1 Structure par âge et par catégories socioprofessionnelle des élus locaux

Nombre d'élus locaux au 1er janvier 2025 et répartition par âge[a]

Mandats	Effectifs pourvus	Répartition par classe d'âge (en %)				Âge moyen
		moins de 40 ans	de 40 à 59 ans	60 ans et plus	Ensemble	
Ensemble des mandats	**555 467**	**9,9**	**45,9**	**44,2**	**100,0**	**56,7**
Conseillers régionaux et territoriaux[b]	1 921	11,3	55,5	33,2	100,0	54,2
Dont : présidents	19	.	42,1	57,9	100,0	62,2
Conseillers départementaux[c]	4 041	6,0	46,6	47,4	100,0	57,9
Dont : présidents	95	1,1	36,8	62,1	100,0	61,4
Conseillers communautaires[d]	64 843	3,8	37,0	59,3	100,0	61,1
Dont : présidents	1 252	2,3	35,7	62,0	100,0	61,8
Conseillers municipaux[e]	484 662	10,8	47,0	42,2	100,0	56,1
Dont : maires	34 729	2,1	32,4	65,5	100,0	62,7
1ers adjoints	33 829	3,5	38,5	58,0	100,0	60,8
2es adjoints	31 107	5,2	43,3	51,5	100,0	59,1
autres adjoints	49 074	5,6	44,9	49,5	100,0	58,5
autres conseillers	335 923	13,7	50,0	36,3	100,0	54,3
Dont : communes de moins de 1 000 habitants	267 428	12,1	46,4	41,5	100,0	55,7
communes de 1 000 habitants et plus	217 234	9,2	47,8	43,0	100,0	56,5
Population française de 18 à 99 ans (au 01/01/2025)	*53 655 000*	*32,8 %*	*32,0 %*	*35,2 %*	*100,0*	*50,8*

(a) Âge au 1er janvier.
(b) Y compris Corse, Martinique et Guyane. Les présidents d'organe exécutif sont comptés avec les présidents.
(c) Y compris Collectivité européenne d'Alsace.
(d) Y compris métropole de Lyon.
(e) Y compris Paris.
Source : DGCL. Données : ministère de l'Intérieur, bureau des élections et des études politiques (répertoire national des élus, juin 2025) ; Insee, estimations de population.
Champ : France métropolitaine + DOM.

La catégorie socioprofessionnelle des élus locaux en 2025

(en %)

Catégorie socioprofessionnelle	Ensemble des élus locaux	Conseillers régionaux et territoriaux	Conseillers départementaux	Conseillers communautaires	Conseillers municipaux	dont : maires	*Population de 15 ans ou plus*
Agriculteurs exploitants	8,0	3,6	4,2	7,8	8,1	11,9	*0,7*
Artisans, commerçants et chefs d'entreprises	6,7	9,9	6,6	6,7	6,7	6,2	*3,5*
Cadres et professions intellectuelles supérieures	21,4	49,3	38,9	26,3	20,5	21,8	*10,6*
Professions intermédiaires	17,0	11,6	14,1	13,4	17,5	11,1	*13,7*
Employés	13,1	6,0	6,4	8,0	13,8	6,4	*14,2*
Ouvriers	6,5	0,8	0,5	2,1	7,1	2,6	*10,9*
Retraités	23,8	11,5	23,0	32,6	22,7	37,5	*46,1*
Autres sans activité professionnelle	3,6	7,2	6,5	3,2	3,6	2,7	
Ensemble	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	*100,0*

Source : DGCL. Données : ministère de l'Intérieur, bureau des élections et des études politiques (répertoire national des élus, juin 2025) ; Insee, enquête Emploi 2020.
Champ : France métropolitaine + DOM.

Part des femmes parmi les élus locaux 7-2

Part des femmes parmi les élus locaux au 1er janvier 2025, selon l'âge[a]

(en %)

Mandats	Âge des élus [a]						
	Tous âges	De 18 à 39 ans	De 40 à 49 ans	De 50 à 54 ans	De 55 à 59 ans	De 60 à 64 ans	65 ans ou plus
Ensemble des mandats	**41,3**	**43,0**	**47,5**	**45,3**	**43,6**	**39,5**	**34,8**
Conseillers régionaux et territoriaux[b]	**48,8**	47,9	54,5	52,7	52,2	43,9	40,1
Dont : présidents	**31,6**	.	33,3	100,0	50,0	.	25,0
Conseillers départementaux[c]	**50,0**	44,4	53,9	51,2	53,8	54,7	43,6
Dont : présidents	**21,1**	.	18,2	12,5	37,5	28,0	11,8
Conseillers communautaires[d]	**35,1**	41,2	45,3	42,7	40,8	35,1	28,0
Dont : présidents	**12,1**	6,9	14,1	15,0	18,4	12,9	8,6
Conseillers municipaux[e]	**42,0**	43,0	47,6	45,5	43,8	40,1	36,1
Dont : maires	**21,0**	23,5	27,7	25,9	25,5	22,8	16,8
1ers adjoints	**33,6**	34,1	38,1	38,7	38,2	32,5	29,8
2es adjoints	**42,0**	40,8	45,8	47,1	45,0	41,3	37,9
autres adjoints	**44,4**	44,0	51,9	49,8	47,7	44,0	37,4
autres conseillers	**44,7**	43,6	48,6	46,8	45,6	42,9	40,5
Dont : communes de moins de 1 000 habitants	**37,3**	39,6	42,1	39,3	38,0	35,1	32,5
communes de 1 000 habitants et plus	**47,8**	48,6	54,8	52,4	50,5	45,9	40,4

(a) Âge au 1er janvier.
(b) Y compris Corse, Martinique et Guyane. Les présidents d'organe exécutif sont comptés avec les présidents.
(c) Y compris Collectivité européenne d'Alsace.
(d) Y compris métropole de Lyon.
(e) Y compris Paris.
Lecture : 41,3 % des élus sont des femmes. Parmi les conseillers régionaux ou territoriaux de 18 à 39 ans, 47,9 % sont des femmes. Il n'y a pas de président de région ou de CTU de 18 à 39 ans.
Source : DGCL. Données : ministère de l'Intérieur, bureau des élections et des études politiques (répertoire national des élus, juin 2025).
Champ : France métropolitaine + DOM.

Part des femmes parmi les maires en 2025, selon leur âge et la taille de la commune

(en %)

Mandats	Âge des maires [a]						
	Tous âges	De 18 à 39 ans	De 40 à 49 ans	De 50 à 54 ans	De 55 à 59 ans	De 60 à 64 ans	65 ans ou plus
Maires	**21,0**	23,5	27,7	25,9	25,5	22,8	16,8
d'une commune de moins de 500 habitants	**21,8**	29,6	28,9	26,1	25,9	22,7	18,0
de 500 à 1 000 habitants	**19,7**	20,4	26,8	24,9	23,1	20,7	16,3
de 1 000 à 3 500 habitants	**21,1**	19,0	28,6	28,0	27,6	25,3	14,6
de 3 500 à 10 000 habitants	**19,8**	10,8	24,9	27,1	23,2	24,1	13,6
de 10 000 à 30 000 habitants	**18,5**	4,5	16,8	17,8	25,5	17,4	19,5
de 30 000 à 100 000 habitants	**17,4**	25,0	22,4	14,3	19,5	13,2	15,2
de 100 000 habitants ou plus	**23,8**	–	30,8	–	–	20,0	27,3

(a) Âge au 1er janvier.
Lecture : 21 % des maires sont des femmes. La part des femmes parmi les maires de 18 à 39 ans d'une commune de moins de 500 habitants est de 29,6 %.
Source : DGCL. Données : ministère de l'Intérieur, bureau des élections et des études politiques (répertoire national des élus, juin 2025).
Champ : France métropolitaine + DOM.

8

LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE

Présentation - Définitions 96

8-1 Les effectifs totaux dans les collectivités locales 99

8-2 Les effectifs par statut et catégorie hiérarchique 100

8-3 Les effectifs des collectivités locales par filière 103

8-4 Les effectifs par type de collectivités locales 106

8-5 Les mouvements de personnel dans les collectivités locales 109

8-6 Les salaires dans les collectivités locales 110

8-7 Les effectifs des collectivités locales par âge 112

8-8 L'emploi dans les collectivités locales selon le nombre d'agents employés 116

8-9 Les collectivités locales selon le nombre d'habitants 118

8-10 Les effectifs des collectivités locales par région 120

8-11 La fonction publique territoriale au sein de la fonction publique 124

8-12 Les élections professionnelles dans la fonction publique territoriale 125

8 La fonction publique territoriale

PRÉSENTATION

Au 31 décembre 2023, on compte 2 034 000 agents rémunérés en emploi principal dans la fonction publique territoriale (FPT). Parmi eux, 1 424 400 sont fonctionnaires, 523 100 sont contractuels, 23 600 agents bénéficient de contrats aidés et 62 700 relèvent d'autres statuts (assistants maternels, apprentis, collaborateurs de cabinet). Par ailleurs, on dénombre 51 400 postes dits secondaires, c'est-à-dire des postes occupés par des agents ayant une autre activité dans la fonction publique davantage rémunératrice. En volume de travail, on dénombre au total 1 905 100 agents en équivalent temps plein en 2023 *(fiche 8.1 et 8.2)*.

Entre fin 2022 et fin 2023, les effectifs de la FPT sont en hausse (+ 0,9 %). Cette augmentation est portée par l'augmentation du nombre de contractuels (+ 6,1 % après + 4,4 % en 2022), ce qui compense la baisse des fonctionnaires (- 0,7 %), des agents sous statut « Autres » (- 1,8 %) ainsi que des bénéficiaires de contrats aidés (- 3,9 % ; *fiche 8.2*). La hausse des effectifs dans la FPT est légèrement moins forte que celle de la fonction publique d'État (FPE) qui atteint + 1,0 % et que celle de la fonction publique hospitalière (FPH), qui s'élève à + 1,9 % après une baisse de 0,3 % en 2022. L'ensemble des effectifs de la fonction publique progresse de + 1,2 % en 2023 *(fiche 8.11)*.

La filière technique et la filière administrative regroupent à elles deux les deux tiers des effectifs territoriaux. La répartition des emplois par filière varie fortement selon la catégorie hiérarchique mais également par niveau de collectivité : par exemple, la filière administrative est fortement présente au sein des communes mais également dans les postes des agents de la catégorie A. En outre, les filières médico-sociale et sociale sont très largement féminines (à hauteur respectivement de 95,3 % et 94,6 %) tandis que les femmes ne représentent que 7,4 % des effectifs de la filière incendie et secours et 22,0 % de la filière police municipale *(fiche 8.3)*.

En emplois permanents, les effectifs des communes connaissent un regain (+ 0,4 %) après une baisse de 0,5 % en 2022. Cela est également le cas pour les syndicats (+ 1,4 % après - 0,3 % en 2022) ainsi que les régions (+ 1,4 après - 0,2 % en 2022). Dans le même temps, les effectifs des établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité propre et les organismes départementaux connaissent une hausse plus poussée (respectivement + 2,9 % après + 2,3 % en 2022 et + 1,9 % après + 0,6 % en 2022). En revanche, le recul des effectifs des centres communaux et intercommunaux d'action sociale se poursuit (- 0,6 %), mais de manière moins grande qu'en 2022 (- 2,3 %) *(fiche 8.4)*.

Par rapport aux deux autres versants de la fonction publique, la FPT se caractérise par une forte proportion d'agents de catégorie C, qui représente 69,9 % des emplois permanents, et davantage encore en considérant l'ensemble des statuts. Le nombre d'employeurs de la FPT est de 45 300, dont 14,3 % ne rémunèrent que des agents en emplois annexes ou secondaires *(fiches 8.8 et 8.11)*. Il y a donc 38 900 collectivités avec au moins un agent en emploi principal au 31 décembre.

En emplois permanents, on compte 78,2 % d'agents à temps plein, 8,9 % à temps partiel et 12,9 % à temps non complet. Néanmoins, cette répartition diffère selon le sexe de l'agent. En effet, les femmes sont 17,9 % à temps non complet contre 5 % des hommes, 12 % à temps partiel contre 4 % d'hommes, et 70,1 % à temps plein contre 91 % des hommes *(fiche 8.2)*.

Dans la FPT, plus de trois agents sur cinq sont des femmes (61,1 %), proportion légèrement plus faible que celle de la fonction publique de l'État (63,2 %) mais bien inférieure à celle de la fonction publique hospitalière (81 % ; *fiche 8.11*). Les femmes sont très présentes dans les CCAS et CIAS (87,3 %) mais aussi dans les SIVU et SIVOM (76,8 %). La catégorie hiérarchique ayant la part de femmes la plus importante est la catégorie A, à la suite des reclassements de B en A de cadres d'emploi majoritairement féminins, en 2019 (71,6 % des fonctionnaires et 66,3 % des contractuels ; *fiches 8.4 et 8.7*).

Les agents de la FPT sont, en moyenne, plus âgés que dans les deux autres versants : 45,8 ans contre 44,3 ans dans la fonction publique d'État (hors militaires) et seulement 42,5 ans dans la fonction publique hospitalière. Les fonctionnaires sont également plus âgés que les contractuels *(fiches 8.7 et 8.11)*.

Le salaire mensuel net moyen dans la FPT est de 2 254 € en 2023, soit une hausse de + 3,9 % en euros courants, mais qui diminue en euros constants, c'est-à-dire une fois déduit l'effet de la hausse des prix (- 0,9 %, *fiche 8.6*).

Les dernières élections professionnelles dans la fonction publique ont eu lieu le 8 décembre 2022 *(fiche 8.12)*. Les prochaines auront lieu en décembre 2026.

POUR EN SAVOIR PLUS

« En 2023, le nombre d'agents de la fonction publique territoriale augmente de + 0,9 % », Bulletin d'information statistique n° 197, mai 2025, www.collectivites-locales.gouv.fr/etudes-et-statistiques-locales

Rapport annuel sur l'état de la fonction publique. Édition 2024, en ligne sur le site de la Direction générale de l'administration et de la fonction publique (DGAFP), www.fonction-publique.gouv.fr

MÉTHODOLOGIE

Jusqu'au millésime 2021, le système d'information sur les agents des services publics (Siasp) était principalement alimenté par les déclarations annuelles de données sociales (DADS) pour les agents relevant de la fonction publique territoriale (FPT).
Depuis 2017, une part croissante des données de Siasp provenait des déclarations sociales nominatives (DSN), en substitution des autres sources. En 2022, les employeurs du secteur public ont fini de migrer vers le système de déclaration en DSN, conformément au décret 2016-611 du 18 mai 2016.
Cette transition a permis aux employeurs de revoir leurs systèmes d'information et de déclaration, pouvant potentiellement modifier leurs pratiques déclaratives. En raison de ces changements, l'Insee a entrepris une révision des traitements statistiques portant sur l'emploi et les rémunérations des agents de la fonction publique, en ajustant également les concepts utilisés.
L'Insee a ainsi changé la notion d'emploi principal dans ses publications, à savoir que le poste non annexe le plus rémunérateur dans le privé et la fonction publique. Par continuité de champs avec les années antérieures, et pour prendre en compte la spécificité des agents à temps non complet, la DGCL a maintenu pour l'emploi principal le poste le plus rémunérateur uniquement sur le champ de la fonction publique.
Néanmoins, compte tenu des changements méthodologiques précisés au début de cet avertissement, les résultats publiés dans cette édition ne sont pas entièrement comparables à ceux des années précédentes ni aux publications de l'Insee.
Une nouvelle révision méthodologique de l'Insee sur les données sources a également modifié à la hausse le nombre de d'agents en poste non annexe et donc d'emploi principaux à partir de l'année 2023. Les données du millésime 2022 ont été recalculées afin de garantir une cohérence et une homogénéité dans les comparaisons entre les années 2022 et 2023.

DÉFINITIONS

▶ Les trois versants de la fonction publique
La fonction publique en France comprend trois composantes : fonction publique de l'État, territoriale et hospitalière. Dans le cadre d'un même statut général des fonctionnaires, chacune est régie par des dispositions particulières à caractère national.
*Les emplois de la **fonction publique d'État (FPE)** se répartissent entre les administrations centrales de l'État et ses services déconcentrés.*
*La création de la **fonction publique territoriale (FPT)** en 1984 a suivi les lois de décentralisation (1983) confiant aux collectivités locales la responsabilité de services d'intérêts locaux. La fonction publique territoriale regroupe l'ensemble des emplois des collectivités territoriales (la commune, le département, la région) et de leurs établissements publics.*
*La **fonction publique hospitalière (FPH)**, telle que définie par la loi du 9 janvier 1986, regroupe, à l'exception du personnel médical (médecins, biologistes, pharmaciens et orthodontistes), l'ensemble des emplois des établissements suivants :*
– les établissements d'hospitalisation publics ;
– les maisons de retraite publiques ;
– les établissements publics ou à caractère public relevant des services départementaux de l'aide sociale à l'enfance ;
– les établissements publics pour mineurs ou adultes handicapés ou inadaptés ;
– les centres d'hébergement et de réinsertion sociale publics ou à caractère public.

▶ Le système d'information sur les agents des services publics (SIASP)
élaboré par l'Insee pour le suivi des trois versants de la fonction publique (territorial-FPT, de l'Etat-FPE et hospitalier-FPH), il repose sur la mobilisation de sources administratives DSN.

▶ Emploi annexe, emploi non-annexe, emploi principal et emploi secondaire
Un emploi est considéré comme annexe s'il génère un faible volume de travail annuel, soit moins de 30 jours ou moins de 120 heures, à l'exception des postes débutant en décembre où le volume de travail doit être de moins 7,5 jours ou de 30 heures. Au contraire, un emploi générant un volume de travail significatif sera non-annexe. Certains agents exercent deux (voire plusieurs) emplois non-annexes dans la fonction publique. Il est fréquent, en particulier, qu'un agent d'une collectivité territoriale exerce une seconde activité dans une autre collectivité ou dans un autre versant de la fonction publique ou dans le secteur privé. L'un est l'emploi principal (en principe celui dont la rémunération est la plus élevée), l'autre, ou les autres, sont des emplois secondaires. Depuis le millésime 2022, la définition du poste principal se distingue de celle de l'Insee dans la mesure où les publications de la DGCL ne prennent pas en compte la multi-activité entre le secteur public et le secteur privé.

▶ Volume de travail en équivalent temps plein
Il prend en compte l'ensemble des emplois qui regroupe les activités à temps complet, à temps partiel ou au forfait, aux cessations progressives d'activité ou aux périodes de congés de maladie ordinaire et aux congés formation. Ces emplois peuvent être annexes ou non annexes.

▶ Les établissements publics à caractère administratif (EPA)
Le statut de recrutement des agents dans ces établissements est de droit public. Sont notamment classés en EPA les universités, les établissements publics scientifiques et techniques, dont le personnel relève surtout de la FPE, les centres communaux d'action sociale, les organismes intercommunaux (FPT), les hôpitaux publics et les maisons de retraite publiques autonomes (FPH).

▶ **La métropole de Lyon**
Elle a été créée au 1er janvier 2015. Elle reprend les compétences de la communauté urbaine (CU) de Lyon et exerce de plus sur son territoire les compétences d'un conseil départemental. Bien que son statut soit unique, ses effectifs ont été comptabilisés avec ceux des EPCI à fiscalité propre.

▶ **Les établissements publics territoriaux (EPT)**
Les EPT ont été créés au 1er janvier 2016. Ils correspondent à des sous-ensembles de la métropole du Grand Paris. Même s'il ne s'agit pas de métropoles, leurs effectifs ont été comptés avec celles-ci.
Créée au 1er janvier 2016, la ***collectivité unique de Guyane*** *correspond à la fusion du département et de la région de Guyane. Il en va de même pour la* ***collectivité unique de Martinique****.*
La ***collectivité de Corse****, créée au 1er janvier 2018, correspond à la fusion des deux départements et de la collectivité territoriale. Son effectif est comptabilisé avec ceux des régions.*
La ***Ville de Paris****, créée au 1er janvier 2019, est une entité correspondant à la fusion du département et de la commune de Paris. Son effectif est comptabilisé avec ceux des communes.*

▶ **Les contrats aidés**
Un contrat aidé est un contrat de travail dérogatoire au droit commun, pour lequel l'employeur bénéficie d'aides, qui peuvent prendre la forme de subventions à l'embauche, d'exonérations de certaines cotisations sociales ou d'aides à la formation. Le principe général est de diminuer, par des aides directes ou indirectes, les coûts d'embauche et/ou de formation pour l'employeur. Ces emplois aidés sont, en général, accessibles prioritairement à des « publics cibles », telles les personnes « en difficulté sur le marché du travail » ou les jeunes. Dans le secteur non marchand, ils sont le plus souvent conclus par des associations, des collectivités territoriales ou des entreprises publiques.

▶ **Les notions de cadre d'emplois et de filière**
La loi du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale définit ainsi le cadre d'emplois : « Un cadre d'emplois regroupe les fonctionnaires soumis au même statut particulier, titulaires d'un grade leur donnant vocation à occuper un ensemble d'emplois. Chaque titulaire d'un grade a vocation à occuper certains des emplois correspondant à ce grade. Le cadre d'emplois peut regrouper plusieurs grades ». La loi précise que les cadres d'emplois sont répartis en catégories hiérarchiques, désignées, en ordre décroissant, par les lettres A, B, C :
– A : fonctions de direction et de conception ;
– B : fonctions d'application et de maîtrise ;
– C : fonctions d'exécution.

La loi dispose que chaque cadre d'emplois est régi par un statut particulier, établi par décret en Conseil d'État. Le statut particulier définit, pour chaque cadre d'emplois, la hiérarchie des grades, le nombre d'échelons dans chaque grade, les règles d'avancement d'échelon et de promotion au grade supérieur. Il présente un caractère national. Il est donc commun aux fonctionnaires des communes, des départements, des régions et de leurs établissements publics. Ce statut précise aussi les fonctions que peuvent exercer les fonctionnaires du cadre d'emplois. Par commodité, ces cadres d'emplois sont regroupés en « filières », qui désignent le secteur d'activité commun à plusieurs d'entre eux (filière sportive, culturelle par exemple).

▶ **Comité social territorial (CST)**
Un CST est créé dans chaque collectivité ou établissement employant au moins cinquante agents, ainsi qu'auprès de chaque centre de gestion pour les collectivités et établissements affiliés employant moins de cinquante agents. Les représentants titulaires et suppléants du personnel sont élus au scrutin de liste, pour quatre ans, à la proportionnelle avec attribution des restes à la plus forte moyenne. Les comités sociaux territoriaux sont consultés principalement sur des questions relatives à l'organisation et au fonctionnement des services.

▶ **Les centres de gestion**
Établissements publics à caractère administratif, les centres de gestion sont gérés par des élus des collectivités. Ils sont départementaux à l'exception de la région parisienne où deux centres interdépartementaux gèrent l'un la petite couronne (Hauts-de-Seine, Seine-Saint-Denis, Val-de-Marne), l'autre la grande couronne (Val d'Oise, Essonne, Yvelines). Les centres de gestion ont pour mission la gestion du personnel territorial et regroupent obligatoirement les collectivités et leurs établissements employant moins de 350 agents et, de façon facultative, toute autre collectivité qui le souhaite.

Les effectifs totaux dans les collectivités locales 8-1

Effectifs et volumes de travail par type d'emploi

(en milliers)

	Emplois au 31 décembre						Volume de travail en équivalent temps plein (EQTP)					
	2021	2022 (ancienne méthode)	2022 (nouvelle méthode)	2023	Évolution 2021-2022	Évolution 2022-2023	2021	2022 (ancienne méthode)	2022 (nouvelle méthode)	2023	Évolution 2021-2022	Évolution 2022-2023
Emplois non annexes[a] (1)	**2 020,0**	**2 016,8**	**2 067,2**	**2 085,4**	**- 0,2 %**	**+ 0,9 %**	**1 861,9**	**1 864,1**	**1 873,6**	**1 884,0**	**+ 0,1 %**	**+ 0,6 %**
Emplois principaux[b]	1 981,6	1 978,1	2 015,9	2 034,0	- 0,2 %	+ 0,9 %	1 802,2	1 799,5	1 807,0	1 820,2	- 0,1 %	+ 0,7 %
Emplois secondaires[b]	38,4	38,7	51,4	51,4	+ 0,8 %	+ 0,1 %	59,7	64,6	66,5	63,8	+ 8,2 %	- 4,2 %
Emplois annexes[c] (2)	**117,4**	**102,0**	**90,2**	**93,9**	**- 13,2 %**	**+ 4,1 %**	**23,5**	**24,7**	**22,7**	**21,1**	**+ 5,5 %**	**- 6,8 %**

(a) Les emplois « non annexes » sont des emplois dont le salaire est supérieur à 3 SMIC mensuels, ou sous certaines conditions d'heures et de durée.
(b) Lorsqu'un agent cumule plusieurs emplois non annexes dans la fonction publique, l'emploi principal est celui pour lequel son salaire net est le plus élevé. Les autres emplois sont dits « secondaires ».
(c) Les emplois annexes sont les emplois n'ayant pas la rémunération ou durée requise pour être comptabilisés comme non annexe.
Source : SIASP, Insee. Traitement DGCL-DESL .
Champ : Agents de la FPT en France (hors Mayotte et collectivités d'outre-mer) au 31 décembre, les volumes de travail en EQTP concernent les agents sur toute l'année.

Part des femmes des effectifs et volumes de travail par type d'emploi

(en %)

	Emplois au 31 décembre				Volume de travail en équivalent temps plein (EQTP)			
	2021	2022 (ancienne méthode)	2022 (nouvelle méthode)	2023	2021	2022 (ancienne méthode)	2022 (nouvelle méthode)	2023
Emplois non annexes[a]	**74,8 %**	**77,1 %**	**77,9 %**	**77,7 %**	**69,4 %**	**69,7 %**	**66,4 %**	**66,4 %**
Emplois principaux[b]	61,2 %	61,3 %	61,4 %	61,5 %	59,8 %	59,8 %	59,8 %	59,9 %
Emplois secondaires[b]	68,7 %	70,1 %	71,0 %	70,6 %	63,6 %	64,3 %	64,6 %	64,8 %
Emplois annexes[c]	**61,3 %**	**61,4 %**	**61,7 %**	**61,8 %**	**60,0 %**	**60,0 %**	**60,0 %**	**60,1 %**

(a) Les emplois « non annexes » sont des emplois dont le salaire est supérieur à 3 SMIC mensuels, ou sous certaines conditions d'heures et de durée.
(b) Lorsqu'un agent cumule plusieurs emplois non annexes dans la fonction publique, l'emploi principal est celui pour lequel son salaire net est le plus élevé. Les autres emplois sont dits « secondaires ».
(c) Les emplois annexes sont les emplois n'ayant pas la rémunération ou durée requise pour être comptabilisés comme non annexe.
Source : SIASP, Insee. Traitement DGCL-DESL .
Champ : agents de la FPT en France (hors Mayotte et collectivités d'outre-mer) au 31 décembre, les volumes de travail en EQTP concernent les agents sur toute l'année.

8-2a Les effectifs par statut et catégorie hiérarchique

Effectifs et volumes de travail par statut et catégorie hiérarchique

(en milliers)

	Effectifs au 31 décembre						Volume de travail en équivalent temps plein					
	2021	2022 (ancienne méthode)	2022 (nouvelle méthode)	2023	Évolution 2021-2022	Évolution 2022-2023	2021	2022 (ancienne méthode)	2022 (nouvelle méthode)	2023	Évolution 2021-2022	Évolution 2022-2023
Fonctionnaires	**1 449,0**	**1 431,4**	**1 434,1**	**1 424,4**	**- 1,2 %**	**- 0,7 %**	**1 393,5**	**1 374,4**	**1 381,8**	**1 375,3**	**- 1,4 %**	**- 0,5 %**
Catégorie A	176,9	175,3	175,7	178,4	- 0,9 %	+ 1,5 %	168,9	169,3	171,4	173,2	+ 0,3 %	+ 1,1 %
Catégorie B	174,3	213,9	213,2	208,1	+ 22,7 %	- 2,4 %	170,4	207,3	207,9	204,7	+ 21,7 %	- 1,6 %
Catégorie C	1096,3	1040,6	1043,4	1037,1	- 5,1 %	- 0,6 %	1051,8	992,4	998,9	995,6	- 5,6 %	- 0,3 %
Catégorie indéterminée	1,5	1,6	1,8	0,8	+ 4,5 %	- 54,6 %	2,5	5,3	3,6	1,8	+ 114,5 %	- 49,0 %
Contractuels	**439,2**	**458,5**	**493,2**	**523,1**	**+ 4,4 %**	**+ 6,1 %**	**410,1**	**426,0**	**426,4**	**449,1**	**+ 3,9 %**	**+ 5,3 %**
Catégorie A	66,5	72,2	72,4	79,3	+ 8,6 %	+ 9,6 %	59,8	64,1	64,6	70,9	+ 7,1 %	+ 9,8 %
Catégorie B	60,9	79,1	80,0	88,5	+ 29,9 %	+ 10,6 %	53,7	69,4	68,3	75,0	+ 29,3 %	+ 9,7 %
Catégorie C	291,7	284,7	310,4	324,9	- 2,4 %	+ 4,6 %	270,5	259,9	268,9	279,9	- 3,9 %	+ 4,1 %
Catégorie indéterminée	20,1	22,5	30,4	30,5	+ 11,6 %	+ 0,1 %	26,1	32,7	24,6	23,4	+ 25,3 %	- 4,8 %
Autres	**60,3**	**63,8**	**63,9**	**62,7**	**+ 5,7 %**	**- 1,8 %**	**59,3**	**63,3**	**62,9**	**63,0**	**+ 6,8 %**	**+ 0,0 %**
Assistants maternels et familiaux (cat. C)	40,8	42,0	42,0	40,0	+ 2,9 %	- 4,7 %	41,9	43,4	43,0	41,0	+ 3,5 %	- 4,6 %
Apprentis (cat. A, B ou C)	16,5	18,7	18,8	19,7	+ 13,8 %	+ 4,6 %	14,5	16,8	16,8	18,9	+ 16,1 %	+ 12,3 %
Autres statuts[a]	3,0	3,0	3,1	3,1	+ 0,2 %	- 1,6 %	2,8	3,0	3,1	3,0	+ 6,7 %	- 2,0 %
Bénéficiaires de contrats aidés	**33,1**	**24,4**	**24,6**	**23,6**	**- 26,4 %**	**- 3,9 %**	**22,5**	**25,2**	**25,1**	**17,8**	**+ 11,8 %**	**- 29,2 %**
Total	**1 981,6**	**1 978,1**	**2 015,9**	**2 034,0**	**- 0,2 %**	**+ 0,9 %**	**1 885,4**	**1 888,9**	**1 896,2**	**1 905,1**	**+ 0,2 %**	**+ 0,5 %**

(a) Collaborateurs de cabinet, ouvriers d'État, agents en parcours d'accès aux carrières territoriales (PACT), médecins hospitaliers.
Source : SIASP, Insee. Traitement DGCL-DESL .
Champ : agents de la FPT en France (hors Mayotte et collectivités d'outre-mer) en emploi principal au 31 décembre, les volumes de travail en EQTP concernent les agents sur toute l'année.

Part des femmes des effectifs et volumes de travail par statut et catégorie hiérarchique

(en %)

	Effectifs au 31 décembre				Volume de travail en équivalent temps plein			
	2021	2022 (ancienne méthode)	2022 (nouvelle méthode)	2023	2021	2022 (ancienne méthode)	2022 (nouvelle méthode)	2023
Fonctionnaires	**59,0 %**	**59,0 %**	**59,0 %**	**59,1 %**	**57,8 %**	**57,8 %**	**57,8 %**	**57,9 %**
Catégorie A	71,2 %	71,2 %	71,3 %	71,6 %	70,5 %	70,3 %	70,5 %	70,9 %
Catégorie B	58,0 %	65,3 %	65,3 %	65,0 %	57,5 %	64,7 %	64,6 %	64,3 %
Catégorie C	57,3 %	55,6 %	55,7 %	55,7 %	55,8 %	54,2 %	54,2 %	54,3 %
Catégorie indéterminée	47,2 %	58,1 %	55,9 %	53,3 %	54,5 %	63,0 %	62,6 %	64,1 %
Contractuels	**66,5 %**	**66,4 %**	**66,7 %**	**66,6 %**	**65,4 %**	**65,0 %**	**64,9 %**	**64,9 %**
Catégorie A	65,5 %	65,9 %	66,1 %	66,3 %	64,8 %	64,9 %	65,4 %	65,6 %
Catégorie B	54,9 %	61,4 %	61,2 %	61,8 %	54,2 %	61,1 %	60,6 %	61,3 %
Catégorie C	69,3 %	68,2 %	68,3 %	68,0 %	67,8 %	66,2 %	66,1 %	65,8 %
Catégorie indéterminée	63,7 %	63,3 %	65,4 %	65,2 %	64,4 %	63,8 %	62,6 %	62,9 %
Autres	**77,9 %**	**77,8 %**	**77,8 %**	**76,9 %**	**79,1 %**	**78,6 %**	**78,6 %**	**77,3 %**
Assistants maternels et familiaux (cat. C)	90,8 %	90,8 %	90,8 %	90,1 %	91,1 %	91,0 %	91,1 %	90,3 %
Apprentis (cat. A, B ou C)	52,4 %	54,2 %	54,2 %	55,4 %	51,2 %	53,1 %	53,1 %	54,6 %
Autres statuts[a]	43,1 %	44,6 %	44,5 %	42,8 %	44,0 %	42,9 %	43,1 %	42,6 %
Bénéficiaires de contrats aidés	**56,1 %**	**56,4 %**	**56,4 %**	**57,8 %**	**55,3 %**	**55,2 %**	**54,9 %**	**56,1 %**
Total	**61,2 %**	**61,3 %**	**61,4 %**	**61,5 %**	**60,1 %**	**60,1 %**	**60,0 %**	**60,2 %**

(a) Collaborateurs de cabinet, ouvriers d'État, agents en parcours d'accès aux carrières territoriales (PACT), médecins hospitaliers.
Source : SIASP, Insee. Traitement DGCL-DESL .
Champ : agents de la FPT en France (hors Mayotte et collectivités d'outre-mer) en emploi principal au 31 décembre, les volumes de travail en EQTP concernent les agents sur toute l'année.

Effectifs des emplois permanents[(a)] par statut et catégorie hiérarchique selon la durée et le sexe, au 31 décembre 2023

(en milliers)

	Temps plein		Temps partiel		Temps non complet	
	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes
Fonctionnaires	**636,1**	**555,1**	**94,9**	**13,5**	**110,5**	**14,4**
Catégorie A	102,4	48,3	22,5	1,6	2,9	0,7
Catégorie B	109,6	68,4	19,3	2,2	6,4	2,3
Catégorie C	423,7	438,2	53,0	9,7	101,2	11,4
Catégorie indéterminée	0,3	0,3	0,1	0,1	0,1	0,0
Contractuels	**197,6**	**134,5**	**47,6**	**16,7**	**103,0**	**23,8**
Catégorie A	42,3	23,4	5,4	1,6	4,9	1,7
Catégorie B	36,6	24,5	9,3	4,4	8,9	4,9
Catégorie C	110,0	80,0	24,3	7,3	86,7	16,5
Catégorie indéterminée	8,7	6,6	8,6	3,3	2,5	0,7

(a) La distinction entre contractuels permanents et non permanents n'est pas possible dans la base SIASP.
Source : SIASP, Insee. Traitement DGCL-DESL .
Champ : fonctionnaires et contractuels de la FPT en France (hors Mayotte et collectivités d'outre-mer) en emploi principal au 31 décembre.

Effectifs des contractuels par statut et catégorie hiérarchique selon le type de contrat et le sexe, au 31 décembre 2023

(en milliers

	CDD		CDI	
	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes
Contractuels	**304,0**	**146,0**	**44,1**	**29,0**
Catégorie A	42,4	19,2	10,1	7,5
Catégorie B	47,6	27,1	7,2	6,7
Catégorie C	196,5	90,8	24,5	13,1
Catégorie indéterminée	17,5	8,8	2,3	1,8

Source : SIASP, Insee. Traitement DGCL-DESL .
Champ : contractuels de la FPT en France (hors Mayotte et collectivités d'outre-mer) en emploi principal au 31 décembre.

8-2c Les effectifs par statut et catégorie hiérarchique

Effectifs par statut et catégorie hiérarchique selon le type de collectivité, au 31 décembre 2023
(en milliers)

	Communes			CCAS et CIAS	EPCI à FP	Syndicats mixtes, SIVU et SIVOM[a]	Départements	SDIS	Régions[b]	Autres[c]	Total
	moins de 2 000 habitants	de 2 000 à 39 999 habitants	plus de 40 000 habitants								
Fonctionnaires	**92,5**	**384,1**	**265,9**	**73,6**	**213,2**	**38,4**	**204,9**	**55,5**	**79,8**	**16,6**	**1 424,4**
Catégorie A	2,6	23,1	27,0	9,5	32,5	4,2	60,4	5,0	9,9	4,1	178,4
Catégorie B	6,3	48,2	43,3	14,0	40,4	5,9	32,5	8,1	6,0	3,5	208,1
Catégorie C	83,6	312,7	195,3	50,0	140,0	28,2	112,0	42,4	64,0	8,9	1037,1
Catégorie indéterminée	0,0	0,1	0,3	0,1	0,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,8
Contractuels	**35,4**	**142,4**	**100,5**	**44,9**	**85,3**	**26,7**	**48,6**	**1,8**	**17,4**	**20,1**	**523,1**
Catégorie A	1,0	9,4	11,8	6,5	17,5	4,5	19,6	0,4	4,6	4,0	79,3
Catégorie B	1,8	19,1	18,8	8,3	20,4	5,8	8,9	0,4	1,5	3,6	88,5
Catégorie C	32,2	106,0	60,5	28,4	43,6	15,5	17,9	0,9	9,8	10,1	324,9
Catégorie indéterminée	0,5	7,9	9,4	1,8	3,8	0,9	2,2	0,1	1,4	2,3	30,5
Autres	**1,6**	**9,7**	**7,3**	**1,6**	**5,2**	**1,0**	**34,0**	**0,3**	**1,7**	**0,3**	**62,7**
Assistants maternels et familiaux (cat. C)	0,7	5,1	3,6	0,8	3,7	0,7	3,5	0,3	1,0	0,3	19,7
Apprentis (cat. A, B ou C)	0,7	3,9	2,6	0,8	1,1	0,3	30,1	0,0	0,5	0,0	40,0
Autres statuts[a]	0,1	0,8	1,1	0,0	0,5	0,0	0,4	0,0	0,2	0,0	3,1
Bénéficiaires de contrats aidés	**2,8**	**6,6**	**3,1**	**3,0**	**2,6**	**0,6**	**2,3**	**0,1**	**0,8**	**1,9**	**23,6**
Total	**132,3**	**542,8**	**376,8**	**123,1**	**306,2**	**66,6**	**289,8**	**57,7**	**99,7**	**38,9**	**2 034,0**

(a) Y compris les pôles métropolitains et les pôles d'équilibre territorial (PETR).
(b) Y compris les collectivités uniques de Guyane et Martinique, ainsi que la collectivité de Corse.
(c) Centres de gestion, CNFPT, caisses des écoles, régies, Institution interdépartementale ou entente, Caisse de crédit municipal, EPA locaux.
(d) Collaborateurs de cabinet, ouvriers d'Etat, agents en parcours d'accès aux carrières territoriales (PACT), médecins hospitaliers.
Source : SIASP, Insee. Traitement DGCL-DESL.
Champ : agents de la FPT en France (hors Mayotte et collectivités d'outre-mer) en emploi principal au 31 décembre.

Effectifs et volumes de travail des emplois permanents[(a)] des collectivités locales par filière

(en milliers)

	Effectifs au 31 décembre						Volume de travail en équivalent temps plein					
	2021	2022 (ancienne méthode)	2022 (nouvelle méthode)	2023	Évolution 2021-2022	Évolution 2022-2023	2021	2022 (ancienne méthode)	2022 (nouvelle méthode)	2023	Évolution 2021-2022	Évolution 2022-2023
Administrative	436,9	438,7	440,2	447,3	+ 0,4 %	+ 1,6 %	417,0	416,6	423,9	430,3	- 0,1 %	+ 1,5 %
Technique	860,6	858,1	870,4	873,9	- 0,3 %	+ 0,4 %	828,4	812,0	829,1	831,8	- 2,0 %	+ 0,3 %
Culturelle	78,5	78,2	79,5	80,0	- 0,5 %	+ 0,5 %	68,1	68,0	69,2	69,8	- 0,1 %	+ 0,9 %
Sportive	17,8	17,7	18,3	18,2	- 1,0 %	- 0,6 %	18,3	18,3	18,5	18,4	- 0,1 %	- 0,7 %
Sociale	169,8	167,4	169,3	170,8	- 1,4 %	+ 0,8 %	157,1	151,9	154,2	155,8	- 3,3 %	+ 1,1 %
Médico-sociale	89,9	87,6	87,7	88,1	- 2,5 %	+ 0,5 %	84,2	79,5	81,4	81,4	- 5,7 %	- 0,0 %
Médico-technique	2,3	2,2	2,3	2,4	- 6,6 %	+ 5,8 %	2,1	1,8	2,0	2,0	- 12,4 %	+ 2,0 %
Police municipale	25,0	26,3	26,3	27,4	+ 5,3 %	+ 4,3 %	24,4	25,9	25,8	27,2	+ 6,2 %	+ 5,5 %
Incendie et secours	42,2	43,2	43,4	44,0	+ 2,3 %	+ 1,3 %	41,5	42,1	42,6	43,5	+ 1,5 %	+ 2,1 %
Animation	137,1	141,2	150,6	156,7	+ 3,0 %	+ 4,1 %	128,0	128,9	128,5	133,2	+ 0,7 %	+ 3,7 %
Autres cas[(b)]	28,0	29,4	39,3	38,7	+ 5,0 %	- 1,6 %	34,5	55,3	33,0	30,8	+ 60,3 %	- 6,6 %
Total	**1 888,2**	**1 889,9**	**1 927,4**	**1 947,6**	**+ 0,1 %**	**+ 1,0 %**	**1 803,6**	**1 800,4**	**1 808,2**	**1 824,3**	**- 0,2 %**	**+ 0,9 %**

(a) La distinction entre contractuels permanents et non permanents n'est pas possible dans la base SIASP.
(b) Autres agents non classables dans une filière.
Source : SIASP, Insee. Traitement DGCL-DESL .
Champ : fonctionnaires et contractuels de la FPT en France (hors Mayotte et collectivités d'outre-mer) en emploi principal au 31 décembre, les volumes de travail en EQTP concernent les agents sur toute l'année.

Part des femmes des effectifs et volumes de travail des emplois permanents[(a)] des collectivités locales par filière

(en %)

	Effectifs au 31 décembre				Volume de travail en équivalent temps plein			
	2021	2022 (ancienne méthode)	2022 (nouvelle méthode)	2023	2021	2022 (ancienne méthode)	2022 (nouvelle méthode)	2023
Administrative	82,8 %	82,9 %	82,9 %	82,8 %	82,5 %	82,4 %	82,4 %	82,4 %
Technique	41,5 %	41,6 %	41,9 %	41,9 %	39,8 %	39,8 %	39,9 %	39,9 %
Culturelle	64,4 %	64,4 %	64,4 %	64,5 %	64,9 %	64,7 %	64,6 %	64,7 %
Sportive	29,9 %	30,4 %	30,8 %	30,5 %	29,4 %	29,7 %	29,6 %	29,8 %
Sociale	95,1 %	94,7 %	94,6 %	94,6 %	95,0 %	94,5 %	94,5 %	94,3 %
Médico-sociale	95,2 %	95,2 %	95,3 %	95,3 %	95,3 %	95,4 %	95,5 %	95,6 %
Médico-technique	81,0 %	81,0 %	81,0 %	81,6 %	79,5 %	80,2 %	80,0 %	80,4 %
Police municipale	21,5 %	21,5 %	21,6 %	22,0 %	21,2 %	21,4 %	21,4 %	21,7 %
Incendie et secours	6,1 %	7,0 %	7,1 %	7,4 %	5,9 %	6,6 %	6,6 %	7,1 %
Animation	72,9 %	73,2 %	73,0 %	73,3 %	71,5 %	71,8 %	71,8 %	72,0 %
Autres cas[(b)]	56,6 %	58,6 %	61,8 %	61,9 %	58,7 %	61,7 %	59,4 %	59,7 %
Total	**60,8 %**	**60,8 %**	**61,0 %**	**61,1 %**	**59,5 %**	**59,5 %**	**59,5 %**	**59,6 %**

(a) La distinction entre contractuels permanents et non permanents n'est pas possible dans la base SIASP.
(b) Autres agents non classables dans une filière.
Source : SIASP, Insee. Traitement DGCL-DESL .
Champ : fonctionnaires et contractuels de la FPT en France (hors Mayotte et collectivités d'outre-mer) en emploi principal au 31 décembre, les volumes de travail en EQTP concernent les agents sur toute l'année.

8-3b Les effectifs des collectivités locales par filière

Effectifs des emplois permanents[(a)] par filière selon le statut et la catégorie hiérarchique, au 31 décembre 2023

(en milliers)

	Fonctionnaires						Contractuels					
	Femmes			Hommes			Femmes			Hommes		
	dont cat. A	dont cat. B	dont cat. C	dont cat. A	dont cat. B	dont cat. C	dont cat. A	dont cat. B	dont cat. C	dont cat. A	dont cat. B	dont cat. C
Administrative	46,5	61,1	190,2	20,4	9,7	22,9	22,4	16,0	34,4	13,1	4,7	6,1
Technique	11,0	9,8	241,7	17,4	35,3	358,8	5,3	4,6	94,3	8,2	12,8	74,8
Culturelle	7,4	13,9	14,4	4,7	6,7	5,8	2,2	9,6	4,1	2,0	7,4	1,7
Sportive	0,1	3,2	0,2	0,4	7,2	0,6	0,0	1,7	0,3	0,1	3,6	0,6
Sociale	41,8	0,8	71,6	3,1	0,3	1,8	13,5	0,9	33,0	1,4	0,4	2,2
Médico-sociale	19,5	38,1	3,2	0,8	0,8	0,2	8,0	13,4	1,6	1,5	0,6	0,2
Médico-technique	0,9	0,2	0,0	0,2	0,0	0,0	0,6	0,2	0,1	0,1	0,1	0,0
Police municipale	0,0	0,3	5,6	0,1	2,1	19,1	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,1
Incendie et secours	0,5	0,2	2,1	3,3	4,4	32,3	0,3	0,0	0,2	0,1	0,0	0,6
Animation	0,0	7,6	48,8	0,0	5,0	16,9	0,2	8,1	50,0	0,1	4,0	16,0
Autres cas[(b)]	0,1	0,2	0,2	0,1	1,2	0,8	0,2	0,2	3,0	0,1	0,1	1,4
Total	**127,8**	**135,3**	**577,9**	**50,6**	**72,8**	**459,2**	**52,6**	**54,7**	**221,0**	**26,7**	**33,8**	**103,8**

(a) La distinction entre contractuels permanents et non permanents n'est pas possible dans la base SIASP.
(b) Autres agents non classables dans une filière.
Source : SIASP, Insee. Traitement DGCL-DESL.
Champ : fonctionnaires et contractuels de la FPT en France (hors Mayotte et collectivités d'outre-mer) en emploi principal au 31 décembre, les volumes de travail en EQTP concernent les agents sur toute l'année.

Effectifs des emplois permanents[(a)] par filière selon le statut et le type de durée, au 31 décembre 2023

(en milliers)

	Fonctionnaires						Contractuels			
	Femmes			Hommes			Femmes		Hommes	
	Temps plein	Temps partiel	Temps non complet	Temps plein	Temps partiel	Temps non complet	CDD	CDI	CDD	CDI
Administrative	246,2	34,9	16,6	50,5	1,5	1,0	60,5	12,1	19,0	5,0
Technique	192,2	19,4	50,8	394,6	8,5	8,4	92,2	12,0	79,9	16,0
Culturelle	27,1	4,5	4,0	13,9	1,0	2,3	12,9	2,9	8,3	2,8
Sportive	3,0	0,4	0,1	7,8	0,3	0,1	1,8	0,3	3,6	0,8
Sociale	75,7	17,5	20,9	4,6	0,3	0,3	41,8	5,6	3,7	0,3
Médico-sociale	45,2	12,2	3,4	1,6	0,1	0,1	20,5	2,7	2,0	0,4
Médico-technique	0,7	0,3	0,1	0,2	0,0	0,0	0,7	0,1	0,1	0,0
Police municipale	5,7	0,2	0,0	21,0	0,2	0,1	0,1	0,0	0,1	0,0
Incendie et secours	2,6	0,2	0,0	39,5	0,6	0,0	0,4	0,0	0,6	0,1
Animation	36,9	5,3	14,4	19,1	0,9	1,9	53,4	4,9	18,5	1,6
Autres cas[(b)]	0,7	0,1	0,1	2,4	0,1	0,0	19,7	3,4	10,2	2,1
Total	**636,1**	**94,9**	**110,5**	**555,1**	**13,5**	**14,4**	**304,0**	**44,1**	**146,0**	**29,0**

(a) La distinction entre contractuels permanents et non permanents n'est pas possible dans la base SIASP.
(b) Autres agents non classables dans une filière.
Source : SIASP, Insee. Traitement DGCL-DESL.
Champ : fonctionnaires et contractuels de la FPT en France (hors Mayotte et collectivités d'outre-mer) en emploi principal au 31 décembre, les volumes de travail en EQTP concernent les agents sur toute l'année.

Effectifs des fonctionnaires par filière selon le type de collectivité, au 31 décembre 2023

(en milliers)

	Communes			CCAS et CIAS	EPCI à FP	Syndicats mixtes, SIVU et SIVOM[a]	Départements	SDIS	Régions[b]	Autres[c]	Total
	moins de 2 000 habitants	de 2 000 à 39 999 habitants	plus de 40 000 habitants								
Administrative	27,7	91,4	55,3	14,1	60,6	8,7	61,5	6,0	17,4	8,0	350,7
Technique	53,4	189,9	124,3	11,6	106,3	23,1	94,4	4,5	61,1	5,4	673,9
Culturelle	1,0	13,9	15,9	0,0	14,3	1,2	4,6	0,0	0,4	1,7	53,0
Sportive	0,1	4,3	3,3	0,0	3,5	0,2	0,3	0,0	0,0	0,0	11,8
Sociale	5,1	23,8	21,5	28,4	9,1	2,6	28,1	0,0	0,5	0,2	119,3
Médico-sociale	0,2	9,1	15,1	16,2	6,1	0,9	14,5	0,0	0,3	0,2	62,6
Médico-technique	0,0	0,1	0,2	0,1	0,0	0,0	0,9	0,0	0,0	0,0	1,4
Police municipale	0,5	14,6	11,2	0,0	0,8	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	27,2
Incendie et secours	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	42,8	0,0	0,0	42,9
Animation	4,4	36,9	18,8	3,0	12,3	1,5	0,6	0,0	0,1	0,8	78,4
Autres cas[d]	0,1	0,1	0,3	0,1	0,2	0,0	0,0	2,1	0,0	0,3	3,3
Total	**92,5**	**384,1**	**265,9**	**73,6**	**213,2**	**38,4**	**204,9**	**55,5**	**79,8**	**16,6**	**1 424,4**

(a) Y compris les pôles métropolitains et les pôles d'équilibre territorial (PETR).
(b) Y compris les collectivités uniques de Guyane et Martinique, ainsi que la collectivité de Corse.
(c) Centres de gestion, CNFPT, caisses des écoles, régies, Institution interdépartementale ou entente, Caisse de crédit municipal, EPA locaux..
(d) Autres agents non classables dans une filière.
Source : SIASP, Insee. Traitement DGCL-DESL.
Champ : fonctionnaires de la FPT en France (hors Mayotte et collectivités d'outre-mer) en emploi principal au 31 décembre.

Effectifs des contractuels par filière selon le type de collectivité, au 31 décembre 2023

(en milliers)

	Communes			CCAS et CIAS	EPCI à FP	Syndicats mixtes, SIVU et SIVOM[a]	Départements	SDIS	Régions[b]	Autres[c]	Total
	moins de 2 000 habitants	de 2 000 à 39 999 habitants	plus de 40 000 habitants								
Administrative	8,1	20,2	14,0	4,0	21,0	4,4	14,2	0,4	5,0	5,1	96,6
Technique	20,5	59,4	32,8	6,4	31,9	15,0	16,0	0,7	10,5	6,8	200,0
Culturelle	0,4	6,3	9,5	0,0	6,4	1,1	1,2	0,0	0,1	1,9	27,0
Sportive	0,2	1,5	1,6	0,0	2,7	0,3	0,1	0,0	0,0	0,1	6,4
Sociale	2,0	6,5	6,9	19,3	4,9	2,1	8,8	0,0	0,2	0,8	51,5
Médico-sociale	0,2	3,3	3,4	10,8	2,5	0,8	3,9	0,0	0,1	0,5	25,5
Médico-technique	0,0	0,2	0,1	0,3	0,1	0,0	0,3	0,0	0,0	0,0	1,0
Police municipale	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,2
Incendie et secours	0,0	0,1	0,0	0,2	0,2	0,1	0,0	0,6	0,0	0,0	1,1
Animation	3,4	36,3	21,2	2,0	11,2	1,9	0,3	0,0	0,0	2,0	78,4
Autres cas[d]	0,6	8,4	10,9	1,8	4,4	1,0	3,7	0,1	1,5	2,8	35,3
Total	**35,4**	**142,4**	**100,5**	**44,9**	**85,3**	**26,7**	**48,6**	**1,8**	**17,4**	**20,1**	**523,1**

(a) y compris les pôles métropolitains et les pôles d'équilibre territorial (PETR).
(b) Y compris les collectivités uniques de Guyane et Martinique, ainsi que la collectivité de Corse.
(c) Centres de gestion, CNFPT, caisses des écoles, régies, Institution interdépartementale ou entente, Caisse de crédit municipal, EPA locaux..
(d) Autres agents non classables dans une filière.
Source : SIASP, Insee. Traitement DGCL-DESL.
Champ : contractuels de la FPT en France (hors Mayotte et collectivités d'outre-mer) en emploi principal au 31 décembre.

8-4a Les effectifs par type de collectivités locales

Effectifs et volumes de travail des emplois permanents[a] des collectivités locales par type de collectivité locale

(en milliers)

	Emplois au 31 décembre						Volume de travail en équivalent temps plein					
	2021	2022 (ancienne méthode)	2022 (nouvelle méthode)	2023	Évolution 2021-2022	Évolution 2022-2023	2021	2022 (ancienne méthode)	2022 (nouvelle méthode)	2023	Évolution 2021-2022	Évolution 2022-2023
Communes de moins de 1 000 hab.	67,9	67,8	69,2	68,6	- 0,0 %	- 0,9 %	58,6	59,0	58,6	59,0	+ 0,7 %	+ 0,8 %
Communes de 1 000 à 1 999 hab.	59,7	58,8	59,4	59,3	- 1,5 %	- 0,2 %	53,9	53,6	53,4	54,1	- 0,5 %	+ 1,4 %
Communes de 2 000 à 3 499 hab.	65,2	64,2	65,0	65,0	- 1,5 %	- 0,0 %	60,8	60,7	60,6	60,8	- 0,3 %	+ 0,3 %
Communes de 3 500 à 4 999 hab.	52,9	52,3	53,0	53,6	- 1,2 %	+ 1,1 %	50,1	49,9	50,0	51,0	- 0,3 %	+ 2,1 %
Communes de 5 000 à 9 999 hab.	123,9	123,1	125,5	126,6	- 0,7 %	+ 0,8 %	118,3	117,1	117,7	118,9	- 1,0 %	+ 1,0 %
Communes de 10 000 à 19 999 hab.	125,2	125,3	129,3	129,5	+ 0,1 %	+ 0,1 %	121,5	120,6	121,4	121,9	- 0,8 %	+ 0,4 %
Communes de 20 000 à 39 999 hab.	201,8	203,6	156,2	151,9	+ 0,9 %	- 2,8 %	197,2	196,5	146,7	142,0	- 0,4 %	- 3,2 %
Communes de 40 000 à 79 999 hab.	89,1	87,8	146,1	149,7	- 1,4 %	+ 2,5 %	87,8	85,0	136,9	139,8	- 3,3 %	+ 2,1 %
Communes de 80 000 à 149 999 hab.	28,5	28,9	75,8	78,1	+ 1,6 %	+ 3,1 %	28,2	28,2	70,7	71,1	+ 0,1 %	+ 0,7 %
Communes de 150 000 hab. et plus	181,0	178,6	137,4	138,6	- 1,3 %	+ 0,9 %	174,4	172,1	129,0	129,5	- 1,3 %	+ 0,4 %
Total des communes	**995,1**	**990,5**	**1017,0**	**1020,8**	**- 0,5 %**	**+ 0,4 %**	**950,9**	**942,7**	**944,9**	**948,3**	**- 0,9 %**	**+ 0,4 %**
CCAS et CIAS[b]	**119,4**	**116,7**	**119,2**	**118,5**	**- 2,3 %**	**- 0,6 %**	**110,4**	**107,3**	**106,9**	**106,3**	**- 2,8 %**	**- 0,6 %**
Communautés de communes (CC)	85,3	88,3	89,9	92,8	+ 3,5 %	+ 3,2 %	79,1	82,3	82,3	85,6	+ 4,0 %	+ 4,0 %
Communautés d'agglomération (CA)	98,2	100,2	102,8	106,4	+ 2,1 %	+ 3,5 %	93,7	96,1	97,0	99,6	+ 2,5 %	+ 2,7 %
Communautés urbaines (CU) et métropoles[c]	94,8	96,2	97,4	99,3	+ 1,5 %	+ 1,9 %	91,7	93,1	93,7	95,2	+ 1,5 %	+ 1,6 %
Total des EPCI[b] à fiscalité propre	**278,3**	**284,7**	**290,1**	**298,4**	**+ 2,3 %**	**+ 2,9 %**	**264,5**	**271,4**	**273,0**	**280,4**	**+ 2,6 %**	**+ 2,7 %**
SIVU et SIVOM[b]	23,7	23,0	23,4	23,1	- 2,9 %	- 1,6 %	20,2	20,0	19,6	19,6	- 1,0 %	+ 0,3 %
Syndicats mixtes[d]	39,8	40,3	40,7	41,9	+ 1,3 %	+ 3,1 %	38,0	38,8	38,9	40,1	+ 2,1 %	+ 3,0 %
Total des syndicats	**63,5**	**63,3**	**64,1**	**65,0**	**- 0,3 %**	**+ 1,4 %**	**58,2**	**58,8**	**58,5**	**59,7**	**+ 1,0 %**	**+ 2,1 %**
Départements	245,1	246,4	248,1	253,5	+ 0,5 %	+ 2,2 %	236,5	236,5	239,0	242,9	- 0,0 %	+ 1,7 %
SDIS	56,3	56,5	56,5	57,3	+ 0,4 %	+ 1,4 %	55,3	55,6	55,8	56,7	+ 0,5 %	+ 1,7 %
Centres de gestion et CNFPT[b]	13,5	13,9	14,1	14,0	+ 2,8 %	- 0,3 %	14,5	14,9	15,8	15,0	+ 2,4 %	- 5,3 %
Organismes départementaux	**314,9**	**316,8**	**318,7**	**324,8**	**+ 0,6 %**	**+ 1,9 %**	**306,3**	**306,9**	**310,6**	**314,6**	**+ 0,2 %**	**+ 1,3 %**
Régions[e]	**95,7**	**95,5**	**95,9**	**97,3**	**- 0,2 %**	**+ 1,4 %**	**93,5**	**92,7**	**94,2**	**94,4**	**- 0,8 %**	**+ 0,3 %**
Autres[f]	**21,4**	**22,5**	**22,3**	**22,6**	**+ 5,2 %**	**+ 1,7 %**	**19,8**	**20,6**	**20,2**	**20,6**	**+ 4,1 %**	**+ 2,2 %**
Total	**1 888,2**	**1 889,9**	**1 927,4**	**1 947,6**	**+ 0,1 %**	**+ 1,0 %**	**1 803,6**	**1 800,4**	**1 808,2**	**1 824,3**	**- 0,2 %**	**+ 0,9 %**

(a) La distinction entre contractuels permanents et non permanents n'est pas possible dans la base SIASP.
(b) CCAS ET CIAS : centre communal ou intercomunal d'action sociale - SIVU et SIVOM : Syndicats intercommunaux à vocation unique ou multiple - EPCI : établissement public de coopération intercommunale - SDIS : services départementaux d'incendie et secours - CNFPT : centre national de la fonction publique territoriale.
(c) Y compris la métropole de Lyon et les établissements publics territoriaux (EPT).
(d) y compris les pôles métropolitains et les pôles d'équilibre territorial (PETR).
(e) Y compris les collectivités uniques de Guyane et Martinique, ainsi que la collectivité de Corse.
(f) Caisses des écoles, régies, Institution interdépartementale ou entente, Caisse de crédit municipal, EPA locaux.
Source : SIASP, Insee. Traitement DGCL-DESL.
Champ : fonctionnaires et contractuels de la FPT en France (hors Mayotte et collectivités d'outre-mer) en emploi principal au 31 décembre, les volumes de travail en EQTP concernent les agents sur toute l'année.

Effectifs par type de collectivité selon le statut et le sexe, au 31 décembre 2023

(en milliers)

	Nombre de collecti-vités	Nombre moyen d'agent	Fonctionnaires		Contractuels		Autres statuts[a]		Contrats aidés	
			Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes
Communes de moins de 1 000 hab.	18 907	4	28,2	18,5	15,3	6,6	0,5	0,2	0,8	0,9
Communes de 1 000 à 1 999 hab.	4 496	14	29,7	16,2	9,4	4,1	0,6	0,2	0,7	0,5
Communes de 2 000 à 3 499 hab.	2 241	30	31,3	19,0	9,9	4,7	0,8	0,3	0,6	0,5
Communes de 3 500 à 4 999 hab.	978	56	24,7	16,6	8,2	4,0	0,6	0,3	0,4	0,3
Communes de 5 000 à 9 999 hab.	1 187	110	57,2	36,9	21,9	10,6	1,5	0,8	1,1	0,9
Communes de 10 000 à 19 999 hab.	533	250	56,1	38,3	23,6	11,5	1,5	0,8	0,9	0,7
Communes de 20 000 à 39 999 hab.	287	544	62,8	41,1	31,6	16,4	2,3	0,7	0,6	0,5
Communes de 40 000 à 79 999 hab.	134	1 141	62,1	43,9	28,6	15,1	1,7	0,7	0,4	0,4
Communes de 80 000 à 149 999 hab.	39	2 091	30,9	22,2	16,2	8,8	0,8	0,4	1,3	0,9
Communes de 150 000 hab. et plus	20	7 119	63,9	42,8	21,5	10,4	2,6	1,0	0,1	0,1
Total des communes	**28 822**	**36**	**446,9**	**295,6**	**186,2**	**92,1**	**13,1**	**5,5**	**6,9**	**5,6**
CCAS et CIAS[b]	**2 662**	**46**	**64,9**	**8,7**	**38,7**	**6,3**	**1,5**	**0,1**	**1,7**	**1,3**
Communautés de communes (CC)	989	97	37,9	21,0	22,5	11,3	1,2	0,4	0,5	0,9
Communautés d'agglomération (CA)	225	485	40,7	34,1	17,5	14,0	1,1	0,7	0,5	0,4
Communautés urbaines (CU) et métropoles[c]	47	2 157	32,0	47,4	9,7	10,2	0,9	0,9	0,2	0,2
Total des EPCI[b] à fiscalité propre	**1 261**	**243**	**110,7**	**102,5**	**49,7**	**35,5**	**3,2**	**2,0**	**1,1**	**1,4**
SIVU et SIVOM[b]	3 313	7	10,2	3,3	7,5	2,1	0,4	0,1	0,3	0,1
Syndicats mixtes[d]	1 906	22	9,7	15,2	6,7	10,4	0,2	0,3	0,1	0,2
Total des syndicats	**5 219**	**13**	**19,9**	**18,5**	**14,2**	**12,5**	**0,6**	**0,4**	**0,4**	**0,2**
Départements	94	3 083	132,6	72,4	34,0	14,6	28,6	5,4	1,4	0,8
SDIS	96	601	8,8	46,7	0,7	1,1	0,1	0,2	0,0	0,0
Centres de gestion et CNFPT[b]	96	147	5,1	1,5	5,0	2,4	0,1	0,1	0,0	0,0
Organismes départementaux	**286**	**1 264**	**146,5**	**120,5**	**39,7**	**18,1**	**28,8**	**5,7**	**1,4**	**0,9**
Régions[e]	**17**	**5 867**	**46,8**	**33,1**	**11,0**	**6,4**	**1,0**	**0,7**	**0,6**	**0,2**
Autres[f]	**601**	**41**	**5,9**	**4,1**	**8,6**	**4,0**	**0,1**	**0,1**	**1,6**	**0,3**
Total	**38 868**	**52**	**841,4**	**583,0**	**348,2**	**175,0**	**48,2**	**14,5**	**13,7**	**10,0**

(a) Assistantes maternelles, apprentis, collaborateurs de cabinet, ouvriers d'Etat, agents en parcours d'accès aux carrières territoriales (PACT), médecins hospitaliers.
(b) CCAS ET CIAS : centre communal ou intercomunal d'action sociale - SIVU et SIVOM : Syndicats intercommunaux à vocation unique ou multiple - EPCI : établissement public de coopération intercommunale - SDIS : services départementaux d'incendie et secours - CNFPT : centre national de la fonction publique territoriale.
(c) Y compris la métropole de Lyon et les établissements publics territoriaux (EPT).
(d) Y compris les pôles métropolitains et les pôles d'équilibre territorial (PETR).
(e) Y compris les collectivités uniques de Guyane et Martinique, ainsi que la collectivité de Corse.
(f) Caisses des écoles, régies, Institution interdépartementale ou entente, Caisse de crédit municipal, EPA locaux.
Source : SIASP, Insee. Traitement DGCL-DESL.
Champ : agents et nombre de collectivités de la FPT en France (hors Mayotte et collectivités d'outre-mer) en emploi principal au 31 décembre.

8-4c Les effectifs par type de collectivités locales

Effectifs par type de collectivité selon le statut et le type de contrat, au 31 décembre 2023

(en milliers)

	Fonctionnaires			Contractuels		Autres statuts			Contrats aidés
	Temps plein	Temps partiel	Temps non complet	CDD	CDI	Apprenti	ASMA[a]	Autres[b]	
Communes de moins de 1 000 hab.	24,3	1,4	21,0	17,3	4,6	0,3	0,4	0,0	1,7
Communes de 1 000 à 1 999 hab.	30,9	1,9	13,0	12,1	1,4	0,5	0,4	0,0	1,1
Communes de 2 000 à 3 499 hab.	37,9	2,7	9,8	13,5	1,1	0,7	0,4	0,0	1,1
Communes de 3 500 à 4 999 hab.	32,9	2,4	6,1	11,2	1,0	0,5	0,3	0,0	0,7
Communes de 5 000 à 9 999 hab.	76,5	6,3	11,4	29,9	2,6	1,4	0,8	0,2	2,0
Communes de 10 000 à 19 999 hab.	80,6	6,4	7,5	31,8	3,2	1,2	0,9	0,2	1,6
Communes de 20 000 à 39 999 hab.	91,6	6,7	5,5	41,9	6,1	1,3	1,5	0,3	1,2
Communes de 40 000 à 79 999 hab.	94,4	6,8	4,8	37,8	5,8	1,3	0,9	0,2	0,8
Communes de 80 000 à 149 999 hab.	46,0	4,1	3,0	22,0	3,0	0,7	0,4	0,1	2,1
Communes de 150 000 hab. et plus	94,5	10,1	2,1	27,2	4,7	1,6	1,3	0,7	0,2
Total des communes	**609,6**	**48,7**	**84,2**	**244,7**	**33,6**	**9,4**	**7,2**	**1,9**	**12,5**
CCAS et CIAS[c]	**51,2**	**7,8**	**14,6**	**40,8**	**4,2**	**0,8**	**0,8**	**0,0**	**3,0**
Communautés de communes (CC)	44,9	4,4	9,6	28,3	5,6	1,1	0,5	0,0	1,4
Communautés d'agglomération (CA)	63,9	5,9	5,1	25,4	6,1	1,3	0,4	0,2	0,9
Communautés urbaines (CU) et métropoles[d]	71,9	6,1	1,4	17,0	2,8	1,3	0,2	0,2	0,3
Total des EPCI[c] à fiscalité propre	**180,7**	**16,4**	**16,1**	**70,8**	**14,5**	**3,7**	**1,1**	**0,5**	**2,6**
SIVU et SIVOM[c]	6,6	0,7	6,1	7,3	2,3	0,2	0,3	0,0	0,3
Syndicats mixtes[e]	21,9	1,7	1,3	10,8	6,3	0,5	0,0	0,0	0,3
Total des syndicats	**28,6**	**2,4**	**7,4**	**18,1**	**8,6**	**0,7**	**0,3**	**0,0**	**0,6**
Départements	178,6	25,2	1,1	42,8	5,8	3,5	30,1	0,4	2,3
SDIS	53,9	1,5	0,1	1,7	0,1	0,3	0,0	0,0	0,1
Centres de gestion et CNFPT[c]	5,7	0,8	0,1	7,1	0,3	0,1	0,0	0,0	0,0
Organismes départementaux	**238,1**	**27,5**	**1,4**	**51,6**	**6,2**	**3,9**	**30,1**	**0,4**	**2,3**
Régions[f]	**74,5**	**5,0**	**0,3**	**15,3**	**2,1**	**1,0**	**0,5**	**0,2**	**0,8**
Autres[g]	**8,4**	**0,6**	**1,0**	**8,7**	**3,9**	**0,2**	**0,0**	**0,0**	**1,9**
Total	**1 191,2**	**108,5**	**124,8**	**450,0**	**73,2**	**19,7**	**40,0**	**3,1**	**23,6**

(a) Assistants maternels et familiaux
(b) Collaborateurs de cabinet, ouvriers d'Etat, agents en parcours d'accès aux carrières territoriales (PACT), médecins hospitaliers.
(c) CCAS ET CIAS : centre communal ou intercomunal d'action sociale - SIVU et SIVOM : Syndicats intercommunaux à vocation unique ou multiple - EPCI : établissement public de coopération intercommunale - SDIS : services départementaux d'incendie et secours - CNFPT : centre national de la fonction publique territoriale.
(d) Y compris la métropole de Lyon et les établissements publics territoriaux (EPT).
(e) Y compris les pôles métropolitains et les pôles d'équilibre territorial (PETR).
(f) Y compris les collectivités uniques de Guyane et Martinique, ainsi que la collectivité de Corse.
(g) Caisses des écoles, régies, Institution interdépartementale ou entente, Caisse de crédit municipal, EPA locaux.
Source : SIASP, Insee. Traitement DGCL-DESL.
Champ : agents de la FPT en France (hors Mayotte et collectivités d'outre-mer) en emploi principal au 31 décembre.

Les mouvements de personnel par type de collectivité entre 2022 et 2023

(en milliers)

	Effectifs au 31/12/2022	Entrées dans la FPT	Sorties de la FPT	Effet des changements de type de collectivité[a]	Effectifs au 31/12/2023
	(1)	(2)	(3)	(4)	= (1) + (2) + (3) + (4)
Communes	1 050,1	126,3	122,7	- 1,8	1 051,9
CCAS et CIAS[b]	124,2	21,2	21,5	- 0,8	123,1
EPCI[b] à fiscalité propre[c]	297,7	37,4	30,9	1,9	306,2
Syndicats mixtes, SIVU et SIVOM[b]	65,8	9,0	8,1	- 0,1	66,6
Départements	284,6	26,8	23,5	1,9	289,8
SDIS[b]	56,9	3,1	2,4	0,1	57,7
Centres de gestion et CNFPT[b]	14,2	4,0	2,6	- 1,5	14,2
Régions[d]	98,2	8,0	7,0	0,5	99,7
Autres[e]	24,2	5,4	4,4	- 0,4	24,8
Total	**2 015,9**	**241,2**	**223,1**	**0,0**	**2 034,0**

(a) Pour les agents présents au 31/12/2022 et au 31/12/2023.
(b) CCAS ET CIAS : centre communal ou intercomunal d'action sociale - SIVU et SIVOM : Syndicats intercommunaux à vocation unique ou multiple - EPCI : établissement public de coopération intercommunale - SDIS : services départementaux d'incendie et secours - CNFPT : centre national de la fonction publique territoriale.
(c) Y compris la métropole de Lyon et les établissements publics territoriaux (EPT).
(d) Y compris les collectivités uniques de Guyane et Martinique et la collectivité de Corse.
(e) PETR, Pôles métropolitains, Caisses des écoles, régies, Institution interdépartementale ou entente, Caisse de crédit municipal, EPA locaux.
Source : SIASP, Insee. Traitement DGCL-DESL.
Champ : agents de la FPT en France (hors Mayotte et collectivités d'outre-mer) en emploi principal au 31 décembre 2022 et/ou 2023.

Les mouvements de personnel par statut entre 2022 et 2023

(en milliers)

	Effectifs au 31/12/2022	Entrées dans la FPT	Sorties de la FPT	Effet des changements de type de collectivité[a]	Effectifs au 31/12/2023
	(1)	(2)	(3)	(4)	= (1) + (2) + (3) + (4)
Fonctionnaires	1 434,1	28,3	83,6	45,6	1 424,4
Contractuels	493,2	182,4	114,9	- 37,6	523,1
Assistants maternels et familiaux (cat. C)	42,0	2,5	3,7	- 0,8	40,0
Apprentis (cat. A, B ou C)	18,8	11,6	8,2	- 2,6	19,7
Autres statuts[b]	3,1	0,5	0,3	- 0,2	3,1
Bénéficiaires de contrats aidés	24,6	16,0	12,5	- 4,4	23,6
Total	**2 015,9**	**241,2**	**223,1**	**0,0**	**2 034,0**

(a) Pour les agents présents au 31/12/2022 et au 31/12/2023.
(b) Collaborateurs de cabinet, ouvriers d'État, agents en parcours d'accès aux carrières territoriales (PACT), médecins hospitaliers.
Source : SIASP, Insee. Traitement DGCL-DESL.
Champ : fonctionnaires et contractuels de la FPT en France (hors Mayotte et collectivités d'outre-mer) en emploi principal au 31 décembre, les volumes de travail en EQTP concernent les agents sur toute l'année.

8-6a Les salaires dans les collectivités locales

Salaires nets mensuels moyens en équivalent temps plein en 2023

	Effectifs en équivalent temps plein annualisés		Salaires nets moyens (en euros)	Évolution des salaires nets moyens	
	Volume total (en milliers)	Répartition (en %)		en euros courants (en %)	en euros constants (en %)
Ensemble	**1 757,8**	**100,0**	**2 254**	**3,9**	**-0,9**
Fonctionnaires	1 344,8	76,5	2 314	3,7	-1,2
dont catégorie A	*172,2*	*9,8*	*3 534*	*3,6*	*-1,3*
dont catégorie B	*201,1*	*11,4*	*2 493*	*3,1*	*-1,7*
dont catégorie C	*970,7*	*55,2*	*2 060*	*3,7*	*-1,1*
Contractuels	396,4	22,6	2 069	4,9	0,0
dont catégorie A	*69,7*	*4,0*	*2 927*	*3,9*	*-1,0*
dont catégorie B	*68,4*	*3,9*	*2 145*	*4,4*	*-0,5*
dont catégorie C	*243,1*	*13,8*	*1 786*	*4,7*	*-0,2*
Autres statuts[a]	3,0	0,2	3 686	3,4	-1,4
Contrats aidés	13,6	0,8	1 467	4,8	-0,1
Cadres et professions intellectuelles supérieures	168,6	9,6	3 630	2,5	-2,3
Professions intermédiaires	304,4	17,3	2 552	3,7	-1,1
Employés et ouvriers	1 284,6	73,1	2 003	3,9	-0,9
Professions indéterminées	0,2	0,0	2 574	13,7	8,4

(a) principalement les collaborateurs de cabinet.
Source : SIASP, Insee. Traitement DGCL-DESL.
Champ : agents de la FPT en France (hors Mayotte et collectivités d'outre-mer) en emploi non annexe, hors apprenti et hors assistante maternelle.

Rémunérations nettes mensuelles moyennes des personnes en place en équivalent temps plein en 2023

	Effectifs en équivalent temps plein annualisés[a]		RMPP[b] nette moyenne 2023 (en euros)	Évolution de la RMPP nette moyenne	
	Volume total (en milliers)	Répartition (en %)		en euros courants (en %)	en euros constants (en %)
Ensemble	**1211,3**	**100,0**	**2 316**	**4,7**	**- 0,2**
Fonctionnaires	1052,5	86,9	2 333	4,4	- 0,4
dont catégorie A	*124,8*	*10,3*	*3 616*	*4,9*	*0,1*
dont catégorie B	*153,7*	*12,7*	*2 548*	*4,2*	*- 0,6*
dont catégorie C	*772,8*	*63,8*	*2 083*	*4,3*	*- 0,5*
Contractuels	153,3	12,7	2 196	6,5	1,6
dont catégorie A	*34,1*	*2,8*	*3 117*	*5,5*	*0,6*
dont catégorie B	*27,5*	*2,3*	*2 218*	*6,5*	*1,5*
dont catégorie C	*87,1*	*7,2*	*1 815*	*7,2*	*2,3*
Autres statuts[c]	1,9	0,2	3 866	4,4	- 0,5
Contrats aidés	3,6	0,3	1 573	11,3	6,1
Cadres et professions intellectuelles supérieures	116,4	9,6	3 759	3,8	- 1,1
Professions intermédiaires	204,9	16,9	2 631	4,7	- 0,2
Employés et ouvriers	889,9	73,5	2 055	4,5	- 0,4
Professions indéterminées	0,1	0,0	2 565	9,1	4,0

(a) Les agents sont classés en fonction de leur situation en 2023.
(b) La rémunération moyenne des personnes en place (RMPP) est calculée sur le champ des agents des collectivités territoriales présents les deux années consécutives (24 mois) chez le même employeur et ayant la même quotité de travail les deux années.
(c) principalement les collaborateurs de cabinet.
Source : SIASP, Insee. Traitement DGCL-DESL .
Champ : agents de la FPT en France (hors Mayotte et collectivités d'outre-mer) en emploi non annexe, hors apprenti et hors assistante maternelle.

Salaires nets mensuels moyens en équivalent temps plein des fonctionnaires par filière en 2023

(en milliers)

	Femmes			Hommes		
	dont cat. A	dont cat. B	dont cat. C	dont cat. A	dont cat. B	dont cat. C
Ensemble	**3 328**	**2 317**	**1 967**	**4 035**	**2 684**	**2 168**
Administrative	3 647	2 447	2 053	4 134	2 600	2 114
Technique	3 926	2 499	1 900	4 143	2 710	2 088
Culturelle	3 085	2 211	1 927	3 149	2 292	2 039
Sportive	3 181	2 299	2 096	3 272	2 465	2 152
Sociale	2 838	2 190	1 950	2 930	2 334	2 068
Médico-sociale	3 335	2 096	2 352	3 578	2 384	2 383
Médico-technique	2 948	2 648	–	3 232	–	–
Police municipale	–	3 010	2 588	4 191	3 344	2 710
Incendie et secours	4 759	3 198	2 659	5 395	3 667	2 902
Animation	–	2 240	1 842	–	2 425	1 931

– : Le nombre d'EQTP est trop faible pour calculer des rémunérations fiables.
Source : SIASP, Insee. Traitement DGCL-DESL .
Champ : fonctionnaires de la FPT en France (hors Mayotte et collectivités d'outre-mer) en emploi non annexe.

Salaires nets mensuels moyens en équivalent temps plein des contractuels par filière en 2023

(en milliers)

	Femmes			Hommes		
	dont cat. A	dont cat. B	dont cat. C	dont cat. A	dont cat. B	dont cat. C
Ensemble	**2 729**	**1 978**	**1 779**	**3 304**	**2 252**	**1 799**
Administrative	2 839	1 980	1 750	3 259	2 136	1 805
Technique	2 961	2 016	1 738	3 354	2 292	1 789
Culturelle	2 914	2 319	1 734	3 356	2 597	1 836
Sportive	–	1 847	1 888	–	1 981	1 872
Sociale	2 204	1 891	1 853	2 411	2 053	1 902
Médico-sociale	3 131	1 835	2 107	4 412	2 232	2 285
Médico-technique	2 511	2 111	–	–	–	–
Police municipale	–	–	–	–	–	–
Incendie et secours	3 088	–	1 855	–	–	1 950
Animation	2 360	1 913	1 782	–	2 081	1 788

– : Le nombre d'EQTP est trop faible pour calculer des rémunérations fiables.
Source : SIASP, Insee. Traitement DGCL-DESL .
Champ : contractuels de la FPT en France (hors Mayotte et collectivités d'outre-mer) en emploi non annexe.

8-7a Les effectifs des collectivités locales par âge

Effectifs et volume de travail des collectivités locales par âge

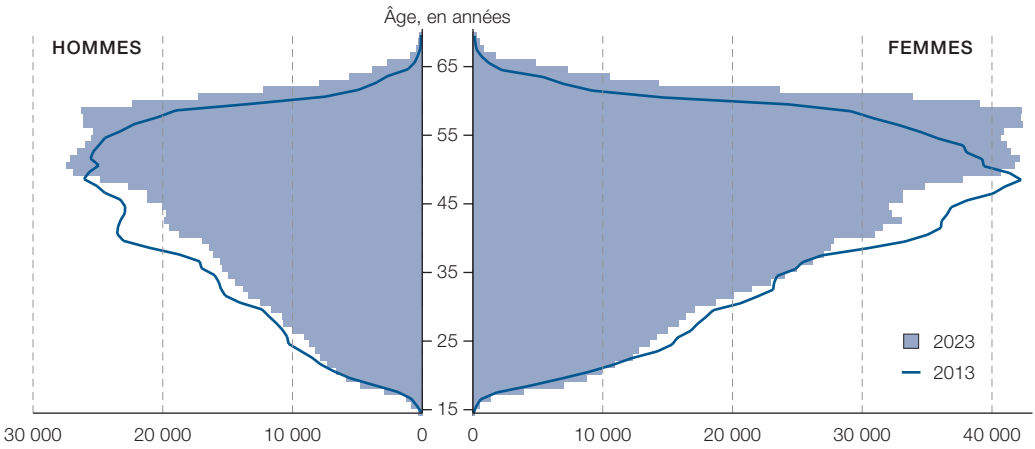
(en milliers)

	Effectifs au 31 décembre						Volume de travail en équivalent temps plein					
	2021	2022 (ancienne méthode)	2022 (nouvelle méthode)	2023	Évolution 2021-2022	Évolution 2022-2023	2021	2022 (ancienne méthode)	2022 (nouvelle méthode)	2023	Évolution 2021-2022	Évolution 2022-2023
Moins de 25 ans	94,3	94,0	108,8	113,5	- 0,4 %	+ 4,3 %	88,4	91,8	90,9	93,5	+ 3,8 %	+ 2,8 %
De 25 à 29 ans	121,7	119,4	123,0	124,3	- 1,9 %	+ 1,1 %	113,0	112,4	112,3	112,7	- 0,5 %	+ 0,4 %
De 30 à 39 ans	370,6	366,8	372,3	374,1	- 1,0 %	+ 0,5 %	343,0	340,1	341,6	342,0	- 0,8 %	+ 0,1 %
De 40 à 49 ans	546,2	535,0	540,4	531,0	- 2,0 %	- 1,7 %	514,8	505,7	507,5	497,5	- 1,8 %	- 2,0 %
De 50 à 54 ans	329,6	333,7	336,4	341,1	+ 1,2 %	+ 1,4 %	313,4	317,7	318,7	323,5	+ 1,4 %	+ 1,5 %
De 55 à 59 ans	334,9	336,3	338,8	337,8	+ 0,4 %	- 0,3 %	319,3	319,8	321,4	320,4	+ 0,2 %	- 0,3 %
De 60 ans et plus	184,2	192,9	196,3	212,3	+ 4,7 %	+ 8,2 %	193,4	201,2	203,9	215,5	+ 4,0 %	+ 5,7 %
Total	**1 981,6**	**1 978,1**	**2 015,9**	**2 034,0**	**- 0,2 %**	**+ 0,9 %**	**1 885,4**	**1 888,9**	**1 896,2**	**1 905,1**	**+ 0,2 %**	**+ 0,5 %**

Source : SIASP, Insee. Traitement DGCL-DESL .

Champ : agents de la FPT en France (hors Mayotte et collectivités d'outre-mer) en emploi principal au 31 décembre, les volumes de travail en EQTP concernent les agents sur toute l'année.

Pyramides des âges en 2013 et 2023



Source : SIASP, Insee. Traitement DGCL-DESL .

Champ : agents de la FPT en France (hors Mayotte et collectivités d'outre-mer) en emploi principal au 31 décembre.

Effectifs par âge selon le statut et la catégorie hiérarchique, au 31 décembre 2023

(en milliers)

	Fonctionnaires				Contractuels				Autres statuts[a]	Contrats aidés
	A	B	C	I	A	B	C	I		
Moins de 25 ans	0,3	0,6	12,4	0,0	4,1	12,8	55,0	7,8	16,7	3,7
De 25 à 29 ans	3,8	4,5	42,2	0,0	13,4	15,2	36,6	3,0	3,3	2,2
De 30 à 39 ans	27,9	31,3	178,8	0,1	25,1	24,9	71,3	5,5	4,3	4,9
De 40 à 49 ans	60,9	66,1	274,2	0,2	18,9	18,9	71,4	5,5	10,0	4,8
De 50 à 54 ans	34,7	42,3	199,2	0,2	7,4	7,4	35,6	2,7	8,7	2,9
De 55 à 59 ans	29,3	39,5	210,4	0,1	5,4	5,4	31,9	2,6	10,0	3,2
De 60 ans et plus	21,5	23,9	120,0	0,1	5,0	3,7	23,1	3,3	9,7	1,9
Total	**178,4**	**208,1**	**1 037,1**	**0,8**	**79,3**	**88,5**	**324,9**	**30,5**	**62,7**	**23,6**

(a) Assistantes maternelles, apprentis, collaborateurs de cabinet, ouvriers d'Etat, agents en parcours d'accès aux carrières territoriales (PACT), médecins hospitaliers.
Source : SIASP, Insee. Traitement DGCL-DESL.
Champ : agents de la FPT en France (hors Mayotte et collectivités d'outre-mer) en emploi principal au 31 décembre.

Part des femmes des effectifs par âge selon le statut et la catégorie hiérarchique, au 31 décembre 2023

(en %)

	Fonctionnaires				Contractuels				Autres statuts[a]	Contrats aidés
	A	B	C	I	A	B	C	I		
Moins de 25 ans	79,2 %	81,4 %	40,9 %	–	81,7 %	65,3 %	61,8 %	64,3 %	53,7 %	52,2 %
De 25 à 29 ans	82,2 %	74,2 %	48,4 %	–	73,3 %	64,2 %	63,7 %	60,4 %	62,8 %	53,9 %
De 30 à 39 ans	81,1 %	70,6 %	51,9 %	63,5 %	69,6 %	62,4 %	69,5 %	66,2 %	77,5 %	57,7 %
De 40 à 49 ans	72,9 %	63,5 %	54,3 %	54,8 %	64,6 %	60,3 %	72,6 %	69,7 %	86,2 %	64,3 %
De 50 à 54 ans	66,4 %	62,3 %	56,7 %	51,8 %	58,2 %	57,6 %	70,1 %	67,1 %	86,9 %	59,7 %
De 55 à 59 ans	68,5 %	64,6 %	58,0 %	48,6 %	55,3 %	58,7 %	68,8 %	68,5 %	88,9 %	58,3 %
De 60 ans et plus	66,8 %	65,0 %	63,2 %	44,9 %	48,0 %	57,4 %	66,9 %	58,1 %	90,4 %	53,2 %
Total	**71,6 %**	**65,0 %**	**55,7 %**	**53,3 %**	**66,3 %**	**61,8 %**	**68,0 %**	**65,2 %**	**76,9 %**	**57,8 %**

(a) Assistantes maternelles, apprentis, collaborateurs de cabinet, ouvriers d'Etat, agents en parcours d'accès aux carrières territoriales (PACT), médecins hospitaliers.
– : Les effectifs sont trop faibles pour calculer des pourcentages fiables.
Source : SIASP, Insee. Traitement DGCL-DESL.
Champ : agents de la FPT en France (hors Mayotte et collectivités d'outre-mer) en emploi principal au 31 décembre.

8-7c Les effectifs des collectivités locales par âge

Répartition des emplois permanents[a] par filière, selon le statut et l'âge, au 31 décembre 2023

(en milliers)

	Moins de 25 ans	De 25 à 29 ans	De 30 à 39 ans	De 40 à 49 ans	De 50 à 57 ans	De 58 à 62 ans	De 63 ans et plus
Administrative	9,1	24,5	81,5	129,5	125,4	63,8	13,4
Technique	26,5	40,9	146,3	221,3	265,0	145,4	28,5
Culturelle	3,5	5,8	14,9	21,3	19,2	11,2	4,2
Sportive	1,6	1,4	3,4	5,1	4,1	2,2	0,5
Sociale	8,2	11,7	34,7	45,9	42,8	23,4	4,0
Médico-sociale	3,7	6,7	21,0	24,3	19,9	9,9	2,7
Médico-technique	0,1	0,2	0,5	0,7	0,6	0,2	0,1
Police municipale	0,2	1,7	6,8	8,9	6,9	2,6	0,3
Incendie et secours	1,6	3,2	10,8	17,1	9,5	1,7	0,2
Animation	28,7	18,7	38,2	35,2	23,6	9,7	2,7
Autres cas[b]	9,7	4,0	6,9	7,0	5,6	2,9	2,5
Total	**93,0**	**118,7**	**364,9**	**516,2**	**522,5**	**273,2**	**59,0**

(a) La distinction entre contractuels permanents et non permanents n'est pas possible dans la base SIASP.
(b) Autres agents non classables dans une filière.
Source : SIASP, Insee. Traitement DGCL-DESL.
Champ : fonctionnaires et contractuels de la FPT en France (hors Mayotte et collectivités d'outre-mer) en emploi principal au 31 décembre.

Part des femmes des emplois permanents[a] par filière, selon le statut et l'âge, au 31 décembre 2023

(en %)

	Moins de 25 ans	De 25 à 29 ans	De 30 à 39 ans	De 40 à 49 ans	De 50 à 57 ans	De 58 à 62 ans	De 63 ans et plus
Administrative	76,4 %	75,8 %	81,3 %	83,1 %	84,2 %	85,8 %	79,1 %
Technique	38,3 %	38,0 %	40,2 %	40,8 %	42,3 %	45,1 %	49,4 %
Culturelle	62,8 %	66,7 %	66,5 %	64,8 %	64,0 %	64,5 %	56,1 %
Sportive	38,5 %	34,4 %	34,1 %	31,1 %	25,9 %	25,9 %	22,0 %
Sociale	91,2 %	93,2 %	94,1 %	94,6 %	95,3 %	96,1 %	93,7 %
Médico-sociale	96,4 %	95,8 %	96,0 %	96,0 %	95,7 %	95,6 %	77,1 %
Médico-technique	88,7 %	86,6 %	83,9 %	80,6 %	80,1 %	80,3 %	–
Police municipale	40,9 %	28,7 %	24,6 %	23,5 %	17,2 %	16,8 %	17,9 %
Incendie et secours	15,1 %	14,0 %	9,5 %	6,0 %	4,3 %	5,6 %	9,4 %
Animation	66,6 %	67,4 %	72,2 %	74,5 %	79,7 %	85,5 %	83,3 %
Autres cas[b]	61,5 %	53,0 %	61,5 %	65,8 %	64,7 %	67,5 %	54,9 %
Total	**61,5 %**	**53,0 %**	**61,5 %**	**65,8 %**	**64,7 %**	**67,5 %**	**54,9 %**

(a) La distinction entre contractuels permanents et non permanents n'est pas possible dans la base SIASP.
(b) Autres agents non classables dans une filière.
– : Les effectifs sont trop faibles pour calculer des pourcentages fiables.
Source : SIASP, Insee. Traitement DGCL-DESL.
Champ : fonctionnaires et contractuels de la FPT en France (hors Mayotte et collectivités d'outre-mer) en emploi principal au 31 décembre.

Répartition des emplois permanents[a] par filière, selon le statut et l'âge, au 31 décembre 2023
(en milliers)

	Moins de 25 ans	De 25 à 29 ans	De 30 à 39 ans	De 40 à 49 ans	De 50 à 57 ans	De 58 à 62 ans	De 63 ans et plus
Communes de moins de 1 000 habitants	1,6	2,7	10,9	17,0	21,7	12,3	2,4
Communes de 1 000 à 1 999 habitants	2,1	3,2	10,3	15,1	17,9	9,3	1,3
Communes de 2 000 à 3 499 habitants	2,9	3,7	11,9	16,3	18,9	9,8	1,4
Communes de 3 500 à 4 999 habitants	2,5	3,2	9,9	13,7	15,0	7,9	1,2
Communes de 5 000 à 9 999 habitants	6,9	7,8	23,8	32,5	34,4	17,9	3,3
Communes de 10 000 à 19 999 habitants	7,4	8,1	24,1	32,7	34,6	18,8	3,8
Communes de 20 000 à 39 999 habitants	9,9	9,5	28,7	38,7	38,7	21,4	5,1
Communes de 40 000 à 79 999 habitants	9,7	9,2	27,5	37,9	38,1	21,8	5,5
Communes de 80 000 à 149 999 habitants	5,8	5,0	14,7	19,9	19,2	10,6	2,9
Communes de 150 000 habitants et plus	7,5	8,6	25,4	36,4	34,9	19,8	6,1
Total des communes	**56,2**	**61,1**	**187,2**	**260,3**	**273,6**	**149,5**	**32,9**
CCAS et CIAS[b]	**7,4**	**7,8**	**22,1**	**29,4**	**31,5**	**16,9**	**3,4**
Communautés de communes (CC)	5,7	7,6	21,5	25,7	21,5	9,3	1,5
Communautés d'agglomération (CA)	5,7	7,3	22,0	30,2	26,5	12,4	2,3
Communautés urbaines (CU) et métropoles[c]	3,6	6,3	19,7	28,6	25,6	12,8	2,7
Total des EPCI(b) à fiscalité propre	**14,9**	**21,2**	**63,2**	**84,5**	**73,6**	**34,5**	**6,4**
SIVU et SIVOM[b]	1,2	1,4	4,3	6,0	6,2	3,3	0,7
Syndicats mixtes[d]	1,8	3,4	9,7	12,0	10,0	4,3	0,8
Total des syndicats	**3,0**	**4,8**	**14,0**	**18,0**	**16,2**	**7,6**	**1,5**
Départements	5,7	13,4	44,7	69,6	73,2	39,0	8,0
SDIS	2,3	4,1	13,0	21,1	13,1	3,2	0,4
Centres de gestion et CNFPT[b]	0,9	1,2	2,9	3,7	3,2	1,5	0,6
Organismes départementaux	**8,9**	**18,7**	**60,6**	**94,5**	**89,5**	**43,6**	**9,0**
Régions[e]	**1,3**	**3,3**	**13,2**	**23,6**	**32,9**	**18,3**	**4,7**
Autres[f]	**1,2**	**1,8**	**4,6**	**5,8**	**5,3**	**2,8**	**1,0**
Total	**93,0**	**118,7**	**364,9**	**516,2**	**522,5**	**273,2**	**59,0**

(a) La distinction entre contractuels permanents et non permanents n'est pas possible dans la base SIASP.
(b) CCAS ET CIAS : centre communal ou intercomunal d'action sociale - SIVU et SIVOM : Syndicats intercommunaux à vocation unique ou multiple - EPCI : établissement public de coopération intercommunale - SDIS : services départementaux d'incendie et secours - CNFPT : centre national de la fonction publique territoriale.
(c) Y compris la métropole de Lyon et les établissements publics territoriaux (EPT).
(d) Y compris les pôles métropolitains et les pôles d'équilibre territorial (PETR).
(e) Y compris les collectivités uniques de Guyane et Martinique, ainsi que la collectivité de Corse.
(f) Caisses des écoles, régies, Institution interdépartementale ou entente, Caisse de crédit municipal, EPA locaux.
Source : SIASP, Insee. Traitement DGCL-DESL.
Champ : fonctionnaires et contractuels de la FPT en France (hors Mayotte et collectivités d'outre-mer) en emploi principal au 31 décembre.

8-8a L'emploi dans les collectivités locales selon le nombre d'agents employés

Répartition des collectivités locales par type de collectivité selon leur taille, au 31 décembre 2023

(en milliers)

	Aucun agent non annexe[a]	Agent non annexe mais non principal[b]	Emplois principaux								
			de 1 à 4 agents	de 5 à 9 agents	de 10 à 19 agents	de 20 à 49 agents	de 50 à 99 agents	de 100 à 249 agents	de 250 à 349 agents	de 350 à 999 agents	1 000 agents et plus
Communes de moins de 1 000 habitants	1 520	3 357	13 410	4 520	914	51	11	1	–	–	–
Communes de 1 000 à 1 999 habitants	–	3	153	1 086	2 669	552	26	9	1	–	–
Communes de 2 000 à 3 499 habitants	1	–	2	28	456	1 593	148	13	1	–	–
Communes de 3 500 à 4 999 habitants	–	–	1	–	11	443	468	52	1	2	–
Communes de 5 000 à 9 999 habitants	–	–	–	–	1	44	534	586	21	1	–
Communes de 10 000 à 19 999 habitants	–	1	–	1	–	–	3	294	156	79	–
Communes de 20 000 à 39 999 habitants	–	–	3	–	–	1	1	4	27	245	6
Communes de 40 000 à 79 999 habitants	–	–	1	–	–	–	–	–	–	55	78
Communes de 80 000 à 149 999 habitants	–	–	–	1	–	–	1	–	–	–	37
Communes de 150 000 habitants et plus	–	–	–	–	–	1	–	–	–	–	19
Total des communes	**1 521**	**3 361**	**13 570**	**5 636**	**4 051**	**2 685**	**1 192**	**959**	**207**	**382**	**140**
CCAS et CIAS[b]	**68**	**128**	**568**	**375**	**406**	**579**	**487**	**187**	**28**	**28**	**4**
Communautés de communes (CC)	–	–	5	15	70	234	321	289	40	15	–
Communautés d'agglomération (CA)	–	–	–	–	–	–	6	43	43	119	14
Communautés urbaines (CU) et métropoles[c]	–	–	–	–	–	–	2	3	1	7	34
Total des EPCI(b) à fiscalité propre	**–**	**–**	**5**	**15**	**70**	**234**	**329**	**335**	**84**	**141**	**48**
SIVU et SIVOM[b]	491	533	1 794	1 021	321	131	29	14	2	1	–
Syndicats mixtes[d]	97	173	706	390	291	305	130	67	9	8	–
Total des syndicats	**588**	**706**	**2 500**	**1 411**	**612**	**436**	**159**	**81**	**11**	**9**	**–**
Départements	–	–	–	–	–	–	–	–	–	2	92
SDIS	–	–	–	–	–	1	–	23	15	40	17
Centres de gestion et CNFPT[b]	–	–	–	1	4	31	20	26	5	8	1
Organismes départementaux	**–**	**–**	**–**	**1**	**4**	**32**	**20**	**49**	**20**	**50**	**110**
Régions[e]	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**17**
Autres[f]	**48**	**48**	**159**	**123**	**114**	**99**	**44**	**44**	**8**	**8**	**2**
Total	**2 225**	**4 243**	**16 802**	**7 561**	**5 257**	**4 065**	**2 231**	**1 655**	**358**	**618**	**321**

(a) Les emplois « non annexes » sont des emplois dont le salaire est supérieur à 3 SMIC mensuels, ou sous certaines conditions d'heures et de durée.

(b) Lorsqu'un agent cumule plusieurs emplois non annexes dans la fonction publique, l'emploi principal est celui pour lequel son salaire net est le plus élevé. Les autres emplois sont dits « secondaires ».

(c) CCAS ET CIAS : centre communal ou intercomunal d'action sociale - SIVU et SIVOM : Syndicats intercommunaux à vocation unique ou multiple - EPCI : établissement public de coopération intercommunale - SDIS : services départementaux d'incendie et secours - CNFPT : centre national de la fonction publique territoriale.

(d) Y compris la métropole de Lyon et les établissements publics territoriaux (EPT).

(e) Y compris les pôles métropolitains et les pôles d'équilibre territorial (PETR).

(f) Y compris les collectivités uniques de Guyane et Martinique, ainsi que la collectivité de Corse.

(g) Caisses des écoles, régies, Institution interdépartementale ou entente, Caisse de crédit municipal, EPA locaux.

– : sans objet

Source : SIASP, Insee. Traitement DGCL-DESL.

Champ : collectivités locales de la FPT en France (hors Mayotte et collectivités d'outre-mer) ayant au moins un agent au 31 décembre.

Répartition des effectifs par taille des collectivités selon le statut et la catégorie hiérarchique, au 31 décembre 2023

(en milliers)

	Fonctionnaires				Contractuels				Autres statuts[a]	Contrats aidés
	A	B	C	I	A	B	C	I		
de 1 à 4 agents	1,1	1,9	20,3	0,0	0,8	0,8	10,2	0,2	0,3	0,8
de 5 à 9 agents	1,3	2,4	29,8	0,0	1,0	1,0	12,9	0,2	0,6	1,1
de 10 à 19 agents	2,2	3,9	43,9	0,0	1,6	1,8	14,6	0,5	1,0	1,3
de 20 à 49 agents	5,9	9,4	73,2	0,1	4,3	5,1	24,5	0,9	2,0	2,1
de 50 à 99 agents	8,0	14,5	79,7	0,1	5,9	8,7	32,2	1,6	2,4	2,5
de 100 à 249 agents	14,4	25,1	128,8	0,1	8,0	12,8	51,6	4,4	4,3	3,9
de 250 à 349 agents	6,3	11,2	52,8	0,1	3,3	5,4	21,1	2,1	1,6	1,7
de 350 à 999 agents	23,7	39,4	175,7	0,1	11,3	18,5	61,9	6,8	6,1	4,2
1 000 agents et plus	115,5	100,4	432,9	0,4	43,1	34,3	95,9	13,8	44,4	6,2
Total	**178,4**	**208,1**	**1 037,1**	**0,8**	**79,3**	**88,5**	**324,9**	**30,5**	**62,7**	**23,6**

(a) Assistantes maternelles, apprentis, collaborateurs de cabinet, ouvriers d'Etat, agents en parcours d'accès aux carrières territoriales (PACT), médecins hospitaliers.
Source : SIASP, Insee. Traitement DGCL-DESL.
Champ : agents de la FPT en France (hors Mayotte et collectivités d'outre-mer) en emploi principal au 31 décembre.

Part des femmes des effectifs par âge selon le statut et la catégorie hiérarchique, au 31 décembre 2023

(en %)

	Fonctionnaires				Contractuels				Autres statuts[a]	Contrats aidés
	A	B	C	I	A	B	C	I		
de 1 à 4 agents	83,5 %	85,1 %	54,7 %	–	67,1 %	75,0 %	66,7 %	59,6 %	78,7 %	40,8 %
de 5 à 9 agents	78,9 %	81,2 %	66,2 %	–	66,2 %	66,4 %	77,7 %	65,5 %	74,7 %	65,1 %
de 10 à 19 agents	73,8 %	74,1 %	66,3 %	–	62,3 %	60,9 %	74,0 %	70,9 %	73,3 %	56,9 %
de 20 à 49 agents	69,6 %	67,4 %	64,3 %	–	63,2 %	61,2 %	71,1 %	62,0 %	72,1 %	52,4 %
de 50 à 99 agents	71,2 %	71,0 %	63,6 %	–	66,8 %	68,2 %	72,4 %	62,5 %	70,6 %	54,0 %
de 100 à 249 agents	69,0 %	67,2 %	60,5 %	–	66,6 %	62,6 %	70,0 %	63,6 %	70,6 %	55,2 %
de 250 à 349 agents	64,3 %	62,8 %	55,0 %	–	65,4 %	59,8 %	67,6 %	63,0 %	63,2 %	56,1 %
de 350 à 999 agents	63,8 %	62,6 %	52,8 %	–	62,8 %	58,9 %	65,9 %	61,2 %	70,1 %	62,3 %
1 000 agents et plus	73,9 %	63,4 %	50,9 %	40,4 %	67,6 %	61,5 %	64,1 %	68,4 %	79,6 %	61,2 %
Total	**71,6 %**	**65,0 %**	**55,7 %**	**53,3 %**	**66,3 %**	**61,8 %**	**68,0 %**	**65,2 %**	**76,9 %**	**57,8 %**

(a) Assistantes maternelles, apprentis, collaborateurs de cabinet, ouvriers d'Etat, agents en parcours d'accès aux carrières territoriales (PACT), médecins hospitaliers.
– : Les effectifs sont trop faibles pour calculer des pourcentages fiables.
Source : SIASP, Insee. Traitement DGCL-DESL.
Champ : agents de la FPT en France (hors Mayotte et collectivités d'outre-mer) en emploi principal au 31 décembre.

8-9a Les collectivités locales selon le nombre d'habitants

Répartition des collectivités locales ayant des emplois principaux par type de collectivité selon le nombre d'habitants, au 31 décembre 2023

(en milliers)

	Moins de 500 hab.	De 500 à 999 hab.	De 1 000 à 1 999 hab.	De 2 000 à 4 999 hab.	De 5 000 à 9 999 hab.	De 10 000 à 39 999 hab.	De 40 000 à 79 999 hab.	De 80 000 à 149 999 hab.	De 150 000 à 299 999 hab.	De 300 000 à 499 999 hab.	De 500 000 à 1 999 999 hab.	1 000 000 hab. et plus
Communes	**12 379**	**6 528**	**4 496**	**3 219**	**1 187**	**820**	**134**	**39**	**13**	**3**	**3**	**1**
Communautés de communes (CC)	–	–	–	9	211	670	93	6	–	–	–	–
Communautés d'agglomération (CA)	–	–	–	–	–	8	97	83	32	5	–	–
Communautés urbaines (CU) et métropoles[b]	–	–	–	–	–	–	1	2	16	15	9	4
Total des EPCI[a] à fiscalité propre	**–**	**–**	**–**	**9**	**211**	**678**	**191**	**91**	**48**	**20**	**9**	**4**
SIVU et SIVOM[a]	61	434	1 216	680	298	459	78	38	25	16	7	1
Syndicats mixtes	8	23	40	69	70	406	300	302	272	179	151	86
Total des syndicats	**68**	**457**	**1 256**	**749**	**368**	**865**	**378**	**340**	**297**	**195**	**158**	**87**
Départements	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**1**	**4**	**18**	**21**	**28**	**22**
Régions[c]	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**1**	**3**	**1**	**12**

(a) SIVU et SIVOM : Syndicats intercommunaux à vocation unique ou multiple - EPCI : établissement public de coopération intercommunale

(b) Y compris la métropole de Lyon et les établissements publics territoriaux (EPT).

(c) Y compris les collectivités uniques de Guyane et Martinique, ainsi que la collectivité de Corse.

– : sans objet

Source : SIASP, Insee. Traitement DGCL-DESL.

Champ : collectivités locales de la FPT en France (hors Mayotte et collectivités d'outre-mer) ayant au moins un agent en emploi principal au 31 décembre.

Répartition des collectivités locales sans emploi principal[a] par type de collectivité selon le nombre d'habitants, au 31 décembre 2023

(en milliers)

	Moins de 100 hab.	de 100 à 199 hab.	de 200 à 499 hab.	de 500 à 999 hab.	de 1 000 à 1 999 hab.	de 2 000 à 3 499 hab.	de 3 500 à 4 999 hab.	5 000 hab. et plus
Communes de moins de 1 000 habitants	1 849	1 876	862	14	–	–	–	–
Communes de 1 000 habitants et plus	–	–	–	–	3	1	–	1
Total des communes	**1 849**	**1 876**	**862**	**14**	**3**	**1**	**–**	**–**
SIVU et SIVOM[b]	1	8	85	132	173	127	80	389
Syndicats mixtes	–	–	4	4	20	28	13	194
Total des syndicats	**1**	**8**	**89**	**136**	**193**	**155**	**93**	**583**

(a) Concerne toutes les collectivités ayant au moins un agent, mais aucun agent ayant un emploi non annexe dont c'est la rémunération principale.

(b) SIVU et SIVOM : Syndicats intercommunaux à vocation unique ou multiple - EPCI : établissement public de coopération intercommunale

– : sans objet

Source : SIASP, Insee. Traitement DGCL-DESL.

Champ : collectivités locales de la FPT en France (hors Mayotte et collectivités d'outre-mer) ayant au moins un agent au 31 décembre, sans aucun agent principal.

8-10a Les effectifs des collectivités locales par région

Effectifs et volume de travail des collectivités locales par région

(en milliers)

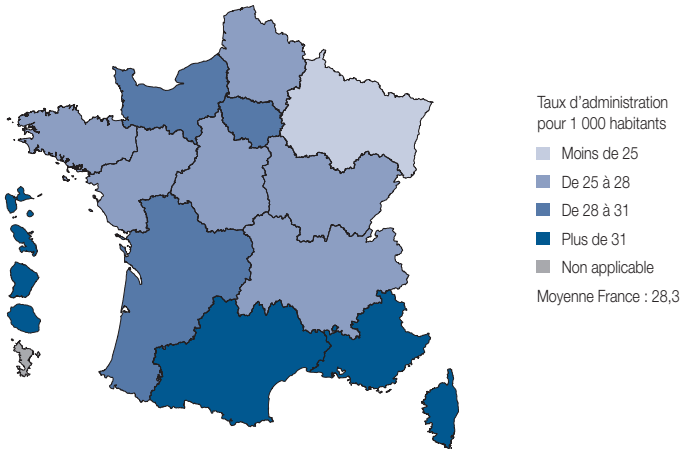
	Effectifs au 31 décembre						Volume de travail en équivalent temps plein					
	2021	2022 (ancienne méthode)	2022 (nouvelle méthode)	2023	Évolution 2021-2022	Évolution 2022-2023	2021	2022 (ancienne méthode)	2022 (nouvelle méthode)	2023	Évolution 2021-2022	Évolution 2022-2023
Auvergne-Rhône-Alpes	223,1	223,8	228,3	231,5	0,3 %	1,4 %	208,4	209,6	210,5	212,8	0,6 %	1,1 %
Bourgogne-Franche-Comté	73,6	74,0	75,7	76,7	0,5 %	1,2 %	69,2	70,2	70,5	70,9	1,3 %	0,6 %
Bretagne	96,6	96,8	99,2	101,3	0,2 %	2,1 %	91,7	92,1	92,7	94,5	0,4 %	1,9 %
Centre-Val de Loire	69,2	69,2	70,2	70,6	0,1 %	0,5 %	66,2	66,4	67,0	67,2	0,3 %	0,3 %
Corse	13,5	13,7	13,7	13,9	1,2 %	1,3 %	13,2	13,4	13,5	13,6	1,6 %	1,2 %
Grand-Est	133,7	133,7	135,9	136,5	0,0 %	0,4 %	124,6	126,0	126,4	126,6	1,2 %	0,2 %
Hauts-de-France	168,7	165,6	169,6	168,7	- 1,8 %	- 0,5 %	158,6	158,1	158,2	156,7	- 0,3 %	- 1,0 %
Île-de-France	364,4	361,3	369,8	371,2	- 0,9 %	0,4 %	356,1	350,1	351,0	349,4	- 1,7 %	- 0,5 %
Normandie	96,7	97,3	99,3	100,0	0,6 %	0,7 %	91,5	93,0	92,6	93,1	1,6 %	0,6 %
Nouvelle-Aquitaine	192,0	193,4	195,9	197,4	0,7 %	0,8 %	183,5	185,0	185,6	187,4	0,8 %	1,0 %
Occitanie	196,4	197,2	200,5	202,7	0,4 %	1,1 %	185,8	187,2	187,8	189,9	0,8 %	1,1 %
Pays de la Loire	103,3	104,6	106,7	109,4	1,2 %	2,5 %	96,2	98,6	98,9	100,8	2,6 %	1,9 %
Provence-Alpes-Côte d'Azur	169,8	168,0	170,8	172,6	- 1,0 %	1,0 %	164,2	163,6	165,1	165,4	- 0,3 %	0,2 %
France métropolitaine	**1 901,0**	**1 898,5**	**1 935,7**	**1 952,5**	**- 0,1 %**	**0,9 %**	**1 809,2**	**1 813,4**	**1 819,9**	**1 828,4**	**0,2 %**	**0,5 %**
Guadeloupe	15,2	15,1	15,3	15,2	- 0,1 %	- 0,9 %	14,7	14,4	14,6	14,7	- 1,8 %	0,3 %
Guyane	9,6	9,8	9,8	10,0	1,7 %	1,9 %	8,8	9,1	9,1	9,6	3,5 %	5,9 %
Martinique	16,5	16,3	16,5	16,9	- 1,3 %	2,7 %	15,9	15,9	16,1	16,3	0,3 %	1,3 %
La Réunion	39,4	38,4	38,6	39,4	- 2,5 %	1,9 %	36,8	36,0	36,5	36,1	- 2,1 %	- 1,2 %
Régions d'outre-mer	**80,6**	**79,6**	**80,2**	**81,4**	**- 1,3 %**	**1,6 %**	**76,1**	**75,5**	**76,3**	**76,6**	**- 0,9 %**	**0,5 %**
France	**1 981,6**	**1 978,1**	**2 015,9**	**2 034,0**	**- 0,2 %**	**0,9 %**	**1 885,4**	**1 888,9**	**1 896,2**	**1 905,1**	**0,2 %**	**0,5 %**

Source : SIASP, Insee. Traitement DGCL-DESL.

Champ : agents de la FPT en France (hors Mayotte et collectivités d'outre-mer) en emploi principal au 31 décembre, les volumes de travail en EQTP concernent les agents sur toute l'année.

Taux d'administration régional en 2023

(en EQTP[a] pour 1 000 habitants ; en %)



(a) EQTP : équivalent temps plein; mesure le volume de travail en termes de nombre d'heures. Un agent travaillant à temps plein toute l'année compte 1, les autres comptent au prorata de leur quotité de travail par rapport à un temps plein à complet cumulée à la proportion de durée sur l'année civile.

Source : SIASP, Insee. Traitement DGCL-DESL. Carte : © IGN - Insee 2023

Champ : agents de la FPT en France (hors Mayotte et collectivités d'outre-mer) en emploi principal au 31 décembre, les volumes de travail en EQTP concernent les agents sur toute l'année.

Les effectifs des collectivités locales par région 8-10b

Effectifs par région selon le statut, au 31 décembre 2023

(en milliers)

	Fonctionnaires				Contractuels		Autres statuts[a]	Contrats aidés
	cat. A	cat. B	cat. C	indéterminé	CDD	CDI		
Auvergne-Rhône-Alpes	21,7	23,6	115,6	0,0	55,6	7,3	6,3	1,4
Bourgogne-Franche-Comté	6,8	7,8	38,5	0,0	17,5	2,4	3,0	0,6
Bretagne	9,8	11,5	50,0	0,0	23,4	2,3	3,8	0,5
Centre-Val de Loire	5,6	7,1	38,2	0,0	14,6	2,2	2,6	0,4
Corse	1,2	1,2	9,1	0,0	1,8	0,3	0,3	0,0
Grand Est	12,6	13,7	69,2	0,0	28,5	6,0	4,7	1,7
Hauts-de-France	15,6	16,5	87,3	0,0	32,7	4,7	8,2	3,7
Île-de-France	33,0	41,3	172,7	0,1	98,1	14,6	9,8	1,6
Normandie	7,5	10,2	52,0	0,0	22,3	3,6	3,6	0,9
Nouvelle-Aquitaine	16,7	19,2	107,5	0,1	39,3	7,0	5,9	1,7
Occitanie	17,6	20,0	107,9	0,0	43,6	6,4	5,8	1,3
Pays de la Loire	10,0	12,7	55,7	0,3	24,8	2,2	3,3	0,4
Provence-Alpes-Côte d'Azur	15,2	18,5	98,1	0,0	32,1	4,7	3,4	0,7
France métropolitaine	**173,2**	**203,2**	**1001,8**	**0,8**	**434,3**	**63,7**	**60,5**	**14,9**
Guadeloupe	1,1	1,0	10,7	0,0	1,8	0,1	0,4	0,1
Guyane	0,4	0,5	4,8	0,0	2,0	0,5	0,3	1,5
Martinique	1,2	1,3	8,2	0,0	4,0	1,1	0,5	0,6
La Réunion	2,4	2,1	11,7	0,0	7,8	7,7	1,1	6,5
Régions d'outre-mer	**5,2**	**4,9**	**35,3**	**0,0**	**15,6**	**9,4**	**2,3**	**8,7**
Total	**178,4**	**208,1**	**1 037,1**	**0,8**	**450,0**	**73,2**	**62,7**	**23,6**

(a) Assistantes maternelles, apprentis, collaborateurs de cabinet, ouvriers d'Etat, agents en parcours d'accès aux carrières territoriales (PACT), médecins hospitaliers.
Source : SIASP, Insee. Traitement DGCL-DESL.
Champ : agents de la FPT en France (hors Mayotte et collectivités d'outre-mer) en emploi principal au 31 décembre.

Part des femmes des effectifs par région selon le statut, au 31 décembre 2023

(en %)

	Fonctionnaires				Contractuels		Autres statuts[a]	Contrats aidés
	cat. A	cat. B	cat. C	indéterminé	CDD	CDI		
Auvergne-Rhône-Alpes	72,5 %	66,2 %	56,1 %	–	69,1 %	59,7 %	75,9 %	55,8 %
Bourgogne-Franche-Comté	71,9 %	65,3 %	55,6 %	–	68,3 %	66,5 %	77,2 %	51,4 %
Bretagne	71,9 %	66,4 %	58,3 %	–	71,6 %	57,3 %	78,7 %	40,0 %
Centre-Val de Loire	74,2 %	66,9 %	56,7 %	–	67,5 %	61,3 %	75,8 %	61,6 %
Corse	66,1 %	56,5 %	44,8 %	–	52,5 %	47,1 %	75,9 %	–
Grand Est	70,2 %	63,2 %	54,1 %	–	67,2 %	66,0 %	77,4 %	46,4 %
Hauts-de-France	70,1 %	61,8 %	53,8 %	–	67,8 %	61,0 %	79,2 %	55,9 %
Île-de-France	73,7 %	70,6 %	57,5 %	60,1 %	66,7 %	65,9 %	76,7 %	58,4 %
Normandie	71,5 %	66,7 %	57,0 %	–	68,6 %	62,6 %	75,8 %	56,4 %
Nouvelle-Aquitaine	71,6 %	62,9 %	55,9 %	–	69,5 %	58,5 %	75,3 %	52,4 %
Occitanie	72,9 %	62,2 %	54,4 %	–	67,7 %	62,9 %	77,9 %	48,8 %
Pays de la Loire	71,4 %	66,5 %	59,4 %	35,0 %	70,8 %	63,2 %	72,6 %	57,1 %
Provence-Alpes-Côte d'Azur	68,8 %	59,2 %	54,8 %	–	65,1 %	50,5 %	76,0 %	60,5 %
France métropolitaine	**71,8 %**	**65,2 %**	**55,9 %**	**53,3 %**	**68,0 %**	**61,8 %**	**76,8 %**	**53,8 %**
Guadeloupe	70,6 %	60,5 %	56,2 %	–	59,6 %	51,7 %	74,9 %	49,6 %
Guyane	71,7 %	56,2 %	50,5 %	–	52,9 %	48,0 %	84,2 %	73,0 %
Martinique	72,8 %	61,5 %	56,1 %	–	60,2 %	67,8 %	77,8 %	54,6 %
La Réunion	59,7 %	54,1 %	40,0 %	–	53,9 %	48,4 %	81,8 %	64,1 %
Régions d'outre-mer	**66,1 %**	**57,6 %**	**50,0 %**	**–**	**56,0 %**	**50,6 %**	**80,0 %**	**64,8 %**
Total	**71,6 %**	**65,0 %**	**55,7 %**	**53,3 %**	**67,6 %**	**60,3 %**	**76,9 %**	**57,8 %**

(a) Assistantes maternelles, apprentis, collaborateurs de cabinet, ouvriers d'Etat, agents en parcours d'accès aux carrières territoriales (PACT), médecins hospitaliers.
– : Les effectifs sont trop faibles pour calculer des pourcentages fiables.
Source : SIASP, Insee. Traitement DGCL-DESL.
Champ : agents de la FPT en France (hors Mayotte et collectivités d'outre-mer) en emploi principal au 31 décembre.

8-10c Les effectifs des collectivités locales par région

Effectifs des emplois permanents[a] par région selon la filière, au 31 décembre 2023

(en milliers)

	Adminis-trative	Technique	Culturelle	Sportive	Sociale	Médico-sociale	Médico-technique	Police municipale	Incendie et secours	Animation	Autres cas[b]
Auvergne-Rhône-Alpes	51,9	99,5	9,4	2,1	21,3	10,8	0,3	2,9	5,8	15,4	4,2
Bourgogne-Franche-Comté	17,3	34,1	3,2	0,6	5,8	2,5	0,1	0,6	1,8	5,6	1,4
Bretagne	20,7	41,1	3,7	0,9	11,8	6,4	0,2	0,6	2,0	7,4	2,1
Centre-Val de Loire	15,5	32,3	2,9	0,6	5,4	2,3	0,1	0,9	1,7	5,3	0,7
Corse	3,8	7,3	0,2	0,1	0,7	0,3	0,0	0,1	0,5	0,5	0,1
Grand Est	31,5	59,1	5,9	1,4	11,2	4,2	0,1	1,7	3,6	9,4	2,1
Hauts-de-France	37,9	70,9	5,8	1,5	12,3	5,4	0,2	2,1	4,9	12,4	3,5
Île-de-France	75,6	144,9	20,6	3,7	28,0	22,3	0,4	5,8	4,6	45,1	8,9
Normandie	22,1	47,3	3,8	0,9	8,0	3,0	0,1	0,9	2,1	6,2	1,2
Nouvelle-Aquitaine	41,4	89,9	6,4	1,4	19,7	8,5	0,3	1,7	4,9	12,9	2,6
Occitanie	43,6	90,6	6,4	1,5	18,0	9,0	0,3	3,5	4,0	15,1	3,5
Pays de la Loire	24,7	44,3	4,2	1,2	12,0	5,8	0,2	0,8	2,3	8,4	1,8
Provence-Alpes-Côte d'Azur	41,5	77,0	6,5	1,5	12,1	6,1	0,1	4,8	4,2	9,9	4,7
France métropolitaine	**427,5**	**838,5**	**78,8**	**17,5**	**166,5**	**86,7**	**2,4**	**26,4**	**42,3**	**153,5**	**37,1**
Guadeloupe	4,5	7,3	0,2	0,1	0,6	0,2	0,0	0,3	0,4	1,0	0,1
Guyane	2,3	4,3	0,1	0,1	0,5	0,2	0,0	0,2	0,3	0,2	0,1
Martinique	4,1	8,3	0,2	0,1	0,6	0,4	0,0	0,2	0,2	0,9	0,6
La Réunion	8,9	15,5	0,5	0,4	2,5	0,6	0,0	0,3	0,9	1,1	0,8
Régions d'outre-mer	**19,8**	**35,4**	**1,1**	**0,7**	**4,2**	**1,4**	**0,1**	**1,1**	**1,7**	**3,2**	**1,6**
Total	**447,3**	**873,9**	**80,0**	**18,2**	**170,8**	**88,1**	**2,4**	**27,4**	**44,0**	**156,7**	**38,7**

(a) La distinction entre contractuels permanents et non permanents n'est pas possible dans la base SIASP.

(b) Autres agents non classables dans une filière.

Source : SIASP, Insee. Traitement DGCL-DESL.

Champ : agents de la FPT en France (hors Mayotte et collectivités d'outre-mer) en emploi principal au 31 décembre.

Effectifs par région selon le type de collectivité, au 31 décembre 2023

(en milliers)

	Communes			CCAS et CIAS	EPCI à FP	Syndicats mixtes, SIVU et SIVOM[a]	Départements	SDIS	Régions[b]	Autres[c]	Total
	moins de 2 000 habitants	de 2 000 à 39 999 habitants	plus de 40 000 habitants								
Auvergne-Rhône-Alpes	21,1	65,2	32,6	13,8	41,7	8,2	30,2	7,3	8,9	2,6	231,5
Bourgogne-Franche-Comté	9,4	16,0	6,5	2,5	14,8	3,6	14,9	2,3	4,8	1,8	76,7
Bretagne	6,4	27,4	9,1	13,9	19,0	2,3	14,6	2,4	4,3	1,7	101,3
Centre-Val de Loire	7,9	19,9	7,5	2,3	11,5	2,8	12,2	2,2	3,6	0,7	70,6
Corse	1,5	2,1	2,4	0,2	1,8	0,6	0,0	0,6	4,5	0,1	13,9
Grand Est	13,0	30,6	13,0	4,2	32,0	5,6	23,6	4,3	7,5	2,7	136,5
Hauts-de-France	12,1	53,1	20,7	7,5	23,7	7,1	27,7	5,9	9,5	1,4	168,7
Île-de-France	4,7	111,9	148,3	13,2	20,8	5,4	38,8	5,8	11,5	10,9	371,2
Normandie	8,8	26,3	10,4	6,7	18,7	4,3	15,8	2,7	5,2	1,2	100,0
Nouvelle-Aquitaine	18,9	44,3	19,2	19,7	34,6	11,0	30,1	6,1	9,2	4,4	197,4
Occitanie	16,8	44,7	27,6	16,2	37,4	8,9	34,5	5,1	8,2	3,0	202,7
Pays de la Loire	5,6	29,8	16,3	10,6	20,9	2,4	15,6	3,0	4,2	1,0	109,4
Provence-Alpes-Côte d'Azur	5,4	46,3	45,7	8,1	24,7	3,1	23,7	7,6	6,2	1,8	172,6
France métropolitaine	**131,6**	**517,6**	**359,3**	**119,0**	**301,6**	**65,5**	**281,6**	**55,3**	**87,6**	**33,4**	**1 952,5**
Guadeloupe	0,2	7,5	1,1	0,2	0,9	0,6	2,0	0,4	1,4	0,8	15,2
Guyane	0,1	2,9	2,1	0,1	0,4	0,0	0,0	0,4	3,4	0,6	10,0
Martinique	0,4	6,1	1,8	0,3	1,0	0,4	0,0	0,4	4,5	2,1	16,9
La Réunion	0,0	8,6	12,6	3,4	2,3	0,2	6,2	1,1	2,8	2,1	39,4
Régions d'outre-mer	**0,7**	**25,2**	**17,6**	**4,0**	**4,7**	**1,2**	**8,2**	**2,3**	**12,1**	**5,5**	**81,4**
Total	**132,3**	**542,8**	**376,8**	**123,1**	**306,2**	**66,6**	**289,8**	**57,7**	**99,7**	**38,9**	**2 034,0**

(a) Y compris les pôles métropolitains et les pôles d'équilibre territorial (PETR).

(b) Y compris les collectivités uniques de Guyane et Martinique, ainsi que la collectivité de Corse.

(c) Centres de gestion, CNFPT, caisses des écoles, régies, Institution interdépartementale ou entente, Caisse de crédit municipal, EPA locaux.

Source : SIASP, Insee. Traitement DGCL-DESL.

Champ : agents de la FPT en France (hors Mayotte et collectivités d'outre-mer) en emploi principal au 31 décembre.

8-11 La fonction publique territoriale au sein de la fonction publique

Effectifs dans les trois versants de la fonction publique, par statut

(en milliers)

	Effectifs au 31 décembre				Évolution	
	2021	2022 (ancienne méthode)	2022 (nouvelle méthode)	2023	Évolution 2021-2022	Évolution 2022-2023
Fonction publique territoriale	**1 981,6**	**1 978,1**	**2 015,9**	**2 034,0**	**- 0,2 %**	**+ 0,9 %**
Fonctionnaires	1 449,0	1 431,4	1 434,1	1 424,4	- 1,2 %	- 0,7 %
Contractuels	439,2	458,5	493,2	523,1	+ 4,4 %	+ 6,1 %
Autres[a]	60,3	63,8	63,9	62,7	+ 5,7 %	- 1,8 %
Bénéficiaires de contrats aidés	33,1	24,4	24,6	23,6	- 26,4 %	- 3,9 %
Fonction publique de l'État[b]	**2 227,8**	**2 244,8**	**2 259,1**	**2 281,8**	**+ 0,8 %**	**+ 1,0 %**
Fonctionnaires	1 514,6	1 514,5	1 515,2	1 505,9	- 0,0 %	- 0,6 %
Contractuels	537,1	556,2	568,8	600,3	+ 3,6 %	+ 5,5 %
Autres[b]	172,0	170,3	171,5	171,9	- 1,0 %	+ 0,2 %
Bénéficiaires de contrats aidés	4,2	3,8	3,6	3,7	- 9,6 %	+ 3,2 %
Fonction publique hospitalière[d]	**1 226,4**	**1 222,5**	**1 225,3**	**1 249,0**	**- 0,3 %**	**+ 1,9 %**
Fonctionnaires	807,3	810,1	811,9	827,8	+ 0,3 %	+ 2,0 %
Contractuels	275,7	266,9	266,9	269,8	- 3,2 %	+ 1,1 %
Autres[c]	139,6	143,7	144,7	149,9	+ 2,9 %	+ 3,6 %
Bénéficiaires de contrats aidés	3,8	1,9	1,9	1,5	- 50,9 %	- 20,3 %
Ensemble trois fonctions publiques	**5 435,8**	**5 445,4**	**5 500,3**	**5 564,8**	**+ 0,2 %**	**+ 1,2 %**

(a) Assistantes maternelles, apprentis, collaborateurs de cabinet, ouvriers d'Etat, agents en parcours d'accès aux carrières territoriales (PACT), médecins hospitaliers.
(b) Enseignants et documentalistes des établissements privés sous contrat, ouvriers d'État et apprentis.
(c) Principalement des praticiens hospitaliers.
Source : SIASP, Insee. Traitement DGCL-DESL.
Champ : agents de la FPT en France (hors Mayotte et collectivités d'outre-mer) en emploi principal au 31 décembre.

Profil des emplois permanents[a] dans les trois versants de la fonction publique

(parts en % ; âge moyen en années)

	2021	2022 (ancienne méthode)	2022 (nouvelle méthode)	2023
Fonction publique territoriale				
Part des agents de catégorie A	12,9 %	13,1 %	12,9 %	13,2 %
Part des agents de catégorie B	12,5 %	15,5 %	15,2 %	15,2 %
Part des agents de catégorie C	73,5 %	70,1 %	70,2 %	69,9 %
Part des agents de catégorie indéterminée	1,1 %	1,3 %	1,7 %	1,6 %
Part des femmes	60,8 %	60,8 %	61,0 %	61,1 %
Part des temps partiels[b]	26,9 %	25,6 %	21,8 %	21,4 %
Âge moyen	45,8	45,9	45,7	45,8
Fonction publique de l'État[b]				
Part des agents de catégorie A	58,7 %	58,9 %	58,5 %	58,2 %
Part des agents de catégorie B	20,7 %	20,9 %	21,2 %	20,9 %
Part des agents de catégorie C	18,7 %	18,4 %	17,4 %	17,7 %
Part des agents de catégorie indéterminée	1,9 %	1,8 %	2,9 %	3,2 %
Part des femmes	62,6 %	63,0 %	63,0 %	63,2 %
Part des temps partiels[b]	17,3 %	18,9 %	16,4 %	16,4 %
Âge moyen	44,2	44,3	44,2	44,3
Fonction publique hospitalière				
Part des agents de catégorie A	33,0 %	36,8 %	37,4 %	38,5 %
Part des agents de catégorie B	37,5 %	33,8 %	33,9 %	33,2 %
Part des agents de catégorie C	29,4 %	29,4 %	28,6 %	28,3 %
Part des agents de catégorie indéterminée	0,1 %	0,0 %	0,1 %	0,1 %
Part des femmes	80,8 %	80,9 %	81,0 %	81,0 %
Part des temps partiels[b]	26,3 %	24,7 %	17,8 %	17,7 %
Âge moyen	42,3	42,4	42,4	42,5

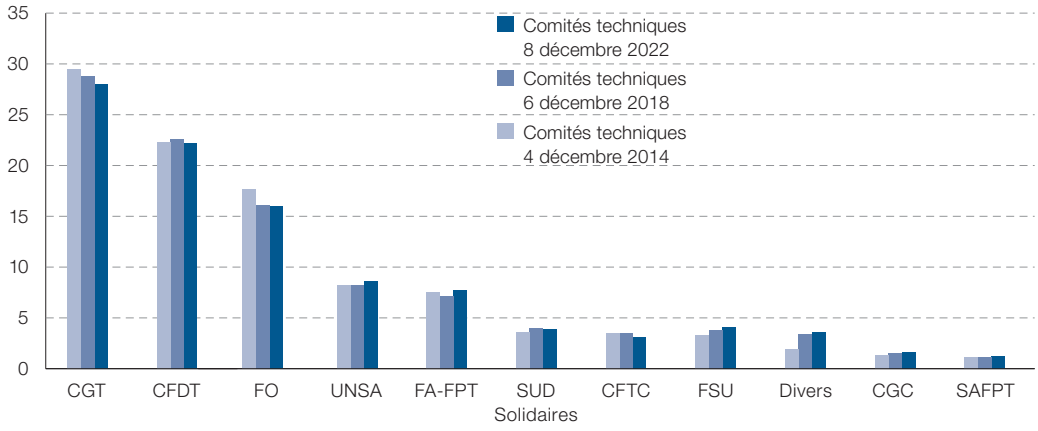
(a) La distinction entre contractuels permanents et non permanents n'est pas possible dans la base SIASP.
(b) Inclut les temps non complets et incomplets.
Source : SIASP, Insee. Traitement DGCL-DESL.
Champ : fonctionnaires et contractuels de la FPT en France (hors Mayotte et collectivités d'outre-mer) en emploi principal au 31 décembre.

Résultats des élections professionnelles dans la fonction publique territoriale

	Comités techniques 4 décembre 2014		Comités techniques 6 décembre 2018		Comités techniques 8 décembre 2022	
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
Inscrits	1 892 961	100,0	1 846 275	100,0	1 866 942	100,0
Votants	1 039 382	54,9	955 617	51,8	851 274	45,6
Suffrages exprimés [a]	988 630	95,1	897 714	93,9	807 166	94,8
dont [b] CFDT	220 777	22,3	202 618	22,6	179 000	22,2
CFTC	34 787	3,5	31 032	3,5	25 087	3,1
CGC	12 689	1,3	13 457	1,5	12 618	1,6
CGT	291 964	29,5	258 119	28,8	226 177	28,0
FA-FPT	73 858	7,5	64 008	7,1	62 296	7,7
FO	175 129	17,7	144 393	16,1	129 263	16,0
FSU	32 788	3,3	34 043	3,8	32 868	4,1
SAFPT	11 040	1,1	9 934	1,1	9 549	1,2
SUD Solidaires	35 697	3,6	35 586	4,0	31 312	3,9
UNSA	80 723	8,2	74 005	8,2	69 574	8,6
Divers	19 178	1,9	30 519	3,4	29 422	3,6

(a) En % des votants.
(b) En % des suffrages exprimés.
Source : DGCL.

Résultats aux élections professionnelles dans la fonction publique territoriale
(en % des suffrages exprimés)



Source : DGCL.

9

ÉLÉMENTS DE CONTEXTE

Présentation - Définitions 128

9-1 Le contexte européen 130

9-2 Le contexte régional 132

9-3 Le contexte départemental 134

9 Éléments de contexte

PRÉSENTATION

Le produit intérieur brut (PIB) par habitant de la France est inférieur de 1 % à la moyenne des 27 pays membres de l'**Union européenne** en 2024, correction faite des différences de pouvoir d'achat. La France occupe à cet égard le 11e rang en Europe, entre la Finlande (3 % au-dessus de la moyenne européenne à 27) et l'Italie (2 % en-dessous de la moyenne), tandis que les pays qui ont adhéré plus récemment se situent à des niveaux sensiblement en-deçà de la moyenne européenne. Alors que la France représente 15,2 % de la population de l'Europe à 27, elle compte près de 36,3 % des structures territoriales existantes du niveau de la commune *(fiche 9.1)*.

Les dépenses des administrations locales représentent en France 19,7 % des dépenses des administrations publiques, en dessous de la moyenne européenne à 27 (34,8 %) *(fiche 9.1)*. Elles représentent par ailleurs en France 11,3 % du PIB, proportion inférieure à la moyenne européenne à 27, qui est de 17,1 % en tenant compte cependant des dépenses des États fédérés.

En France, la part de la population résidant dans des communes de plus de 10 000 habitants est variable d'une **région** à l'autre : sur 18 régions, cette part est supérieure à 40 % dans 7 régions de la métropole et dans les 5 régions d'outre-mer ; elle est inférieure à 30 % en Bourgogne-Franche-Comté *(fiche 9.2)*.

La situation économique est très variable d'un **département** à l'autre, avec un taux de chômage supérieur à 10 % dans 9 départements (les 5 DOM, puis les Pyrénées-Orientales, l'Aisne, la Seine-Saint-Denis, l'Aude et l'Hérault) et inférieur à 6 % dans 19 autres, notamment certains départements ruraux (Cantal, Lozère, Mayenne, où le taux de chômage est inférieur à 5 %) *(fiche 9.3)*.

POUR EN SAVOIR PLUS

Les données détaillées européennes et leurs métadonnées sont disponibles sur le site d'Eurostat
http://ec.europa.eu/eurostat/fr/data/database
– thème « Économie et finances », rubriques : « Comptes nationaux (PIB compris) » et « Secteur des administrations publiques » ;
– thème « Population et conditions sociales », rubrique : « Démographique et migration/Population ».

Pour la liste des régions statistiques européennes (NUTS), voir :
http://ec.europa.eu/eurostat/web/nuts/overview

Pour la liste des unités administratives locales (UAL), voir :
http://ec.europa.eu/eurostat/fr/web/nuts/local-administrative-units

DÉFINITIONS

► **Le produit intérieur brut (PIB)**
Le PIB et le PIB par habitant sont des indicateurs de la valeur ajoutée d'un pays ou d'une région en termes d'activité économique totale. Il reflète la valeur totale de tous les biens et services produits, diminuée de celle des biens et services utilisés dans la consommation intermédiaire pour leur production.

► **Standard de pouvoir d'achat (SPA)**
Le SPA est une monnaie artificielle faisant apparaître les écarts entre les niveaux de prix nationaux. Les agrégats exprimés en SPA sont calculés en divisant les agrégats à prix courants et en monnaie nationale par les parités de pouvoir d'achat (PPA) respectives. En exprimant le PIB en SPA (standards de pouvoir d'achat), on élimine les différences de niveaux de prix entre les pays, permettant des comparaisons significatives du PIB en volume entre les pays. Le PIB n'équivaut pas au revenu dont disposent en définitive les ménages d'une région. L'indice de volume du PIB par habitant en standards de pouvoir d'achat (SPA) est exprimé par rapport à la moyenne de l'Union européenne (EU-28) fixée à 100. Cet indice est destiné aux comparaisons internationales plutôt qu'aux comparaisons temporelles.

► **Nomenclature des unités territoriales statistiques (NUTS)**
La NUTS 2016, entrée en vigueur au 1er janvier 2018, fournit une ventilation uniforme et cohérente des unités territoriales pour la production des statistiques régionales de l'UE. La NUTS, qui privilégie les découpages institutionnels et les unités régionales à caractère général, est une classification à trois niveaux :
– *la structure administrative des États membres repose en général sur deux niveaux principaux (régions et départements en France, Länder et Kreise en Allemagne, Comunidades autonomas et provincias en Espagne, regioni et provincie en Italie, etc.). Pour la France, Eurostat retient les nouvelles délimitations régionales comme NUTS1, les anciennes délimitations régionales comme unité NUTS2 et les départements comme NUTS3 ;*
– *à un niveau plus détaillé, on trouve les districts et les communes. Il s'agit des « unités administratives locales » (UAL).*

*Le secteur des **administrations publiques** comprend les sous-secteurs de l'administration centrale, des administrations d'États fédérés, des administrations locales et des administrations de sécurité sociale. Le PIB utilisé comme dénominateur est le produit intérieur brut aux prix courants du marché.*

*Les **dépenses des administrations publiques** sont définies dans le SEC2010 § 8.100 et chapitre 20 en référence à une liste de catégories : consommation intermédiaire, formation brute de capital, rémunération des salariés, autres impôts sur la production, subventions à payer, revenus de la propriété, impôts courants sur le revenu, le patrimoine, etc., prestations sociales autres que les transferts sociaux en nature, transferts sociaux en nature correspondant aux dépenses consacrées à l'achat de produits fournis aux ménages par l'intermédiaire de producteurs marchands, autres transferts courants, ajustement pour variation des droits des ménages sur les fonds de pension, transferts de capital à payer et acquisitions moins cessions d'actifs non financiers non produits.*

*La **formation brute de capital fixe des administrations publiques** (SEC2010 code P.51g) est constituée par les acquisitions moins les cessions d'actifs fixes réalisées par les producteurs résidents au cours de la période de référence, plus certains ajouts à la valeur d'actifs non produits découlant de l'activité de production des unités productives ou institutionnelles. Les actifs fixes sont des actifs produits utilisés dans des processus de production pendant plus d'un an.*

*La **dette publique** est définie (dans le Traité de Maastricht) comme la dette brute consolidée des administrations publiques en valeur nominale, c'est-à-dire le passif exigible des administrations publiques dans les comptes suivants : les numéraires et dépôts, les titres autres qu'actions et les crédits. Les données de base sont exprimées en monnaie nationale, convertie en euros en utilisant les taux de change de fin d'année fournis par la Banque Centrale Européenne (BCE).*

9-1 Le contexte européen

Données économiques, territoriales et démographiques

	PIB par habitant en standards de pouvoir d'achat (SPA) (EU-27 = 100)		Découpages territoriaux[a]				Population en millions d'habitants (au 1er janvier)
			« Régions 1 » (NUTS 1)	« Régions 2 » (NUTS 2)	« Départements » (NUTS 3)	« Communes » (UAL)	
	2024	Rang	2024	2024	2024	2024	2024
Allemagne	115	7	16	38	400	10 980	83,5
Autriche	116	5	3	9	35	2 093	9,2
Belgique	116	5	3	11	44	581	11,8
Bulgarie	66	27	2	6	28	265	6,4
Chypre	95	13	1	1	1	615	1,0
Croatie	77	22	1	4	21	556	3,9
Danemark	128	4	1	5	11	99	6,0
Espagne	92	14	7	19	59	8 132	48,6
Estonie	79	19	1	1	5	79	1,4
Finlande	103	10	2	5	19	309	5,6
France	**99**	**11**	**14**	**27**	**101**	**34 935**	**68,5**
Grèce	70	26	4	13	52	6 142	10,4
Hongrie	77	22	3	8	20	3 155	9,6
Irlande	211	2	1	3	8	166	5,4
Italie	98	12	5	21	107	7 900	59,0
Lettonie	71	25	1	1	5	43	1,9
Lituanie	88	17	1	2	10	60	2,9
Luxembourg	242	1	1	1	1	100	0,7
Malte	109	9	1	1	2	68	0,6
Pays-Bas	136	3	4	12	40	342	17,9
Pologne	79	19	7	17	73	2 477	36,6
Portugal	82	18	3	9	26	3 092	10,6
Roumanie	78	21	4	8	42	3 181	19,1
Slovaquie	75	24	1	4	8	2 927	5,4
Slovénie	91	15	1	2	12	212	2,1
Suède	113	8	3	8	21	290	10,6
Tchéquie	91	15	1	8	14	6 258	10,9
Union européenne (à 27)	**100**		**92**	**244**	**1 165**	**95 057**	**449,3**

(a) Il s'agit du découpage selon la nomenclature des unités territoriales statistiques (NUTS) et des unités administratives locales (UAL) d'Eurostat (voir définitions). Pour la France, Eurostat retient les nouvelles délimitations régionales comme NUTS1 en regroupant les régions ultrapériphériques en une seule unité, les anciennes délimitations régionales comme unité NUTS2 et les départements comme NUTS3.

Source : DGCL. Données Eurostat. Valeurs provisoires.

Données des finances publiques 2024

(en % du PIB)

	Dépenses des administrations locales		Formation brute de capital fixe des administrations locales		Dette des administrations locales	
	en % du PIB	part dans les APU (en %)	en % du PIB	part dans les APU (en %)	en % du PIB	part dans les APU (en %)
Allemagne	23,8	48,0	1,8	61,9	19,3	30,9
Autriche	20,3	36,1	1,7	43,1	10,8	13,2
Belgique	27,4	50,4	2,3	75,2	23,1	22,0
Bulgarie	8,3	20,9	1,3	45,0	0,9	3,5
Chypre	1,9	4,9	0,5	17,8	1,5	2,4
Croatie	11,8	24,6	1,8	35,0	1,3	2,3
Danemark	31,2	65,8	1,4	45,2	10,1	32,5
Espagne	22,8	50,2	1,9	70,4	22,5	22,1
Estonie	10,5	23,8	1,4	22,8	3,9	16,4
Finlande	23,7	41,1	2,5	57,1	13,8	16,8
France	**11,3**	**19,7**	**2,3**	**53,8**	**9,0**	**8,0**
Grèce	4,0	8,2	1,4	37,1	0,5	0,3
Hongrie	5,7	12,1	0,8	18,6	0,5	0,7
Irlande	2,3	10,5	0,8	32,4	2,3	5,7
Italie	14,3	28,3	1,9	54,0	5,0	3,7
Lettonie	11,3	24,7	1,5	26,4	5,7	12,2
Lituanie	9,9	25,0	1,2	29,2	0,8	2,1
Luxembourg	5,5	11,8	1,8	38,9	1,8	6,8
Malte	0,5	1,2	0,1	2,6	0,0	0,0
Pays-Bas	13,2	29,6	1,7	51,5	4,8	11,1
Pologne	14,4	29,2	2,1	42,7	3,4	6,1
Portugal	6,6	15,5	1,1	41,6	4,0	4,2
Roumanie	9,4	21,7	3,0	51,5	1,5	2,8
Slovaquie	7,9	16,8	1,0	28,4	2,0	3,4
Slovénie	8,9	18,9	1,9	37,9	1,7	2,6
Suède	25,6	50,8	2,8	50,5	13,9	41,5
Tchéquie	12,1	28,0	2,0	43,4	1,0	2,4
Union européenne (à 27)	**17,1**	**34,8**	**1,9**	**53,1**	**11,4**	**14,1**

(a) Y compris « Administrations d'États fédérées » pour les États fédéraux.

Source : Eurostat ; valeurs mises à jour en août 2025.

9-2 Le contexte régional

Caractéristiques physiques et démographiques

	Population[a]	Taux de croissance de la population entre 2019 et 2025 (en %)	Superficie (en km²)	Densité (en hab./km²)	Nombre de communes au 1er janvier 2025	Part (en %) de la population vivant : dans des communes de plus de 10 000 habitants[a]	Part (en %) de la population vivant : dans les communes urbaines (grille de densité Insee)[b]
Auvergne-Rhône-Alpes	8 163 884	+ 0,5	69 711	117	4 025	41,9	65,8
Bourgogne-Franche-Comté	2 803 977	- 0,1	47 784	59	3 685	26,5	46,3
Bretagne	3 422 845	+ 0,6	27 208	126	1 202	33,0	46,9
Centre-Val de Loire	2 581 597	+ 0,0	39 151	66	1 754	35,2	51,9
Corse	351 276	+ 1,0	8 680	40	360	41,1	57,5
Grand Est	5 560 079	+ 0,0	57 441	97	5 115	36,9	61,6
Hauts-de-France	5 998 916	- 0,0	31 806	189	3 782	42,7	71,1
Normandie	3 339 074	+ 0,0	29 907	112	2 644	33,6	51,0
Nouvelle-Aquitaine	6 113 384	+ 0,5	84 036	73	4 293	35,6	49,6
Occitanie	6 080 731	+ 0,8	72 724	84	4 446	41,1	62,5
Pays de la Loire	5 170 312	+ 0,6	32 082	124	1 228	45,3	65,8
Provence-Alpes-Côte d'Azur	3 879 216	+ 0,5	31 400	161	946	72,2	85,1
France métropolitaine sauf Île-de-France	**53 465 291**	**+ 0,4**	**531 929**	**101**	**33 480**	**41,6**	**65,8**
Île-de-France	12 380 964	+ 0,4	12 012	1 031	1 266	85,0	95,6
France métropolitaine	**65 846 255**	**+ 0,4**	**543 941**	**121**	**34 746**	**49,8**	**65,8**
Guadeloupe	383 569	- 0,5	1 628	236	32	75,5	87,0
Martinique	361 019	- 0,7	1 128	320	34	73,7	83,3
Guyane	288 382	+ 1,1	83 534	3	22	84,3	70,3
La Réunion	881 348	+ 0,5	2 504	352	24	94,9	97,3
Mayotte	329 282	+ 3,4	374	880	17	81,2	82,9
Outre-mer	**2 243 600**	**+ 0,6**	**89 168**	**25**	**129**	**84,9**	**87,8**
France	**68 089 855**	**+ 0,4**	**633 109**	**108**	**34 875**	**50,9**	**65,8**

(a) Population municipale en vigueur en 2025 (millésimée 2022), délimitation communale au 1er janvier 2025. Estimation de population au 1er janvier pour Mayotte.
(b) Grille de densité communale au 1er janvier 2025.
Source : DGCL. Données Insee.

Caractéristiques démographiques et économiques

	Part (en %) de la population		Taux d'activité des 15-64 ans[b] (en %)	Taux de chômage[c] (en %)	PIB régionaux[d]		
	de moins de 20 ans[a] (en %)	de 60 ans et plus[a] (en %)			En millions d'euros	En euros/ habitant	En euros/ emploi
Auvergne-Rhône-Alpes	23,2	27,4	76,5	6,4	328 611	40 017	89 351
Bourgogne-Franche-Comté	21,7	31,6	75,4	6,7	91 409	32 652	82 395
Bretagne	21,9	31,0	75,1	6,0	119 169	34 645	78 789
Centre-Val de Loire	22,6	30,7	76,0	6,9	89 893	34 871	84 446
Corse	19,7	32,1	73,1	6,3	10 710	30 292	76 173
Grand Est	22,0	29,0	74,8	7,1	189 105	33 912	85 502
Hauts-de-France	24,4	26,3	72,7	8,9	196 683	32 790	83 552
Normandie	22,7	30,2	74,8	7,1	115 942	34 784	86 106
Nouvelle-Aquitaine	20,6	32,4	75,7	6,6	213 662	34 814	81 708
Occitanie	21,5	30,8	74,0	8,8	213 320	34 843	82 226
Pays de la Loire	23,3	28,6	77,1	6,0	143 617	36 732	83 600
Provence-Alpes-Côte d'Azur	21,2	31,4	73,5	7,9	196 217	37 849	86 341
France métropolitaine sauf Île-de-France	**22,3**	**29,7**	**75,0**	**n. d.**	**1 908 337**	**35 574**	**84 377**
Île-de-France	24,3	21,8	76,7	7,2	860 067	69 288	123 310
France métropolitaine	**22,5**	**28,9**	**75,1**	**7,2**	**2 768 405**	**41 909**	**93 554**
Guadeloupe	21,9	32,6	70,6	15,7	11 225	27 324	67 786
Martinique	20,3	34,6	72,3	12,8	10 138	28 627	62 426
Guyane	39,7	11,3	63,4	16,4	5 195	17 703	63 511
La Réunion	28,0	22,5	69,5	16,5	23 165	26 248	62 455
Mayotte	53,8	4,3	50,8	29,0	3 327	11 486	64 733
Outre-mer	**31,1**	**22,0**	**69,3**	**n.d.**	**53 050**	**23 783**	**63 755**
France	**22,6**	**28,8**	**75,0**	**7,4**	**2 821 455**	**41 317**	**92 739**

(a) Insee - Estimations de population au 1er janvier 2025 (résultats provisoires).
(b) Recensement de population 2022, exploitation principale.
(c) France métropolitaine et DOM hors Mayotte : taux de chômage localisés au 1er trimestre 2025 ; Mayotte : enquête Emploi 2024.
(d) Comptes régionaux (données 2023).
n. d. : non disponibles.
Source : DGCL. Données Insee.

9-3a Le contexte départemental

Caractéristiques physiques, démographiques et sociales

	Départements	Population[a]	Superficie (en km²)	Densité (en habitants/km²)	Nombre de communes au 1er janvier 2025		Part de la population vivant dans des communes de plus de 10 000 habitants[a] (en %)
					Total	Rurales (communes peu et très peu denses Insee)[b]	
01	Ain	671 289	5 762	116	391	323	23,3
02	Aisne	525 558	7 362	71	797	752	29,7
03	Allier	334 715	7 340	46	317	303	31,2
04	Alpes-de-Haute-Provence	167 179	6 925	24	198	187	24,2
05	Hautes-Alpes	141 677	5 549	26	162	157	36,3
06	Alpes-Maritimes	1 114 579	4 299	259	163	107	80,4
07	Ardèche	333 229	5 529	60	335	303	15,7
08	Ardennes	267 204	5 229	51	447	422	23,3
09	Ariège	155 339	4 890	32	325	307	10,6
10	Aube	311 076	6 004	52	431	410	36,3
11	Aude	377 773	6 139	62	433	416	36,1
12	Aveyron	279 736	8 735	32	285	275	24,9
13	Bouches-du-Rhône	2 069 811	5 087	407	119	46	81,5
14	Calvados	704 605	5 534	127	526	446	28,8
15	Cantal	144 399	5 726	25	250	247	18,1
16	Charente	351 603	5 956	59	359	342	19,9
17	Charente-Maritime	668 160	6 864	97	462	427	22,1
18	Cher	299 496	7 235	41	286	279	29,9
19	Corrèze	240 120	5 857	41	277	272	25,1
20	Corse	351 276	8 680	40	360	341	41,1
21	Côte-d'Or	537 577	8 763	61	698	673	40,4
22	Côtes-d'Armor	609 598	6 878	89	344	318	20,2
23	Creuse	115 529	5 565	21	255	254	11,1
24	Dordogne	416 325	9 060	46	503	493	16,2
25	Doubs	548 662	5 234	105	563	504	34,3
26	Drôme	521 432	6 530	80	362	335	34,9
27	Eure	601 305	6 040	100	585	541	19,4
28	Eure-et-Loir	432 950	5 880	74	363	330	28,0
29	Finistère	927 912	6 733	138	277	243	37,6
30	Gard	764 010	5 853	131	350	283	36,5
31	Haute-Garonne	1 456 261	6 309	231	586	496	56,9
32	Gers	192 649	6 257	31	458	456	11,8
33	Gironde	1 674 980	9 976	168	534	443	57,6
34	Hérault	1 217 331	6 101	200	341	258	52,0
35	Ille-et-Vilaine	1 109 232	6 775	164	332	285	38,0
36	Indre	216 809	6 791	32	241	233	24,9
37	Indre-et-Loire	616 326	6 127	101	272	237	45,8
38	Isère	1 291 380	7 431	174	512	397	35,9
39	Jura	258 405	4 999	52	492	470	15,8
40	Landes	428 427	9 243	46	327	305	22,3
41	Loir-et-Cher	328 953	6 343	52	267	255	24,6
42	Loire	772 041	4 781	161	320	268	44,2
43	Haute-Loire	228 161	4 977	46	257	241	8,3
44	Loire-Atlantique	1 473 156	6 874	214	207	150	55,8
45	Loiret	687 063	6 775	101	325	281	41,0
46	Lot	175 620	5 217	34	312	309	11,3
47	Lot-et-Garonne	332 226	5 361	62	319	302	21,5
48	Lozère	76 503	5 167	15	152	151	16,1
49	Maine-et-Loire	828 151	7 107	117	176	158	57,0
50	Manche	496 815	5 951	83	445	428	28,6
51	Marne	564 107	8 169	69	610	575	47,1
52	Haute-Marne	169 865	6 211	27	426	420	26,0

(a) Population municipale en vigueur en 2025 (millésimée 2022), délimitation communale au 1er janvier 2025.
(b) Grille de densité communale au 1er janvier 2025.
Source : DGCL. Données Insee.

Caractéristiques physiques, démographiques et sociales

	Départements	Population[a]	Superficie (en km²)	Densité (en habitants/km²)	Nombre de communes au 1er janvier 2025		Part de la population vivant dans des communes de plus de 10 000 habitants[a] (en %)
					Total	Rurales (communes peu et très peu denses Insee)[b]	
53	Mayenne	305 437	5 175	59	240	230	25,8
54	Meurthe-et-Moselle	732 898	5 246	140	591	506	35,2
55	Meuse	180 745	6 211	29	499	491	17,3
56	Morbihan	776 103	6 823	114	249	222	30,2
57	Moselle	1 050 721	6 216	169	725	588	37,0
58	Nièvre	202 299	6 817	30	309	300	16,4
59	Nord	2 616 909	5 743	456	647	375	57,2
60	Oise	830 725	5 860	142	680	581	31,2
61	Orne	276 144	6 103	45	381	371	19,4
62	Pas-de-Calais	1 460 184	6 671	219	887	700	33,9
63	Puy-de-Dôme	664 385	7 970	83	463	419	41,3
64	Pyrénées-Atlantiques	699 473	7 645	91	545	485	41,8
65	Hautes-Pyrénées	231 453	4 464	52	469	449	25,0
66	Pyrénées-Orientales	492 964	4 116	120	226	175	38,5
67	Bas-Rhin	1 156 963	4 755	243	514	393	45,8
68	Haut-Rhin	767 800	3 525	218	366	253	40,2
69	Rhône	1 907 982	3 249	587	266	145	70,7
70	Haute-Saône	233 920	5 360	44	536	518	11,0
71	Saône-et-Loire	549 136	8 575	64	563	529	23,7
72	Sarthe	566 129	6 206	91	352	330	32,4
73	Savoie	445 288	6 028	74	273	232	27,9
74	Haute-Savoie	849 583	4 388	194	279	191	38,8
75	Paris	2 113 705	105	20 054	1	0	100,0
76	Seine-Maritime	1 260 205	6 278	201	707	627	48,1
77	Seine-et-Marne	1 452 399	5 915	246	507	365	53,4
78	Yvelines	1 470 778	2 284	644	259	132	70,7
79	Deux-Sèvres	375 415	5 999	63	252	241	27,7
80	Somme	565 540	6 170	92	771	733	27,8
81	Tarn	396 168	5 758	69	314	286	36,3
82	Tarn-et-Garonne	264 924	3 718	71	195	191	34,2
83	Var	1 108 364	5 973	186	153	102	67,0
84	Vaucluse	568 702	3 567	159	151	122	55,3
85	Vendée	706 343	6 720	105	253	239	28,4
86	Vienne	438 688	6 990	63	265	254	29,8
87	Haute-Vienne	372 438	5 520	67	195	187	43,6
88	Vosges	358 700	5 874	61	506	486	14,4
89	Yonne	333 896	7 427	45	423	405	18,7
90	Territoire de Belfort	140 082	609	230	101	68	32,6
91	Essonne	1 324 546	1 804	734	194	77	69,7
92	Hauts-de-Seine	1 647 435	176	9 381	36	0	99,4
93	Seine-Saint-Denis	1 681 725	236	7 120	39	0	98,3
94	Val-de-Marne	1 419 531	245	5 793	47	0	97,7
95	Val-d'Oise	1 270 845	1 246	1 020	183	88	78,4
971	Guadeloupe	383 569	1 628	236	32	13	75,5
972	Martinique	361 019	1 128	320	34	17	73,7
973	Guyane	288 382	83 534	3	22	17	84,3
974	La Réunion	881 348	2 504	352	24	4	94,9
976	Mayotte	329 282	374	880	17	5	63,3
France métropolitaine sauf Paris		**63 732 550**	**543 836**	**117**	**34 745**	**30 540**	**48,1**
France métropolitaine		**65 846 255**	**543 941**	**121**	**34 746**	**30 540**	**49,8**
Outre-Mer		**2 243 600**	**89 168**	**25**	**129**	**56**	**82,1**
France		**68 089 855**	**633 109**	**108**	**34 875**	**30 596**	**50,9**

(a) Population municipale en vigueur en 2025 (millésimée 2022), délimitation communale au 1er janvier 2025. Estimation de population au 1er janvier pour Mayotte.
(b) Grille de densité communale au 1er janvier 2025.
Source : DGCL. Données Insee.

9-3b Le contexte départemental

Caractéristiques physiques, démographiques et sociales

	Départements	Part de la population de 15 à 64 ans[a] (en %)	Part de la population de 75 ans et plus[a] (en %)	Taux de chômage[b] (en %)	Nombre de bénéficiaires du RSA[c]	Voirie départementale (en km)[d]	Kilomètres de voirie pour 1 000 habitants
01	Ain	61,6	9,3	5,6	8 190	4 453	6,6
02	Aisne	59,8	10,6	10,2	17 510	5 426	10,3
03	Allier	56,2	14,9	7,8	9 840	5 280	15,8
04	Alpes-de-Haute-Provence	56,7	14,3	7,8	4 120	2 506	15,0
05	Hautes-Alpes	57,5	14,0	6,2	2 760	1 926	13,6
06	Alpes-Maritimes	59,6	13,8	6,8	17 410	1 709	1,5
07	Ardèche	57,2	13,2	7,6	6 180	3 786	11,4
08	Ardennes	59,4	11,2	9,5	8 900	3 440	12,9
09	Ariège	57,6	13,5	9,1	6 630	2 671	17,2
10	Aube	59,8	11,5	9,3	9 210	4 480	14,4
11	Aude	57,0	14,1	10,2	15 740	4 300	11,4
12	Aveyron	57,2	14,5	5,4	4 110	5 911	21,1
13	Bouches-du-Rhône	61,7	11,3	8,6	70 580	3 001	1,5
14	Calvados	60,3	11,6	6,7	13 640	5 746	8,2
15	Cantal	56,6	14,8	4,3	1 910	3 972	27,5
16	Charente	58,1	13,3	7,4	10 140	5 174	14,7
17	Charente-Maritime	56,2	14,9	6,9	14 630	6 069	9,1
18	Cher	57,4	13,7	7,1	8 920	4 603	15,4
19	Corrèze	56,8	15,0	5,9	3 430	4 754	19,8
20	Corse	59,9	12,6	6,3	5 940	5 043	14,4
21	Côte-d'Or	62,1	11,4	5,8	10 070	5 674	10,6
22	Côtes-d'Armor	56,6	13,6	6,2	11 080	4 613	7,6
23	Creuse	54,5	16,1	7,0	2 500	4 395	38,0
24	Dordogne	55,6	15,2	7,0	9 970	4 981	12,0
25	Doubs	61,9	10,5	7,3	12 830	3 684	6,7
26	Drôme	59,2	11,7	7,7	11 230	4 205	8,1
27	Eure	60,3	10,0	7,0	13 060	4 318	7,2
28	Eure-et-Loir	59,7	10,7	6,9	8 890	7 430	17,2
29	Finistère	59,4	12,4	6,2	14 960	3 503	3,8
30	Gard	58,6	12,3	9,6	30 020	4 748	6,2
31	Haute-Garonne	66,0	8,8	8,0	38 780	6 149	4,2
32	Gers	56,5	14,8	5,7	4 080	3 558	18,5
33	Gironde	63,7	10,1	6,9	40 910	6 376	3,8
34	Hérault	61,4	11,8	10,2	42 830	4 669	3,8
35	Ille-et-Vilaine	63,5	9,6	6,0	20 800	4 634	4,2
36	Indre	55,8	15,2	6,8	5 210	4 982	23,0
37	Indre-et-Loire	60,8	11,9	6,6	14 750	3 641	5,9
38	Isère	62,4	9,9	6,0	22 600	4 664	3,6
39	Jura	58,6	12,7	5,4	3 630	3 532	13,7
40	Landes	58,0	13,4	6,6	8 540	4 288	10,0
41	Loir-et-Cher	57,4	13,5	6,2	7 530	3 423	10,4
42	Loire	59,2	12,3	7,6	18 270	3 231	4,2
43	Haute-Loire	57,8	12,8	5,6	2 990	3 417	15,0
44	Loire-Atlantique	63,0	9,7	5,7	30 570	4 291	2,9
45	Loiret	60,6	10,7	7,4	16 400	3 613	5,3
46	Lot	54,4	16,3	7,0	4 210	4 017	22,9
47	Lot-et-Garonne	56,6	14,4	7,4	9 200	2 950	8,9
48	Lozère	58,1	13,6	4,7	1 320	2 262	29,6
49	Maine-et-Loire	61,3	10,7	6,4	14 480	4 747	5,7
50	Manche	57,5	13,4	5,3	7 470	7 995	16,1
51	Marne	61,9	10,6	7,1	14 560	4 250	7,5
52	Haute-Marne	57,5	13,7	6,4	4 140	3 895	22,9

(a) Insee - Estimations de population au 1er janvier 2025 (résultats provisoires).
(b) France métropolitaine et DOM : taux de chômage localisés au 1er trimestre 2025 ; Mayotte : enquête Emploi 2024.
(c) Au 31 décembre 2024.
(d) Année 2023.
Source : DGCL. Données Insee, Drees.

Caractéristiques physiques, démographiques et sociales

	Départements	Part de la population de 15 à 64 ans[a] (en %)	Part de la population de 75 ans et plus[a] (en %)	Taux de chômage[b] (en %)	Nombre de bénéficiaires du RSA[c]	Voirie départementale (en km)[d]	Kilomètres de voirie pour 1 000 habitants
53	Mayenne	59,0	12,1	5,3	3 760	3 675	12,0
54	Meurthe-et-Moselle	63,2	10,1	6,7	21 130	3 216	4,4
55	Meuse	58,4	12,2	7,2	4 270	3 529	19,5
56	Morbihan	57,5	13,2	5,7	13 030	4 168	5,4
57	Moselle	62,2	10,0	7,1	24 140	4 014	3,8
58	Nièvre	55,0	15,6	6,9	5 810	4 360	21,6
59	Nord	63,2	8,9	9,6	95 310	4 815	1,8
60	Oise	62,2	8,7	7,6	20 440	4 389	5,3
61	Orne	56,5	14,1	7,0	6 890	5 855	21,2
62	Pas-de-Calais	61,1	9,6	8,4	48 540	6 190	4,2
63	Puy-de-Dôme	61,3	11,6	6,4	14 780	6 958	10,5
64	Pyrénées-Atlantiques	59,4	13,3	5,7	15 370	4 445	6,4
65	Hautes-Pyrénées	57,9	14,3	7,6	5 570	2 985	12,9
66	Pyrénées-Orientales	57,0	13,9	12,0	26 070	2 152	4,4
67	Bas-Rhin	63,9	9,4	6,4	25 450	-	-
68	Haut-Rhin	61,6	10,5	7,0	15 920	-	-
69	Rhône	64,9	9,5	6,7	48 600	6 383	3,3
70	Haute-Saône	58,7	12,2	6,7	4 080	3 555	15,2
71	Saône-et-Loire	56,8	14,0	6,7	9 490	5 486	10,0
72	Sarthe	59,4	11,7	7,2	11 640	4 276	7,6
73	Savoie	61,3	11,0	5,5	5 970	3 121	7,0
74	Haute-Savoie	63,8	8,9	5,6	8 940	2 977	3,5
75	Paris	69,5	9,7	5,9	64 210	1 625	0,8
76	Seine-Maritime	61,0	10,6	8,1	39 130	5 789	4,6
77	Seine-et-Marne	64,1	7,6	7,0	32 460	4 312	3,0
78	Yvelines	63,4	8,8	6,8	26 260	1 577	1,1
79	Deux-Sèvres	59,0	12,5	5,6	6 560	4 072	10,8
80	Somme	61,6	10,5	8,2	16 420	4 511	8,0
81	Tarn	57,7	14,1	7,8	10 490	4 154	10,5
82	Tarn-et-Garonne	59,0	11,7	8,6	6 650	2 550	9,6
83	Var	57,3	14,7	7,2	32 120	2 963	2,7
84	Vaucluse	58,9	12,4	9,7	13 510	2 320	4,1
85	Vendée	57,4	13,2	5,4	6 610	4 664	6,6
86	Vienne	60,9	11,7	6,4	12 240	4 776	10,9
87	Haute-Vienne	59,0	13,4	6,8	10 360	3 998	10,7
88	Vosges	58,3	12,9	7,5	10 100	3 234	9,0
89	Yonne	57,7	12,8	7,3	8 800	5 013	15,0
90	Territoire de Belfort	61,7	10,3	9,1	4 180	548	3,9
91	Essonne	64,0	8,1	6,7	30 270	1 490	1,1
92	Hauts-de-Seine	66,8	8,2	6,3	30 490	331	0,2
93	Seine-Saint-Denis	66,2	5,9	10,6	85 330	344	0,2
94	Val-de-Marne	66,1	8,0	7,5	46 220	406	0,3
95	Val-d'Oise	64,3	7,0	8,2	35 910	1 080	0,8
971	Guadeloupe	60,1	10,7	15,7	40 120	585	1,5
972	Martinique	59,7	11,4	12,8	31 890	953	2,6
973	Guyane	62,3	2,7	16,4	22 970	448	1,6
974	La Réunion	63,6	6,2	16,5	91 830	724	0,8
976	Mayotte	53,6	0,9	29,0	4 660	144	0,4
France métropolitaine sauf Paris		**61,3**	**10,8**	**n.d.**	**1 596 980**	**377 486**	**5,9**
France métropolitaine		**61,6**	**10,8**	**7,2**	**1 661 190**	**379 111**	**5,8**
Outre-Mer		**60,8**	**6,6**	**n.d.**	**191 470**	**2 853**	**1,3**
France		**61,6**	**10,7**	**7,4**	**1 852 660**	**381 964**	**5,6**

(a) Insee - Estimations de population au 1er janvier 2025 (résultats provisoires).
(b) France métropolitaine et DOM : taux de chômage localisés au 1er trimestre 2025 ; Mayotte : enquête Emploi 2024.
(c) Au 31 décembre 2024.
(d) Année 2023.
Source : DGCL. Données Insee, Drees.

Les collectivités locales en chiffres 2025

Les Collectivités locales en chiffres est l'annuaire statistique de la Direction générale des collectivités locales (DGCL). Son objectif est de fournir annuellement les informations statistiques essentielles sur les collectivités locales. Il est réalisé par le Département des études et des statistiques locales (DESL) de la DGCL.

Le lecteur trouvera dans cet ouvrage :

- les chiffres clés des collectivités locales ;
- des données sur les structures territoriales, les finances et la fiscalité locales, les personnels des collectivités locales et les élus locaux.

Pour chacun des thèmes, un commentaire succinct, ainsi que des définitions et des références introduisent les données chiffrées.

Des informations complémentaires sont disponibles sur le portail des collectivités locales : www.collectivites-locales.gouv.fr

Direction générale des collectivités locales
Département des études et des statistiques locales
Place Beauvau – 75800 Paris Cedex 08
Tél. : 01 40 07 68 29

ISSN : 1263-0322
ISBN : 978-2-11-179865-6